

UNIVERSITÉ DE MONTPELLIER
FACULTÉ DE DROIT

La traite des Arachides
dans le pays de Kaolack, et ses conséquences
économiques, sociales et juridiques

THÈSE POUR LE DOCTORAT

présentée et soutenue par

Joseph FOUQUET

Docteur en Droit
Breveté de l'Ecole Nationale de la France d'Outre-Mer
Licencié ès lettres



MONTPELLIER 1951

UNIVERSITÉ DE MONTPELLIER
FACULTÉ DE DROIT

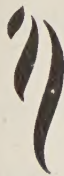
La traite des Arachides
dans le pays de Kaolack, et ses conséquences
économiques, sociales et juridiques

THÈSE POUR LE DOCTORAT

présentée et soutenue par

Joseph FOUQUET

Docteur en Droit
Breveté de l'École Nationale de la France d'Outre-Mer
Licencié ès lettres



MONTPELLIER 1951

UNIVERSITÉ de MONTPELLIER

FACULTÉ de DROIT

MM. BECQUE, professeur de Droit civil.
VIALLETON, professeur de Droit civil.
GUENOUN, professeur de Droit romain.
LEGAL, professeur de Droit criminel.
DEMONTES, professeur de Droit civil.
ANTONELLI, professeur d'Économie politique.
DELBEZ, professeur de Droit international public.
TISSET, professeur d'Histoire du Droit.
de LAUBADÈRE, professeur de Droit constitutionnel, détaché au Maroc, directeur
du Centre d'études juridiques de Rabat.
CABRILLAC, professeur de Droit commercial.
COMBY, professeur d'Économie politique.
COSTE-FLORET Paul, professeur de Droit civil, détaché comme membre de
l'Assemblée nationale.
MILHAU, professeur d'Économie politique.
PEQUIGNOT, professeur de Droit administratif.
BECQUE Jacques, professeur de Procédure civile et voies d'exécution.
DESMOULIEZ, agrégé, chargé du cours de Droit constitutionnel.
DUFOUR, agrégé, détaché à Alexandrie.
SAUTEL, chargé de cours de Droit romain.
LEDUC, chargé de cours d'Économie politique.
DIJOL, chargé d'un cours de Capacité.

ADMINISTRATION

MM. BECQUE, doyen.
LEGAL, assesseur.

Secrétariat

M. JULIEN, secrétaire.

HONORARIAT

MM. MORIN, doyen.
COURTIN, professeur d'Économie politique.
DUBOIS, secrétaire.

JURY

MM. MORINI-COMBY, professeur, président.
ANTONELLI, professeur, assesseur.
PEQUIGNOT, professeur, assesseur.
TROCHAIN, professeur à la Faculté des Sciences, assesseur.

MEIS

A Monsieur le Professeur MORINI-COMBY qui m'a appris à mieux connaître les peuples d'Outre-Mer et qui m'a fait un très grand honneur en acceptant de présider cette thèse,

A Monsieur le Professeur ANTONELLI qui a bien voulu m'honorer de sa présence dans mon jury de thèse,

A Monsieur le Professeur PEQUIGNOT auprès de qui j'ai toujours trouvé le meilleur accueil,

A Monsieur le Professeur TROCHAIN dont les conseils ont été si précieux pour moi,

mon hommage respectueux,



Digitized by the Internet Archive
in 2026

https://archive.org/details/IA41548326_0068

A Monsieur le Gouverneur WILTORD,

A Monsieur le Gouverneur BAILLY,

Gouverneurs du Sénégal,

pour les remercier du précieux concours que nous ont
apporté tous les Services administratifs placés sous leur
haute autorité.

A MM. POLI, administrateur en chef, commandant le Cercle de Kaolack.
MONOD, directeur de l'Institut Français d'Afrique Noire à Dakar.
SOULEYE DIAGNE, avocat défenseur à Kaolack, conseiller général du Sénégal.
FOURNIER, président de la Chambre de Commerce de Kaolack, fondé de pouvoirs de la Maison Chavanel.
CARRIÈRE DE BELGARRIC, directeur de l'Institut de recherches pour les huiles et oléagineux à Paris.
BOUFFIL, directeur du Centre de recherches agronomiques de Bambey.
GRIBELIN, administrateur au Ministère de la France d'Outre-Mer, direction des Affaires économiques.
ADAMA LO, président du conseil général du Sénégal.
AUZUECH, fondé de pouvoirs de la Maison Maurel Frères.
BACHIR Jamil, commerçant à Kaolack.
BA ABDOU SOULE, chef de canton de Djilor Diognick, président du Tribunal coutumier de Foundiougne, président de la Coopérative agricole de la subdivision de Foundiougne.
BOURLON, administrateur, chef de la subdivision de Kaolack.
BOUSQUET, chef du Service de l'agriculture pour le Sine-Saloum.
CARLES, chef adjoint du Service de l'agriculture de Kaolack.
CEBRON, inspecteur des Eaux et Forêts pour le Sine-Saloum.
CHAUSSARD, fondé de pouvoirs de la Société des huileries et rizeries de l'Ouest Africain.
DAUTAIS, commandant du port de Kaolack.
EL HADJ IBRAHIMA NIASSE, chef religieux, professeur d'arabe, cultivateur.
EL HADJ MOHAMADOU FALILOU M'BACKE, kalife général de la Confrérie des Mourides.
FODE DIOUF, chef de la province de Kahone.
GIBERT, inspecteur adjoint des coopératives à Saint-Louis.
GAILLES, agent de contrôle de la Société de prévoyance à Gniby.
GUÉROU, directeur de la banque de l'Afrique Occidentale à Kaolack.
GUIRAUD, chef du Service économique à Kaolack.
JALIN, inspecteur des coopératives à Saint-Louis.

LATRILLE, chef du Service du conditionnement à Kaolack.

LEROY, trésorier-payeur à Kaolack.

MACARI, chef du Service de l'agriculture pour le Sénégal.

MADIER, secrétaire-trésorier de la Société de prévoyance du Sine-Saloum.

MESCLE, directeur du Bloc expérimental de l'arachide à Boulele.

MORA, agent fondé de pouvoirs des anciens établissements Peyrissac à Kaolack.

MOULHERAC, agent fondé de pouvoirs de la Maison Maurel et Prom.

MOUTEAUX, directeur du Comité de propagande de l'arachide à Dakar.

NABA, commerçant à Kaolack.

PEDOYA, chef du Bureau des Affaires économiques à Saint-Louis.

PERSONNAZ, directeur commercial de la Société de décorticage.

QUINCEROT, inspecteur du Service de l'Enregistrement des Domaines et du Timbre à Kaolack.

ROUZAUD, fondé de pouvoirs de la Nouvelle Société Commerciale à Kaolack.

SOW AMADOU SALOUM, chef du canton du Laghem Oriental.

STROMBONI, vérificateur principal des Douanes à Kaolack.

SUPERBIE-MAUPAS, fondé de pouvoirs de la Compagnie Française de l'Afrique Occidentale.

THÉVENIN, inspecteur des Eaux et Forêts à Kaolack.

THIERNO SOW, chef du canton du Laghem Occidental.

TURPIN (Joseph), président de la Coopérative mutuelle agricole Sénégalaise à Kaolack.

VANE SADA, président du Tribunal indigène de Kaolack.

Et à tous ceux qui m'ont apporté une aide précieuse en me fournissant de nombreux renseignements oraux ou écrits.

MERCI.

Les articles et ouvrages consultés pour l'élaboration de cette thèse ont été puisés d'une part, aux deux sources très abondantes de documentation que constituent à Montpellier le Centre d'Études économiques et juridiques des pays d'outre-mer, créé et dirigé par M. le Professeur MORINI-COMBY, et l'Institut d'Études centrafricaines, créé et dirigé par M. le Professeur TROCHAIN ; d'autre part à la Direction des Affaires Économiques du Ministère de la France d'Outre-Mer, au Gouvernement du Sénégal, Service des Affaires Économiques, à la Chambre de Commerce de Kaolack, à l'Institut français d'Afrique Noire à Dakar, à l'Institut de Recherches pour les huiles et oléagineux à Paris, au Centre de Recherches agronomiques de Bambey, aux archives de la Société de prévoyance du Sine-Saloum et du Service de l'Agriculture de Kaolack.

Je tiens à souligner la grande sympathie avec laquelle j'ai été accueilli par toutes ces organisations qui n'ont pas ménagé leurs efforts pour mettre à ma disposition le maximum de renseignements dans les meilleures conditions.

AVANT-PROPOS

Affecté comme président du tribunal à Kaolack, nous débarquions pour la première fois dans cette ville le 5 janvier 1949. Nous fûmes surpris à notre arrivée par l'activité fiévreuse qui s'était emparée de toute la population : des camions allaient et venaient dans tous les sens, craquant sous le poids de leur chargement et soulevant, au passage, un nuage de poussière rougeâtre. Les hommes, blancs ou noirs, s'agitaient et s'interpellaient bruyamment, comme pour scander le rythme accéléré de cette mélopée dont le titre revenait sur toutes les lèvres : « la traite des arachides ». L'arachide ! mot magique dont la puissance électrisait tout un peuple. Que de chemin parcouru depuis le jour où, en 1828, le Gouverneur Jubelin avait déclaré publiquement que « le climat du Sénégal et sa constitution physique repoussaient la culture des denrées coloniales ». Tout ce pays de Kaolack, dont l'existence est liée à celle de l'arachide, était là pour apporter un démenti formel à ces affirmations imprudentes. Tout semblait vivre ici pour et par l'arachide. Les premières affaires que nous eûmes à connaître professionnellement, nous le confirmèrent : infractions à la réglementation de la traite et au conditionnement des graines emplissaient le rôle de la simple police, tandis que les difficultés nées de l'exécution des contrats d'achat ou de vente de la graine constituaient l'essentiel des affaires civiles.

Le Professeur Morini-Comby, à qui nous faisons part de nos impressions, nous faisait remarquer fort à propos, et ceci dès le 18 janvier, que notre thèse se trouvait toute écrite dans le récit de notre arrivée. Nous tenons à remercier particulièrement le Président du Centre d'Études d'Outre-Mer de Montpellier, de nous avoir permis, en nous proposant l'étude de la traite des arachides, de son mécanisme et de ses conséquences, de suivre au jour le jour, pendant vingt-six mois, les efforts de toute une population, blanche ou noire, qui lutte, sous un climat torride, pour arracher au sol ingrat, cette arachide qui fait aujourd'hui la richesse du pays, et dont la culture en était encore ignorée, il y a cent ans à peine.

Nous avons pu mesurer les efforts de la population européenne

— directeurs de grosses firmes, employés, « indépendants », — dont la moitié de leur vie s'écoule sous un ciel de plomb, et qui, malgré la maladie qui les guette, n'en continuent pas moins leur tâche jusqu'au jour où ils s'éteignent, au milieu de ces noirs, qu'ils ont appris à aimer. Ils nous ont conté leurs angoisses, leurs espérances, leurs difficultés. Nous avons vu également ces Libanais et ces Syriens, dont la plupart, installés dans un coin de brousse, vivent dans un confort très précaire et partagent la vie des autochtones pendant des dizaines d'années avant de retourner au pays natal. Nous avons vu ces traitants indigènes et ces directeurs de coopératives, animés d'une foi inébranlable dans l'avenir de leur pays et dans le rôle qu'ils sont appelés à y jouer. Enfin nous nous sommes surtout intéressé aux paysans, eux qui sont à la base de tout cet édifice, eux qui constituent la fraction la plus importante de ce « peuple de l'arachide ». Nous les avons vus au travail, nous avons visité leurs demeures, recueilli leurs doléances, examiné leurs conditions de vie. Pauvres, vivant très modestement, enveloppés dans leurs « boubous », installés avec leur famille autour de la calebasse qui contient le couscous de mil, ils attendent avec impatience la période de la traite qui, au sortir de l'hivernage accablant, galvanisera à nouveau leurs énergies. Eux aussi seront alors gagnés par cette fièvre que d'aucuns appellent « l'arachidite », et, pendant trois mois, le poisson sec ou la viande de bœuf viendront rehausser le plat du jour, tandis que le tam-tam scandera leur joie et que l'on pourra sacrifier à nouveau à la règle de l'hospitalité en ouvrant largement la table aux amis et connaissances. La traite finie, le gousset déjà vide, ils reprendront leurs vieilles habitudes. Les nécessités de notre profession nous ont amené à interroger beaucoup de ces paysans, débiteurs malheureux, appelés devant le Tribunal par les commerçants qui leur ont consenti des avances avec intérêts, à valoir sur la récolte.

Notre principal souci, au cours de cette étude a été de nous pencher sur le côté humain et social de la traite, et plus particulièrement sur le sort du paysan noir au cours du siècle écoulé, face au développement de la culture de l'arachide et au bouleversement économique et social qui en a été la conséquence. Dans les conclusions que nous serons appelé à dégager, nous ne devons pas oublier que cette révolution économique n'est pas un fait isolé : elle s'inscrit dans une évolution beaucoup plus large, qui, en moins d'un demi-siècle, a mis les masses africaines en présence d'une civilisation occidentale dont l'épanouissement dans le domaine économique comme dans le domaine politique, industriel et social, avait été le fruit de lutttes, de déceptions et d'espoirs s'étalant sur plusieurs millénaires. Ce choc de deux civilisations,

cette ascension sans transition de la population africaine à un niveau de vie et à un comportement semblables à celui de la Nation protectrice ont entraîné fatalement des chaos sans nombre, et expliquent les hésitations et les incompréhensions qui marquent parfois les rapports entre noirs et blancs. « Améliorer la vie indigène sans la désaxer ni la déséquilibrer, l'élever en dignité sans renoncer au rôle de tutelle, faire une place aux entreprises de colonisation métropolitaines sans diminuer celle des exploitations traditionnelles, opérer une occupation sans refoulement, provoquer un enrichissement sans victimes, il y a là un jaillissement d'antinomies qui, pour être résolues, exigent des peuples colonisateurs une singulière provision de patience et des dons exceptionnels d'habileté » (1).

(1) HARDY : « Nos grands problèmes coloniaux », p. 9.

INTRODUCTION

« Faire la traite... » se disait autrefois, selon Littré, de « tout commerce d'échanges qui se faisait avec les peuples sauvages ». « Le désir de posséder ce que le sol de la Patrie ne peut leur procurer est incontestablement une des raisons essentielles qui poussent les hommes sur la voie des expéditions coloniales » (1). C'est la traite qui a conduit les premiers navigateurs sur les rivages du Sénégal : ils y allaient puiser l'or, l'ivoire, la gomme et les esclaves, « produits » qui faisaient défaut sur le continent européen.

L'or est l'objet des transactions muettes qui mettent en présence, au nord du Sahara, les Carthaginois et les peuples libyco-berbères. Au ^x^e siècle les arabes connaissent eux aussi le Bambouck comme étant « la province renommée par la quantité et la bonté de son or ». Les commerçants arabes viennent à la lisière sud du Sahara échanger avec les puissants rois Soninkès de Ghana les produits manufacturés et le sel du nord contre l'or, la gomme et les esclaves du Sud. Dans la deuxième moitié du ^{xv}^e siècle, les portugais installent leurs comptoirs sur le littoral sénégalais, et, en contre partie de couvertures, de pagnes et de verroterie, ils se procurent de l'or, de l'ivoire, des peaux, de la cire et des esclaves. Dans le courant du ^{xvi}^e siècle, les anglais et les français viennent partager les bénéfices avec les portugais : les marchandises sont entreposées à Rufisque, à Gorée, et, de là, les côtes partent faire la traite à l'embouchure du Sénégal ou de la Gambie. Richelieu crée « la Compagnie normande pour l'exploitation du commerce du Sénégal » et lui accorde le privilège de trafiquer au Sénégal, au Cap Vert et à la Gambie privativement à tous autres pendant dix ans. Au début du ^{xviii}^e siècle, cette Compagnie achetait au Sénégal 8.000 quintaux de gomme par an, 1.500 à 2.000 esclaves, de l'ivoire, de la cire, et de l'or ; elle écoulait en échange de la serge bleue, des fusils, de la poudre, et du papier. On distingue alors la Grande Traite, celle de la gomme, qui avait lieu de janvier à mai dans le Bas-Fleuve, et la Petite Traite, ou voyage de Galam,

(1) Henri DENIS : « Les desseins de la mise en valeur. Pourquoi coloniser ? » in « Éléments d'Économie coloniale », MAUNIER, 1943, p. 17.

qui conduisait les commerçants ou « traitants » dans les escales du Haut Fleuve. Tous les produits d'exportation sont dirigés sur Saint-Louis où ils sont vérifiés et pesés par les agents du Gouvernement (1). L'abolition de l'esclavage place dans une situation difficile les pays de la côte occidentale d'Afrique qui tiraient de ce commerce la majeure partie de leurs profits. La Métropole cherche alors dans la mise en culture du sol les nouveaux articles d'exportation susceptibles de remplacer les esclaves. « On passe du stade du pillage et de la cueillette, au stade de la culture, de la plantation » (2), mais on veille à ce que l'économie de la Colonie soit complémentaire et non concurrente de celle de la Métropole.

Les essais officiels pour la mise en valeur du sol furent tentés en 1820 sous la direction de Richard, botaniste du Gouvernement et eurent pour but d'introduire en Afrique, les plantes riches que l'on trouvait aux Antilles et aux Indes : café, canne à sucre, cannelle et poivre. Ces expériences n'eurent aucun succès. L'arachide qui servait à nourrir les esclaves durant la traversée n'avait pas retenu tout d'abord l'attention du Gouvernement. Pourtant, un officier français, le Général Bernard, après avoir visité près de Hann le jardin européen appartenant à un nommé Baudin, écrivait, en juin 1836, au Ministre de la Marine « cocotiers, pistaches et bois de sapins, voilà les trois agents que je crois propres à civiliser à peu de frais ces bons yolloffs qui pullulent dans leurs villages et dans la ville de Gorée, sans industrie pour leur bien-être et sans fournir aucun aliment à notre commerce » (3). Mais Haudelot, naturaliste consulté par le Gouvernement, concluait que toute culture, autre que celle du mil, laisserait peu d'espoir de succès sur la presqu'île du Cap Vert. Pourtant, dès 1834, des essais avaient été tentés sur place par Devès et Chaumet pour extraire de l'huile de la graine d'arachide, en vue de l'exportation.

Cette plante avait été importée d'Amérique en Afrique par les négriers, qui trouvaient plus avantageux de puiser en Afrique même le ravitaillement de leur cargaison, plutôt que de s'assurer ce dernier au départ d'Amérique, et se charger ainsi au cours de leur voyage triangulaire d'un frêt fort encombrant. La littérature la plus ancienne (« Las cosas que se traen de nuestras Indias Occidentales » publié par Monardès à Séville en 1569) concernant l'arachide, la situe en effet au Brésil et au Pérou où Monardès qui

(1) GUIRAUD : « L'arachide sénégalaise », p. 115 à 124.

(2) Henri DENIS : « Les desseins de la mise en valeur. Pourquoi coloniser ? » in « Éléments d'Économie coloniale », MAUNIER, p. 17 à 38.

(3) CHEVALIER : « Monographie de l'arachide », revue de botanique appliquée, octobre-novembre 1933, p. 1851.

vécut au Pérou en 1550 la désigne sous le nom de « anchic ». Jean de Léry, pasteur protestant français, qui avait séjourné à Rio de Janeiro en 1555, fit connaître l'arachide sous le nom de « manobi ». D'après le Comte de Ficalo, un portugais, Gabriel Soarès de Souza, avait remarqué l'arachide au Brésil vers 1570. D'Acosta, qui avait séjourné au Brésil en 1571, signale, en 1598, la culture de l'arachide par les Indiens ; à la même époque, Maréchal et Piso indiquent son existence au Pérou. En 1640, d'après Dubard, Parkinsén donne une image du fruit dans son « *Théatrum Botanicum* ».

La dénomination de « mantiga » et par abréviation « tiga », sous laquelle les Mandingues désignent encore aujourd'hui ce produit, porte à penser par sa forme même (« manteiga » en portugais signifie « beurre ») que les importateurs de cette plante en Afrique furent les portugais, et que, par suite, les premières semences vinrent du Brésil. Le nom d'« arachide » vient du Père Plumier, envoyé en mission par le Roi dans les Antilles, à la fin du Grand Siècle. Là, il y trouva l'arachide appelée par les indigènes « manobi », et qu'il baptisa « arachidna » par analogie avec l'« arakos » de Théophraste, plante dont les fruits se développaient dans la terre comme ceux de l'arachide.

Appréciée des indigènes, l'arachide s'était répandue petit à petit autour des cases et était utilisée pour la nourriture. Elle avait remplacé la culture d'une légumineuse « le voandzou ». André Alvarez de Almada, qui parcourt la Sénégambie vers 1560, l'indique comme récoltée dès cette époque en quantité considérable. Un chimiste parisien, Rousseau, témoin des produits considérables que l'arachide donnait au pays, s'assura de sa richesse en huile et encouragea aussitôt la culture de cette oléagineuse. Les esclaves, dont l'émancipation ne fut effective au Sénégal que le 23 août 1848, alimentaient encore à cette époque, d'une façon sensible, les exportations de la côte d'Afrique. « Garde tes captifs, ils sont nos semblables », dit en 1840 Rousseau au chef de Dakar qui lui présentait des esclaves pour qu'il en fit l'acquisition, « mais pour des arachides, je t'offre tout ce que tu veux d'Europe ». Un éclair illumina le cerveau du chef indigène : « puisque chaque captif au lieu d'être vendu, peut rapporter en arachides au moins sa valeur, utilisons nos esclaves à la culture des lougans. Le lendemain les marabouts étaient réunis, faisaient une cérémonie, enterraient des gris-gris et promettaient de propager la culture de l'arachide » (1). Dans la même année Rousseau, aidé par Jean de Saint-Jean, achetait sur le territoire de Rufisque une concession de six hectares où il cultivait des arachides, et créait une factorerie. En 1841, le

(1) ADAM : « L'Arachide », année 1908, p. 11 à 21.

brick « Zenith », après avoir complété son chargement à Saint-Louis, Gorée et Albréda, emmenait 70.000 kilos de graines vers l'huilerie de Sotteville-les-Rouen. Vers la même époque, Gasconi, négociant à Saint-Louis, expédiait sur Marseille 722 kilos de graines. Dès 1850, l'exploitation de Rousseau permettait à elle seule de charger le trois-mâts « Nouvelle Amélie ». La culture de l'arachide s'implante définitivement au Sénégal, et le Gouverneur Protêt peut signaler que les indigènes commencent à comprendre le parti qu'ils peuvent tirer de leurs terrains en « se livrant à la culture d'une graine dont les travaux peu pénibles s'accordent parfaitement avec leur penchant à la paresse » et conclure « les arachides doivent sauver le pays » (1).

L'arachide va en effet prendre de l'extension au point de devenir le premier produit d'exportation du Sénégal et même de l'Afrique Occidentale Française. La traite n'est plus un « commerce d'échanges avec les peuples sauvages » : c'est désormais l'ensemble des opérations de commercialisation de la graine depuis son départ du lieu de production jusqu'au port d'embarquement. Pourtant, bien que le mot ait perdu son sens primitif, la terminologie de la traite est demeurée. Chaque année des arrêtés du Gouverneur portent ouverture et fermeture de la « traite ». Le législateur a également soin de fixer limitativement les différents « points de traite » où les arachides devront être amenées en vue de leur vente. Les agents chargés de négocier directement avec l'indigène reçoivent la qualification de « traitants ». Enfin le terme d'« escales », désignant primitivement les établissements relevant directement de l'Administration française par opposition aux localités où le commerce était subordonné au paiement de redevances ou « coutumes » aux chefs indigènes du pays, est demeuré pour désigner les gros centres commerciaux situés le plus souvent sur la voie ferrée. C'est qu'en fait, les procédés en usage sur le fleuve pour la traite de la gomme furent transposés dans les nouvelles régions pour le commerce des arachides. Peut-être cette terminologie souligne-t-elle le caractère de dépendance dans laquelle se trouve quelquefois le vendeur africain, insuffisamment éduqué, et victime des errements de quelques commerçants peu scrupuleux.

Partie de la côte, la culture de l'arachide s'est avancée peu à peu vers l'intérieur, pour s'établir notamment dans le pays de Kaolack, dont les conditions naturelles, essentiellement favorables au développement de la plante, vont faire de cette région l'un des centres les plus gros producteurs d'arachides du monde.

Bien que ne constituant pas une « région naturelle », au sens

(1) ETESSE : « Les grands produits africains », p. 17 à 24.

que donnent à ce mot les géographes, le pays de Kaolack présente cependant quelques caractères qui lui confèrent une certaine individualité. Situé entre 13°,35 et 14°,53 de latitude nord, et entre 14°,36 et 16°,37 de longitude ouest, à mi-chemin entre Saint-Louis au Nord et Ziguinchor au Sud, le pays de Kaolack avec ses 2.668.000 hectares, fait partie intégrante du territoire du Sénégal, dont il occupe un peu plus de la dixième partie. Si au Nord, les Cercles de Thiès et du Baol ne constituent qu'une frontière administrative, le pays est cependant délimité à l'Ouest par l'Océan Atlantique, au Sud par la Gambie anglaise, au Nord-Est par le désert du Ferlo partagé entre les Cercles de Linguère et de Tambacounda. S'il est vrai que l'Afrique est avant tout un « continent climatique », le pays de Kaolack trouve dans le climat un nouveau facteur d'unité. Partagé entre les influences guinéennes dans le Niombatto à l'extrême Sud-Ouest du pays et les influences soudanaises pour le restant, la région présente partout un hivernage qui dure quatre mois, comportant des précipitations atmosphériques comprises entre 0 m. 50 et 1 m. 50. Le pays trouve un troisième facteur de cohésion dans l'armature que constituent les deux bras de mer que sont le Sine et le Saloum, « stades de déclin d'un ancien golfe » (1). Ces deux « Rios » ont même donné leur nom à la région, puisque le pays de Kaolack est couramment désigné sous le nom de « Siné-Saloum ». Enfin, l'histoire a lié étroitement les destinées du Sine à celles du Saloum : conquises dès le début de la période historique par les Guélawares, de race mandingue, ces deux provinces furent réunies en un seul royaume sous l'autorité de M. Béganne, qui, ayant succédé à son père comme Bour Sine (roi du Sine) devint Bour Saloum après la défaite d'Ely Banna, marabout toucouleur. Depuis cette époque les limites du Sine et du Saloum n'ont pas varié.

Recouverts par la mer jusqu'au début du tertiaire, les sols sont de formation récente, au point de vue géologique. Ils sont constitués principalement par des sables quaternaires d'origine maritime, fluviale ou éolienne : ces sables occupent presque toute la zone occidentale et peuvent atteindre plusieurs dizaines de mètres d'épaisseur. Le sous-sol est formé de marnes éocènes ou de grès argileux miocènes, qui apparaissent dans la zone orientale du Cercle à l'est de Kaffrine, de chaque côté de la voie ferrée, et affleurent en quelques points comme Toubacouta, Coular. Nioro-du-Rip. Malgré cette pauvreté, le Sine Saloum va devenir au cours des années le « pays de l'arachide », et c'est le développement

(1) VIDAL DE LABLACHE et GALLOIS : « Sahara, Afrique Occidentale », par Augustin Bernard, p. 452.

de cette culture, de sa commercialisation et de ses conséquences dans le domaine économique, social et juridique, que nous allons étudier.

Dans la première phase de ce développement, la liberté va être la règle ; mais la crise économique de 1929 et la guerre de 1939 vont secouer profondément l'économie africaine et obliger le législateur à intervenir en faveur du producteur. Au lendemain de la guerre de 1939, sévit dans le monde une crise de matières grasses aggravée dans la majorité des pays consommateurs par une pénurie de devises : cette situation va obliger les Pouvoirs Publics à orienter la production pour le meilleur profit de la Métropole et du paysan africain.

Cette rapide perspective nous amène à diviser notre sujet en trois parties :

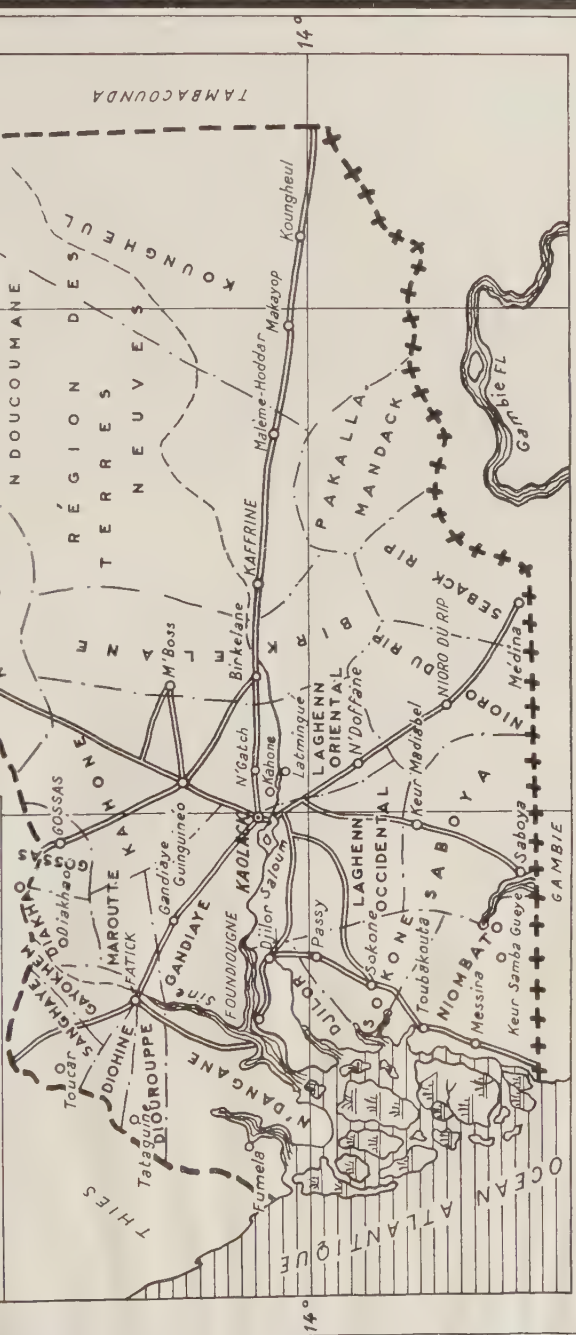
- 1^{re} PARTIE : La traite des arachides dans le Sine-Saloum jusqu'à la crise mondiale de 1929 : le paysan noir et le libéralisme économique.
- 2^e PARTIE : La traite des arachides dans le Sine-Saloum de la crise mondiale de 1929 à la mise en œuvre du plan de développement économique et social des territoires d'Outre-Mer : le paysan noir et l'intervention de l'État.
- 3^e PARTIE : La traite des arachides dans le Sine-Saloum et la mise en œuvre du plan de développement économique et social des territoires d'Outre-Mer : le paysan noir et les problèmes d'avenir.

CERCLE DU SINE-SALOUM

— LEGENDE —

- Chef-lieu de Cercle ——— KAOLACK
- Chef-lieu de Subdivision ——— FATICK
- Villages ——— Toucar
- Limites de Canton ———
- Routes ———

Echelle



15°

16°

14°

14°

15°

16°

PREMIÈRE PARTIE

LA TRAITE DES ARACHIDES DANS LE SINE-SALOUM JUSQU'A LA CRISE MONDIALE de 1929 LE PAYSAN NOIR ET LE LIBÉRALISME ÉCONOMIQUE

Durant cette période les exploitants coloniaux sont avant tout des « trafiquants ». Leurs activités consistent à drainer vers la Métropole les produits bruts de la colonie. Cette dernière est considérée comme un « réservoir » de matières premières. Le mercantilisme a fait valoir que les cultures coloniales constituaient un moyen de se libérer des importations étrangères.

Le développement du crédit, la prospérité économique du pays due aux hauts cours de l'arachide de 1925 à 1929, entraînent un afflux de capitaux qui s'investissent dans des entreprises commerciales et bancaires de préférence aux entreprises de productions agricoles ou industrielles. Pour cette période, on évalue ainsi les investissements pour tout le Sénégal (1).

Investissements	ANNÉES		
	1920	1925	1927
Sociétés françaises.....	300 millions	583 millions	1.172 millions
Sociétés étrangères.....	600.000 £	7.000.000 £	7.300.000 £

Cette surcapitalisation entraîne une augmentation des intérêts à servir à ces entreprises. Pour subsister, ces firmes pratiquent une

(1) PETER : « L'Effort français au Sénégal », p. 91 : renseignements fournis par le syndicat des intérêts sénégalais.

politique de profit immédiat, sans se préoccuper des conséquences qui peuvent en résulter pour l'avenir de l'économie du pays. L'une des manifestations les plus dangereuses de cette politique consiste à pousser le cultivateur à la production, sans ménager le sol.

Par ailleurs le législateur estime que l'application de la loi de l'offre et de la demande est le meilleur moyen d'assurer au paysan un prix optimum pour sa récolte. Mais le jeu de la libre concurrence est faussé par le fait que libanais et syriens, à la recherche de profits, s'installent au Sénégal et viennent augmenter ainsi le nombre des intermédiaires : gênés par les petits commerçants européens déjà en place, ou par les maisons de commerce établies dans les escales, ils vont s'intercaler entre ces derniers et les producteurs et pratiquer une véritable course « à l'arachide », allant au devant du cultivateur : il en résultera une augmentation du prix de l'arachide au stade du demi-gros, mais la prolifération de ces nouveaux intermédiaires et leurs méthodes commerciales auront pour conséquence de réduire de plus en plus le prix payé à la production.

1. — LES CONDITIONS DE LA TRAITE

A) La production

Situé entre les isohyètes de 500 millimètres au nord et de 1.000 millimètres au sud, le Sine-Saloum présente les conditions climatiques les plus favorables à la culture de l'arachide.

Climat. — Les pluies constituent l'élément climatique le plus important pour le développement de l'arachide. Dans les régions tropicales où la température est toujours supérieure à 15 degrés, température nécessaire pour que l'arachide entre en végétation, seule l'humidité détermine la possibilité de culture de cette plante. Dans tout le Cercle, les pluies commencent à tomber fin-mai, début-juin : c'est la saison dite « hivernage » (« navete », en langue ouoloff). Elles deviennent beaucoup plus importantes en juillet avec maximum en août, pour décroître en septembre, et cesser en octobre.

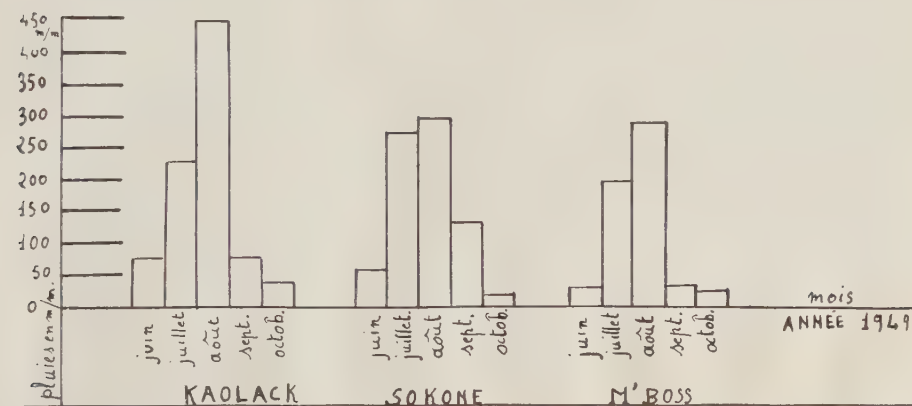
Hauteurs moyennes des pluies tombées annuellement dans le Cercle de Kaolack de 1923 à 1949 et durée moyenne de l'hivernage, d'après les renseignements fournis par les Services de l'Agriculture de Kaolack :

Années	Durée de l'hivernage	Total en m/m
Moyenne 1923-1927.....	133 jours	1.000
— 1928-1932.....	142 —	892
— 1941-1945.....	132 —	627
— 1946-1949.....	136 —	729

Nombre de jours de pluie en 1949 pour quelques localités :

Localités	Nombre de jours de pluie
Gossas.....	31
Diakhao.....	37
Kaolack.....	46
Fatick.....	46
Foundiougne.....	50
Koungheul.....	42

Représentation graphique de l'hivernage en trois points situés au Centre, à l'Ouest et à l'Est du Cercle.



Semée avec les premières chutes d'eau, l'arachide accomplit toute sa croissance pendant la période des pluies les plus fortes, et parvient à fructification dans les conditions les plus favorables, lorsque la saison sèche arrive. L'arachide, mettant quatre mois environ pour accomplir son cycle végétatif, trouve pendant l'hivernage l'humidité nécessaire à son développement. C'est pendant cette période également que l'on enregistre les chaleurs fortes et constantes, et celles-ci sont favorables au développement de la plante.

Tableau des températures enregistrées à Kaolack pour l'année 1947 :

Mois	Maximum	Minimum	Moyenne
Janvier.....	33°,40	15°,08	25°,29
Février.....	35°,38	17°,27	27°,18
Mars.....	40°,80	18°,06	31°,00
Avril.....	39°,24	20°,13	30°,60
Mai.....	40°,21	20°,32	31°,16
Juin.....	37°,44	22°,62	30°,41
Juillet.....	33°,53	24°,32	29°,11
Août.....	31°,52	23°,71	27°,68
Septembre.....	32°,02	23°,63	28°,02
Octobre.....	34°,70	23°,05	29°,40
Novembre.....	35°,62	19°,06	28°,04
Décembre.....	34°,64	17°,11	26°,67

Si les pluies et la température sont les deux éléments qui interviennent d'une façon déterminante dans le développement de l'arachide, il est d'autres facteurs climatiques qui ne sauraient être négligés, bien que leur influence relative soit difficile à préciser.

L'intensité et la répartition des chutes d'eau pendant l'hivernage, la durée de l'éclairement, l'intensité de la lumière, le degré hygrométrique de l'air, le régime des vents, les aliments azotés apportés par les pluies, sont autant d'éléments à prendre en considération pour expliquer les variations de rendement constatées d'une région à l'autre ou d'année en année.

Après octobre, l'atmosphère reste humide, la température élevée : la saison sèche s'établit, et va durer jusqu'en mai. L'arachide récoltée fin octobre est dès lors indépendante des variations atmosphériques. Néanmoins la qualité de la graine peut se trouver gravement endommagée par des précipitations tardives, exceptionnelles, qui tombent en novembre ou décembre.

Si l'humidité et la chaleur conditionnent le développement végétatif de l'arachide, celle-ci ne peut fructifier que dans un terrain meuble pour que l'ovaire puisse s'enfoncer facilement dans la terre après fécondation.

Sols. — Les sols du Sine-Saloum recouverts d'un manteau sableux plus ou moins épais, légers et très perméables, justifient également l'extension prise par l'arachide dans cette région.

A l'intérieur d'un polygone passant par Toubacouta, Saboya, Kayemore, Sali, Koungheul, Gouye-Daral, N'Diobène, M'Boss, Kahone et Keur Madiabel, ces dépôts ont été fortement lessivés, et les éléments minéraux, notamment le fer, ont émigré en profondeur, où ils se sont concrétionnés sous forme de taches. Ce sont les

sols « beiges », pauvres en matières organiques à faible teneur en argile. Le profil d'un de ces sols à Netté (près de Birkelane) comporte les horizons suivants (1) :

De 0 à 4 centimètres, horizon très sableux, mais assez agrégé, gris beige, de teinte à peu près uniforme ;

De 4 à 30 centimètres, horizon sableux, de texture très voisine de celle du précédent, mais un peu durci, beige clair ;

De 30 à 80 centimètres, horizon plus compact, plus limoneux, plus cimenté, beige foncé ;

De 80 à 120 centimètres, horizon beige jaunâtre, plus argileux, et présentant des traînées de taches ferrugineuses, ôcres, rouges plus ou moins durcies.

Dans les vallées actuellement sèches et ensablées du Sine et du Saloum apparaissent en grande abondance des sols colluviaux, limoneux ou limono-sableux.

Enfin la région de Fatick, jusqu'à l'embouchure du Saloum, est constituée par des sols salés, à horizon superficiel peu épais, très poudreux en saison sèche, quasi fluides par temps humides, présentant vers 5 ou 6 centimètres un horizon de cristaux de sels, et plus profondément un horizon compact à modules salins. C'est la région des « tannes ».

Le trait d'union entre ces trois grandes catégories de terrains, c'est la constitution de la couche arable, composée essentiellement de terre fine, facilement pénétrable par le système racinaire des plantes.

L'analyse faite à l'Institut d'Agronomie coloniale de Nogent-sur-Marne de trois échantillons de 1.000 grammes de terre prélevés dans chacune des régions déterminées a donné les résultats suivants (2) :

Analyse élémentaire	Nioro du Rip	Kaolack	Fatick
Éléments gros pour 1.000 gr...	20,4	12,9	7,1
dont cailloux.....	0	0	0
— graviers.....	20,4	12,9	7,1
Terre fine pour 1.000 gr.....	979,6	987,1	992,9
dont sable grossier.....	846,0	861,8	908,9
gros débris organiques.....	3,4	3,5	3,3
sable fin.....	80,3	92,1	46,6
fins débris organiques.....	4,9	2,2	3,6
argile.....	38,8	23,2	21,3
humus.....	6,2	4,3	9,2

(1) AUBERT et MAIGNIEN : « Les sols du Sénégal au Nord de la Gambie britannique ».

(2) Cité par ADAM : « Les Plantes oléifères de l'Afrique Occidentale », tome 1^{er} : « l'arachide », p. 112.

On constate dans tous ces sols une grande hétérogénéité qui apparaît sous forme de taches, heureusement peu étendues, mais nombreuses et défavorables à la culture de l'arachide.

Un peu partout, dans des dépressions, s'accumulent d'une façon compacte, rendant difficile toute culture, des éléments fins apportés par les eaux de ruissellement.

L'arachide présente également une végétation souffreteuse dans les sols à teneur en argile supérieure à 10 %, ou dans les terres noirâtres, contenant des cendres en excès : emplacements d'anciens villages ou de gros arbres abattus et brûlés sur place. Les affleurements de grès ferrugineux ou latéritiques dans le Sine-Saloum Oriental rendent toute culture impossible.

Par ailleurs, la couche végétale est de très faible épaisseur, 5 à 10 centimètres seulement, et faite de débris végétaux en voie de décomposition rapide. La lessivage de ces sols laisse les terres complètement appauvries en éléments fertilisants.

L'analyse chimique des mêmes échantillons que ci-dessus donne les résultats suivants (1) :

Teneur en éléments fertilisants pour 1.000 gr. de terre brute	Nioro du Rip	Kaoloack	Fatick
Azote.....	0,324	0,138	0,222
Chaux.....	0,147	0,245	0,346
Acide phosphorique.....	0,108	0,109	0,109
Potasse.....	0,466	0,149	0,251

La fertilité d'un terrain ne peut cependant s'établir d'une façon précise par l'analyse élémentaire de ses différents constituants chimiques, car le sol, organisme vivant, évolue sans cesse. Les pluies nitrifiées par l'électricité atmosphérique apportent à la terre des éléments azotés que l'arachide assimile grâce à ses nodosités radiculaires. De plus, le cycle végétatif de la plante, coïncidant avec la période des fortes pluies, l'assimilation des différents éléments fertilisants est facilitée par la présence de l'eau dont la terre est imprégnée.

Néanmoins, seule une plante comme l'arachide pouvait tirer quelque chose de ces terres médiocres.

Le Sine-Saloum trouve dans sa population un troisième facteur particulièrement favorable au développement de l'arachide, par suite des procédés cultureux utilisés. Carrefour des routes menant de Dakar aux contrées fertiles du golfe de Guinée, et du bastion

(1) Cité par ADAM : « Les Plantes oléifères de l'Afrique Occidentale », tome I^{er} : « l'arachide », p. 112.

soudanais au littoral Atlantique, le peuplement du Sine-Saloum est par ailleurs constitué par un mélange de races venant de tous les coins, et particulièrement de la vallée du Sénégal.

Facteurs démographiques. — La richesse du Siné-Saloum, ainsi que des régions voisines, Baol et Thiès, a constitué des pôles d'attraction pour ces peuplades dont les migrations ont été facilitées par la sécurité, apportée par la pacification française. Entre 1929 et 1937, le Sine-Saloum a reçu 175.000 émigrants, qui se sont installés définitivement dans le pays.

Originaires de la Mauritanie, répandus ensuite dans le Cayor, le Walo et le Djoloff, les Ouolofs ont fissuré au sud le bloc Sérère et se sont infiltrés vers l'est en longeant la voie ferrée. Par Gossas et Guinguinéo ils se sont répandus dans le sud et l'est du Cercle, où ils occupent la région voisine de Kaolack, le nord du canton de Birkelane, les régions de Kaffrine et de Nioro du Rip. Au nombre de 186.000 environ ils constituent l'élément le plus important de la population, et forment la véritable élite parmi les boutiquiers et ouvriers. D'ailleurs, en travaillant la terre, ils semblent poursuivre un commerce, plutôt qu'une vocation ancestrale : aussi s'adonnent-ils à la culture de l'arachide, source de profits, de préférence à celle du mil, plante vivrière. On évalue à 0 ha, 934 en moyenne la superficie qu'ils consacrent à la première, pour 0 ha, 573 réservée aux plantes vivrières.

Peuplades soudanaises, refoulées par les Mandingues, les Sérères, à travers le Djoloff se sont installés dans le Nord du pays, entre la mer, la ligne du chemin de fer du Dakar-Niger, et le cours du Saloum, dans les cantons de Gandiaye, Djilor, Dangane, Diohine, Sangaye, Dioroup, N'Gayokhène et Diakhao. Véritables paysans, attachés à la terre qu'ils cultivent d'une façon plus rationnelle que les Ouolofs, hostiles aux déplacements, plus prévoyants que leurs voisins, répugnant aux transactions commerciales, les Sérères au nombre de 109.000, donnent la préférence au mil qui leur assure la subsistance. En moyenne le Sérère cultive 0 ha, 715 d'arachides, pour 0 ha, 990 de mil (1).

A côté de ces deux forts groupements, les Peuhls nomades, éleveurs, cultivent surtout du mil. Au nombre de 24.700 environ, ils se sont installés dans les alentours de Kaolack et dans l'Est du Cercle, particulièrement dans le canton de N'Doucoumane.

Les Toucouleurs, conglomérat de noirs de races différentes, selon les traditions indigènes, constituent avec un total de 19.500 membres, le quatrième groupement par ordre d'importance. Fixés dans la région de Kaolack et dans le Sud-Est du Cercle,

(1) Rapport annuel du service de l'Agriculture de Kaolack (année 1950)

entre Kaffrine et Nioro-du-Rip, les Toucouleurs ont apporté avec eux leurs méthodes culturales.

Les Niominkas Socés, au nombre de 17.000, peuplent les îles du Saloum, du Djombosse, le littoral des cantons du Djilor et du Nionbatto : population de pêcheurs, ils cultivent également du riz et des cocotiers.

Les Bambaras, au nombre de 10.200, se sont fixés autour de Kaolack.

Enfin, dans les escales, vit une population de 55.700 âmes environ, assez mélangée, se livrant au travail de la terre ou tenant une petite boutique.

Toutes ces races fournissent principalement des populations rurales : sur 420.000 habitants, 47.000 représentent la population urbaine, 373.000, dont 324.000 adultes constituent un peuplement rural. En outre, les deux tiers environ des habitants des gros centres, se livrent pendant l'hivernage à la culture des champs. Il ne reste alors dans les escales que les employés de l'Administration, les « boys », les manœuvres rétribués, les boutiquiers et les incapables (1).

Si les Sérères sont par tradition des agriculteurs, c'est dans l'Islam, et notamment dans le Mouridisme, que les Ouolofs, commerçants, ont puisé les directives d'une vie agricole, à laquelle ils étaient réfractaires par nature. A la suite de « la descente générale de la Mauritanie vers le monde noir, dès le début du XVIII^e siècle » (2), les Ouolofs, à la faveur de la Paix française, embrassèrent la nouvelle religion. Parmi les différents schismes, une place toute particulière doit être faite au Mouridisme, fondé par Amadou Bamba Abiboulaye, et qui, par les confréries des Sidia et des Bekkaïa, se rattache à Sidi Abd El Qader Ad Djilani, fondateur de l'Ordre Qadri. Contrairement à l'orthodoxie musulmane qui réprouve foncièrement le paysannat, le Mouridisme institue comme règle le travail agricole sanctifiant : l'accroissement de sainteté peut être obtenu aussi bien par le travail agricole que par les prières et les méditations. « La guerre sainte, l'apostolat la conquête guerrière et religieuse, toutes les vertus d'expansion de l'Islam sont transformées par le Mouridisme Ouolof. Elles deviennent l'accaparement des terres disponibles, la mise en valeur plus intense des champs, la conquête des marchés, des escales, l'envahissement de toutes les branches de la production locale..., l'association communiste des Mourides affecte des allures de syndicat agricole et commercial » (3). La nouvelle religion a cheminé

(1) Rapport annuel du service de l'Agriculture de Kaolack (année 1950).

(2) MARTY : « L'Islam au Sénégal », tome I, p. 8.

(3) MARTY : « L'Islam au Sénégal », tome II, p. 353.

dans le Sine-Saloum avec la voie ferrée. Les Cheikhs jalonnèrent de leurs carrés mourides les escales de la ligne : Gossas, Guinguinéo, Birkelane, Kaffrine, Malème-Hoddar, ce qui provoqua quelques conflits locaux par suite de la violation des droits des premiers occupants. Le village mouride est admirablement tenu, les champs d'arachides se multiplient dans des endroits jusque-là négligés : les jeunes convertis passent cinq à dix ans dans des centres agricoles mourides où ils reçoivent les préceptes religieux tout en menant un labeur incessant dans les travaux des champs, qu'ils défrichent inconsiderablement, ce qui leur a donné la réputation de « mangeurs de terre ».

Voies d'évacuation. — Enfin un quatrième facteur devait faire du Sine-Saloum le pays d'élection de l'arachide : la présence de ces deux bras de mer que sont le Sine et le Saloum. Très ramifiés à l'intérieur des terres, ils constituent des axes naturels de pénétration. Dans ce continent massif africain, toute activité se trouve subordonnée aux possibilités d'évacuation. Aussi l'arachide s'est toujours cantonnée dans la région littorale et n'a avancé vers l'Est qu'à la suite de l'ouverture de nouvelles voies de communication, et particulièrement de la ligne de chemin de fer Thiès-Kayes. Malgré l'éperon sablonneux de Sangomar, malgré les trois seuils de Lyndiane aval, Lyndiane amont et Koundam, qui forment bief et freinent la montée du flot, et les sept coudes de Vélor, Lyndiane, Sikaye, Kousmar, Gouiana, Diara et Benrhône qui retardent la navigation, en contraignant les vapeurs à des manœuvres difficiles, la rivière Saloum avec ses 114 kilomètres de long a permis, sans aménagement, le développement du port de Kaolack, et la vitalité des ports de Foundiougne, Toubacouta, et Niamniroh. De plus, la possibilité d'une liaison maritime entre Kaolack et Dakar a été à l'origine du rattachement de Kaolack à la grande voie ferrée du Dakar-Niger, et a contribué à faire de Kaolack le port naturel de transit pour le Soudan, et le nord de la Côte d'Ivoire, et même pour partie du Niger, par suite de la différence entre le prix du transport par fer et le prix du frêt maritime. Reliée au Saloum par le Sine, Fatick, située par ailleurs sur la grande voie Dakar-Kaolack est devenue une escale extrêmement importante, centralisant la production des cantons de Marouthe, Gayo-Khème, Diohine, Diouroup, et Diakkao.

Procédés cultureux. — Le climat de libéralisme dans lequel le cultivateur noir fait son apprentissage, la tendance à maintenir la colonie dans une économie complémentaire de celle de la Métropole, la faible productivité de l'arachide, la rigueur de la saison pendant laquelle elle accomplit son cycle végétatif, l'existence de droits coutumiers indigènes sur la majorité des parcelles cultivables,

ont contribué à introduire un système de culture essentiellement familiale, primitive et nomade.

En 1846, un rapport du Juge royal de Saint-Louis au Gouverneur de la Colonie, signale déjà à cette époque que « l'arachide cultivée sur une grande échelle ne présente ici que des chances de ruine, car le prix modique des graines ne couvrira jamais les frais d'une exploitation entreprise à l'aide de journaliers ou de captifs. Ces inconvénients disparaissent pour la petite culture entreprise par les noirs qui travaillent chez eux, aidés de leurs familles, sans frais et sans dépenses » (1). L'échec des tentatives de culture à l'euro péenne, entreprises à Latminguè, à 40 kilomètres de Kaolack, par Maunoury, pour le compte de la Compagnie française de l'Afrique Occidentale, devait confirmer ces premières constatations.

Les travaux, commencés en 1921, portèrent sur une parcelle de 32 hectares : les binages, la récolte et le battage furent exécutés à la main, mais labours et semis furent faits au tracteur. Malgré la mise en culture d'une parcelle de 59 hectares en 1922 et les rendements satisfaisants obtenus, les essais durent être abandonnés, la main-d'œuvre utilisée étant trop défectueuse et trop rare (2).

Cet échec consacrait définitivement la pratique du faire-valoir direct par l'indigène, entouré des membres de sa famille. A cette époque d'ailleurs, le chef de famille exerce encore une grosse autorité sur tous les siens, groupés autour de lui, et peut leur répartir les différentes tâches. Ce mode d'exploitation du sol par l'indigène trouve au surplus une justification dans la nécessité d'assurer la promotion du travailleur noir. « Il vaut mieux en principe, dit Félix Éboué, faire progresser l'agriculteur indigène travaillant à son compte, que de s'adresser au colon européen, qui devra employer le même agriculteur indigène travaillant chez lui comme salarié » (3).

Culture familiale aux mains de gens dépourvus de tous moyens, cette culture est, par voie de conséquences, une culture essentiellement primitive.

Si, au cours de cette période, le machinisme fait son apparition, c'est uniquement sous forme de « machinisme de culture », et son introduction s'arrête au stade expérimental. Ce sont, en 1897, les essais d'Enfantin sur l'utilisation de la charrue, en vue d'obtenir une augmentation de la production sans accroître les surfaces

(1) ADAM : « L'Arachide », 1908, *op. c.*, p. 189.

(2) MAUNOURY : « La Culture mécanique des Arachides au Sénégal », *Revue Internationale de Botanique appliquée*, tome 3, 1923, p. 553, 554 et tome 5 (1925), p. 679 à 681.

(3) ÉBOUÉ (Félix) : « La Nouvelle Politique indigène pour l'Afrique Équatoriale française », p. 49.

cultivées. En 1898 et 1899, Brenneman constate dans le Cayor qu'un nombre très restreint de graines arrive à maturité avec la culture à la charrue. De nouveaux essais sont entrepris, en 1899 et 1900, sans plus de succès, par Perruchot, Inspecteur de l'Agriculture au Sénégal.

Les indigènes effectuent les travaux de défrichement ou d'entretien des terrains de culture à l'aide d'outils à main, de fabrication locale et rudimentaire. Le débroussaillage se fait au « coupe-coupe » : sorte de tranchant fait d'une lame de ressort de voiture, martelée sur une de ses faces. Le « rhock », sorte de bâton de 1 m. 50 de long, terminé à l'une de ses extrémités par une fourche à deux dents et à l'autre par une lame coupante en fer, sert également pour ces travaux : l'indigène coupe les arbustes en frappant les branches à leur base avec la partie coupante du fer, il retourne son outil et se sert de la fourche pour les ramasser et mettre en tas. L'instrument le plus communément employé est l'« hilaire », ainsi appelé en souvenir de Hilaire Maurel, qui, le premier, mit cet instrument entre les mains des indigènes : c'est une sorte de lame plate et coupante en fer à cheval, fixée au bout d'un long manche, et qui permet d'effectuer un binage de 3 à 5 centimètres de profondeur. Sous les vocables de « daba » ou « n'ghosn'ghos » ou « tongou » on désigne une sorte de petite houe à manche court, utilisée pour les semis, et qui permet de creuser plus profondément la terre.

Armé d'un outillage aussi rudimentaire, le paysan noir se servira du feu pour défricher, et, faute d'engrais, il pratiquera une culture itinérante.

La culture sur brûlis est l'une des caractéristiques de l'agriculture en pays tropical. Elle joint la rapidité d'exécution à la fertilisation du sol, par l'apport de cendres, et flatte également le penchant des noirs à l'indolence. Ce procédé n'a-t-il pas d'ailleurs été vanté par Olivier de Serres ? « Ce mesnage, dit-il, pour sa bonté peut estre la Quintessence de l'Agriculture et digne d'admiration : l'homme ayant par là trouvé moyen de faire dans dix jours ce à quoi le soleil emploie plusieurs années, préparant en si peu de temps et si bien la terre ; et c'est par le feu qu'elle se rend souple et obéissante à tout produire » (1).

Le sol une fois débarrassé de sa végétation arborescente est mis en culture pendant des années, sans apport d'engrais pour remplacer les éléments fertilisants absorbés par la plante. Le paysan

(1) OLIVIER DE SERRES : « Le Théâtre d'agriculture et mesnage des champs », Paris, 1601. Livre II, chapitre 1^{er} cité par CHOLLEY : « Géographie agraire », tome II, 1944, p. 48.

ne se rend pas compte que ses terrains se fatiguent, et, s'il s'en aperçoit, il est fataliste : « un être supérieur l'a voulu ainsi, alors il va cultiver plus loin ». Aussi, pour lui, cultiver signifie consommer jusqu'à épuisement quasi-total des réserves nutritives de l'endroit choisi, sans qu'il soit question en aucune façon, de restituer au sol ce qui lui a été prélevé. Les terres sont cultivées aussi longtemps que des récoltes peuvent être obtenues, puis sont abandonnées. C'est un système de culture « nomade », itinérante ou « shifting cultivation » ou « raubwirtschaft » (culture voleuse, de raub : brigandage, spoliation) (1), ou encore, selon le mot de M. Adam, une « culture minière ». « Quand le filon est tari, quand la fertilité est épuisée on passe à un autre filon à d'autres terres neuves » (2). L'assolement est le seul procédé cultural utilisé pour reconstituer l'humus. Il est pratiqué soit sous forme de jachère arbustive soit sous forme d'alternance de cultures.

Sur les sols ainsi laissés en friche, une végétation spontanée se réinstalle, constituant un embryon d'assolement sous forme de jachère arbustive. Mais, pour être vraiment efficace, cette jachère devrait s'établir sur dix années au moins : or, sont intervenues plusieurs circonstances de nature à annihiler les bons effets de la jachère. En effet, après 1914-1918, le riz devint à l'honneur dans l'alimentation et supplanta le mil, ce qui permit au cultivateur d'ensemencer de plus grandes superficies en arachides ; les terrains dévolus au mil, devenant de ce fait, de beaucoup moindre importance. La conséquence fut un déséquilibre dans l'assolement. Alors qu'autrefois, sur un même terrain, l'arachide succédait au mil, actuellement, elle est cultivée plusieurs années de suite au même endroit.

L'augmentation du prix de l'arachide, en raison inverse de la distance entre les lieux de production et d'achat, a joué dans le même sens, et provoqué un cantonnement de l'arachide près des escales, à proximité des ports d'embarquement, ou le long de la voie ferrée.

L'exode des populations rurales des régions à faible productivité pour les régions plus riches, notamment la venue des gens du Cayor dans le Sine-Saloum, n'a fait qu'aggraver le problème. Pourtant l'autochtone n'ignore pas les bons effets de l'assolement.

Une circulaire relative aux cultures vivrières indigènes (J. O. du Haut-Sénégal et Niger, du 1^{er} février 1907) attire l'attention des Administrateurs sur « les efforts qu'il y aurait lieu de faire

(1) LUC FAUVEL : « Les Travaux de la mise en valeur » in « Éléments d'Économie coloniale ». MAUNIER, p. 129.

(2) ADAM : « La vie du sol et les fumures organiques, applications aux cultures oléifères intertropicales ». Revue « Oléagineux » (août-septembre 1949), p. 473 à 478.

pour amener l'indigène à pratiquer la méthode des assolements, et alterner ses cultures ordinaires avec la culture de l'arachide, qui augmente la richesse des terres en matières azotées, et place ainsi les autres plantes cultivées sur ces terrains dans de bonnes conditions de réussite ».

Dans le pays Sérère, l'assolement y est pratiqué de longue date, à tel point que la terminologie employée pour désigner le terrain varie selon son degré d'assolement : si en général on l'appelle « kel », le champ défriché porte le nom de « kod » ; la deuxième année c'est le « pobit » et la troisième et la dernière année le « pongit » (1).

Dans le canton de Djilor-Diognick par exemple, on pratique l'assolement triennal : arachide, mil, jachère. Selon M. Portères (2) les Sérères pratiqueraient en général un assolement quadriennal : arachide, souna, arachide, sanio, renouvelé pendant trois fois et suivi d'une jachère de trois ans, le sol servant à ce moment là, de terrain de pacage pour les bestiaux. Ce procédé constituerait une barrière à la pullulation des parasites et déprédateurs plus ou moins spécifiques. Cette alternance ménagerait à la fois l'usure du sol et la productivité de la plante cultivée. Ce système serait préférable au système employé par les Ouolofs, qui consiste à cultiver des arachides les deux premières années, du Souna la troisième, du Sanio la quatrième et à laisser ensuite le champ en jachère de un à trois ans. En fait dans beaucoup d'endroits le sol est exploité jusqu'à complet épuisement, surtout dans les régions cultivées par les Mourides.

Même au cas où le terrain reste pendant quelque temps en jachère, celle-ci, par suite d'une mauvaise utilisation, n'apporte pas une contribution efficace à la régénération du sol. En effet, la jachère devrait être enfouie par un labourage pendant la saison des pluies de façon à obtenir une humidification de la matière verte : or, en fait, le cultivateur brûle la jachère avant la culture et détruit ainsi la matière organique, seules les cendres apportent quelques rares éléments fertilisants ; ou bien il laboure avant les pluies, et l'enfouissement de l'herbe se faisant après une longue saison sèche, la matière organique est également détruite. En outre, il faudrait pratiquer la jachère « cultivée » avec des plantes à développement rapide et donnant énormément de matières vertes, or, le paysan africain laisse à la nature le soin d'y pourvoir à son gré.

Travaux agricoles. — Les travaux de débroussaillage

(1) BOURGEAU : « Note sur la coutume des Sérères du Siné-Saloum », p. 36.

(2) PORTÈRES : « L'assolement dans les terres à arachides du Sénégal ». Revue Internationale de Botanique appliquée (janvier-février 1950), nos 327-328, p. 44 à 50.

commencent fin avril début mai, avant l'hivernage. Le paysan n'utilisant que des outils à main pour assurer l'entretien de ses cultures, ne remue pas très profondément la terre : aussi peut-il se contenter d'un défrichement superficiel.

Les gros arbres sont brûlés, les arbustes sont abattus à 60 ou 70 centimètres du sol et rarement dessouchés. S'il s'agit de terrains déjà mis en culture les années précédentes le paysan se contente de désherber. Ces travaux qui exigent une trentaine d'heures par hectare s'il s'agit d'un terrain vierge et huit heures s'il s'agit d'un champ déjà mis en culture, sont effectués à la main, mais le feu joue un grand rôle en aidant d'une façon efficace les cultivateurs mal outillés pour ce genre de travail. A cette époque la saison sèche dure depuis six mois ; la végétation, qui a subi pendant les mois de mars et d'avril les rigueurs des vents chauds venant de l'Est, offre une proie facile aux flammes. D'ailleurs, dans tous les cas, après avoir mis le sol à nu, le cultivateur brûle sur place les débris, ce qui a pour effet de restituer au sol partie des éléments minéraux qui lui ont été enlevés, et de détruire quantité d'insectes nuisibles.

Début juin, femmes et enfants procèdent au décortiquage des arachides en éliminant les graines, qui ont, pour diverses causes, perdu leur faculté germinative. Ces déchets représentent pour le Sine-Saloum un total de 6.000 tonnes base-coques environ, utilisés par les ménagères pour l'alimentation familiale. Dans les bonnes années, les gousses fournissent 45 à 50 % de leur poids, en graines propres au semis, mais ce pourcentage peut tomber à 30 et même 25 % dans les mauvaises années. Les cultivateurs conservent avec beaucoup de précautions les graines ainsi décortiquées jusqu'aux premières pluies. Les semis ont une importance capitale : les rendements les plus élevés sont obtenus sur les champs issus des premiers semis. Ils sont effectués généralement après la deuxième pluie, si toutefois celle-ci est suffisamment abondante pour que la terre soit bien imprégnée d'humidité, ce qui exige une chute d'eau de 30 millimètres au minimum. L'arachide est assez résistante à la sécheresse ; mais une sécheresse prolongée peut affecter de manière sensible son rendement surtout si elle survient à l'époque critique du cycle d'évolution de la plante. En 1931 et 1941 une période sèche de près d'un mois a réduit le rendement de 50 % environ. La levée des graines abandonnées dans les champs l'année précédente, fournit une excellente indication pour fixer le moment des semis. En principe dans le Sine-Saloum ceux-ci s'effectuent surtout en juillet. Pour l'année 1950, la répartition des surfaces ensemencées aux différentes dates s'établit ainsi en hectares :

Subdivisions	Du 1 ^{er} au 15 juin	Du 16 au 30 juin	Du 1 ^{er} au 15 juillet	Du 16 au 31 juillet
Kaolack.....	27.000 Hectares	11.000 Hectares	5.000 Hectares	— Hectares
Fatick.....	—	10.000	32.500	7.500
Kaffrine.....	23.000	24.500	46.500	3.000
Gossas.....	8.000	33.000	19.000	—
Nioro.....	1.000	16.000	14.500	5.500
Foundiougne.	12.500	12.500	8.000	—
TOTAL.....	71.500	107.000	125.500	16.000

(1)

Pour l'année 1947-1948, on note les proportions suivantes :

30.000 hectares semées avant le 30 juin.
200.000 — — du 1^{er} au 18 juillet.
70.000 — — après le 18 juillet.

Le cultivateur pratique dans le sol des trous disposés en quinconces, ayant de 4 à 5 centimètres de profondeur et distants les uns des autres de 30 centimètres. Chaque trou reçoit une ou deux graines que le cultivateur recouvre de son talon droit. Il faut de 45 à 60 kilos d'arachides-coques pour ensemer un hectare, et 56 heures de travail.

Six à huit jours après les semis, les jeunes plantes commencent à lever. Des semis complémentaires sont effectués pour remplacer les pieds détruits par les animaux maraudeurs ou par toute autre cause.

Dès que l'état hygrométrique du sol est jugé insuffisant, le cultivateur procède au binage (« radou » en langue ouolof) de la partie enssemencée. Cette opération a pour but d'ameublir le sol, tout en détruisant les mauvaises herbes qui gênaient la germination. L'indigène règle les binages ultérieurs sur la sortie des plantes adventices, le sol devant être toujours absolument propre pour que l'arachide puisse se développer librement. En principe, quinze jours après le semis, le paysan procède à un deuxième binage très soigné comportant notamment un nettoyage très minutieux entre les pieds ; deux autres binages seront effectués au cours du cycle végétatif de la plante.

Trente jours environ après la levée des semis, les premières fleurs apparaissent. L'ovaire de la fleur est inséré sur la tige par un pédoncule très court appelé gynophore. Après la fécondation,

(1) Rapport annuel du service de l'agriculture de Kaolack, année 1950.

ce pédoncule, doué d'un géotropisme positif, se développe très rapidement pour enterrer l'ovaire : quand celui-ci est à quelques centimètres sous terre, l'élongation du pédoncule s'arrête : la transformation de l'ovaire en gousse ne commence qu'à ce moment-là (1). Le sol doit donc être bien ameubli, pour que ces différentes phases puissent avoir lieu : un binage est alors nécessaire. Quand le champ est complètement couvert par les tiges d'arachide, les mauvaises herbes sont enlevées à la main pour éviter de briser les pédoncules des fruits. Ces différentes opérations de binage et de sarclage nécessitent cent trente heures de travail environ par hectare.

Quarante à cinquante jours après la sortie des premières fleurs, la plante entre dans la phase de la maturation, phase essentielle pour la production de l'arachide. C'est durant cette période qu'intervient la dernière pluie utile, qui se produit une vingtaine de jours après la période où la plante a formé la majorité de ses fleurs, soit de 95 à 98 jours après le semis. Quand les gousses sont venues à maturité, les tiges se fânent. L'indigène attend que les pluies aient cessé de tomber pour procéder à la récolte.

115 à 128 jours après le semis, les arachides sont prêtes à être récoltées. L'arrachage ne devrait pas commencer avant fin octobre dans le Sine-Saloum, mais en fait, les cultivateurs ne savent pas résister à la tentation d'arracher prématurément, et le 15 octobre est une date que les paysans n'aiment guère dépasser pour procéder à la récolte. A cette époque-là, les pluies n'ayant pas encore complètement cessé, le sol est encore meuble et l'arrachage est facile, car les gousses adhèrent solidement aux tiges. Au contraire quand la saison sèche s'établit, le sol durcit, et les pédoncules des fruits se brisent très facilement : le cultivateur est alors obligé de fouiller la terre pour retirer les gousses. De plus, le ramassage des tiges, utilisées comme fourrage, se fait sans grande perte à cette époque-là, les tiges étant encore vertes. Cette crainte de pertes à l'arrachage et au ramassage, les besoins toujours pressants d'argent, font que, généralement, la récolte est effectuée avant fin octobre. Dans ces conditions, seuls les semis effectués courant juin permettent d'avoir des graines arrivées à maturité complète. La qualité du produit s'en trouve diminuée, les graines non mûres s'altérant très vite. Dès 1909, Brocard, commandant le Cercle du Sine-Saloum, dénonçait ce danger en édictant les règles qui devaient être observées pour la récolte des graines : « la qualité des arachides disait-il, sera obtenue... principalement par la façon dont elles seront récoltées : elles doivent être blanches, bien sèches, bien

(1) BOUFFIL : « Écologie de l'arachide au Sénégal », p. 37.

mûres. Il faut attendre un beau temps, bien sec pour la récolte » (1).

Les pieds sont coupés à 4 ou 5 centimètres au-dessous de la surface du sol et retournés ; le soir, ils sont rassemblés en petits tas ou « moyettes » où ils sèchent pendant quelques jours. Les opérations d'arrachage nécessitent quarante heures de travail par hectare, et la mise en tas huit heures. Dès que les tiges sont arrivées à un état de dessiccation suffisant, elles sont rassemblées en meules qui seront battues par la suite pour détacher les gousses. Si le cultivateur recherche judicieusement les emplacements où il établira ses meules et ceci pour leur éviter les ravages des rongeurs et des singes ; par contre, il reste indifférent aux averses qui tombent quelquefois en novembre et décembre. Par négligence, et surtout par fatalisme, il laisse ses meules exposées aux intempéries, sans les garantir par un toit de chaume et sans les aérer. Ainsi chaque année une partie de la récolte est compromise par les pluies tardives : ce fut le cas par exemple de la récolte 1949-1950 à la suite des pluies du 15 décembre 1949.

La séparation des gousses et des tiges est faite à la main ou par battage. Dans le premier cas se sont les membres de la famille, généralement les femmes et les enfants, qui y procèdent ; dans le deuxième cas, les meules sont apportées sur une petite aire. Ce dernier procédé s'effectue à l'aide d'un bâton et exige vingt-huit heures de travail pour la récolte fournie par un hectare de terre ; vingt et une heure de travail seront nécessaires pour vanner ces mêmes graines (2). Une fois récoltées les arachides vont circuler entre les mains de plusieurs intermédiaires avant d'être embarquées à destination des huileries.

B) Circulation du Produit

Trails dominants de la traite. — L'extension prise par la culture de l'arachide à partir de 1840, amena les autorités administratives à s'occuper de la commercialisation du produit pour la réglementer tout d'abord, puis au contraire, pour assurer le maximum de liberté dans les transactions. Dès le 22 mai 1848, un arrêté du Gouverneur du Sénégal exempte de droits de sortie les arachides du Cayor. Un arrêté du 17 juin 1852 réduit les droits de navigation payés jusqu'alors par les traitants du fleuve. Le 17 janvier 1855, un arrêté du Gouverneur du Sénégal dispose que « le commerce des produits du sol est déclaré libre dans le Cayor ». Des privilèges

(1) BROCARD : « Développement de la culture de l'arachide », Congrès Agriculture coloniale, tome 2, p. 93 à 110 (1918).

(2) Les chiffres relatifs aux heures de travail sont extraits de PRADAT : « Note sur le bilan économique des exploitations familiales au Sénégal », année 1949.

sont accordés aux habitants des escales, contribuant ainsi à développer l'engouement pour les nouvelles cultures et la prospérité de la région.

Cette liberté, assurée dans le domaine juridique, l'est également dans le domaine politique. L'essor économique du pays est entravé constamment par des désordres et des pillages. Aussi la première tâche de Faidherbe, qui s'était vu remettre, le 26 février 1859, le commandement de tous les établissements français entre le Sénégal et le Sierra-Leone, est-elle de pacifier la petite côte, de Rufisque au Saloum. Le 20 mai 1859, les colonnes françaises atteignent le Saloum, et Faidherbe se rend à Kaolack où il est reçu avec des grandes marques d'amitié : cette démonstration met fin au brigandage sur la petite côte. La culture de l'arachide se développera parallèlement aux efforts faits par la France pour la conquête et la pacification du pays.

C'est dans ce climat de liberté juridique et de liberté politique que vont se nouer les transactions aboutissant à la commercialisation du produit : c'est l'époque de la traite.

Entre la fin novembre et la mi-décembre, la traite s'ouvre et va durer jusqu'en avril. A cette époque l'hivernage est fini depuis longtemps, et la température s'est abaissée sensiblement, stimulant les organismes anémiés par les chaleurs constantes des mois précédents. Les récoltes d'arachides et de mil sont rentrées et, jusqu'au mois de mai, aucun travail agricole ne sera entrepris. Le cultivateur n'a plus alors qu'un souci : vendre sa récolte ; il se sent alors gagné par l'« arachidite ». Dès son arrivée dans l'escale le cultivateur va être sollicité par divers agents à la solde des traitants : le plus souvent ce seront les bourricotiers eux-mêmes qui se sont chargés du transport de la récolte ; mais il sera également alléché par les promesses des rabatteurs, plus connus sous le nom de « maîtres de langue ». Par le canal de ces entremetteurs, le paysan pénétrera dans la boutique du commerçant syrien ou dans le comptoir de la maison de commerce pour y vendre sa marchandise et dépenser aussitôt tout son argent en bimbeloterie ou tissus ; et, tout attendri de son séjour dans l'escale, il reviendra chez lui coiffé d'un beau chapeau tout neuf, tenant d'une main une paire de souliers à semelle de crêpe, dont il a oublié de vérifier la pointure, de l'autre une bicyclette toute neuve dont il ne sait se servir. L'après-midi, couché sous l'arbre des palabres, au milieu de ses compatriotes émerveillés, il parcourra, quelquefois à l'envers, le journal quotidien qu'il a ramené de la ville. On a pu dire à juste raison que le Sénégal ne vit que quatre mois par an, durant la traite.

Les arachides sont amenées à l'escale par les propriétaires eux-mêmes ou confiées à des transporteurs. Dans les cantons de

Niombatto, de Sokone, de Saboya, et au Sud de la voie ferrée, dans la subdivision de Kaffrine, où l'élevage des animaux de bât est devenu impossible par suite de la trypanosomiasse, le transport des arachides se fait généralement par camion automobile, surtout depuis la guerre de 1914-1918. Dans la région des îles du Saloum, le transport s'effectue par côtres. Dans le reste du Cercle et particulièrement au nord de la voie ferrée, l'acheminement des graines est fait à tête de porteur quelquefois, ou à dos d'âne ou de chameau, et, plus rarement, sur des charrettes tirées par des chevaux. Recherchant l'offre la plus forte, l'agriculteur n'hésite pas à faire de nombreux kilomètres pour vendre sa marchandise au plus haut prix.

Une des caractéristiques de la commercialisation de l'arachide est l'acheminement de la récolte dans des sacs depuis le point de production jusqu'au pont du navire. On peut évaluer approximativement la quantité de graines entrées à la fin de la journée dans un point de traite quelconque, en comptant le nombre d'ânes qui passent au poste de conditionnement établi à l'entrée de la localité : chaque âne porte sa charge, soit deux sacs de 60 kilos environ chacun. Les emballages sont prêtés en principe par le traitant à son client, mais le plus souvent ils n'appartiennent pas au traitant lui-même : ils sont généralement la propriété de la Maison de commerce pour le compte de laquelle il travaille. A l'arrivée chez le traitant, les sacs sont vidés de leur contenu, et les graines sont amassées dans un « secco ».

Ce sont des âires en terre battue quelquefois cimentées, clôturées par une palissade de tôles ondulées fixées à des piquets de béton armé pour protéger les graines contre les rongeurs. Ces seccos sont à l'air libre, et leur contenance varie de quelques dizaines de tonnes à mille cinq cents tonnes environ. De là les graines sont évacuées dans des sacs vers le port d'embarquement. Elles seront encore une fois vidées de leurs sacs, et remises en seccos sur le terre-plein du port en attendant leur chargement sur le bateau, ou leur acheminement sur l'huilerie, ou l'usine de décortiquage. Là encore les graines seront ensachées avant d'arriver à destination. Une fois décortiquées les graines seront remises une quatrième fois dans des sacs. Les graines sont transportées en vrac par les bateaux, mais le port de Kaolack ne disposant pas de monte-charge, les arachides sont mises en sacs, et portées sur la tête jusqu'aux panneaux de la cale. Le bordage du navire est relié à quai par un plan incliné ou « rance ». Sur le bateau, des manœuvres trancheront la ligature des sacs qui seront vidés dans la cale.

Chaque envoi est pesé, enregistré au départ et contrôlé à l'arrivée. La mise en sacs constitue pour les propriétaires des

graines une assurance contre les risques de pertes ou contre les détournements. Elle permet également au service du conditionnement un contrôle facile de la qualité des graines : au cours du transport, en effet, les impuretés plus lourdes que les arachides elles-mêmes se rassemblent au fond du sac, et il suffit de tâter celui-ci pour constater si le poids des déchets n'est pas anormal. Mais l'emploi de ces emballages est fort coûteux, leur usure étant aggravée par suite de l'état défectueux des routes. De plus, le nombre des manutentions est considérablement augmenté, et, par suite, le prix de la main-d'œuvre utilisée. A l'organisation rétrograde du transport des arachides, s'ajoute la prolifération irrationnelle des seccos des acheteurs dans les points de traite.

Qu'il s'agisse de comptoirs importants ou « factoreries » dans les escales, ou de simples « opérations » ou « sous-factoreries » dans les localités de brousse, que lesdits comptoirs soient entre les mains d'indigènes, de libano-syriens ou d'européens, « indépendants » ou au service d'une maison de commerce, on retrouve à peu près partout le même aménagement. L'installation est constituée essentiellement par une baraque de planches couverte de tuiles ou de tôles. Quelquefois la construction est en dur, surtout quand il s'agit d'une succursale de maison de commerce, mais elle comprend toujours deux parties : la boutique et le logement. La première dont l'axe est parallèle à la rue est séparée en deux parties par un comptoir en bois où sont disposés, bien en vue, tous les articles susceptibles d'attirer le paysan : des tissus, des chapeaux, du savon, du sucre, de la kola, et, derrière, une armoire vitrée, des objets de demi-luxe : montres en plaqué-or, flacons de parfumerie, peignes, réveils, photographies encadrées, souliers. Contre le mur, sur les rayons des étagères, prennent place des tissus de pagne et des coupons d'étoffes aux couleurs vives ; par terre, des sacs de mil, de riz ou de semoule de maïs. Dans un coin enfin s'amoncellent des pagnes, des boubous, des bijoux tous objets munis d'une étiquette : ce sont les biens laissés en gage par le cultivateur qui est venu emprunter de l'argent ou des denrées de consommation au commerçant. Ouverte dès le jour, la boutique ne ferme qu'à une heure avancée de la nuit. La vente est prospère au moment de la traite, époque pendant laquelle le paysan dispose de deniers. Près de la boutique, dans le même enclos, se tient le secco, car, excepté quelques détaillants qui s'occupent uniquement de vendre de la marchandise, la plupart des traitants exercent la profession connexe d'acheteurs de graines. Dans chaque point de traite les seccos se multiplient, aggravant les frais de manutention de la graine. Arrivé chez le traitant, le producteur discute longuement avec lui, et il n'est pas rare de voir les paysans

consulter tous les commerçants de l'escale avant de céder leur récolte au plus offrant.

La vente se fait généralement au poids, mais dans le Sine-Saloum Oriental quelques ventes se font à l'estagnon. Dans ce cas, l'instrument de mesure n'est autre chose qu'un estagnon d'essence usagé, désaffecté, et dont le contenu correspond à 7 kilos environ de graines en coques. Quelquefois le poids de la marchandise est évalué forfaitairement en fixant à 110 ou 120 kilos le poids d'une charge d'âne. Mais le plus souvent les sacs sont mis sur une bascule. Toutes ces opérations d'achat sont l'objet de multiples marchandages où chacun essaie de tromper son co-contractant. Sur cinq mille balances utilisées dans le Sine-Saloum pour la campagne 1939-1940, mille cinq cents seulement ont été soumises à la vérification du service des Poids et Mesures. L'utilisation de faux poids est devenue chose banale. Un procédé plus subtil consiste à offrir en cadeau au client un couteau ou un crayon bien lourd, que l'on a soin de déposer sur le fléau au moment de la pesée, ce qui oblige le vendeur à ajouter une dizaine de kilogrammes supplémentaires pour rétablir l'équilibre. A l'arrivée au port d'embarquement, les graines sont pesées sur les ponts-bascules des poids publics : Kaolack dispose d'un pont-basculé de 30 tonnes et de trois ponts-bascules de 20 tonnes. Ce sont les bulletins de pesées établis par les poids publics qui font foi entre traitants et exportateurs.

La bonne qualité d'un produit contribue à lui assurer des débouchés faciles, à des prix rémunérateurs. Pour obtenir un produit propre, de qualité aussi stable que possible, un conditionnement est nécessaire. Les impuretés contenues dans les arachides sont constituées généralement par des sables, des cailloux, des brindilles, des débris de coques, ou des graines avariées. Les expertises pratiquées en Europe révélaient que les arachides en provenance du Sénégal contenaient des pourcentages très élevés d'impuretés atteignant parfois 8 et 10 %. Aussi les importateurs de la Métropole ou de l'étranger procédaient à des abattements, dès que la proportion de matières étrangères dépassait 2 %, maximum fixé par la loi du 13 juin 1866 sur les usages commerciaux. C'est pour remédier à une telle situation préjudiciable, non seulement aux exportateurs, mais également à l'arachide sénégalaise, que l'Administration prit un ensemble de dispositions en vue de garantir la qualité marchande du produit (1). Le contrôle

(1) Ce sont les quatre arrêtés locaux du 5-6-1924.

L'a. 1406 institue un service d'inspection des produits naturels du Sénégal.

L'a. 1407 crée dans les ports de Foundiougne et de Kaolack des bureaux publics de conditionnement, administrés et exploités par les Chambres de Commerce.

Les arrêtés 1408 et 1409 fixent les normes que doivent respecter les arachides en vue de leur commercialisation.

devait s'effectuer à trois stades de la commercialisation : lors de l'achat au producteur, à l'arrivée dans les ports, enfin au moment de l'embarquement.

Faute de personnel compétent, l'Administration renonça elle-même à assurer le service du conditionnement, et en confia le soin aux Chambres de Commerce, qui créèrent chacune dans sa circonscription, un service de vérification à l'intérieur du pays, et des bureaux de conditionnement dans les ports. Le service était assuré concurremment avec les commandants de Cercle, les commissaires de police, et les agents du Service de l'Agriculture, par des inspecteurs et contrôleurs assermentés, nommés, rétribués et révoqués par les Chambres de Commerce, placés sous leur direction immédiate, après agrément du lieutenant gouverneur, et soumis au contrôle du commandant de Cercle. Une taxe perçue par les douanes pour le compte des Chambres de Commerce assurait le financement du service. Elle fut fixée à 5 francs par tonne d'arachides exportées, dont 3 francs pour le contrôle à l'intérieur et 2 francs pour le contrôle dans les ports à l'exportation. Le contrôle était donc au cours de cette période assuré en fait par les intéressés eux-mêmes, sous la haute direction des autorités administratives. Mais le système manquait d'unité, chaque Assemblée consulaire organisant le service comme elle l'entendait.

Après avoir vendu sa récolte, l'agriculteur est payé en numéraire, ce qui nécessite de gros transferts d'argent dans les postes de brousse. Avant la guerre de 1914, la récolte était payée en pièces de cinq francs ou « gourdes » : le long des lignes de chemin de fer on voyait les employés des Maisons de Commerce circuler dans les fourgons des trains, accompagner les sacs cachetés qu'ils lançaient sur les quais des stations aux représentants de la firme. Bourricots et chameaux apportaient ensuite sans autres précautions ces chargements en brousse. Si les billets de banque ont remplacé les pièces d'argent, la distribution du crédit n'a guère changé. Dans les premiers jours d'ouverture de la traite, on voit les employés des maisons de commerce quitter la banque de l'Afrique Occidentale avec des sacs en toile de jute, où sont entassés des dizaines de millions, et toutes ces opérations s'effectuent sans précautions. Une confiance totale est également accordée aux chauffeurs de camions, à qui l'on remet, contre un simple reçu, rédigé parfois sur du papier brouillon, des sommes très importantes, destinées aux traitants.

Le financement de la traite se fait par l'intermédiaire des banques : Banque de l'Afrique Occidentale, et Banque Commerciale africaine pour Kaolack. A cette époque de l'année en effet les grosses firmes commerciales ont investi en marchandises la majorité

de leurs capitaux disponibles, et les fonds provenant de la vente de ces denrées doivent servir normalement à régler les marchandises achetées à crédit. Dès lors les exportateurs sont amenés à faire appel aux crédits, appelés couramment « crédits de campagne » métropolitains ou locaux, suivant que les crédits sont ouverts dans la Métropole ou à la Colonie. Le mécanisme des crédits métropolitains met en jeu quatre personnes : le commerçant importateur, ou donneur d'ordres, qui fait ouvrir les crédits, le banquier qui ouvre les crédits, le correspondant à la colonie du banquier métropolitain, et le négociant exportateur bénéficiaire du crédit. Le négociant de la Colonie et celui de la Métropole ne forment en général qu'une seule personne morale ; mais habituellement les banquiers constituent deux personnes morales distinctes. Suivant les garanties exigées par la Banque les crédits sont libres, documentaires, ou mixtes. Les crédits de campagne locaux sont réalisables par billets souscrits à 90 ou 120 jours renouvelables au cours de la traite. Tous ces crédits sont essentiellement saisonniers.

A la tête du commerce local, pratiquant aussi bien l'exportation que l'importation, se trouvent les maisons de commerce. De fondation déjà ancienne, elles proviennent presque toutes d'entreprises privées, qui se sont transformées en sociétés, pour accroître leurs moyens d'action, et assurer leur continuité. Le nom de leurs fondateurs figure bien souvent dans leur raison sociale. Les Sociétés bordelaises, Maurel et Prom, Maurel Frères, Peyrissac, Vézia, Devés et Chaumet, Chavanel, établies les premières au Sénégal, ont des agences à Kaolack, où elles ont acquis à bon compte, dès avant 1914, des terrains très étendus, sur lesquels elles ont édifié des constructions en dur.

Les deux plus grosses sociétés françaises, la Compagnie Française de l'Afrique Occidentale et la Société Commerciale de l'Ouest africain, affaire franco-suisse, se sont également installées à Kaolack. Une société d'origine danoise, Les Établissements V. Q. Petersen, et une filiale du Trust Unilever, La Nouvelle Société Commerciale, plus connue sous le nom de No.So.Co., complètent la liste des gros commerçants. Quelques-unes de ces sociétés sont liées entre elles par des participations communes à des filiales, et la Banque de Paris et des Pays-Bas souscrit aux augmentations de capital de bon nombre d'entre elles.

Ces grandes firmes ont une tendance au cosmopolitisme : leurs activités s'étendent sur tout le Sénégal, sur l'A. O. F., l'A. E. F., et même en territoire étranger pour quelques-unes d'entre elles. Elles possèdent des magasins où sont vendues toutes les marchandises courantes, denrées alimentaires, conserves, fruits et légumes,

tissus, articles de quincaillerie, chaussures, chapeaux, verroterie, parfumerie ; elles représentent souvent des marques de voitures, d'essence, d'huile, de frigidaire, une compagnie d'assurances ou de navigation : leurs activités s'étendent donc à tout ce qui peut faire l'objet d'un négoce. A Kaolack, ces maisons sont gérées par un agent fondé de pouvoirs qui a la responsabilité de toute l'entreprise pour le Sine-Saloum. L'installation principale occupe des employés européens, secrétaires, comptables ou vendeurs, logés dans un immeuble de la compagnie ; et un personnel indigène beaucoup plus nombreux. Elles possèdent en ville dans les quartiers commerciaux près du marché central notamment, d'autres magasins de vente au détail.

Concurremment avec l'importation de marchandises, les maisons de commerce ont orienté leurs activités vers l'exportation des arachides, où elles se sont assuré un véritable monopole. Recevant directement par avion ou par câble les renseignements sur les perspectives du marché, grâce à leurs sièges sociaux établis en France elles savent au jour le jour le prix qu'elles auront à appliquer. Elles se procurent les graines en s'adressant directement aux producteurs, ou bien en souscrivant des contrats d'achat ou de commission : dans le premier cas on se trouve en présence de « facteurs », dans le deuxième, en présence de traitants indigènes, commerçants européens dits « indépendants », ou de libano-syriens.

La plupart des maisons réalisent une partie de leur tonnage par achat direct aux producteurs, en installant des agents salariés dans les postes de brousse, dans leurs « factoreries » ou « opérations ». Ces agents, le plus souvent des africains, sont des anciens comptables de la maison, qui ont fait preuve d'initiative et ont acquis la confiance de leur employeur. Leur réussite tient à la connaissance qu'ils ont du pays, de son dialecte, et aux liens familiaux qu'ils y possèdent. Ces gérants sont liés à la Société de Commerce par un contrat de mandat. Ils perçoivent en général un traitement fixe mensuel, mais sont également intéressés aux bénéfices au moyen d'une commission calculée sur la vente des marchandises. Les salaires fixes peuvent être prélevés d'office par le facteur sur les recettes, mais seulement en fin de mois ; les commissions sont payées au moment de l'inventaire général, sous réserve d'une gestion régulière. Si lors de cet inventaire on constate un manquant, celui-ci sera couvert jusqu'à dû concurrence par la commission. Des manœuvres sont adjoints aux facteurs pour l'enlèvement des graines si la maison l'estime nécessaire. Tous les frais de manutention sont à la charge de cette dernière, qui fournit également les balances et les sacs. Avant chaque expédition les arachides sont repesées, mais le facteur ne sera crédité que des poids récep-

tionnés, et tels qu'ils résultent du pesage effectué au Poids publics à Kaolack, compte tenu d'un déchet de secco de 1 % et d'un déchet de route de 1 %, généralement admis dans ces opérations. Pour payer ses achats de graines, le facteur dispose d'une part, des espèces que lui remet au jour le jour la maison de commerce, et dont la livraison est constatée sous forme de notes de débit établies en double exemplaire ; d'autre part, des espèces provenant de la vente de marchandises. En effet, le facteur ne se borne pas à drainer les arachides de la région, mais également à placer les marchandises d'importation, que lui adresse la maison. L'assortiment en marchandises est réglé par la maison elle-même. Le facteur est responsable pécuniairement et même pénalement, si besoin est, des sommes volées ; en cas de vol, il doit fermer immédiatement la boutique et aviser son mandant sur le champ.

Certaines sociétés comme la No.So.Co. et les Établissements Petersen n'achètent pas directement aux cultivateurs ; par ailleurs les autres sociétés n'achètent pas toute la récolte au détail. Ce procédé présente en effet certains inconvénients. Sans parler des risques de perte, dus à la malhonnêteté des gérants, ces derniers, fréquemment mutés, ne parviennent pas à établir un circuit de confiance entre eux et les producteurs, d'autant plus qu'ils ne peuvent attirer les faveurs de la clientèle par des crédits librement consentis. Aussi de plus en plus les maisons de commerce s'adressent-elles à des traitants.

Ceux-ci sont parfois de simples vendeurs, qui s'engagent à livrer à la Société un certain tonnage d'arachides en coques et en vrac en provenance de telle région déterminée. Le vendeur déclare expressément que les dites graines se trouvent dans un secco lui appartenant : cette clause est une fiction, car bien souvent les contrats sont souscrits avant l'ouverture de la traite, époque à laquelle il est matériellement et légalement impossible au vendeur de détenir des arachides ; mais elle s'explique à la lecture des conditions particulières du contrat, aux termes desquelles « à tout moment l'acheteur aura la faculté de prendre livraison par ses propres moyens, dans le secco du vendeur, des arachides formant l'objet du contrat, et dont la propriété lui est transférée dès ce jour ». En fait, l'acheteur devient propriétaire des graines au fur et à mesure que celles-ci sont versées dans le secco de son fournisseur. Au cas où le vendeur aurait souscrit plusieurs contrats successifs, partiellement inexécutés par la suite, le premier acheteur peut, au détriment des autres, réclamer les arachides existant dans le secco de son vendeur, jusqu'à concurrence du tonnage acheté. Les graines sont délivrées franco-gare maritime dans les sacs de l'acheteur. Le prix d'achat peut être fixé ferme

dès le jour de la conclusion du contrat, mais il peut également être fixé ultérieurement, suivant le cours moyen pratiqué dans une escale déterminée. Ces contrats de vente sont presque toujours à la base des relations entre maisons de commerce et « indépendants ».

Sous le terme d'« indépendants », on désigne les commerçants européens établis à leur compte, après avoir été pendant longtemps les agents d'une grande firme. Ils ne dépendent d'aucun groupe commercial ou financier. Connaissant bien le pays, parlant couramment le dialecte local, actifs, travailleurs, tenaces, poussés par l'intérêt personnel, ils surveillent eux-mêmes la majeure partie de leurs affaires. Outre le principal établissement, situé au lieu de leur résidence, ils disposent également, en brousse, de plusieurs comptoirs, à la tête desquels se trouvent des africains. Les frais généraux sont réduits au minimum, ils réalisent des tonnages importants allant jusqu'à 1.500 et 2.000 tonnes. Livrés à leurs propres ressources, ils n'auraient jamais pu donner à leurs affaires le développement qu'elles ont acquis. Mais ils ont souvent reçu l'appui financier des Banques. Très honnêtes, beaucoup d'entre eux ont été contraints de cesser leur activité à la suite de la crise de 1930.

Les maisons de commerce font également appel à des traitants, généralement libanais, syriens ou africains, rémunérés à la commission.

Le commissionnaire reçoit à titre d'avances des espèces et des marchandises pour effectuer ses achats d'arachides. Ceux-ci sont passés pour le compte de la maison qui fixe le prix d'achat. Une commission par 100 kilos de graines, poids reconnu au Poids Publics de Kaolack, constitue le seul mode de rémunération de l'agent, qui, en contre partie, assume sur ses fonds personnels les frais d'exploitation, et notamment ceux de l'ensachement, de l'enlèvement et du transport des graines, le montant des locations de terrains, magasins ou logements, et qui prend, en outre, à sa charge les risques de vol, de perte, casse ou coulages.

Profitant des facilités que leur accordait l'arrêté, en date du 13 août 1833 Bulletin Analytique des Actes du Gouvernement du Sénégal du 28 mai 1819 au 31 décembre 1842, p. 403) (1), qui exigeait simplement de tout étranger voulant établir son domicile au Sénégal l'autorisation personnelle et spéciale du Gouverneur, les Libanais et les Syriens ont fait leur apparition en A. O. F. dès 1892. En 1897 on en dénombre dix dans tout le Sénégal (Dakar y compris ; ce chiffre passe à 99 en 1900, et à 101 sur 244 étrangers

(1) DESBORDES : « L'immigration Libano-Syrienne en Afrique Occidentale française ». Thèse, Poitiers, 1938, p. 38.

en 1904. C'est précisément au cours de 1904 que les premiers libanais s'installent à Kaolack. Après la guerre de 1914-1918, à la faveur du traité de Versailles qui en fait des protégés de la France, les libano-syriens vont envahir le Sine-Saloum, aidés en cela par les subsides qu'ils reçoivent et de leurs compatriotes déjà installés et des maisons de commerce. N'ayant le plus souvent ni éducation, ni connaissances spéciales, ils sont attirés inévitablement vers le commerce, pour lequel d'ailleurs ils présentent des aptitudes exceptionnelles reçues de leurs traditions et « accrues par la situation des États du Levant, trait d'union commerciale entre l'Occident et le Proche Orient » (1). Partageant le mode de vie, et les usages de l'indigène, d'une frugalité spartiate, sans grand confort et sans beaucoup d'hygiène, multipliant les transactions, mais se contentant d'un bénéfice minime, se dispensant de tout intermédiaire, patients et tenaces, parlant couramment les dialectes locaux et s'assimilant vite la mentalité des autochtones, les libano-syriens ont réussi à s'implanter dans le pays. A partir de 1909, on en compte 211 sur 456 étrangers pour tout le Sénégal (Dakar non compris), 651 en 1923, 2088 sur 2422 étrangers en 1929.

Le courant d'immigration s'accroît quand les maisons de commerce se mirent à leur accorder des crédits avec une certaine facilité : de 1921 à 1922 l'excédent des immigrations sur les départs de libano-syriens se chiffre à 135 pour le Sénégal ; pour la période de 1923 à 1926 ce nombre atteint 2720. Tributaires du commerce local qui leur fournit la pacotille, les premiers libano-syriens sont avant tout des colporteurs ou de petits détaillants ; mais bénéficiant des crédits qui leurs sont accordés par les grosses firmes, ils deviennent bientôt des intermédiaires et des courtiers dans les opérations de traite, surtout à la suite de la mobilisation des européens de 1914 à 1918. Dès 1912, les commerçants du Siné-Saloum constataient dans une pétition au Lieutenant-Gouverneur du Sénégal que « les Syriens non importateurs et exportateurs, n'existent que par les facilités que leur donnent les négociants et commerçants français » (2). Ce soutien de la part des Sociétés ne fit qu'augmenter après 1923 à la suite du développement des échanges d'une part, et de l'emploi des capitaux investis dans les opérations commerciales d'autre part.

A côté de ces étrangers, l'élément autochtone ne joue qu'un faible rôle. Pourtant quelques employés quittent la maison où ils

(1) Desbordes. *Op. c.* p. 38.

(2) « L'A. O. F., écho de la Côte Occidentale d'Afrique », Journal édité à Conakry, n° 183 du 10 février 1912. Cité par DESBORDES, *op. c.*, p. 132.

servaient comme comptables ou gérants et atteignent la catégorie plus enviée de commissionnaires. Le petit traitant indigène doit sa réussite à la connaissance profonde qu'il a du pays. Les impenses imposées aux adjudicataires des lots de terrain situés dans les points de traite, ont eu pour effet de les éliminer souvent des adjudications. Le rôle de tous ces intermédiaires consiste à acheminer la graine vers l'Huilerie de Kaolack, ou encore vers celles de Dakar ou de la Métropole.

Évacuation du produit. — L'exutoire naturel de la région est constitué par les deux bras de mer du Sine et du Saloum. Aussi était-il normal que dès le début on se soit préoccupé d'aménager des warfs d'embarquement tout au long de ces estuaires. A cette époque cependant la production du Sine-Saloum est dans sa période de croissance, la région constituant « le front de défrichement ». Aussi n'a-t-on pas envisagé de donner aux ports le développement qu'ils seront amenés à prendre par la suite, lorsque le pays sera devenu le premier fournisseur en arachides de l'Empire.

Au fond de l'estuaire du Saloum, à 114 kilomètres de la côte, le port de Kaolack, au carrefour des pistes traversant le Cercle, est appelé à un grand développement. Créé en 1883, date à laquelle le vapeur « Tamesi » osa remonter le Saloum pour s'amarrer aux palétuviers garnissant la berge, devant un petit fortin qui à cette époque représentait toute l'autorité française, le port de Kaolack s'est sans cesse accru au détriment des autres ports du Saloum, et de Rufisque : en effet si, en 1925, le port de Rufisque exporte 129.069 tonnes de graines, les exportations par Kaolack atteignent déjà 110.787 tonnes. En l'absence de quais les navires accostent devant des petits warfs en bois ; en 1912 un appontement en béton armé est construit.

En aval de Kaolack les ports de Lyndiane et de Kamatane, sources d'un petit trafic local, assurent la jonction entre Kaolack et Foundiougne. A 65 kilomètres de la mer, ce dernier centre, dont aucun obstacle, excepté la barre de Sangomar, n'interdit l'accès, est en plein essort. Situé au confluent du Sine et du Saloum, Foundiougne draine la production du Sine et de la partie Ouest du Cercle, notamment des points de traite de Diakhao, Toucar, Tattaguine, Loule-Sessène, Fumela et Djilor. Jusqu'en 1929 les exportations se maintiennent à un niveau élevé, fonction de la production locale.

De 1912 à 1929 les exportations par Foundiougne s'établissent ainsi :

1912.....	54.434 tonnes	
1913.....	58.410	—
1914.....	92.925	—
1922.....	79.882	—
1927.....	52.868	—
1928.....	44.000	—
1929.....	49.982	— (1)

mais le mauvais état des routes apporte dès cette époque quelque obstacle au plein emploi de ce port, où le chargement se fait par warfs appartenant aux maisons de commerce.

Plus au sud sur l'une des branches de l'estuaire du Saloum, Toubacouta équipé d'un warf est l'exutoire naturel du Niombatto et notamment des points de traite de Sokone et de Messirah.

Outre la voie fluviale, le Cercle dispose d'un réseau routier en très mauvais état, praticable par les bourricots, mais difficilement accessible, en raison de son profil « en tôle ondulée », aux camions automobiles, dont l'usage s'est pourtant répandu après 1914.

Ce réseau comporte principalement des pistes, le plus souvent sans revêtement — la pierre fait défaut dans le Cercle, et son transport serait onéreux, — inutilisables pendant l'hivernage. L'entretien de ces voies de communication est assuré par les prestations auxquelles sont assujettis tous les hommes valides (quatre journées par an). L'aménagement d'un réseau routier n'est pas envisagé à cette époque, car d'une part la circulation automobile n'est pas intense, et, d'autre part, les chemins de fer sont aptes à évacuer toute la récolte.

C'est de 1908 à 1923 qu'est construite la ligne du Dakar-Niger, reliant sur un parcours de 573 kilomètres Kayes à Thiès, et traversant le Sine-Saloum de part en part. Le tronçon Guinguinéo-Kaolack, de 22 kilomètres, est achevé de construire dès 1923, reliant ainsi Kaolack à la grande voie de pénétration vers le Soudan. La Régie du Dakar-Niger établit dès le début des tarifs dégressifs pour permettre l'évacuation des arachides venant de loin dans les meilleures conditions. Une sévère concurrence va mettre aux prises dans les années à venir les chemins de fer et les compagnies de navigation.

L'introduction de la culture de l'arachide dans le Sine-Saloum et son extension, surtout après 1900, vont apporter des bouleversements importants dans l'économie du pays. La course à l'arachide va entraîner une augmentation des exportations et une amélioration du niveau de vie du paysan, qui quittera sa famille avec ses

(1) Renseignements fournis par la Chambre de Commerce de Kaolack.

traditions ancestrales pour aller cultiver la nouvelle plante dans les régions favorisées ; mais l'exploitation irraisonnée des sols va entamer le processus de désertification.

II. — LES EFFETS DE LA TRAITE

A) Effets économiques

Au cours de cette période, la production augmente considérablement, mais, jusqu'à l'ouverture de la ligne de chemin de fer de Thiès à Kayes en 1923, la région du Sine-Saloum est reléguée au deuxième plan de la production.

Limitée d'abord à Saint-Louis, Rufisque, Gorée et Dakar, la culture s'étend ensuite au Bas-Sénégal et dans le Gandiolais. Recherchant les régions qui possèdent, outre les conditions favorables à son développement végétatif, les voies de communication permettant le transport facile aux ports d'embarquement, l'arachide se développe sur la Petite Côte. Après la soumission du Damel du Cayor, l'ouverture de la ligne du chemin de fer de Dakar à Saint-Louis en 1885 donne un essor nouveau au Diambour, au Guick-Mérina, au Cayor et aux provinces Sérères, ainsi qu'en témoigne l'évolution des recettes de la ligne pour le transport des graines :

1885.....	131.858 francs	
1888.....	243.202	—
1893.....	469.216	—
1898.....	569.431	—
1900.....	1.065.448	— (1)

L'ouverture du Thiès-Kayes ouvre de nouvelles possibilités à la culture. Le Baol voit sa prospérité s'accroître par l'évacuation sur Kaolack, Rufisque ou Dakar. Le Saloum Oriental, le Niani-Ouli, et le Boundou entreprennent cette culture. De 7.000 tonnes en 1893, la production du Sine-Saloum passe à 56.000 tonnes en 1912 et à 70.000 tonnes en 1920.

La production suit une courbe sans cesse ascendante, interrompue simplement à deux reprises : en 1883, par l'apparition sur les marchés d'Europe des arachides de Coromandel, d'autre part, à la suite des dégâts occasionnés par les pluies au cours de la campagne 1905-1906.

(1) ÉTESSE, *op. c.*, p. 24.

Parallèlement à l'accroissement de la production, les exportations d'arachides vont en augmentant : la nourriture du paysan étant à base de mil, la récolte d'arachides est exportée en quasi-totalité, réserve faite des semences et des déchets. En 1855, 6.400 kilos de graines sont exportées pour tout le Sénégal. Dès 1865 les exportations en arachides égalent en poids les exportations en gomme ; en 1867, elles atteignent le double de ces dernières. Peu à peu les arachides comptent pour moitié dans les exportations du Sénégal, puis pour les deux-tiers, et même davantage ainsi que le montre la comparaison des chiffres suivants :

Années	Exportations totales en francs	Exportations en arachides en francs	Pourcentage des exportations en arachides dans les exportations totales
1900	32.932.000	24.240.000	73 %
1913	72.937.000	59.892.000	82 %
1920	428.690.000	292.735.000	68 %
1925	540.610.000	505.857.000	91 %
1930	599.223.000	501.844.000	83 % (1)

Les exportations d'arachides pour le Sine-Saloum sont en progression constante :

	1923 : 111.577 tonnes	
1906 : 25.480 tonnes	1925 : 163.767	—
1912 : 54.434 —	1927 : 176.336	—
1913 : 61.636 —	1928 : 165.000	—
1914 : 99.083 —	1929 : 183 446	— (2)

La majorité des exportations sont dirigées vers la France. Pour l'année 1929 par exemple, et pour le port de Kaolack, sur 133.464 tonnes d'arachides coques exportées, 81.958 tonnes sont importées par la Métropole, 11.726 tonnes par l'Allemagne, 6.707 tonnes par l'Angleterre, 9.462 tonnes par la Belgique, 14.235 tonnes par la Hollande, le restant étant partagé entre divers pays. Sur 611 tonnes d'huile d'arachides expédiées par Kaolack en 1909, 584 tonnes le sont vers la France (2).

Durant cette période, l'augmentation de la production entraîne un accroissement des surfaces mises en cultures, et, par voie de conséquence, un épuisement rapide des sols, faute d'éléments fertilisants pour les régénérer.

(1) GUIRAUD, « L'arachide sénégalaise » p. 38.

(2) Renseignements fournis par la Chambre de Commerce de Kaolack.

L'épuisement des sols. — « Dans la nature soustraite à l'action de l'homme, il s'établit un équilibre sol-climat-végétation : l'homme s'attaquant à la végétation pour la satisfaction de ses besoins, détruit cet équilibre, rompt cette harmonie » (1).

Quelle que soit leur taille, les végétaux jouent le rôle de « couverture » dont l'effet est de régulariser et de tempérer, à l'égard de la superficie, les influences climatiques. La mise en culture d'un sol dans les régions tropicales entraîne pour lui une perte de fertilité inévitable, car toute mise en culture implique la destruction de la forêt : « l'avancement d'une civilisation se mesure à la surface de ses défrichements » (2).

Le continent africain n'est fertile qu'autant que l'eau vient compenser son aridité : les forêts exercent une action générale réfrigérante et régulatrice, elles évaporent l'eau du sol mais lui restituent, grâce à leurs déchets, les sels dissous, amenés des profondeurs. Ces déchets refont perpétuellement la couche d'humus qui augmente le pouvoir de rétention du sol vis-à-vis de l'eau, diminuant ainsi l'infiltration de l'eau et ses conséquences. Les arbres entravent le ruissellement et protègent le sol contre l'échauffement direct ; par le refroidissement consécutif à la transpiration des cimes, ils constituent un obstacle à une trop forte élévation de la température.

Lorsque la forêt est abattue, tous les cycles sont rompus : l'humus est attaqué et détruit par l'action directe du soleil ; les pluies entraînent les éléments biogènes en profondeur, les eaux de ruissellement et le vent décapent les couches superficielles ; le niveau de la nappe phréatique, sous la dépendance en partie de la végétation qui couvre le sol, s'abaisse ; le renouvellement des réserves, dû à l'absorption racinaire et à l'énorme transpiration du couvert forestier, est arrêté. En règle générale, après un abattage, une jachère forestière, suffisamment longue, permettrait de restaurer le couvert végétal ; mais la politique de profit immédiat qui guide l'agriculteur, et l'introduction du riz dans la nourriture de l'indigène après 1914-1918 poussent ce dernier à revenir sur ses jachères dans des délais de plus en plus rapprochés. Ainsi à la « série progressive naturelle » qui tend à recréer le milieu végétal, se substitue une « série régressive » dont l'aboutissement équivaut à une dégradation de la végétation primitive (3).

(1) ADAM : « Les méthodes de culture » in GUERNIER : « l'A. O. F. », 1949, tome 2, p. 14 à 22.

(2) MENANT : « L'Afrique française », revue 45^e année. Paris (n° 9, 1935). Cité par HARROY : « Afrique terre qui meurt. La dégradation des sols africains sous l'influence de la colonisation », p. 71.

(3) HARROY, *op. c.*, p. 12.

Les feux de brousse, utilisés comme moyen de défrichement, ont pour effet de détruire partie de l'humus et les micro-organismes du sol, de durcir la partie superficielle, ce qui entraîne un ruissellement plus intense, emportant les cendres.

Les déboisements inconsidérés en détruisant le couvert forestier précipitent les phénomènes de dégradation du sol.

La « *Shifting cultivation* », procédé employé par les paysans du Sine-Saloum, est « un mode de culture détestable, simultanément destructeur et stérilisant » (1). Pratiquant la jachère arbustive, l'indigène doit disposer en moyenne de six à dix étendues de champ différents qu'il cultive successivement, ce qui exige un abattage de forêts considérable.

Cette action de l'homme permet aux facteurs naturels de l'érosion d'agir sur les sols dans les conditions les plus efficientes.

La conformation du Sine-Saloum contribue à accélérer ces phénomènes de dégradation des sols ; l'ancien relief dunaire, avec plateaux sablonneux, dans la zone occidentale et septentrionale, est responsable du lessivage des terrains élevés ; les plateaux à grès ferrugineux, dans la zone orientale, sont à l'origine de la formation de la cuirasse latéritique et de son affleurement. Le Sine et le Saloum, systèmes en déclin, accessibles à la marée, expliquent la formation des « tannes » ou sols salins. La prédominance de sable siliceux provenant de l'apport de grès quartzeux au quaternaire, favorise l'infiltration et le ruissellement de l'eau tout en annihilant la remontée capillaire.

L'eau agit sur les sols dénudés par érosion verticale, en entraînant en profondeur, hors de la portée des racines, les éléments minéraux et solubles. Ce mouvement descendant est contrebalancé en partie, durant la saison sèche, par un mouvement ascendant du fait des phénomènes capillaires. Mais ce dernier phénomène est entravé par la composition fortement sableuse des sols et leur teneur de plus en plus forte en sable grossier par suite de l'érosion.

L'eau agit également par érosion horizontale au moment des fortes pluies de juillet, août et septembre, décapant les sols, et entraînant les éléments chimiques et même la couche arable vers les dépressions ou les bas-fonds.

L'érosion éolienne joue un rôle très considérable en présence d'un sol qui est dénudé à partir du mois d'octobre et soumis à la brûlure du soleil. Quand le mois de mars arrive, l'harmattan qui souffle dans la direction nord-est, sud-ouest, ne trouve devant

(1) J. C. WILLIS cité par Sir D. HALL : « *The improvement of Native Agriculture in relation to population and public health* », p. 29, cité par HARROY, *op. c.*, p. 191.

lui qu'une végétation grillée ou inexistante : aussi la proportion sable grossier-sable fin tend-elle à augmenter. Les animaux jouent un rôle non négligeable dans l'économie des sols. Les termites détruisent au début de la saison sèche quantité de matières végétales mortes, accélérant ainsi la destruction des matières organiques. Certaines espèces semblent même entraîner la matière organique en profondeur pour l'édification de leurs meules, appauvrissant ainsi la couche arable. Les fennecs ramènent également en surface la terre rouge et stérile des profondeurs (1).

Comment remédier à cette dégradation des sols ?

Durant cette période ces phénomènes de dégradation des sols ne sont pas alarmants, car le Sine-Saloum contient à ce moment-là encore d'immenses réserves forestières ; jusqu'à la fin du XIX^e siècle, le cultivateur a vécu en économie fermée, et l'arachide ne constitue pour lui qu'un appoint alimentaire. Avec le XX^e siècle, et notamment après la guerre de 1914-1918, la demande d'oléagineux augmentant, le Sine-Saloum va devenir un « front de défrichement ». Dès le début, la population Sérère a compris le danger que pouvait présenter une déforestation trop poussée. Le Sérère respecte les arbres : les cadde, rôniers, et darcassous ; il plante des manguiers autour des villages. Le cadde présente le très gros avantage de perdre ses feuilles en hivernage, de se couvrir en saison sèche, de ne pas gêner les cultures par son ombrage, d'enrichir le sol par ses feuilles et de le protéger contre le vent. En outre, le Sérère laisse sur le sol la paille d'arachide ou les chaumes de mil après les avoir arrachés, ce qui a pour effet de protéger le sol contre l'érosion éolienne.

Très souvent il pratique une culture de niébés tardifs après celle du mil hâtif ; pendant trois mois de la saison sèche, le sol est ainsi recouvert. Malheureusement toutes les races n'ont pas un tel souci de la protection des sols. Le Ouolof ne pratique généralement pas l'assolement, ne cultive pas du niébé tardif, détruit le cadde et ne conserve que très peu d'arbres. Les Mourides en particulier détruisent toute végétation arbustive.

Les autres races pratiquent souvent la culture sur buttes, ce qui a pour effet d'augmenter l'épaisseur de la couche arable mise à la disposition de la plante, d'entraver le ruissellement, et d'enfouir sous forme d'engrais verts les herbes adventices. L'attention des Pouvoirs Publics n'a pas été attirée par les effets de la défores-

(1) Voir sur ces questions BOUSQUET : « Monographie agricole du Sine-Saloum. Mesures et méthodes employées ou à employer pour obtenir un potentiel optimum de production en arachides et pour maintenir ou restaurer la fertilité des terres », p. 45 à 53.

tation. Dans ce climat de liberté, chacun exploite la terre suivant ses traditions. Reprenant une formule de Bridges, on peut dire que si l'équilibre établi par la nature a été faussé, et si l'homme doit payer la facture, cette dernière n'est pas très élevée durant cette période (1).

La politique de profit immédiat qui pousse le cultivateur à augmenter sa production au détriment de la fertilité des sols, conduit l'entreprise coloniale à drainer vers la Métropole les produits à l'état brut.

La transformation des produits. — Un projet de loi portant « fixation d'un programme général de mise en valeur des Colonies françaises », déposé le 12 avril 1921, par Albert Sarraut, vient confirmer que, durant cette période, la politique de la nation colonisatrice consiste à rechercher des débouchés pour son industrie. L'esprit du « Pacte Colonial » est toujours vivace. « La collaboration avec les peuples dominés vise à rendre leur économie complémentaire et non concurrente de celle du peuple maître » (2). Les colonies doivent fournir des matières premières, mais ne posséder aucune industrie.

Dès 1840, le Sieur Monteillet, désireux d'installer une huilerie au Sénégal, demande au Ministre que les huiles d'arachides soient assimilées à l'huile de palme et de touloucouma pour les droits à payer à l'entrée en France : refus du Ministre qui déclare cette disposition « inconciliable avec l'intérêt de nos départements méridionaux à raison de la propriété que possède l'huile d'arachide de remplacer l'huile d'olive comme substance alimentaire ou dans certaines fabrications industrielles » (3).

Pourtant, dès 1920, MM. Godard et V. Q. Petersen fondent à Kaolack l'Huilerie Ouest Africaine, première huilerie fondée au Sénégal ; mais son activité ne constitue pas un danger pour les huiliers métropolitains, car sa production est absorbée par la consommation locale. En 1924, cette huilerie fusionne avec la Société des Huileries et Rizeries de Guinée pour former la Société des Huileries et Rizeries Ouest-Africaines. Les indigènes n'ont cependant pas attendu que les autorités locales leur permettent de triturer leurs arachides, et beaucoup d'entre eux s'assurent par des procédés primitifs l'huile nécessaire à leur consommation familiale.

Si la trituration des graines sur les lieux de la production a été

(1) BRIDGES : « Les Réserves de bêtes sauvages », p. 92, Payot. Bibliothèque Géographique, Paris, 1938. Cité par HARROY, *op. c.*, p. 71.

(2) LUC FAUVEL, *op. c.*, p. 117 à 140.

(3) ETESSE : « Les Grands Produits africains », 1930, p. 17 à 24.

tenue dans des limites très étroites, le décorticage aurait pu cependant prendre une certaine extension. Cette opération ne transforme pas la matière, mais entraîne simplement une réduction des frais. Les graines décortiquées ne pèsent en effet que 70 ou 75 % de leurs poids sous forme de coques, et n'occupent qu'un volume égal à 33 ou 40 % de leur volume initial, d'où de sérieuses économies de frêt, les arachides en coques voyageant par ailleurs au tarif volumétrique ce qui augmente considérablement le coût du transport. De plus les coques ne trouvent pas en France une utilisation susceptible de compenser les frais de transport supplémentaires résultant de l'exportation sous forme de coques : elles ont un faible pouvoir calorifique pour un volume énorme.

L'ingénieur Bélime a établi en 1931 que l'exportation sous forme décortiquée entraînait une économie de frais égale à 78 francs par tonne.

Malgré tous ces avantages, l'exportation des arachides du Sine-Saloum s'est faite exclusivement sous la forme coques jusqu'en 1929, alors que pour la même année la France importait 292.650 tonnes d'arachides décortiquées en provenance des Indes anglaises.

Ce n'est pas seulement le milieu économique qui subit les influences de cette politique, c'est également le milieu social et juridique.

B) Conséquences sociales et juridiques

Les prix. — Le prix de l'arachide en Afrique est fixé de façon unilatérale par l'acheteur, qui, lui-même, voit son prix établi par les acheteurs d'Europe. Il existe donc une corrélation très étroite entre le prix caf, payé sur les marchés de Marseille, ou de Bordeaux, et le prix fob, payé à Kaolack. Le prix fob est obtenu en retranchant du prix caf le coût de l'assurance, du frêt, des frais et des profits. Partant de ce prix fob, les Maisons de commerce calculent le prix à payer dans les escales.

Les statistiques des prix soulignent une montée croissante de ces derniers jusqu'en 1929. De 1841 à 1845 les arachides se paient 16 francs les 100 kgs, prix fob ; de 1846 à 1867 elles se paient de 20 à 27,50. En 1877 les conditions du marché européen se modifiant, le prix tombe à 20 francs les 100 kgs : les arachides de Coromandel, les sésames et les huiles de coton américaines viennent concurrencer la graine sénégalaise. Il existe en effet une étroite solidarité entre les divers corps gras, qui peuvent être substitués à parité de prix.

Pendant longtemps les cours se stabilisent à 15 francs les

100 kgrs. De 1902 à 1913 les prix varient entre 18 francs et 24 francs, 75 les 100 kilos. La demande accrue d'oléagineux, conséquence de la guerre de 1914-1918, entraîne une hausse des cours qui s'établissent entre 30 et 35 francs. A partir de 1925 la crise de la monnaie nationale relève les prix nominaux du produit. La consommation stimule cette hausse, et en 1929 le prix s'établit à 130 francs les 100 kilos, prix fob, à Kaolack.

Cette hausse constante n'est que relative, car, évalués en franc-or, les prix pour les trois dernières années sont sensiblement les mêmes qu'en 1910 et même inférieurs pour l'année 1929. Étant donné l'étroite solidarité entre le prix caf et le prix fob, on peut valablement raisonner sur le premier pour établir la relativité de la hausse.

De 1910 à 1929 les cours moyens pratiqués sur la bourse de Marseille s'établissent en effet ainsi (en francs-or) :

1910 : 32,80	1916 : 49,35	1924 : 45,42
1911 : 31,85	1917 : 111,65	1925 : 41,41
1912 : 34,55	1920 : 60,50	1926 : 42,98
1913 : 34,50	1921 : 36,15	1927 : 39,95
1914 : 31,	1922 : 41,80	1928 : 36,50
1915 : 30,30	1923 : 43,44	1929 : 27,30

(1)

Mais il convient surtout de remarquer que les statistiques donnent le prix fob au port d'embarquement. Or si ce prix a suivi une courbe ascendante jusqu'en 1929 et a donné lieu à un véritable « rush » sur l'arachide, il n'est pas certain que cette hausse se soit cependant répercutée dans les mêmes proportions pour les prix payés à l'indigène.

C'est durant cette période en effet, et particulièrement après la guerre de 1914-1918, que l'on assiste à la prolifération des centres d'achat, et à l'afflux de commerçants français et étrangers. Aussi de nouvelles manutentions sont nécessaires, car il n'y a pas de gare dans ces nouveaux centres d'achats : les frais s'augmentent également du coût des transports. Si les grosses maisons de commerce n'ont pas suivi toujours le mouvement, l'installation dans une nouvelle escale entraînant de gros frais, les Libano-Syriens par contre, sont devenus des acheteurs actifs. Ces derniers, par des prêts sur récoltes pendantes habilement consentis, se sont réservés un droit de priorité sur l'acquisition de la récolte. Celle-ci enlevée sur place, par camion, a souvent été payée à un prix inférieur à celui payé dans les escales, et ceci à l'abri de toute concurrence. L'achat par anticipation et la livraison immédiate dès l'ouverture

(1) ADAM : « L'arachide », tome 3, année 1947, p. 279.

de la traite permettaient aux entreprises spéculatives de jouer avec fruit. Les faux poids, les balances truquées ont été pour beaucoup dans la prospérité de leurs affaires. « L'abus de confiance, la tromperie sur la quantité et la qualité des marchandises vendues et des produits achetés, fraudes de toute nature, étaient alors choses courantes que l'inexpérience et la confiance des indigènes facilitaient ». (1)

Ces procédés, contraires aux intérêts du paysan, devaient être assez fréquents pour attirer l'attention du législateur pendant cette période : un arrêté général du 22 mai 1900 (J. O. A. O. F. 1900 page 211) institue pour les colporteurs Libano-Syriens une carte d'identité soumise à visa lors de leurs déplacements ; un arrêté du 16 juillet 1900 (B.A.S. 1900 page 352) assujettit ces commerçants à une patente spéciale dite « patente syrienne ».

Par ailleurs cette hausse du prix de l'arachide a été contrebalancée par la hausse des produits d'importation, aussi le niveau de vie du paysan n'a pas subi d'amélioration certaine.

Le niveau de vie du paysan. — D'après Jean Robert (2), le pouvoir d'achat du paysan s'établit ainsi pour les années 1913, 1927 et 1930 :

PRODUITS	1913	1927	Octobre 1930
Arachides les			
100 kilos	330 frs or	2.500	1.150
tissus	4 frs 70	44,63	36,28

soit un coefficient d'augmentation de 3,48 pour les arachides et de 7,69 pour les tissus. Les maisons de commerce poussent l'indigène à la consommation du riz d'Indochine, ce qui leur procure un nouveau bénéfice, mais ce qui rend critique la situation du paysan qui va abandonner peu à peu ses cultures vivrières au profit de la culture industrielle, qui lui permet d'améliorer son ordinaire. Le trafic sur le riz Indochinois devait être profitable, puisque, alors que le prix de vente en gros ou demi-gros s'établit à plus de un franc par kilogramme en A. O. F., ce même riz est vendu 0,55 francs, le kilogramme au détail en France.

De plus en plus l'africain quitte l'économie domestique pour entrer dans le cycle de l'économie internationale, et devient étroitement dépendant des fluctuations des marchés mondiaux.

(1) DESBORDES, *op. c.*, p. 154.

(2) Jean ROBERT : « La situation économique du Sénégal, la Production et le Commerce de l'arachide. Leur réorganisation ». Année 1932, p. 1 à 19.

L'économie monétaire pénètre également dans les mœurs, et les cauries ou le bétail, moyens d'échange traditionnels, font place aux billets de banque. Pendant cette période également le commerce pratique l'économie de traite. Les considérations de Félix Eboué pour l'Afrique Equatoriale sont valables pour l'A. O. F. et pour le Sine-Saloum en particulier : « on ne spéculé plus sur les basses ou les plus puériles passions du noir afin de le dépouiller ; on ne troque plus l'or ou l'ivoire contre l'alcool ou les perles de verre. Mais si la monnaie sert désormais d'intermédiaire et de régulateur des prix, il n'en reste pas moins qu'on tente l'indigène par des articles ridicules ou excessivement fragiles, et qu'on escompte son enfantillage, en vue d'en tirer un profit immédiat. Les casquettes hideuses, les chemises qui ne résistent pas au premier lavage, les couteaux qui se tordent dès qu'on veut s'en servir, toute la camelote dont le Japon avait fait l'une de ses plus florissantes industries, sont encore là, pour témoigner que le client indigène n'est pas respecté, et qu'on n'a pas renoncé à l'idée que l'Afrique est un pays où tout se vend, depuis les casques de cuirassiers, jusqu'aux peignes de poche en celluloid... » (1).

Les colonies sont considérées comme des « déversoirs » et les profits retirés de la colonisation sont d'autant plus fructueux que l'état de civilisation des indigènes permet de leur donner en paiement des objets de peu de valeur.

Le niveau de vie des paysans est fonction enfin de leur imprévoyance, et des prêts usuraires qui en constituent le palliatif.

L'imprévoyance est la tare de la société indigène. Elle est due à l'instabilité des populations, conséquence elle-même des pillages et des rivalités des chefs locaux. La trahison du climat, et notamment l'action destructrice des pluies et de la foudre qui ravagent périodiquement ses récoltes, sont de nature à confirmer son penchant à l'insouciance, que ne contredit pas sa tendance générale au fatalisme : « si Dieu veut que je sois riche, je serai riche ; s'il ne le veut pas, quoi que je fasse, je serai pauvre. » Mais l'indigence même du noir est une cause d'imprévoyance : « l'épargne est un renoncement ; on ne peut renoncer qu'à ce qui commence à être superflu. On ne peut rogner sur l'indispensable » (2). Cette dernière cause explique que le noir se ruine en fêtes, et en toilettes, dès qu'il possède quelque argent : « l'individu contraint quotidiennement à l'abstinence, profite des accroissements accidentels de ressources pour accroître le montant de ses satisfactions immédiates » (2).

Avec le commencement de l'hivernage, le paysan voit arriver

(1) ÉBOUÉ, *op. c.*, p. 57 et 58.

(2) MAX CLUSEAU, in « Éléments d'Économie Coloniale », Maunier p. 115.

le début de ses privations ; « attendant de l'avenir la solution des difficultés présentes, il se laisse entraîner dans un engrenage d'obligations, dont finalement il ne peut plus se dégager. » (1)

Le prêt devient ainsi le moyen juridique le plus commode de subvenir aux besoins. Ce sont les crédits d'hivernage, en raison de l'époque à laquelle ils sont souscrits. Ils consistent quelquefois en prêts d'argent, mais le plus souvent en denrées alimentaires : mil ou riz, remboursables en arachides au moment de la traite. Le cultivateur se trouve ainsi sous la dépendance économique de son prêteur, le plus souvent des Libano-Syriens, qui ne manqueront pas de lui faire vendre sa récolte dès le début de la traite pour spéculer sur le prix. En raison de la pénurie de capitaux à offrir en garantie de sa dette, l'emprunteur voit l'intérêt de son prêt atteindre des taux exorbitants. Les taux de 100 % pour six mois ne sont pas rares. On trouve dans les archives de 1908 d'une maison de commerce de Kaolack, ces directives à son gérant « accepter de consentir des avances de semences moyennant le remboursement d'une quantité double à la récolte... et avec la garantie de l'Administration ».

L'autochtone ne considère pas ces taux comme abusifs, car pour lui le prêt est une opération « subjective », en ce sens qu'il voit davantage le service rendu, et la satisfaction immédiate de son désir, plutôt que l'opération économique. Peut-être le taux de cet intérêt est-il également fonction des risques inhérents au climat et à l'inutilité des poursuites en justice : le prêteur hésitant à engager une procédure longue et coûteuse, qui, finalement, n'aboutirait à rien de positif. Par ailleurs, la prohibition religieuse et sociale d'un gain démesuré qui pourrait être celle de l'économie du Moyen-âge, et la notion du juste prix, n'avaient plus de raison d'être aux colonies en présence d'indigènes non chrétiens et à qui la qualité de personne humaine était parfois refusée.

« La recherche illimitée du profit, trait caractéristique de l'économie moderne, devenait ainsi un acte de bon chrétien et de sujet zélé » (2). La loi coranique interdit également le prêt à intérêt, mais de nombreux subterfuges permettent aux indigènes islamisés de tourner la loi : la prêt est consenti contre remboursement d'un objet dont la valeur, supérieure au prêt, est estimée par les parties. Si l'emprunteur ne peut rembourser l'objet il devra en payer la valeur. Le gage est également utilisé pour tourner la prohibition

(1) GEISMAR : « Recueil des coutumes civiles des races du Sénégal ». Année 1933, p. 188.

(2) DERVAUX Pierre : « Les moyens de la mise en valeur de la colonie » in « Éléments d'Économie coloniale », MAUNIER, p. 39 à 71.

coranique : l'objet mis en gage est rachetable par l'acheteur dans un délai déterminé et contre paiement d'une somme représentant la valeur du gage majorée de 50 à 100 % : cette opération est analogue à la vente à réméré.

L'extinction de la dette est en outre rendue difficile par la patience intéressée du créancier, qui cherche à se créer une source de revenus plus ou moins régulière. L'objet mis en gage est fréquemment une vache dont le créancier se réserve chaque jour le lait, tandis que le débiteur doit pourvoir à la nourriture de la bête. La spéculation sur les prêts de semences dans le Siné-Saloum atteignait un tel degré, que l'administration se vit dans l'obligation d'intervenir.

Une circulaire du 20 juin 1903, prescrivait aux Administrateurs de faire constituer dans chaque village des greniers dans lesquels les indigènes verseraient au moment de la récolte, sous la surveillance du chef de village, une partie de leurs graines soigneusement triées. Les cultivateurs du Sine-Saloum dans l'obligation de contracter des prêts de semences à 300 % pour six mois avisèrent leur commandant de Cercle, l'administrateur Lefiliâtre, qui décida de construire dans sa région des greniers de réserve collectifs. En juillet 1907 il reçut 20.000 francs du gouvernement local. Les prêts de semences, remboursables en nature, furent consentis à raison de 5 % d'intérêt. Le conseil d'administration de l'organisme décida en 1908 de demander outre l'intérêt, une cotisation de 5 francs par tête : en décembre 1907 les 20.000 francs furent remboursés plus 4.896 francs, 60 d'intérêt. Le groupement comptait alors 962 membres. Le conseil décida de porter à 25 % le taux du remboursement en nature. En juin 1908, le bénéfice en poids, pour la Société était de 86.738 kilos, 500 soit 8.010 francs, 90 ; au 1^{er} Janvier 1909, il était de 186.739 kilos valant 28.010 francs, 90 (1).

Ce groupement, premier embryon des sociétés de prévoyance en A. O. F. devait faire place à ces derniers organismes créés par décret en date du 29 juin 1910. Sans qu'il y ait lieu ici de procéder à l'étude approfondie des sociétés de prévoyance, il échet simplement de noter que ce sont des établissements d'intérêt public (C. E. 20/12/1935. St^e Établ. Vezia. Rev. Dr. Public 1936. p. 118), c'est-à-dire des organismes, qui tout en restant privés, présentent pour l'utilité publique, un intérêt assez notable pour être dotés par le législateur de quelques-unes des procédures de droit public. Aux termes du décret du 8/1/1915, l'adhésion aux sociétés de pré-

(1) BOYER : « Les sociétés de prévoyance, de secours, et de prêts mutuels en A. O. F. », thèse, Paris, 1935.

voyance est devenue obligatoire. Quelques modifications dans la présidence de la société, confiée finalement au commandant de Cercle, interviennent à la suite des décrets des 4/7/1919 et 5/12/1923.

Au cours de cette période, la société de prévoyance de Kaolack va développer son activité dans les prêts de semences consentis à ses adhérents. En 1911 elle avance 317 t. 205 de graines à ces derniers ; en 1916 ce chiffre passe à 3.473 t. ; à 2.142 tonnes en 1921 ; à 3.157 tonnes en 1922 ; à 4.852 tonnes en 1927 et à 6.325 tonnes en 1929. Dès 1916 la société de prévoyance de Kaolack fait construire de solides greniers en béton armé et des magasins. En 1921 elle transforme l'ancienne résidence de Nioro-du Rip en magasins à graines, et porte le nombre de ceux-ci, à vingt huit. L'extension prise par la culture de l'arachide et l'économie qui en est résultée ont entraîné la dislocation de la famille ancestrale.

La dislocation de la famille ancestrale. — Jusqu'à des temps très récents la famille indigène était comparable à la « gens romana ». La famille globale, dit Delafosse, comprend tous les descendants vivants de la famille réduite primitive, ou tout au moins tous ceux de ses descendants qui ne sont pas trop éloignés, par le temps et par l'espace, de leur ancêtre, pour avoir oublié les liens de parenté qu'ils doivent à une souche commune ». (1) La famille ancestrale, sous l'autorité de son membre le plus ancien, englobe donc quatre générations : le chef de famille, ses frères et cousins ; leurs enfants ; les enfants et petits-enfants de ceux-ci. Le « pater familias » détient les pouvoirs de chef, de juge, de prêtre ; il règle souverainement les affaires de la communauté. « Il s'agit d'une famille qui ne meurt pas ». (2) La structure de la cellule familiale n'est pas affectée par la mort ou le mariage d'un de ses membres. Le groupe vit en économie fermée. On peut supposer, dit Geismar, que les échanges de capital « sont nés le jour où il a fallu substituer au rapt violent, l'acquisition amiable des femmes. Il ne s'agit pas, en ce cas, d'une diminution du capital familial. Il change simplement d'aspect. Il s'appauvrit de quelques têtes de bétail, mais s'enrichit en contrepartie d'un nouveau membre ». (3)

Cette conception de la famille indigène devient de plus en plus périmée. Sans négliger les influences de la pacification, qui en apportant la sécurité et la justice, a enlevé toute raison d'être à la structure étatique de la communauté familiale ; sans oublier l'influence de l'Islam qui a introduit progressivement le principe de la successibilité des enfants et de la personnalité des femmes,

1⁽¹⁾ DELAFOSSE : « Le Haut Sénégal Niger », t. 3, p. 94.

2⁽²⁾ et 3⁽³⁾ GEISMAR, *op. c.*, p. 29 et 31.

on peut cependant affirmer que le développement de la culture de l'arachide et les transformations économiques qui en sont la suite, ont contribué pour une large part à la désagrégation de la famille ancestrale, et à son évolution vers une famille plus restreinte, vers la constitution de « ménages » détachés de la souche mère, et qui vivent d'une vie indépendante. Les profits retirés de la culture de l'arachide poussent les indigènes à s'approprier personnellement le fruit de leur travail et à satisfaire ainsi leurs désirs que ne manquent pas de susciter les étalages de marchandises de traite dans les factoreries et sur les marchés. La culture demande des bras, et beaucoup de jeunes gens sont ainsi appelés par d'autres parents ou des amis pour défricher les nouvelles terres. Une émigration se fait vers les ports où la graine, facilement évacuée est payée au plus haut cours. Le jeune homme quitte d'autant plus volontiers la famille que « séduit par l'abondance de marchandises, des réjouissances multiples que procure la ville, il l'est aussi par la liberté qu'il y trouve, car la ville est une terre étrangère où la coutume n'a plus de poids » (1).

Ainsi se dessine une évolution qui entraîne une transformation profonde des principes juridique anciens.

Cette situation est admirablement résumée par Geismar : « De nombreux symptômes indiquent en effet que la coutume antique est en voie de dépérissement. Fixée par des générations qui vivaient paisiblement et immuablement dans les clairières de la brousse, elle ne s'adapte plus qu'imparfaitement aux conditions actuelles du Sénégal. La possibilité d'échanges sur une grande échelle et l'extension des cultures d'arachides notamment, ont transformé complètement l'économie indigène. Autrefois la culture était surtout vivrière et par conséquent collective. Le capital d'épargne était amassé dans les greniers de mil, faisant partie du bien familial. Les champs affectés aux branches familiales individuelles servaient simplement à fournir l'argent de poche. L'introduction des cultures d'arachides a transformé subitement cet état de choses. Les champs individuels ont cessé d'être l'accessoire et sont devenus le principal. Les biens personnels, autrefois quantité négligeable, l'emportent maintenant en importance sur le bien collectif familial, d'où par la force des choses une désagrégation de la solidarité familiale qui a manifesté ses conséquences dans tous les domaines » (2).

C'est particulièrement dans le domaine de la famille, des obligations et des biens que cette évolution de la coutume ancienne est sensible.

(1) DRESCH : « Questions Ouest-Africaines », p. 10.

(2) GEISMAR : « Coutumes civiles du Sénégal », p. 35.

L'évolution du droit. — La culture de l'arachide a influencé dans une large mesure les conditions requises pour la célébration du mariage. Cette institution était dans la coutume ancienne un contrat conclu entre deux groupes familiaux qui y trouvaient chacun leurs avantages : « il s'agissait avant tout d'un placement et d'une alliance » (1). Il n'était tenu aucun compte de la volonté des deux intéressés.

Mais la culture de l'arachide a apporté aux jeunes gens les moyens nécessaires pour se constituer un pécule, et payer ainsi la dot sur leurs deniers personnels. N'ayant plus besoin de recourir au bien familial pour verser la compensation matrimoniale, le futur époux en est venu également à se passer des bons offices de sa famille. Non seulement le père ne marie plus son fils contre son gré, mais le fils tend de plus en plus à ne plus consulter ses parents, surtout lorsqu'il s'est détaché de la souche familiale pour aller cultiver dans les zones de grosse production. Dans les centres de brousse, les jeunes filles acceptent encore d'épouser le mari désigné par la famille ; mais il n'en est pas de même dans les points de traite. En effet, ces centres où s'opèrent des brassages de races différentes, constituent des foyers où se forment les nouvelles coutumes. Les artisans de cette œuvre étant avant tout des individus « émancipés », l'évolution ne peut se faire que dans un sens libéral.

La hausse constante des cours de l'arachide a entraîné, par voie de conséquence, l'augmentation des compensations matrimoniales. Enrichis par la culture ou par le commerce de traite, les candidats au mariage n'ont pas hésité à payer les dots jusqu'à 30.000 francs en 1929. Cette course au mariage a même dû faire de la part des notables de Kaolack en 1905 l'objet d'une réglementation qui a fixé ainsi les barèmes des dots :

jeune fille vierge : 600 francs.

femme sans enfants : 500 francs.

femme avec 1 ou 2 enfants : 400 francs (2).

Encore ne s'agit-il ici que de la dot proprement dite ou « n'diour » qui légitime le mariage. Mais la dot comprend également les cadeaux faits à la famille ou « varugar », et le prix de la virginité ou « boyete » consistant le plus souvent en bijoux offerts éventuellement à la femme le lendemain du mariage : ces deux accessoires de la dot ont évidemment subi une hausse parallèle à celle de la dot proprement dite.

(1) LABOURET : « Paysans d'Afrique Occidentale », p. 286.

(2) GEISMAR, *op. c.*, p. 71.

Les droits et obligations des époux ont aussi évolué sous l'influence de la culture de l'arachide. Chez les Sérères, celui des époux qui aide l'autre a droit à une rémunération. La femme assiste le mari dans ses cultures d'arachides, mais le mari vient défricher le champ de sa femme, l'ensemence et déterre la récolte. L'épouse qui entretient son propre champ couvre une partie de ses dépenses par les gains qu'elle retire de sa récolte.

Le brassage des races dans les points de traite n'a pas eu seulement pour effet de précipiter l'évolution du droit familial : mettant en contact les maisons de commerce et le traitant africain, il a établi des rapports juridiques nouveaux et donné naissance à des contrats inconnus jusqu'alors, notamment le contrat de mandat.

Dans la famille ancestrale on ne pouvait concevoir qu'un individu allât louer ses services au profit d'un tiers. Mais l'économie nouvelle et la connaissance indispensable qu'il faut avoir du pays pour parvenir à une bonne commercialisation du produit ont poussé les grosses firmes commerciales à faire appel à la main-d'œuvre africaine. Ainsi se sont développées dans tous les points de traite, des « factoreries » dont les gérants, des africains, ont souscrit avec les maisons de commerce, des contrats d'un genre tout nouveau : des contrats de mandat. Le facteur s'engage en effet à acheter au nom et pour le compte de son mandant des graines saines, propres, satisfaisant aux prescriptions du conditionnement et au taux indiqué par la maison de commerce. L'africain devient ainsi justiciable de la Juridiction pénale en cas de déficit inexpliqué. Si, ayant enfreint les ordres qui lui avaient été donnés, il consent à des clients divers des avances irrécupérables par la suite, il est poursuivi devant les Tribunaux pour délit de détournement. S'appuyant sur une jurisprudence déjà ancienne (1) le Tribunal de Kaolack a toujours estimé que le gérant qui emploie à des opérations qui lui sont interdites des sommes par lui reçues en vertu de son mandat, et se met ainsi, sciemment, dans l'impossibilité de les restituer, se rend coupable du délit d'abus de confiance.

Si l'économie nouvelle a contribué à introduire dans la coutume ancestrale des contrats nouveaux, elle a également influencé le droit foncier.

« Les cultures industrielles et l'adaptation de la charrue, dit Labouret, sont en train de modifier profondément le droit foncier » (2).

(1) Cour de Cassation crim., 15 janvier 1853. D. P. 53-1-5. — Crim. 14-6-1859. D. P. 59-1-144. Crim. 25 avril 1873. D. P. 1873-1-220. Paris 6 juillet 1850. D. P. 52-2-160 et plus récemment Crim. 11-12-1936. Gaz. Pal. 1937-1-341. Sirey 1938-1-313, note Roux.

(2) LABOURET, *op. c.*, p. 287.

Dans la coutume ancienne la famille est la gardienne des biens amassés par les générations antérieures. Ces biens appartiennent au même titre à ceux qui sont morts, aux vivants, et aux générations futures : dans cette conception, l'inaliénabilité est la règle (1). Mais sous l'influence de divers facteurs, et pour une large part à la suite des changements profonds amenés dans l'économie par le développement de la culture de l'arachide, on assiste à une évolution générale, plus ou moins rapide suivant la valeur du sol, de la propriété collective vers la propriété privée.

Cette tendance se manifeste en premier lieu dans le fondement même du droit de propriété. A l'origine, ce droit se divise en droit de redevance, sorte de droit éminent, permettant à son titulaire de percevoir des redevances ; et le droit de culture, qui donne à son bénéficiaire l'usufruit de la terre, le « jus utendi » ; le « jus fruendi » étant partagé entre les deux intéressés, et le « jus abutendi » étant exclus.

Dans le Sine le droit de redevance, est à l'origine, le droit de celui qui a mis le feu : toute superficie touchée par le feu lui appartient. Les titulaires de ce droit, chez les Ouolofs comme chez les Sérères, sont les « lamanes ». A l'avènement des Damels et des Almanys, et à la suite de l'extension de la culture de l'arachide, on tend à reconnaître de plus en plus comme propriétaire celui qui a défriché le sol par son travail personnel : « le droit de hache » qui donne naissance aux terres libres, ou « gormonnes », affranchies de toute redevance, se substitue ainsi au « droit du feu ». Cette évolution tend à donner au droit de propriété des assises plus solides, car son titulaire est moins ancien que le « lamane ». Par ailleurs, défrichée à la hache, la superficie mise en culture sera nécessairement plus restreinte que la superficie touchée par le feu : elle pourra faire davantage l'objet d'une appropriation individuelle. Par ailleurs les terres « gormonnes » consacrent souvent la fusion du droit de redevance et du droit de culture entre les mêmes mains, car généralement celui qui a défriché à la hache, cultive ensuite ce champ, ce qui renforce le droit de propriété.

L'évolution dans le sens de la propriété privée se manifeste également dans la personnalité du titulaire de ce droit. Si les prérogatives attachées au droit de propriété sont à l'origine concentrées entre les mains de la tribu, considérée comme cellule familiale, le démembrement de celle-ci en groupes plus restreints, entraîne corrélativement un morcellement de plus en plus poussé des terres mises en cultures. Aux termes de cette évolution, on trouve la famille indivise, comprenant l'aïeul et les descendants

(1) Cf. également : R. P. TEMPELS : « La philosophie bantoue ».

directs : à ce groupe correspond un champ familial qui comporte deux portions bien distinctes : le champ commun, consacré principalement aux cultures vivrières et dont le produit sert à nourrir la communauté, et les lopins confiés à chaque ménage et plantés le plus souvent en arachides. Ces champs particuliers procurent ainsi au groupe familial des revenus en argent avec lesquels on paie l'impôt et les dépenses d'habillement. Mais avec la culture de l'arachide et les profits qu'on en retire ces champs particuliers vont prendre de plus en plus d'extension, et leurs titulaires garderont les revenus pour eux, se bornant à offrir de temps en temps un cadeau au chef de famille. « L'accessoire » se développe au détriment du « principal ».

Chez les Sérères les membres de la famille travaillent en principe dans leurs champs personnels, les lundi, jeudi et vendredi ainsi que toutes les après-midis, les matinées des autres jours sont consacrées au champ familial. La préférence va donc aux champs particuliers et le lien avec la famille ancestrale devient de plus en plus ténue. Chez les Sérères, la première année après son mariage, l'enfant mange encore au plat commun de la grande famille. Mais au cours de la deuxième année intervient une cérémonie appelée « vatie nala » (mot à mot : je t'ai descendu, par analogie à l'enfant qui, porté sur le dos de sa mère tant qu'il ne sait pas marcher, est « descendu » pour faire ses premiers pas) par laquelle l'individu est émancipé et va constituer un ménage particulier qui vivra des revenus de son champ, qu'il travaillera pour son compte personnel.

D'autres faits consacrent cette tendance à la propriété individuelle : le traitant africain au service d'une maison de commerce peut quelquefois réussir à amasser un gros capital. Il trouvera tout naturel de garder ce bien pour lui plutôt que de le partager avec les membres du groupe familial.

Le Législateur français ne devait pas assister passivement à cette évolution. Considérant qu'il était de l'intérêt de tous qu'un paysannat solide s'installât en Afrique, et que l'un des moyens efficaces pour y parvenir était d'assurer la sécurité et la continuité de la possession, les Pouvoirs Publics ont voulu introduire en terre africaine une propriété analogue à celle du Code civil. Le décret du 24 juillet 1906 sur le régime de la propriété foncière, modifié par le décret du 26 juillet 1932, permet aux indigènes d'accéder à la propriété privée. « Le fait par un ou plusieurs détenteurs de terres, dit l'article 58 du décret de 1906 (reproduit par l'article 83 du décret de 1932), d'avoir établi par la procédure de l'immatriculation l'absence de droits opposables à ceux qu'ils invoquent, a pour effet de consolider leurs droits d'usage et de leur conférer

les droits de disposition reconnus aux propriétaires par la loi « française ». Par la publication sur les livres fonciers, les indigènes peuvent donc faire garantir les droits réels qu'ils possèdent sur un immeuble. Pour leur permettre d'engager la procédure d'immatriculation qui est écrite, alors que la possession des terres est fondée sur la coutume orale, le décret précité institue en leur faveur un « certificat administratif de possession », réglementé par circulaire du Gouverneur général, en date du 4 décembre 1924. Le Législateur pensait amener par ce moyen le cultivateur à exploiter ses terres en « bon père de famille », et à fournir un travail supplémentaire. Mais aucun indigène ne demanda le bénéfice du décret de 1906. L'obligation de ne passer que des actes écrits souvent même notariés, de les soumettre aux transcriptions réglementaires, le rebutait. Au fond, l'indigène voulait un titre qui individualisât sa propriété terrienne, et la rendit opposable aux tiers.

Dans cet esprit, le décret du 8 octobre 1925 « instituant un mode de constatation des droits fonciers des indigènes en A. O. F. » organise une procédure exclusivement orale et basée sur l'occupation coutumière du sol, qui aboutit à assurer au demandeur une possession tranquille, toute modification ne pouvant avoir lieu qu'en vertu d'un jugement ou d'une autre convention établie dans les mêmes formes. Inscrit sur un registre spécial, dûment coté et paraphé par le Commandant de Cercle, le titre foncier ainsi établi ne vaut que comme les actes rédigés dans la forme du décret du 2 mai 1906 : il a donc la même valeur qu'un acte sous-seing privé reconnu ou légalement tenu pour reconnu suivant le Code civil.

Enfin la création des points de traite devait accélérer l'évolution de la propriété collective vers la propriété privée. Le classement d'un centre comme point de traite fait de celui-ci un centre urbain.

Or le décret du 23 octobre 1904 et les arrêtés locaux du 8 octobre 1924, 28 septembre 1925, 17 décembre 1926, et 13 mai 1927, pris pour son application et le décret du 15 novembre 1935 prévoient que tout terrain urbain fait l'objet d'un plan de lotissement. Dans ce plan il doit être réservé un périmètre destiné à l'établissement de villages affectés à l'habitation des indigènes. Il est délivré à ces derniers des permis d'habiter absolument gratuits, et leur donnant le droit d'élever sur les lots des constructions de toute nature. Les usagers peuvent convertir leur permis d'habiter en droit de propriété, à condition de mettre la parcelle suffisamment en valeur : mais ce titre de propriété est grevé de la servitude d'interdiction de vendre ou de louer à toutes personnes non-indigènes. Les autochtones ont profité des facilités que leur offrait la loi pour devenir des propriétaires de lots urbains.

Relevé des terrains urbains attribués à des africains de 1908 à 1929 (d'après les Services de l'Enregistrement du Domaine et du Timbre) pour le Sine-Saloum :

Années	Superficies	Nombre d'actes
1908	3.483 m ²	1
1909	»	»
1910	11.972	6
1911	12.149	7
1912	24.772	12
1913	17.015	9
1914	50.473	12
1915	5.713	3
1916	5.752	2
1917	3.130	2
1918	15.597	8
1919	5.777	4
1920	5.306	1
1921	5.096	3
1922	4.435	3
1923	»	»
1924	32.700	16
1925	5.159	4
1926	18.084	8
1927	37.707	45
1928	67.202,4	43
1929	25.648	9

L'introduction de l'arachide au Sénégal, l'extension prise par cette culture, et l'accroissement de la production ont tiré le paysan noir de l'immobilisme économique dans lequel le maintenait la culture traditionnelle des plantes vivrières, pour le mettre brutalement au contact d'une économie basée sur les échanges commerciaux. Source inespérée de revenus, l'arachide a comblé le paysan noir, en lui donnant la possibilité de satisfaire, grâce à elle, des besoins sans cesse accrus. Aussi chaque individu a voulu lui-même devenir producteur pour son propre compte : le champ individuel a pris le pas sur la propriété collective ; mais cette transformation s'est faite au détriment de la cohésion familiale.

Il convient de noter en terminant un caractère particulier de cette évolution chez les tribus ralliées au mouridisme. Dans cette secte, en effet, le cultivateur n'est plus qu'une simple unité productive. La notion de propriété privée n'existe pas pour lui.

Le Cheick représente l'ancien chef traditionnel, et c'est à lui que vont tous les fruits du travail. Le fondateur Amadou Bamba

prêche constamment le renoncement aux choses d'ici-bas : « sois comme le petit âne chargé de mil, qui ne mangera pas la charge qu'il porte » déclare-t-il à ses fidèles talibés. Mais si la propriété n'a pas de sens pour le mouride elle en a un pour son chef ; et cela aboutit à la création de véritables latifundia appartenant aux cheicks, et où le travail est assuré par une sorte de « coopération agricole à base confessionnelle » à laquelle participent tous les adeptes de la nouvelle religion (1).

Dans ce régime de liberté qui caractérise la première époque, le législateur a été obligé d'intervenir dans une matière très spéciale : l'usure. Cette liberté n'a pas apporté tous les bienfaits qu'on en attendait. Aussi dans la deuxième période envisagée l'Administration sera obligée d'intervenir de plus en plus pour défendre les intérêts du paysan africain.

(1) D'après MARTY, *op. c.*, p. 264.

DEUXIÈME PARTIE

LA TRAITE DES ARACHIDES DANS LE SINE-SALOUM, DE LA CRISE MONDIALE DE 1929 A LA MISE EN ŒUVRE DU PLAN DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE ET SOCIAL DES TERRITOIRES D'OUTRE-MER : LE PAYSAN NOIR ET L'INTERVENTION DE L'ÉTAT

La crise de 1929 et la Guerre de 1939-1945 obligent les Pouvoirs publics à intervenir pour sauvegarder les intérêts de l'indigène.

La crise mondiale qui s'ouvrit en 1929 aux États-Unis et se propagea en Europe au cours des années suivantes entraîna un avilissement des prix, celui-ci étant particulièrement sensible sur le marché des corps gras. La traite 1929-1930 s'ouvrit à Marseille sur un cours en baisse : 175 francs les 100 kilos ; fin 1930 les cours tombaient à 120 et 130 francs, pour osciller entre 87 et 95 francs en décembre 1930 et janvier 1931. Le malaise ainsi enregistré sur le marché européen devait se répercuter sur le marché sénégalais, les prix payés au producteur étant fonction des prix c. a. f. Mais au Sénégal, et dans le Sine-Saloum en particulier, la crise se trouvait aggravée par suite des circonstances locales tenant à la mauvaise organisation commerciale. La dépression économique s'y manifesta sous trois aspects différents : crise commerciale, crise bancaire, et crise budgétaire, entraînant un appauvrissement du pays et un retour en arrière.

La première eut pour cause le développement excessif de la concurrence. La montée constante des cours des arachides et celle des produits d'importation avaient attiré un afflux d'intermédiaires. Les grosses maisons de commerce avaient étendu à l'excès leur rayon d'action, établissant des comptoirs dans les moindres localités, pour lutter contre le commerçant libanais qui essayait d'accaparer toute la récolte en allant la quêrir sur les lieux mêmes

de la production. Le maintien des prix à un niveau élevé assurait une rémunération suffisante à tous ces intermédiaires. Mais la baisse inattendue des cours en 1930 amenuisa considérablement la marge bénéficiaire, entraîna des pertes sur les stocks détenus par les commerçants, et provoqua une crise de crédit. Tout le commerce de l'arachide repose en effet sur le crédit largement dispensé à tous les stades, depuis les « crédits d'hivernage » consentis aux producteurs jusqu'aux « crédits de campagne », accordés aux firmes exportatrices. La baisse du produit ne permit pas aux intermédiaires de récupérer les découverts de leur trésorerie. En des temps plus heureux, ils s'adressaient aux banques qui leur accordaient facilement le renouvellement de leurs engagements, mais dès 1931 celles-ci subissent elles-mêmes une crise qui les met dans l'impossibilité de proroger les échéances.

Par ailleurs, trois banques se partageaient le marché du crédit au Sénégal : la banque de l'Afrique Occidentale, institut d'émission qui limitait son action au réescompte, la Banque Commerciale Africaine et la Banque Française d'Afrique qui consentaient les avances au moyen et petit commerce. En juin 1931, cette dernière ayant subi de lourdes pertes, par suite de la défaillance de nombreux clients et de spéculations malheureuses, fermait ses guichets. La Banque Commerciale Africaine connaissait également des difficultés. Pour remédier à cette carence des banques, par convention du 26 juin 1931, approuvée par la loi du 12 avril 1932, la Banque de l'Afrique Occidentale fut autorisée à effectuer les opérations de crédit d'une banque privée. L'absence de crédits précipita la chute de nombreux commerçants, et le malaise se répercuta sur les finances publiques.

Le malaise commercial eut pour corollaire un affaissement des transactions, et à sa suite une réduction des impôts indirects. Démunis de numéraire, les paysans ne purent s'acquitter de leurs contributions. Dépourvus de réserves, vendant leurs stocks à perte, au prix bien souvent de nombreuses faillites, les commerçants ne purent s'acquitter de l'intégralité de leurs impositions. L'examen du budget du Sénégal au cours de ces années devait appeler l'attention des Pouvoirs publics.

Exercices	Excédents	Déficits
1929	3.653.532	
1930	4.555.580	
1931		16.148.832
1932		17.891.088
1933		1.617.135
1934		2.018.326 (1)

(1) GUIRAUD, *op. c.*, p. 163 à 264.

Le budget de la Fédération, alimenté principalement par les recettes douanières, subissait également le contre-coup de la crise sénégalaise : de 110.495.129 francs en 1930, le montant des droits de douane tombe à 57.700.402 francs en 1931, soit 47 % de moins.

La richesse du paysan sénégalais résidant dans le travail, tout abaissement dans le revenu de ce travail peut être considéré comme un appauvrissement de la population. Jugeant la culture de l'arachide peu rémunératrice, le paysan a développé à nouveau les plantes vivrières ; on a vu réapparaître les ateliers de forgeron, et les tisserands soudanais sont venus enseigner à nouveau aux sénégalais une technique perdue depuis de longues années.

Pour les années 1930, 1931 et 1932, le commerce extérieur par le port de Kaolack s'établit ainsi (1) :

Années	Importations		Exportations	
	Quantités	Valeur	Quantités	Valeur
1930	68.618.579 kg	98.002.198 fr,	198.923.310 kg	200.965.018 fr,
1931	48.333.210 kg	40.966.152 fr,	206.949.879 kg	144.634.346 fr,
1932	21.957.526 kg	34.015.306 fr.	93.080.795 kg	76.205.904 fr,

En 1932, les exportations par Kaolack ne représentent plus en quantité que les 46,9 %, et en valeur les 38 % de celles de 1930. Les importations par Kaolack subissent un mouvement de baisse plus accentué encore puisque en 1932 elles ne représentent plus en quantité que les 32 %, et en valeur les 34,7 % de celles de 1930.

« La misère du paysan sénégalais est dévoilée par les hauts fourneaux éteints de la Lorraine, et par les broches silencieuses des Vosges » (2).

La marque de cet appauvrissement se retrouve encore dans les fluctuations du mouvement fiduciaire dont le minimum passe de 274 millions en 1926 à 43 millions en 1932. Or la circulation minimum qui correspond à la période d'hivernage représente l'épargne et l'argent nécessaire aux besoins courants ; l'abaissement de ce minimum traduit une réduction de l'épargne.

La diminution des ressources budgétaires provoque également une compression massive des dépenses au détriment de l'équipement matériel et social du pays.

L'œuvre de colonisation accomplie au Sénégal était donc en jeu : il fallait revaloriser le prix des arachides, tout en recherchant

(1) Renseignements fournis par la Chambre de Commerce de Kaolack.

(2) Blaise DIAGNE et A. BRUNET : « Le drame de l'arachide » in « L'appel de l'Afrique française », 1933, p. 391 à 394.

une production plus rationnelle et une commercialisation plus adaptée au pays. Seuls les Pouvoirs Publics étaient en mesure d'assurer cette nouvelle orientation.

Les mesures entreprises par le Gouvernement amenèrent la production à un niveau égal ou supérieur à celui des années antérieures à la crise : pour la campagne 1939-1940 les ports du Sine-Saloum exportent 268.944 tonnes d'arachides. Mais la guerre devait profondément troubler l'économie des oléagineux dans le monde d'une part, et en Afrique d'autre part.

A partir de 1939, la production mondiale des matières grasses s'établit ainsi (en tonnes métriques) (1) :

1939 : 19.623.000 tonnes	1946 : 16.150.000 tonnes
1942 : 14.800.000 —	1947 : 18.873.000 —
1945 : 15.000.000 —	1948 : 18.986.000 —

accusant une chute maximum de 25 % en 1942.

La crise est beaucoup plus aiguë dans le domaine des exportations qui passent de 5.916.000 tonnes métriques en 1939, à 3.522.500 tonnes en 1947 et 3.588.700 tonnes en 1948 accusant ainsi un déficit de 41 % sur les années antérieures à la guerre.

De septembre 1939 à juin 1941, les hostilités entraînent des difficultés d'approvisionnement en matières grasses pour certains pays d'Europe. Le blocus oblige l'Allemagne à arrêter ses importations. L'occupation de l'Europe par l'Axe, entraîne une extension en Europe des surfaces cultivées en oléagineux : en France notamment ces superficies passent de 34.000 hectares en 1941-1942 à 250.000 hectares en 1942-1943 ; mais au point de vue mondial aucune source de production d'oléagineux n'est encore atteinte par la guerre.

L'envahissement de l'Ukraine et de la Russie Méridionale, fin 1941, entraîne de graves répercussions sur l'économie russe ; 17 à 18 % des sources d'oléagineux mondiales sont atteintes par les hostilités.

L'entrée en guerre du Japon, fin 1941, amène un bouleversement complet du marché mondial des corps gras, en réduisant à néant les exportations des pays d'Extrême-Orient : notamment celles des Indes Néerlandaises qui s'élevaient à 350.000 tonnes par an, celles de Malaisie, supérieures à 130.000 tonnes en 1938, celles des Philippines portant sur 550.000 tonnes de coprah.

Dans les pays non atteints par la guerre se manifeste une tendance à la consommation de plus en plus élevée de matières grasses provenant de leur propre production. Privées du riz de

(1) MAYOLLE : « Perspectives d'avenir de la production et de la consommation mondiale des corps gras » in « Les corps gras alimentaires », 5-6-7 avril 1949, p. 19 à 30.

Birmanie, les Indes Anglaises délaissent les céréales pour les matières grasses : la consommation des premières passe de 141 kilos par personne par an en 1938, à 116 kilos en 1948, alors que pour les deuxièmes, et, dans les mêmes conditions, elle passe de 3 kg. 300 à 3 kg. 500 : aussi de 470.000 tonnes avant le conflit, les exportations annuelles d'arachides tombent à 140.000 tonnes en 1947.

La pénurie d'aliments pour le bétail entraîne un déclin sérieux de la production des matières grasses en Europe, dont la production tombe à 2.350.000 tonnes en 1946, soit moins de la moitié de son volume de 1938.

Des accords internationaux limitent la chasse à la baleine à un chiffre qui a donné 320.000 tonnes d'huile en 1947 contre 500.000 tonnes avant la guerre.

Concurremment avec cette crise mondiale de corps gras, le nombre de consommateurs dans le monde augmente de 150.000.000 de 1938 à 1948, passant de 2.150.000.000 en 1939 à 2.300.000.000 en 1947, soit un besoin supplémentaire de 1.500.000 tonnes de matières grasses par an, aggravant ainsi le déficit. Cette crise est également sensible en Afrique.

De 1934 à 1938 l'Afrique exporte 997.000 tonnes d'oléagineux végétaux soit un cinquième du total des exportations mondiales de ces produits, et un quart des importations européennes de corps gras de toute origine.

Mais la guerre a profondément troublé l'économie africaine et particulièrement celle de l'A. O. F. La rupture partielle des relations commerciales avec l'Europe et notamment avec la France, qui constituait le premier client, obligea les indigènes à se détourner de la culture de l'arachide, plante d'exportation, pour la culture des plantes vivrières.

La guerre amena également une redistribution de la main-d'œuvre au bénéfice d'activités dont l'intérêt stratégique primait toute autre considération. La précarité des transports, le manque de denrées alimentaires d'importation, poussent l'indigène à consommer des graines d'arachides ; le pouvoir d'achat du producteur, sans emploi faute d'articles d'importation, l'application hâtive des lois sociales, les prix peu attrayants, ont contribué au fléchissement de la production et des exportations qui tombent de 558.923 tonnes (moyenne des années 1934-1938) à 174.502 tonnes pour l'A. O. F. et le Togo.

Si, après la victoire des Alliés en mai 1945, la situation alimentaire en corps gras s'est améliorée, il n'en reste pas moins que la pénurie de dollars a divisé le monde en deux marchés : celui du dollar d'une part, celui de la livre sterling et des autres devises

faibles d'autre part. Le plan Marshall n'entretient entre les deux qu'un courant d'échanges provisoires.

La situation économique de la France au lendemain de la guerre ne lui permet pas de consacrer des milliards à l'achat de corps gras. Les Pouvoirs publics sont donc encore une fois obligés d'intervenir pour se procurer Outre-Mer les matières grasses qu'ils ne peuvent obtenir par des importations en provenance de l'étranger.

Au cours de cette période, l'État ne va pas se substituer au producteur ou au commerçant. Il va modifier simplement certains usages, instruire ou outiller les populations agricoles, discipliner le commerce, protéger l'arachide sur le marché français par des mesures douanières, ou par l'accroissement du prix local du produit. Cette autorité s'exerce dans l'intérêt de l'indigène, à l'instar d'un pouvoir de tutelle sur une personne incapable, c'est une « autorité-devoir, une autorité-mission, une autorité-fonction » (1).

I. — LES CONDITIONS DE LA TRAITE

A) Les procédés cultureux

Au lendemain de la crise économique de 1929, les Pouvoirs Publics se sont préoccupés d'obtenir un accroissement de la production d'arachides, pour augmenter le pouvoir d'achat du paysan, et éviter par là-même une régression de l'œuvre colonisatrice accomplie au Sénégal. Au cours de la deuxième guerre mondiale, désireux d'assurer le ravitaillement de la population, ils ont poursuivi la même politique. Toute propagande auprès des cultivateurs s'était traduite jusque-là par une modification du rapport cultures industrielles-cultures vivrières. Pour augmenter la surface réservée aux premières, seul moyen envisagé pour augmenter la production sans porter préjudice aux plantes vivrières, on pouvait tout d'abord faire appel à un plus grand nombre de travailleurs, mais on pouvait également perfectionner les méthodes de culture, améliorer la qualité des semences, et protéger la plante elle-même durant son cycle végétatif.

Les « navétanes ». — Malgré l'importance de sa population sédentaire, le Sine-Saloum doit faire appel tous les ans, pour la

(1) MAUNIER : « L'autorité dans les Empires Coloniaux », *In Mélanges Truchy*, Sirey, 1938.

culture, à des travailleurs agricoles saisonniers, dits « navétanes » (en langue ouolof : « navete », signifie hivernage). Ceux-ci viennent louer leurs services pour la culture de l'arachide exclusivement, permettant ainsi à la population autochtone de consacrer plus de surface et de temps à la culture vivrière. De tout temps les soudanais ont pris l'habitude d'émigrer vers les régions littorales à la recherche de nouvelles sources de profit. De même que chaque année 25.000 habitants environ des Cercles de Sikasso et Bougouni gagnent la Gold-Coast et la Côte d'Ivoire pour y chercher du travail, de même, une masse importante de Soudanais, de Guinéens, d'habitants du fleuve et de la Gambie franchissent tous les ans les limites du Sine-Saloum pour apporter leur contribution à la culture de l'arachide. De 1934 à 1950 ces mouvements de population s'établissent ainsi pour le Siné-Saloum :

Années	Sénégal	Siné-Saloum
1934	38.000	29.450
1935	59.000	41.618
1936	64.119	41.620
1937	45.307	32.685
1938	69.757	57.715
1939	64.460	46.173
1940	39.324	30.950
1941	24.504	18.286
1942	22.625	11.000
1943	45.000	38.483
1944	41.772	36.602
1945	35.000	28.556
1946	12.000	10.500
1947	24.884	17.000
1948	21.300	17.207
1949	51.332	40.700
1950	34.100	26.075 (1)

La lecture de ces chiffres donne une idée de l'importance du phénomène démographique qui s'accomplit chaque année dans le Sénégal et dans le Sine-Saloum en particulier.

Ces travailleurs sont originaires pour les trois cinquièmes du Soudan, et notamment des Cercles de Kita, Bafoulabé, Kayes Nioro-du-Sahel, Ségou, Banfora ; une partie importante provient également des Cercles de Mali, Pita, Labé, Mamou en Guinée ; une partie enfin descend du fleuve ou de la Gambie.

(1) « Rapport sur les opérations semences, vivres et divers de la campagne 1949-1950 », MADIER, secrétaire-trésorier de la Société de Prévoyance du Siné-Saloum.

Pour l'année 1950, 45 % des navétanes installés dans le Sine-Saloum étaient des Bambaras, 25 % des Markas, 22 % des Peulhs-Fouta, 5 % des Malinkés et 2 % des Toucouleurs.

Agés de 15 à 20 ans en majorité, la plupart célibataires (99 % de célibataires parmi les navétanes installés dans le Sine-Saloum en 1950) ces voyageurs sont poussés le plus souvent par le désir de réunir un pécule qui leur permettra de se marier. Quelquefois également, ils cherchent à se procurer des vêtements de choix ou produits manufacturés qu'ils revendront en arrivant dans leur pays. Beaucoup sont poussés par la nécessité de payer l'impôt, ou simplement par l'attrait de l'inconnu.

Jusqu'en 1943, l'Administration n'intervient dans cette migration que pour prendre des mesures de contrôle, mais non pour amplifier ou diminuer le mouvement. Une circulaire n° 154 A. S. du 11 juin 1936 du Gouverneur du Sénégal par exemple constate un accord de principe entre le Sénégal et le Soudan au sujet du paiement par les navétanes de l'impôt dans leur territoire d'origine. Le Dakar-Niger accordait des tarifs avantageux pour le transport par terre ; les soins médicaux étaient à la charge du budget local ou communal. Aucune solution n'avait été envisagée au point de vue sanitaire.

En 1943, avec l'entrée en guerre de l'A. O. F. aux côtés des Alliés, une intense propagande fut déclenchée en faveur de la « bataille de l'arachide », l'effort de guerre à fournir par le pays consistant principalement dans la production des matières grasses. Une circulaire du Gouverneur général prescrivit alors aux deux Gouverneurs de Guinée et du Soudan de procéder au recrutement de cette main-d'œuvre, dont l'importance avait diminué depuis 1940 à la suite des événements militaires. Les contingents à fournir par la Guinée et le Soudan furent donc fixés administrativement à partir de 1944, et, en 1945, on eut recours à la désignation d'office. Entre temps, de nombreux avantages sont accordés aux navétanes : gratuité du voyage, provisions de route distribuées à Tambacounda, lieu de transit, et à l'arrivée à destination ; contrôle sanitaire effectif au départ et à l'arrivée ; distribution de bons de tissus.

La loi n° 46.645 du 11 avril 1946 (*J. O. A. O. F.* 1946, 4 mai) tendant à la suppression du travail forcé dans les territoires d'Outre-Mer, remet tout en cause. Une conférence tenue à Saint-Louis en mai 1946, décide de créer un Comité de Propagande. Des missions sont envoyées au Soudan pour inciter les navétanes à venir nombreux. La distribution gratuite de tissus au départ, le prix rémunérateur de l'arachide, les avances de vivres qui leur sont accordées, la gratuité des transports ne suffisent pas à pousser ces populations à effectuer le déplacement : 12.000 navétanes au

lieu de 35.000 en 1935 passent la frontière. Les raisons de cette désaffection sont exposées en partie dans la circulaire n° 116 A. E. du 11 juin 1946 du Gouverneur Oswald Durand. Il est certain que l'exploitation abusive du navétane sur les lieux du travail, l'approvisionnement en main-d'œuvre des grands travaux du Soudan, la hausse du coût de la vie par rapport aux profits retirés de la culture de l'arachide, les incertitudes des cours, les tracasseries dont ils sont l'objet au cours de leur voyage, notamment les longues attentes dans les stations des chemins de fer, sont autant de circonstances de nature à freiner la venue de ces travailleurs dans le Sénégal.

Sous l'action vigoureuse du Comité de Propagande, et grâce aux mesures prises par l'Administration, notamment la gratuité du transport, le ravitaillement en cours de route (circulaire n° 103 A. E. du Gouverneur du Sénégal, en date du 2 mai 1950) mis à la charge du compte de l'arachide, le mouvement a repris sa marche ascendante. La certitude d'un prix rémunérateur serait l'un des éléments les plus décisifs sur la venue de ces saisonniers.

Les navétanes ne se livrant en principe qu'à la culture de l'arachide, la part leur revenant dans la production totale de cet oléagineux est considérable. On peut même se demander dans quelle mesure les sénégalais, « enrichis » par l'arachide, ne s'offrent pas simplement des remplaçants pour diminuer le travail qu'ils devraient fournir eux-mêmes. Il est probable que le rôle des navétanes dépasse les quantités qu'ils cultivent eux-mêmes, ces travailleurs étant des hommes faits, représentant une main-d'œuvre effective, consacrée à l'arachide et travaillant plus énergiquement que les sénégalais. Par ailleurs leur présence accroît également le nombre des acheteurs et des consommateurs. Aussi le commerce et même l'Administration du Sénégal ont toujours été favorables à l'augmentation ou tout au moins à la stabilisation du nombre des navétanes (lettre n° 252 A. E. du 9 octobre 1933 du Gouverneur du Sénégal en ce sens).

L'Administration du Soudan, au contraire, ne voit pas sans inconvénient le départ annuel de milliers de travailleurs nécessaires aux travaux de dessouchement et de culture (lettre 61 A. P. du 19 mai 1936 du Gouverneur du Soudan).

La venue des navétanes n'accroît pas le volume de la production des arachides : elle libère en partie les sédentaires de leurs cultures d'arachides, ce qui leur permet de porter leurs efforts sur la culture du mil. Cette main-d'œuvre pourrait donc être remplacée par l'emploi de la culture attelée, d'autant plus que, ainsi que le signalait le Commandant de Cercle de Kaolack M. Reynier (lettre n° 1499 A. C. du 23 juin 1934) « les méfaits des navétanes sont

immenses, et auront une irrémédiable répercussion sur la vie économique du Sénégal tout entier. Les navétanes accourent en foule du côté de la forêt, s'isolent autant que possible dans des coins de brousse où personne ne peut s'opposer à leurs déprédations... Cette terre qui n'est pas la leur n'a pas besoin de ménagements ». Par ailleurs le Médecin Commandant la Formation sanitaire de Kaolack, signalait, par lettre du 26 janvier 1937, « que le brassage de populations occasionné par la venue des navétanes, constitue indubitablement un danger sanitaire pour cette région ». Au surplus, si, au point de vue social, le départ d'une telle main-d'œuvre favorise la désorganisation de la famille indigène, il est irrationnel au point de vue économique, d'employer une telle main-d'œuvre qui a pour effet d'augmenter la consommation de produits vivriers qu'il faut importer. Aussi est-ce à l'élimination de ces travailleurs et à leur remplacement par des instruments de culture attelée que doivent tendre les efforts des services intéressés.

Au moment de la récolte, vers fin novembre, un appoint de main-d'œuvre est également fourni par des ouvriers agricoles provenant de la Haute-Casamance, des Cercles de Kédougou et de Tambacounda, et appelés « baraguinis » (en langue mandingue : « n'bé bara guini » : je cherche du travail) ou « gassanes » (en langue ouolof : « gass » : déterrer). Ceux-ci plus jeunes que les navétanes mais en nombre aussi considérable, s'engagent pour déterrer les arachides, les faire sécher, les détacher de la plante et nettoyer les graines. Leur migration n'a jamais été réglementée.

La culture attelée. — L'outillage rudimentaire du noir a longtemps constitué un obstacle à toute extension de la surface mise en culture.

Seule l'association du bétail à la culture proprement dite permet par l'introduction de la culture attelée d'obtenir l'augmentation des superficies emblavées.

La culture attelée permet également d'obtenir des labours légers très favorables au développement de la plante, car ils ameublissent la terre et accélèrent la nitrification. Par ailleurs il a été constaté que les semis effectués aussitôt après les pluies, donnaient les plants les plus vigoureux, résistant mieux à la sécheresse et aux maladies que ceux faits vingt-quatre heures après une précipitation même abondante. Or, seul le semoir en allant vite, permet de placer les graines dans les meilleures conditions d'humidité favorables à la germination.

Cette association de l'élevage et de la culture aurait également les plus heureuses répercussions sur l'amélioration et la fertilité

des terres, qui trouveraient dans le fumier naturel un excellent engrais organique.

L'industrie du pays verrait également dans ce procédé cultural un certain profit par la renaissance de l'artisanat indigène. La fabrication des harnais et des charrues donnerait un regain d'activité aux cordonniers et aux forgerons locaux.

Cependant la protection des sols tropicaux apporte une limitation à l'usage de la charrue dans le pays.

Un labour autre que de surface serait plutôt nuisible, car il ramènerait à la superficie des couches inertes, biologiquement stériles, n'ayant subi d'aucune façon l'action des agents atmosphériques seuls capables d'amener dans les sols les éléments fertilisants et, ceci, grâce à l'intensité des phénomènes chimiques et microbiologiques qu'ils y provoquent.

De plus les labours brisent le réseau continu des racines qui donne aux terrains sableux une certaine cohésion, et en exagérant leur mobilité les rendent beaucoup plus sensibles à l'action des vents, qui bouleversent leur surface, enlevant le sable et déchaussant les plantes : ils accroissent, en outre, la perméabilité des sols.

Aussi à la charrue doivent être préférés des extirpateurs pourvus de lames déchausseuses ou de lames vibratrices qui, ne remuant pas le sol aussi profondément que la charrue, sont préférables pour des terres légères.

Par ailleurs l'utilisation d'instruments attelés se heurte à certaines difficultés.

Les terrains contenant un fort pourcentage de sable facilitent lorsqu'ils sont mouillés, l'embéchage des instruments de culture. Aussi la surface portante des pièces travaillantes doit-elle être suffisamment grande pour éviter leur rentrée exagérée dans le sol.

Dans la plupart des terrains apparaissent en fin d'hivernage des repousses vigoureuses de cadde ou d'autres rejets : il faut couper tous ces arbustes à 40 centimètres de profondeur au moment de la préparation des terrains, en vue d'éviter lors des semis l'accrochage des pièces travaillantes qui pourraient être faussées : aussi, dans la zone Sud du Cercle les terres nouvellement défrichées, contenant des souches et des racines rendent pratiquement impossible l'utilisation des instruments attelés.

Le Saloum oriental, très boisé encore dans son ensemble, ne s'est jamais prêté d'une façon particulière à la culture attelée. Le cultivateur de cette région s'est heurté à la brousse dense qui demande plusieurs années d'efforts pour être transformée en un terrain où peut travailler efficacement le semoir. Après des essais malheureux, où les appareils se sont brisés contre les souches, les semoirs ont été abandonnés dans un coin, et la culture attelée

n'est la plupart du temps restée qu'un mauvais souvenir. C'est là une des causes pour lesquelles le Saloum Oriental est demeuré jusqu'à ces dernières années à peu près réfractaire à la vulgarisation mécanique, retardée également par la distribution massive et inconsiderée d'appareils encore peu au point.

La culture attelée trouve encore un obstacle dans la faible importance numérique et dans la qualité du cheptel. Les animaux sont en outre soumis à de mauvais traitements pendant la traite. De plus certaines régions comme le Pakalla-Mandack, le Sud des cantons de Koungheul et de Birkelane où les animaux de trait ne vivent pas, ne peuvent favoriser la culture attelée.

Enfin le machinisme agricole a le gros défaut pour des gens aussi impécunieux que les paysans africains, de coûter trop cher, compte tenu surtout du temps pendant lequel ce matériel est utilisé, quelques jours à peine par an. Aussi le remboursement des appareils en plusieurs annuités ou leur achat par des organismes coopératifs, doit-il être envisagé.

L'Administration locale s'est attachée à vulgariser l'emploi des instruments de culture attelée. En 1930 notamment le Gouvernement du Sénégal a mis au concours la présentation de ces appareils. Des champs de démonstration et de vulgarisation ont été créés, ainsi que des champs d'application. Parallèlement à ces efforts, les futurs agents d'agriculture indigènes, et les élèves des fermes-écoles ont été initiés dans ces établissements aux nouvelles méthodes et doivent constituer de nouveaux agents de vulgarisation de la culture attelée. Placés sous l'autorité des chefs, les champs ont été cultivés par des indigènes plus ou moins bénévoles, non rémunérés. Il y avait là une survivance du travail forcé.

Dans le Saloum Oriental par exemple, les champs de culture attelée sont restés jusqu'en 1935 le domaine des chefs de canton, que le cultivateur appelle « Toll Toubab » et considère avec méfiance. Ce n'est qu'en 1936 que la vulgarisation fait un bond sensible en avant, dans le Nord-Ouest du Cercle notamment, où se trouvaient des terrains propices à la culture mécanique. Depuis cette époque le nombre des semoirs en service a plus que quintuplé. L'exemple ne vient plus du chef de canton.

De 1934 à 1948 la Société de Prévoyance de Kaolack a distribué 2201 semoirs et 600 houes ; elle a écoulé 100 semoirs en 1946, 118 en 1947, 145 en 1948, 500 en 1949 et 515 en 1950. La demande des agriculteurs porte surtout sur les semoirs, qui procurent les avantages les plus considérables étant donné les exigences des semis. Les statistiques précédentes montrent que la culture mécanique commence à pénétrer dans les mœurs du paysan noir. La courbe de la demande est en progression constante. Pour

l'année 1951, 1012 demandes de semoirs et 148 demandes de boues restent à satisfaire. Les autorités administratives ont même dû faire appel à l'étranger pour assurer dans des conditions convenables la mécanisation du matériel agricole (lettre du 24 mai 1948 du Gouverneur du Sénégal au Gouverneur général, sollicitant 1 million de dollars pour l'achat à l'extérieur de matériel agricole, l'Industrie métropolitaine ne pouvant le fournir).

Dans le courant de l'année 1950, 2.000 semoirs étaient en service dans le Sine-Saloum, sous réserve des déclarations frauduleuses consistant à faire inscrire des semoirs inexistantes pour toucher, au moment des semences 200 kilos de graines supplémentaires par semoir : c'est ainsi que dans la subdivision de Kaffrine par exemple, sur 515 semoirs inscrits, 135 seulement ont pu être présentés lors d'un contrôle.

Les charrues, d'un emploi plus délicat, font l'objet d'une demande beaucoup moins forte de la part des agriculteurs : 5 charrues seulement ont été écoulées au cours de l'année 1950 par la Société de prévoyance de Kaolack.

Ces appareils sont vendus à crédit par cette dernière qui en récupère le prix en deux ou trois annuités : ils sont installés et montés par elle. Pour 1950, le coût global du montage s'est élevé à 530.000 francs et le transport de ces machines sur les lieux de travail s'est élevé à plus de 200.000 francs.

Grâce à cette mécanisation, de nouvelles terres ont pu être mises en culture, notamment dans le Saloum Oriental, canton de Colobane et de Birkelane jusqu'à Segré, dans les cantons de N'Doukoumane et Kounghoul, au nord de la voie ferrée du Dakar-Niger. L'emploi de la houe s'est surtout généralisé dans le canton de Dioline. Il est également dans l'esprit du Grand Marabout de Touba de mécaniser toutes les concessions sur lesquelles travaillent ses fidèles.

Mais l'extension des surfaces cultivées ne peut se réaliser si on n'assure pas aux producteurs des semences en quantité suffisante.

L'approvisionnement en semences. — Avant la crise de 1929, l'administrateur Lefiliâtre, commandant le Cercle de Kaolack, avait été amené à créer un organisme mutualiste, devenu par la suite la Société de Prévoyance du Sine-Saloum, pour fournir aux cultivateurs les semences nécessaires, moyennant un intérêt raisonnable. Mais, jusqu'en 1932, l'action de la Société de Prévoyance se limita à des achats destinés à compléter simplement les réserves des cultivateurs. Avant la crise de 1930, la Société de Prévoyance avançait 40 % environ des semences nécessaires, et le commerce 30 %, le restant provenant des stocks détenus par les

paysans. Après la guerre de 1914-1918, l'approvisionnement auprès des commerçants avait été facilité par les hauts cours de l'arachide. Il était par ailleurs logique de prévoir que par le jeu des intérêts, la Société de Prévoyance serait un jour en mesure de satisfaire l'intégralité des demandes de ses adhérents.

Mais les circonstances particulières de la campagne 1931-1932 devaient bouleverser ces prévisions. Découragé par les bas prix, l'indigène avait donné à nouveau la préférence aux cultures vivrières ; les graines distribuées par la Société de Prévoyance avait été de mauvaise qualité ; enfin des pluies insuffisantes et mal réparties, avaient empêché les fruits de parvenir à complète maturité. Prévoyant la catastrophe, le Gouverneur du Sénégal prenait, le 5 mars 1932 (*J. O. Sénégal* 1932, p. 123), un arrêté (fondé sur le décret du 19 octobre 1931 relatif à l'amélioration et à la protection des cultures et de l'élevage en A. O. F.) rendant obligatoire la constitution de réserves de semences. Il était trop tard : le cultivateur avait déjà vendu la totalité de sa maigre récolte sans réserver les semences de l'année. Dépourvu d'argent par suite des mauvais cours, il se trouvait également dans l'impossibilité de s'approvisionner en graines auprès du commerce. En présence de cette situation, une conférence à laquelle participaient des représentants de l'Administration et du Commerce, se tint à Saint-Louis, le 26 juin 1932, où il fût décidé que les Sociétés de Prévoyance achèteraient 20.000 tonnes de semences, pour compléter les stocks détenus dans le pays. Pour sa part, la Société de Prévoyance du Sine-Saloum dut acheter 15.000 tonnes d'arachides pour satisfaire les besoins de ses adhérents.

Les Sociétés de Prévoyance n'ayant pas des trésoreries suffisantes pour faire face à ces besoins, et le Gouvernement local étant par ailleurs en pleine crise financière, ce fût le Gouvernement général qui donna son aval aux traites tirées par les mutuelles. Par la suite la charge de l'opération fut reportée sur la Caisse des Dépôts et Consignations qui consentit un emprunt remboursable en cinquante annuités. Les Sociétés de Prévoyance furent alors autorisées à porter le taux de l'intérêt de 20 à 25 % en nature pour les avances en semences.

L'adjudication pour la fourniture des graines se fit à des conditions très onéreuses pour les Sociétés de Prévoyance. On a reproché au commerce local d'avoir vendu les arachides aux mutuelles à des prix triples du prix d'achat alors que les commerçants avaient autant d'intérêt que l'Administration à ce que l'indigène n'abandonnât pas la culture de l'arachide. En fait, c'est en pleine période de hausse que les achats furent effectués, mais ceci pour des circonstances étrangères au pays : 10.000 tonnes

notamment pour tout le Sénégal durent être achetées à 135 francs les 100 kilos. A la décharge du commerce, on peut faire valoir cependant, que si l'on avait assisté à une baisse des cours au lieu d'une hausse, il n'est pas certain que les Sociétés de Prévoyance auraient, dans ce cas-là, consenti à payer les arachides au cours enregistré avant la baisse.

A la suite de ces événements, les Sociétés de Prévoyance sont devenues pratiquement les seuls fournisseurs de semences, ce qui leur permet d'agir ainsi, dans une certaine mesure, sur la production.

De 1932 à 1950, la Société de Prévoyance de Kaolack a distribué les tonnages suivants : (en tonnes métriques)

1932 : 14.649	1942 : 19.600
1933 : 16.538	1943 : 24.800
1934 : 19.151	1944 : 26.600
1935 : 20.875	1945 : 31.116,324
1936 : 21.478	1946 : (pas de renseignements)
1937 : 20.000	1947 : 25.071
1938 : 22.600	1948 : 25.968
1939 : 20.800	1949 : 25.798,866
1940 : 21.000	1950 : 25.317,404
1941 : 18.500	(1)

L'accroissement de la production ne pouvait pas être atteint par la seule extension des terres mises en cultures, en raison même de la limitation des terres cultivables ; aussi l'Administration essaya-t-elle d'augmenter la production par la vulgarisation des semences de qualité et par une lutte efficace contre les maladies de la plante.

En 1910, les Chambres de Commerce du Sénégal signalèrent que l'arachide donnait des signes de dégénérescence, et que son rendement allait en diminuant. Une mission scientifique confiée à Auguste Chevalier, en 1911-1912, conclut à la nécessité d'entreprendre, sans délai et sur place, des études très approfondies sur l'arachide, et de créer une station expérimentale : c'est ainsi que fût fondée en 1913 la Station expérimentale de l'arachide à Bambey. Il s'agissait de trouver des espèces présentant un haut rendement quantitatif, une haute teneur en huile, s'accommodant bien à une région déterminée, résistant aux maladies, et d'isoler des types dressés ayant le même rendement que les types rampants. Dès 1924, 200 têtes de lignées furent constituées, réduites à 20 en 1929. Les essais effectués à Bambey permirent de fixer quelques variétés

(1) Renseignements fournis par les divers comptes de gestion de la Société de Prévoyance de Kaolack.

prolifères parfaitement adaptées à la région : variété du Baol, 2019 kilos à l'hectare ; variété du Saloum, 2383 kilos à l'hectare ; variété du Gandiolais, 1300 kilos à l'hectare. L'augmentation du rendement en poids de gousses à l'hectare obtenu par ce moyen était de l'ordre de 22 %, et la teneur en huile augmentée de 1 %. Il fut également établi que les variétés étrangères ne se développaient pas aussi favorablement sous un climat ou dans un sol autres que leur climat ou leur sol d'origine, confirmant ainsi les expériences effectuées en 1905 à Yang-Yang, à Richard Toll et à Rufisque, avec des variétés importées d'Égypte. Ces conclusions permettaient par ailleurs de réduire les aléas de culture, par le choix de la lignée convenant à chaque région.

En 1934 ces essais reçurent un commencement de réalisation pratique. Un stock de 25 t. 800 de graines réalisé en 1935 fut distribué à des cultivateurs de la région des Terres-Neuves, à l'Est du Sine-Saloum. Celles-ci convenaient particulièrement à la multiplication de semences sélectionnées. Le Gouvernement du Sénégal avait établi un plan de multiplication des graines s'étendant sur quatre années, au bout desquelles, les stocks des semences détenues par la Société de Prévoyance dans les principaux Cercles producteurs devaient entièrement être renouvelées et constituées par des graines de choix, issues de celles sélectionnées à Bambey. La Société de Prévoyance rachetait la récolte à ces agriculteurs, la station de Bambey expertisait la pureté génétique des graines, et, si celle-ci était jugée satisfaisante, le cultivateur contractuel était ristourné des 25 % d'intérêts pris par la Société de Prévoyance. Par ce procédé on obtint pour le Sine-Saloum 321 t. 800 de graines sélectionnées en 1936 ; 2.386 tonnes en 1937 ; 5.567 tonnes en 1938 ; et 7.408 tonnes en 1939. L'indifférence du cultivateur fit bientôt place à un véritable enthousiasme en considération de l'augmentation de rendement.

En 1949, sur un total de 26.798 tonnes de semences distribuées aux agriculteurs par la Société de Prévoyance de Kaolack, 18.905 tonnes, soit 70,54 %, étaient constituées par des graines sélectionnées. Trois aires d'extension présentant les conditions de milieu les plus favorables à trois lignées pures obtenues à Bambey, et ce, dans le seul but d'obtenir le rendement maximum, ont été délimitées dans le Sine-Saloum.

La lignée 24-11 trouve son aire d'extension dans le Cercle de Kaolack, au nord de la ligne du Dakar-Niger et de la vallée du Saloum, jusqu'à la limite de la subdivision de Kaffrine, et le canton de Birkelane.

La lignée 24-48 est prospère dans la subdivision de Kaffrine, au nord de la voie ferrée, et à l'est du canton de Birkelane. La lignée 28-206 s'est développée dans le sud du Cercle.

On avait préconisé également l'institution d'escalas réservées à la Société de Prévoyance, fermées au commerce, pour assurer rapidement la vulgarisation des semences sélectionnées. Ainsi les escalas de M'Boss, Lour, N'Diobène, Mabo et Sokone auraient été fermés. Ce projet a suscité de vives réactions dans le commerce local, allant jusqu'au refus des commerçants locaux, de vendre aux cultivateurs aucune marchandise courante, et les invitant à s'approvisionner à la Société de Prévoyance où ils vendaient leurs graines.

Outre la fourniture aux cultivateurs de graines sélectionnées, les Pouvoirs publics envisagèrent des mesures tendant à préserver la plante elle-même.

Un arrêté n° 2046 A. E., du 4 septembre 1935 (J. O. S. 1935, p. 777) fixant certaines mesures en vue de protéger les arachides des atteintes des bruches, interdit aux producteurs de vendre, en vue de l'exportation, ou d'apporter dans les seccos des Sociétés de Prévoyance, des graines provenant de la récolte précédente.

En outre, au 1^{er} novembre de chaque année, les seccos devront être vidés, désinfectés, munis de lampes-pièges, et leurs abords débroussaillés dans un rayon de 25 mètres : les délinquants encourent des peines de prison de 6 jours à 1 mois, et des peines d'amendes de 5 à 500 francs, la désinfection aux frais du délinquant pouvant toujours être ordonnée par jugement.

Le législateur intervint également pour assurer la protection de la plante au cours de son développement végétatif. Un arrêté n° 1551 A. G. du 13 juin 1936 (J. O. S. 1936, p. 667) rend obligatoire la déclaration de la maladie de la rosette de l'arachide.

Enfin, dans les cantons de Sokone, Djilor, Niombatto, Saboya, Nioro-du-Rip, Saback-Rip, Kaolack-Laghem, en vue de protéger les graines atteintes des pluies tardives, les cultivateurs devront, sous peine d'encourir de 6 jours à 1 mois de prison et 50 à 500 francs d'amende, mettre obligatoirement « en moyettes », deux jours après l'arrachage, les arachides récoltées (A. G. n° 2024 A. E. du 4 septembre 1935 J. O. S. 1935, p. 776).

L'accroissement de la production ne devait pas être le seul souci des Pouvoirs publics. La prolifération des intermédiaires grevait de plus en plus le produit de frais inutiles, au cours de sa commercialisation. C'est donc dans ce domaine que l'Administration devra intervenir.

B) La circulation du produit

La réglementation de la traite. — L'action du législateur tendit à obtenir les trois réformes suivantes :

— Fixation par voie administrative de la date d'ouverture et

de fermeture de la traite, en vue d'étaler sur une période assez longue l'enlèvement de la récolte, et éviter ainsi la spéculation dont étaient victimes les producteurs, qui, pressés de vendre, acceptaient les conditions les plus léonines de la part de leurs acheteurs ;

— Diminution du nombre des centres d'achat en vue de réunir dans chacun d'eux le plus de commerçants possible, et améliorer ainsi le prix du produit par le jeu de la concurrence ;

— Interdiction d'enlever la récolte par camions, en vue d'éviter que ne se nouent, en toute quiétude, sur les lieux mêmes de la production, des transactions onéreuses pour le producteur. En raison des circonstances nées de la guerre, l'intervention de l'État devra être de plus en plus active.

Pressé par les besoins d'argent, sollicité par son prêteur, le cultivateur africain n'hésitait pas à arracher prématurément ses graines pour les livrer au commerce. Au moment de la récolte la graine contient toujours une certaine quantité d'humidité, et le produit ne devient marchand qu'après séchage. Pour éviter de livrer au commerce des graines dont la conservation serait douteuse, il était donc nécessaire de fixer une date d'ouverture de la traite.

A cette considération d'ordre économique s'ajoute un argument plus décisif pour l'Administration : la récupération des semences avancées par la Société de Prévoyance. Avant l'ouverture de la traite les mutuelles, fin novembre, début décembre, récupèrent les graines qu'elles ont distribuées au mois de mai. Le cultivateur n'est pas pressé de procéder à leur restitution et de payer les 25 % d'intérêt, et ceci d'autant plus que le prix d'achat s'annonce rémunérateur. Une action particulièrement énergique, allant jusqu'aux pénalisations, est parfois nécessaire pour obtenir le remboursement en nature. Quand la traite est ouverte ce remboursement devient de plus en plus aléatoire, car imprévoyant, et ne vivant que dans le présent, le paysan préfère apporter sa récolte au commerçant que d'en livrer une partie à la mutuelle. Aussi est-il prudent de fixer la date d'ouverture de la traite à un moment où les récupérations de semences sont sur le point d'être terminées.

Par ailleurs au mois de mai, il devient indispensable d'arrêter toute opération commerciale sur les graines, car le cultivateur n'hésiterait pas à vendre partie sinon la totalité des graines de semences avancées par la Société de Prévoyance.

A ces considérations militant en faveur de l'ouverture tardive de la traite, s'oppose une préoccupation contraire : la crainte de voir les graines passer à l'étranger. De nombreux navétanes, pressés de rentrer chez eux, n'hésitent pas à livrer leur récolte en Gambie anglaise. Pour éviter cette hémorragie, fréquente dans les

cantons limitrophes de la frontière, il est nécessaire de prévoir une date d'ouverture suffisamment avancée, ou tout au moins une dérogation pour ces régions frontalières. C'est ainsi qu'un arrêté du Gouverneur du Sénégal, en date du 24 novembre 1948, a ouvert la traite par anticipation, et pour compter du 26 novembre 1948, dans les subdivisions frontalières aux points suivants : Messirah, Keur Samba Gueye, Keur Maba, Saboya, Nioro du Rip, Kayemore, Médina, N'Gandé Paté, Tiangaye et Sali. Le commerce désire également que la traite ouvre le plus tôt possible, car il s'agit pour lui de se débarrasser de la lourde hypothèque que constituent ou bien la livraison de nombreuses marchandises vendues le plus souvent à crédit, ou bien la récupération des avances consenties aux agriculteurs durant l'hivernage.

Ainsi chaque année, après avoir pris l'avis du commerce, des Sociétés de prévoyance et de quelques chefs de canton, le Gouverneur prend dans le courant du mois de novembre ou décembre un arrêté portant ouverture de la traite pour le Sénégal, et, dans le courant d'avril ou mai, un arrêté portant fermeture de la traite.

L'arrêté n° 6385 A. E. du 6 décembre 1950, par exemple, a édicté que « les opérations de traite sur les arachides reprendront le lundi 11 décembre 1950 dans l'ensemble des points de traite du territoire du Sénégal, à l'exception de Bignona, Sedhiou, Ziguinchor et Oussoye (Casamance), où l'ouverture de la traite est reportée au 18 décembre 1950.

L'arrêté du 10 mars 1932 avait fixé pour la première fois la date à laquelle serait close la campagne d'achat des arachides. De même l'arrêté n° 2418 A. E. du 3 mai 1950 (J. O. S. du 11 mai 1950) porte interdiction des opérations de traite sur les arachides, et rend obligatoire dans un délai maximum de quinze jours, la vente des stocks d'arachides achetées au producteur ou au demi-gros.

Généralement l'arrêté qui prévoit l'ouverture des opérations de traite, prévoit également leur suspension quelques jours par semaine, en principe les vendredi, samedi et dimanche. Cette interdiction a pour but de mettre un frein à la commercialisation rapide qui caractérise le début de la traite, et d'éviter ainsi les manœuvres spéculatives qui seraient facilitées par la courte durée des opérations commerciales.

A la limitation de la durée de la traite s'est ajoutée la limitation des points où peuvent s'effectuer l'achat et la vente des graines.

La nécessité de cette réglementation se trouve exposée dans le projet de réorganisation commerciale établi par Bélimé qui envisage le maintien des points de traite là où il existe des installations définitives ou comportant un lotissement officiel.

Les raisons de cette organisation figurent dans la circulaire n° 184 A. E., en date du 13 juillet 1932 du Gouverneur du Sénégal.

La diminution du nombre des points de traite facilite la tâche de l'Office du conditionnement ; son contrôle, dont dépend la loyauté des transactions, ne fait que se resserrer.

L'intention du législateur a été également de ralentir le rythme de la traite. Comme le signalait le Président de la Chambre de Commerce de Kaolack, par lettre n° 427 A. F. du 13 novembre 1936 « la multiplication des points de traite diminue la durée de celle-ci, et accentue le décalage économique qui force la colonie à travailler intensément durant trois mois pour rester en veilleuse le reste de l'année ».

Dans l'intérêt du cultivateur indigène la distance entre les points de traite doit être déterminée en tenant compte d'une part des moyens de transport utilisés, et particulièrement du nombre d'animaux de bât, et de l'importance du tonnage réalisé dans la région, pour éviter d'imposer aux animaux un travail au-dessus de leurs forces ; d'autre part, de la distance que peut parcourir un cultivateur accompagnant à pied sa charge : on serait ainsi tenté de multiplier les points de traite, mais cette multiplication entraîne de gros frais d'installation et de personnel, qui grèvent finalement le produit.

Les facilités pour l'acheminement de la graine du point de traite au port d'embarquement doivent également entrer en considération.

Pour éviter de laisser le commerçant syrien faire cavalier seul et imposer ses conditions, les maisons de commerce sont tenues d'installer leurs « opérations » dans tous les points de traite, ce qui augmente leurs frais de personnel, mais aussi leurs frais d'installation. En effet, le classement comme point de traite, fait de la localité un centre « urbain » avec toutes ses conséquences au point de vue domanial, et notamment l'achat de la parcelle après adjudication, sa clôture, et l'édification de constructions en dur. Les commerçants montrent peu d'enthousiasme pour engager des dépenses qui, du jour au lendemain, peuvent se révéler inutiles. Il faudrait distinguer entre ces centres urbains, ceux qui ne seront jamais des cités, et n'auront d'« urbain » que la présence de quelques boutiques de libano-syriens, et proportionner les charges imposées au commerce, aux garanties de durée qu'offre chaque centre, et à l'importance de l'économie générale : aux points de traite devrait pouvoir exister une activité commerciale suffisante pour alimenter une usine de décortilage.

Tenant compte de ces divers éléments, s'appuyant sur les décrets du 11 janvier 1924, réglementant la circulation et la mise

en vente des produits naturels de l'A. O. F., et du 19 octobre 1931 relatif à l'amélioration et à la protection des cultures en A. O. F. le législateur, par arrêté du 14 juin 1932, a fixé limitativement les localités où peut s'effectuer le commerce des produits soumis au conditionnement.

Cette liste a été modifiée de nombreuses fois, notamment par arrêté n° 2186 A. E. du 25 septembre 1935. Le 26 octobre 1950 elle s'établissait ainsi (J. O. S. du 26 octobre, p. 861) :

CERCLE DE KAOLACK

Points de traite situés sur la voie ferrée :

Kaolack	Birkelane	Makayop
Guinguinéo	Kaffrine	Malème Hoddar
Gossas	Koungheul	

Points de traite éloignés du rail :

Diédieng	Keur Madiabel	N'Drame Ally Salla
Medina	Latmingué	Nioro du Rip
Sibassor	N'Gatch	N'Dofane
Coular	Keur Maba	Passy
Kayemore	Messirah	Saboya
Foundiougne	M'Bill	Fatick
Toubacouta	Diavélé (ou Diaolé)	Sokone
Kamatane	Fumela	Belane
Nonane	Diakhao	Toucar
Tataguine	Loul-Sessène	Keur Samba Gueye
N'Diobène	Dianké	N'Ganda
Diakhao-Saloum	Loure	Gainté Paté
M'Boss	Mabo	Colobane
Sadio	Sali	Paté Tiangaye
Djilor	N'Bitayen Oualo	Gniby
Thiaré	N'Gayène	Keur Socé
Gandiaye		

A cette liste, il faut ajouter les points de traite de Keur Ali Bassine, M'Bar et M'Beuleup, ouverts par arrêté n° 6091 du 20 novembre 1950 (J. O. S. 1950, p. 905), et Niakhar, ouvert par arrêté n° 6360 A. E. du 5 Décembre 1950 (J. O. S. 1950, p. 955) ce qui portait à cette date le nombre de points de traite ouverts dans le Siné-Saloum à soixante-et-un.

Soucieux des intérêts du paysan, le législateur, par arrêté du 17 juillet 1934, confirmé par l'arrêté n° 2044 A. E. du 4 septembre 1935, a réglementé le transport des arachides en interdisant l'emploi

de camions automobiles pour l'acheminement des graines du point de production au point de traite.

Le législateur a édicté cette réglementation en considérant en premier lieu « qu'il importe de protéger les intérêts des éleveurs locaux, et de les défendre contre la chute progressive des cours du cheptel de portage... » et a déclaré que « cette chute provenait entre autres causes de la substitution des transports par camion automobile aux transports par animaux porteurs ».

En fait, l'élevage des animaux porteurs, et particulièrement de l'âne, ne s'étend pas dans tout le Cercle du Sine-Saloum : les cantons du Niombatto, Saboya, Pakalla-Mandack, Nioro du Rip et Saback sont dépourvus d'ânes, par suite de la sensibilité de ces animaux à la trypanosomiasse que l'on trouve dans toutes ces régions. Or la réglementation uniforme des transports telle qu'elle a été prévue par l'arrêté du 17 juillet 1934 présuppose l'existence dans tout le Cercle d'un élevage d'animaux porteurs.

Aussi chaque année un texte intervient portant autorisation de transport des arachides par véhicules automobiles des lieux de production aux points de traite dans certaines régions du Cercle de Kaolack. Ainsi l'arrêté du Gouverneur du Sénégal, n° 5909 A.E. du 13 décembre 1949 (J. O. S. 1949, p. 835), complété par l'arrêté n° 6085 du 22 décembre 1949 (J. O. S. 1949, p. 852), prévoit que le transport peut être effectué par camion automobile « dans le canton du Niombatto, à l'exception de la partie routière nord, comprise entre le village de Sangako et l'escale de Sokone ; et dans la subdivision de Nioro du Rip ; pour le canton de Saboya, dans la zone limitée au Nord par les villages de Koutangho et Keur Mamadou Néné, à l'est par les villages de N'Diagne et Keur Mabba, au sud par la frontière de Gambie. L'arrêté n° 6344 A. E. du 4 décembre 1950 (J. O. S. 1950, p. 140) étend les dérogations à la zone située au sud de la voie ferrée dans la subdivision de Kaffrine, et au canton de Sokone.

Ces arrêtés ne sont valables que pour la période de la traite envisagée et sont modifiés tous les ans.

Par ailleurs, même dans les zones où l'élevage du cheptel asin est possible, cet élevage est assez restreint : en janvier 1937, la subdivision de Fatick comptait 6.000 animaux environ, celle de Kaolack 7.000, celle de Foundiougne 2.000. En 1949, le Service de l'Agriculture de Kaolack recensait à 11.446 le nombre d'ânes élevés dans le Sine-Saloum. Donc ces mesures n'ont pas permis une augmentation du cheptel asin. Bien plus, si le nombre de ces animaux est encore important, cela est dû, non au progrès de l'élevage local, mais aux achats massifs effectués à l'extérieur du Cercle. Louga, et surtout Kayes, sont devenus des centres actifs

où se nouent des transactions pour l'achat d'ânes destinés au Sine-Saloum. C'est que l'Africain, par suite de son imprévoyance, ne connaît pas les limites des forces des animaux. Surmenés, insuffisamment nourris, mal traités, ces ânes sont les véritables sacrifiés de la traite. Sept semaines après l'ouverture de la traite, un examen fait au Pont Noirof par le vétérinaire de Kaolack, permettait de constater que sur 100 ânes examinés, 25 étaient dans de bonnes conditions, et 75 arrivés au dernier stade de la maigreur, ou couverts de plaies, nécessitant des soins et un repos immédiat ; à la même époque, le poste de conditionnement, installé sur la route de Gossas, dénombrait 21 animaux en bon état pour 83 impotents. En 1950, en présence du nombre de plaintes émanant des membres de la Société protectrice des animaux, le Tribunal de Kaolack était amené à appliquer le maximum des peines prévues par la loi pour faire cesser le scandale que constituait la vue de ces bêtes malades, écrasées sous le poids de leur charge, et frappées pour qu'elles aillent plus vite et rapportent davantage à leurs propriétaires.

Si l'accroissement et l'amélioration du cheptel de portage visés par le législateur n'ont pas été réalisés, la nouvelle réglementation a-t-elle tout au moins assuré « au cultivateur une plus grande liberté pour la vente de sa récolte et de meilleures conditions de prix, en évitant que les transactions ne se nouent dans les lieux mêmes de production, c'est-à-dire loin du point de traite, circonstance que ne manqueraient pas de mettre à profit des transporteurs diligents et habiles » ?

Si autrefois le cultivateur était victime du « maître de langue » à la solde du traitant, il est devenu aujourd'hui la victime des propriétaires d'animaux de bât : l'agent de contrôle de la Société de Prévoyance à Toubacouta signale, le 12 janvier 1937, que « le client n'est pas libre de se rendre chez le commerçant de son choix ; c'est à une bascule du choix du transporteur qu'on le mène, car là aussi le transporteur trouve un bénéfice en la commission que lui verse le commerçant ». Le 20 janvier 1937 le chef de la subdivision du Moyen-Saloum écrit également que « le producteur est obligé d'aller dans la boutique que lui impose le bourricotier ». Pour le Commandant de Cercle de Kaolack, « le commerçant nourrit généralement le bourricotier ainsi que l'animal, lui assure une prime par charge apportée, et lui cède probablement l'animal en fin de campagne » (Lettre n° 511 du 21 janvier 1937). La corporation des bourricotiers composée principalement d'étrangers au Siné-Saloum, Laobès du Djoloff, de Linguère, de Dior-Dior, habitants du Fleuve et de Mauritanie, constitue une nouvelle suzeraineté qui impose ses conditions aux producteurs, ses vassaux.

Obligé bien souvent de vendre sa récolte au traitant indiqué par le bourricotier, le paysan n'a pas obtenu toujours les meilleures conditions de prix, car celui-ci a toujours été grevé de la dîme perçue par le transporteur.

« La rareté des moyens de transport entraîne une véritable mise aux enchères », signale le Chef de la subdivision du Bas-Saloum, le 8 janvier 1937. L'agent de la Société de Prévoyance de Toubacouta note que le bourricotier perçoit une prime en plus du prix. Ce même agent constate que là où les âniers prennent 15 francs pour effectuer un transport, les camions prennent 5 francs pour effectuer le même travail. Par lettre n° 5.681, du 20 septembre 1944, le Commandant de Cercle de Kaolack signale également que les habitants de Diébel devaient payer aux bourricotiers la somme de 30 francs pour prix du transport de leur récolte de Diébel à Gandiaye, et 50 francs pour le transport à Kaolack, alors que pour la même opération les camions exigeaient respectivement de 16 à 20 francs dans le premier cas, et de 30 à 40 francs dans le deuxième.

Par arrêté n° 2.045 du 4 septembre 1935, le Commandant de Cercle fut habilité à fixer les tarifs maxima de transport des arachides par animaux de bât, des lieux de production au point de traite, afin d'assurer une juste rémunération des bourricotiers, tout en évitant l'exploitation du producteur par le transporteur. Une lettre n° 4228 A. E. du Gouverneur du Sénégal au Commandant de Cercle de Kaolack, en date du 8 septembre 1941, rappelle ces dispositions et signale, en outre, que la majoration des prix des transports ne doit pas être en rapport avec l'augmentation du prix des arachides, qui a été accordée pour encourager la production, ce qui reviendrait à retirer aux cultivateurs les avantages qui leur ont été consentis. L'établissement de tarifs maxima est toujours resté lettre morte, et les prix élevés perçus par les bourricotiers entraînent une réduction sensible des sommes encaissées par le cultivateur en échange de ses graines. Par contre les gains réalisés par les transporteurs sont considérables, d'autant plus qu'ils exigent quelquefois, contrairement à la loi, le paiement en arachides de préférence au paiement en espèces.

N'ayant pas atteint les deux premiers objectifs qu'il s'était fixés, le législateur a-t-il atteint le troisième qui était le ralentissement de la cadence des opérations de traite afin d'éviter la fièvre des premiers mois ?

La rapidité de la traite échappe à ces conditions de transport. Très souvent les bourricotiers mettent à profit les jours de fermeture pour amener leurs charges près des points de traite, de telle sorte qu'au début de la semaine ils n'ont que quelques pas à faire pour effectuer leurs livraisons, et peuvent aussitôt retourner auprès de nouveaux clients en quête de moyens de transport.

Il semble que le rythme des opérations dépende avant tout des variations des cours. En période d'économie libre, après la fièvre des premiers jours, où les navétanes pressés de regagner leur foyer, et les agriculteurs endettés, pressés par le commerçant, vendent leur récolte, la traite diminue de rapidité, battant son plein en janvier. Les apports se succèdent plus ou moins vite suivant les variations des cours. Au contraire, avec l'établissement du prix unique d'achat, on a constaté chaque année un véritable « rush » des producteurs dans les premiers jours de l'ouverture de la campagne : dans ce cas en effet l'agriculteur n'a aucun intérêt à attendre une augmentation des cours, fixés invariablement au début de la traite ; à cela s'ajoutait, ces dernières années, le fait qu'il était pressé de se procurer de l'argent pour acheter des marchandises qui faisaient défaut le reste de l'année.

Pour la campagne 1946-1947 par exemple, 120.000 tonnes, soit 80 % du total, étaient commercialisées au 25 janvier 1947, soit cinq semaines après l'ouverture ; au 22 février avec 151.528 tonnes, on pouvait dire que la traite était virtuellement terminée. La comparaison semaine par semaine, entre les campagnes 1949-1950 et 1950-1951, montre encore mieux les deux tendances :

Livraisons effectuées

	Récolte 1950-1951	Récolte 1949-1950
1 ^{re} semaine	18.047 tonnes	56.475 tonnes
2 ^e —	23.579 —	39.800 —
3 ^e —	27.208 —	26.058 —
4 ^e —	20.656 —	23.575 —
5 ^e —	19.463 —	19.672 —
6 ^e —	14.608 —	11.895 —
7 ^e —	7.097 —	8.078 —

Au cours de la traite 1949-1950, qui se déroule sous le régime du prix unique, fixé par voie autoritaire, les apports sont massifs aux cours des deux premières semaines ; au contraire, avec la traite 1950-1951, qui débute sous le signe de la liberté des cours, on constate que les livraisons s'échelonnent plus régulièrement.

L'une des conséquences les plus inattendues de la réforme envisagée par le législateur a été de ressusciter, dans quelques contrées, le portage à tête d'homme, faute par le cultivateur de trouver des animaux de bât à sa disposition, ou pour se soustraire aux exactions dont se rendait coupable à son égard le bourricotier.

Le Commandant de Cercle de Kaolack signale, par lettre du 21 janvier 1937, que des cas de portage à tête d'homme, sur plus de 20 kilomètres, ont été constatés. Une note du chef de la subdi-

vision du Moyen-Saloum signale, le 18 janvier 1937, que « les marabouts cultivateurs n'hésitent pas à faire transporter leur récolte par des talibés de 15 à 20 ans ».

La pénurie des moyens de transport dans le sud du Cercle venait également, avant la publication des textes dérogatoires à l'arrêté de 1935, ajouter son effet à celui des hauts cours pratiqués en Gambie anglaise pour augmenter le tonnage exporté vers ce dernier pays.

Toutes les mesures doivent être envisagées pour arrêter la pratique du portage. Par ailleurs, dans la conjoncture économique actuelle, il est indispensable de réduire au maximum les frais qui grèvent le produit. Les restrictions à l'emploi des camions automobiles pour le transport des graines devraient être levées. Il est difficile d'admettre que la vente des véhicules de transport soit autorisée sur le territoire, et que les acquéreurs ne puissent les utiliser sans restriction, d'autant plus qu'ils paient des patentes élevées, et que les camions nécessitent de gros frais d'entretien et de réparations. En outre cette utilisation serait toute indiquée dans un système où la culture primitive doit faire place à la culture attelée qui fait appel avant tout au cheptel asin.

Enfin avec l'intervention de l'État dans le domaine économique, de nombreuses mesures tendant à faciliter le contrôle de la production avaient été envisagées. Un arrêté n° 2472 A. E. du 30 octobre 1944 (J. O. S. 1944, p. 366) maintenu en vigueur par l'arrêté n° 6156 A. E. du 23 novembre 1950 (J. O. S. 1950, p. 922) rend obligatoire pour les détenteurs d'arachides achetées directement aux producteurs la déclaration hebdomadaire des stocks.

Un arrêté n° 2471 A. E., du 30 octobre 1944 (J. O. S. 1944, p. 366) rend obligatoire pour les acheteurs d'arachides traitant directement avec les producteurs, la tenue d'un cahier d'achats qui doit mentionner la date de la vente, le nom du vendeur, son village, les quantités d'arachides achetées, et la valeur en mètres du bon d'achat de tissu délivré. Ce texte a été abrogé par l'arrêté 5576 A. E. du 24 novembre 1949 (J. O. S. 1949, p. 784).

Cette réglementation économique a été surtout observée par les commerçants européens ; mais le commerçant africain et surtout le syrien ont constamment négligé de tenir une comptabilité, soit de mauvaise foi, soit surtout par ignorance, la plupart d'entre eux étant illettrés.

Ces derniers textes dont l'inobservation était réprimée conformément aux dispositions de la loi du 14 mars 1942 tendent à disparaître avec l'instauration d'un régime d'économie libre.

Enfin sur la demande même des Chambres de Commerce, le législateur mit un terme au régime du conditionnement tel qu'il avait été prévu par le décret du 11 janvier 1924.

Le conditionnement du produit. — Un arrêté du Gouverneur du Sénégal n° 201, en date du 20 janvier 1930 (J. O. S. 1930, p. 177), modifié par arrêté du 8 mai 1934 et par arrêté n° 2994 *ter* du 19 novembre 1936 (J. O. S. du 28 janvier 1937, p. 64) crée au Sénégal un Office d'Inspection et de Conditionnement des Produits naturels, dont l'activité et l'autorité s'étendent à toute la colonie, et dont le but est d'assurer l'application des arrêtés du Gouverneur sur la circulation et l'exportation de certains produits naturels, d'étudier et de proposer toutes mesures propres au développement de leur production et à l'amélioration de leur qualité.

Cet organisme est géré par un Conseil d'Administration dont les membres sont nommés par les Chambres de Commerce, et qui se réunit au moins deux fois par an. Il est obligatoirement consulté par le Gouverneur pour les modifications à apporter à l'arrêté pris pour sa création, ainsi que pour la désignation des produits naturels nécessitant un conditionnement. Cet Office est administré par un directeur nommé par le Gouverneur. Le recrutement du personnel, sa solde et son avancement sont fixés par délibération du Conseil d'Administration. Doté d'un budget autonome soumis à l'approbation du Gouverneur du Sénégal, l'Office tire ses ressources d'un droit spécial sur les produits naturels de la Colonie destinés à être exportés et soumis à la vérification de l'Office. Jusqu'en 1932, ce droit est liquidé par le service des Douanes ; il est ensuite perçu directement par l'Office dans les ports, au moment de l'exportation des produits. Des subventions consenties sur les fonds des budgets des Chambres de Commerce, des dons, legs et souscriptions complètent les ressources de l'organisme, dont les dépenses sont préalablement autorisées par le Chef de la Colonie si elles dépassent 6.000 francs ; l'autorisation du Commissaire aux Comptes étant nécessaire et suffisante pour les dépenses comprises entre 3.000 francs et 6.000 francs.

La région de Kaolack constitue dans ce système une circonscription avec un Inspecteur Chef de Circonscription à la tête, assisté d'inspecteurs et de contrôleurs. Le service est assuré concurremment avec les commandants de Cercle et la police. L'efficacité du contrôle consiste dans l'installation de postes fixes de conditionnement dans les ports d'embarquement et des postes fixes de visite à l'intérieur. Le Service d'inspection, qui a le droit de visite d'office sur les marchés publics, et en général dans tous les endroits où s'opèrent habituellement des transactions, délivre des tickets de visite pour les produits qui remplissent les conditions exigées et ordonne le reconditionnement des autres. Les douanes refusent l'exportation des graines sans un certificat de visite délivré par le service, préalablement à l'embarquement.

Parallèlement à l'arrêté n° 201 du 20 janvier 1930, un arrêté n° 202 du Gouverneur du Sénégal, pris à la même date (J. O. S. 1930, p. 180) modifié par arrêté 2164 A. E. du 21 septembre 1935 (J. O. S. 1935, p. 837) fixait les conditions de mise en vente et d'exportation des arachides du Sénégal. Cet arrêté précise que les graines doivent être sèches et contenir moins de 2 % de déchets ; si elles en contiennent de 2 à 3 %, il y aura simple négligence entraînant le reconditionnement obligatoire du lot, au-dessus de 3 % d'impuretés, il y a infraction punie de peines d'amende de 50 à 2.000 francs et de la confiscation du produit ; la responsabilité pleine et entière du transporteur est substituée à celle du propriétaire des graines, par suite d'une présomption de fraude, laquelle pourra être détruite par la preuve contraire.

Un décret du 19 juin 1930 (promulgué par A. G. G. du 16 juillet 1930) autorisant les gouverneurs à créer, en vue du développement et de l'amélioration de la production, des organismes spéciaux dotés de la personnalité civile, et un décret du 17 janvier 1935 (promulgué en A. O. F. par A. G. G. n° 238 A. P. du 1^{er} février 1935) autorisant les gouverneurs à prendre des arrêtés en vue notamment de la protection et de l'amélioration de l'agriculture, de la préparation et de la circulation des produits agricoles, confirment *a posteriori* les décisions prises en 1930 par le Gouverneur du Sénégal.

Malgré les critiques dont il a été l'objet, l'Office du Conditionnement, avec des ressources insuffisantes pour rémunérer convenablement son personnel, et acquérir l'outillage indispensable, a obtenu des livraisons de produits répondant aux prescriptions des arrêtés en vigueur. Sans assurer à proprement parler un conditionnement de la graine, mais en bornant ses activités à un simple contrôle, l'Office n'en a pas moins rendu d'éminents services à l'économie sénégalaise.

Pourtant, dès 1947, les Chambres de Commerce ne devaient plus participer à l'administration de l'Office, qui devenait, de ce fait, un organisme purement administratif.

Un arrêté local du 23 décembre 1947 organise en effet le contrôle et le conditionnement des produits à l'exportation et à l'importation (1), sous la forme d'un service public.

Cinq postes fixes, dont Kaolack et Foundiougne, sont créés en vue du contrôle à l'exportation. Il faut que le produit soit conforme

(1) Cet arrêté a été pris en application des dispositions de l'arrêté général n° 959 SE du 6 mars 1947 (JO. AOF. 1947, p. 266), pris lui-même en application du décret n° 45-2433 du 17 octobre 1945 (JO. AOF. 1945, p. 1016) (modifié par décret 45-1705 du 16 mai 1946, JO. AOF. 1946, p. 800) portant réorganisation des services du contrôle et du conditionnement des produits aux colonies.

aux normes, pour bénéficier d'une autorisation d'entrée ou de sortie ; dans le cas où ces normes n'auront pas été respectées, le commerçant devra reconditionner le produit à ses frais.

L'Inspection des produits à l'intérieur (la loi ne parle plus de conditionnement) est assurée par la création de neuf secteurs, dont les secteurs de Kaolack, de Kaffrine et de Foundiougne pour le Sine-Saloum. Les produits doivent se conformer aux normes en vigueur : si les impuretés dépassent un pourcentage supérieur à 2 % il y a fraude, et le délinquant encourt une peine d'amende de 600 à 6.000 francs et de 6 jours à 1 mois d'emprisonnement, outre la saisie des produits. Des brigades itinérantes circulent à l'intérieur du territoire. A leur arrivée aux ports ou aux usines de transformation, toutes les expéditions d'arachides en coques, effectuées par route, fer ou voie d'eau sont soumises à la vérification. Comme sous l'empire de l'arrêté du 20 janvier 1930, la responsabilité du transporteur est substituée à celle du propriétaire des graines sous réserve de la preuve contraire. Les décisions du service du conditionnement sont sans appel, sauf si les produits sont déclarés « non conformes aux normes » et que dans cette hypothèse, l'exportateur ou l'importateur demande une contre-expertise.

Le service est organisé sous l'autorité du Gouverneur qui nomme le directeur pris actuellement dans les cadres généraux des ingénieurs de l'agriculture aux colonies. Un comité consultatif, comprenant des représentants de l'Agriculture, du Commerce et de l'Industrie est chargé d'étudier sur le plan technique l'extension et le perfectionnement du classement des produits ainsi que toutes les questions relatives au conditionnement. Des inspecteurs du contrôle et du conditionnement, des contrôleurs, des préparateurs de laboratoire, et des agents indigènes forment le personnel de ce Service public.

Un arrêté n° 5484 F. du 20 décembre 1946 (J. O. A. O. F. 1946 p. 1553), approuvé par décret n° 47-610 du 4 avril 1947 (J. O. A. O. F. 1947, p. 470), institue une taxe *ad valorem* de recherches et de conditionnement, fixée à 1 % au titre du droit de recherches et à 0,50 % au titre du conditionnement sur les fruits et graines oléagineuses, et une taxe de 0,50 % sur les huiles d'arachides. Un décret n° 49-1323 du 25 août 1949, promulgué par arrêté n° 5129 S. E. T. du 10 octobre 1949 (J. O. A. O. F. du 22 octobre 1949) établit les règles applicables au conditionnement des arachides en distinguant les arachides de bouche ou de confiserie, des arachides pour l'huilerie. Pour ces dernières, et s'agissant de graines décortiquées, la loi exige qu'elles soient parfaitement sèches, saines, de couleur franche, de la même campagne pour un même lot, déparasitées, qu'elles ne contiennent pas plus de 2 %

de corps étrangers, et un pourcentage variable selon les régions de graines endommagées. Des conditions analogues pour les arachides en coques destinées aux huileries sont exigées par ce texte qui prévoit en outre les formalités nécessaires au prélèvement des échantillons.

La mise en œuvre de ce système a soulevé de nombreuses protestations de la part du commerce. Les commerçants de Kaolack sont unanimes à déclarer que le contrôle à l'intérieur est inexistant. C'est que dans la mise en application du système, l'Administration est partie du principe qu'il suffisait de vérifier le conditionnement des produits au moment de l'embarquement, et qu'il appartenait aux intermédiaires d'assurer jusqu'à ce stade de l'exportation, les vérifications indispensables. Les commerçants font valoir que seule fonctionne la vérification à l'exportation et pendant l'embarquement ce qui fait peser la responsabilité de la propreté du produit sur le seul exportateur, sans que le producteur et les différents intermédiaires soient aucunement inquiétés. Le Haut-Commissaire ayant demandé de ne pas appliquer de sanctions aux contrevenants, on se trouve devant un système dépourvu d'efficacité surtout dans un pays où selon le mot du Gouverneur Angoulvant : « le conseil est inopérant, seul l'ordre possède une vertu efficace (1) ».

Les intérêts privés ne peuvent faire entendre leurs voix, le Comité consultatif prévu par le texte n'ayant jamais été créé. Le commerce demande, en outre, l'affectation spéciale des recettes provenant de la taxe sur le conditionnement et le droit de recherches aux dépenses incombant au service. Il serait enfin souhaitable que l'on permette à nouveau aux Chambres de Commerce d'intervenir dans l'organisation du contrôle et dans la direction des organismes qui en sont chargés.

Le département de la France d'Outre-Mer fait valoir que le système de 1930 n'a pas tellement donné satisfaction. Si les Chambres de Commerce veulent reprendre le conditionnement, c'est en réalité pour n'exercer aucun contrôle sérieux, car celui qu'exerce actuellement l'administration gêne les commerçants. Dans les circonstances politiques actuelles, il est impossible de concevoir que l'autonomie puisse être rendue à un budget spécial du conditionnement.

En fait, on ne peut nier que le contrôle à l'intérieur est inexistant. A l'entrée du point de traite, se tient le poste de conditionnement, avec un contrôleur auxiliaire africain, et deux

(1) E. Lepiae : Bull. Séances Inst. R. Col. Belge VI, 1935, 3, p. 644. Cité par HARROY, *op. c.*, p. 304.

manœuvres, avec deux ou trois « passoires », une balance et une bascule. Les cultivateurs qui viennent livrer leurs graines ne passent pas toujours par la voie où se tient le poste de conditionnement ; de plus, beaucoup de transports ont lieu en fraude, la nuit. Ces contrôleurs auxiliaires sont mal recrutés : en principe ce sont des chômeurs qui sont embauchés pour deux ou trois mois au maximum. Dès lors ils sont très sensibles au cadeau ou « bounia ». Ils sont très difficiles à prendre en flagrant délit, car il existe quelquefois une entente entre le contrôleur et le traitant : ce dernier réclamera la part du contrôleur à ses clients, part qu'il versera le soir même au contrôleur. D'autres fois ce sera le cultivateur lui-même, qui, au retour de l'escale, remettra 25 ou 50 francs à l'employé du conditionnement en lui disant « voilà ta part ». Il est difficile de reprocher ce geste au cultivateur qui vient d'encaisser sa récolte et s'en trouve tout heureux. C'est en effet dans les mœurs de l'africain de distribuer en cadeaux une partie de l'argent qu'il vient de percevoir.

Par contre, au port d'embarquement, le contrôle est beaucoup plus sérieux. Pour la campagne 1949-1950 le contrôle aux portes de Kaolack était assuré par cinq auxiliaires permanents, onze auxiliaires contractuels et trente-et-un manœuvres. Deux ou quatre sacs sont pris par camion et expertisés. Si le pourcentage d'impuretés dépasse 2 %, l'intéressé est obligé de recribler ses graines : une taxe de reconditionnement est perçue dans ce cas-là, soit 50 francs par tonne : 693.433 francs ont été payés à ce titre pour la campagne 1949-1950. Sur 20.498 expertises effectuées à Kaolack pour cette même année, plus de 2.000 ont donné lieu à un reconditionnement, soit 13.868 tonnes représentant 10 % des graines contrôlées.

Un poste de conditionnement sur les quais du port et un autre dans le quartier industriel assurent le contrôle des arrivages par côtre ou par fer. Enfin l'expédition vers la Métropole ou l'étranger ne peut se faire sans un permis d'embarquer, délivré après un contrôle très sérieux de la marchandise : 307 expertises ont été faites à ce titre pour le port de Kaolack en 1949-1950.

Si le législateur a dû intervenir après la crise pour mettre de l'ordre dans l'organisation commerciale et garantir une meilleure qualité au produit, ces mesures ne devaient pas se révéler suffisamment énergiques. Aussi les Pouvoirs publics durent-ils intervenir plus directement dans le circuit commercial, notamment en faisant figure d'acheteur sur le marché par l'intermédiaire des Sociétés de Prévoyance. Ce fut l'œuvre du décret du 9 novembre 1933 qui autorise les Sociétés de Prévoyance à grouper en vue de la vente le produit de leurs adhérents.

L'intervention des Sociétés de Prévoyance dans la commercialisation du produit. — Le décret du 9 novembre 1933, en ajoutant à l'article 2 du décret du 4 juillet 1919 que « les Sociétés de Prévoyance peuvent notamment organiser la vente des produits de leurs adhérents », faisait de ces organismes des régulateurs des cours. Les Sociétés de prévoyance tenaient à faire bénéficier leurs adhérents des avantages qu'elles obtenaient pour elles-mêmes, en vendant aux enchères publiques les surplus résultant du taux d'intérêt prélevé sur les emprunteurs de semences.

Dans l'esprit du législateur, cette réforme devait servir à revaloriser le produit dans les mains de l'indigène, le commerce s'étant montré incapable de le faire au cours des années de la crise économique. Les Sociétés de Prévoyance, disposant de lots importants vendus à l'adjudication, bénéficieraient de prix de demi-gros ou même de gros : elles joueraient ainsi un rôle de régulateur, sans spéculation, en jetant des stocks sur le marché quand la tendance serait à la hausse, et en s'abstenant de vendre si les apports étaient pléthoriques. Par ce moyen le cultivateur recevrait un prix supérieur ou égal au prix pratiqué dans le commerce, nonobstant une ristourne éventuelle : la marge de super-bénéfice que se réservait le commerce dans les points de traite éloignés disparaîtrait. Le système profiterait non seulement aux déposants mais également à tous les cultivateurs qui ont été appelés indirectement à profiter du relèvement des prix. L'augmentation certaine du pouvoir d'achat des masses indigènes, entraînerait un accroissement de la demande de marchandises d'importation qui finalement profiterait au commerce.

De plus les Sociétés de Prévoyance ne prennent pas position de vendeur sur les marchés extérieurs, le commerce est donc protégé. Les sociétaires sont absolument libres de vendre leurs produits séparément, à l'amiable, et à tels acheteurs de leur choix.

Le commerce local éleva des protestations véhémentes contre cette réforme. Les assemblées consulaires firent des représentations ; des groupements coloniaux comme l'Union Coloniale Française, l'Institut Colonial Français, le Syndicat de Défense des Intérêts de la Côte d'Afrique s'associèrent au mouvement. Dans tous les bulletins des Chambres de Commerce de l'époque, on trouve des résolutions tendant à inviter le Gouvernement à rapporter ces mesures qui avaient pour but de supprimer le commerce libre de l'arachide. Des incidents sérieux eurent même lieu à Kounghoul en 1935.

Le commerce faisait valoir que l'Administration ne pouvait gérer commercialement une affaire sans encourir des risques très

sérieux de nature à affaiblir le prestige dont jouit le corps des fonctionnaires. De plus, cette réforme devait aboutir à la suppression du commerce local : en effet, depuis le décret du 8 janvier 1915, les sociétaires sont obligatoirement tous les cultivateurs du Cercle, habituellement astreints à exécuter les ordres de l'Administration, et notamment du Commandant de Cercle, chef de l'Administration locale et président de droit de la Société de Prévoyance, en vertu des dispositions du même décret. Donc, par persuasion, par crainte de représailles ou par contrainte, l'Administration pouvait disposer d'un véritable monopole d'achat lui permettant de concurrencer dans d'excellentes conditions et même de ruiner le commerce de détail. Par ailleurs, le fait d'autoriser les Sociétés de Prévoyance à se grouper en unions et de constituer un fonds commun, constituait également une menace d'éviction du commerce d'exportation, d'autant plus que la Société de Prévoyance luttait à armes inégales : ses employés sont pour partie des fonctionnaires qui prêtent gratuitement leur concours ; la possibilité d'exproprier des immeubles constituait une grave menace pour le commerce qui avait acquis à grands frais des lots de terrains dans les escales. La concurrence étant supprimée, le cultivateur n'obtiendrait pas toujours les meilleurs prix, d'autant plus que les frais généraux des Sociétés de Prévoyance réduisent le prix obtenu aux adjudications et le rapprochent de celui payé par le commerce. Si ce dernier retrouve son bénéfice uniquement sur la vente des marchandises, le prix de vente de ces dernières devra augmenter. Si la Société de Prévoyance vend elle-même ces marchandises ce sera la mort totale du petit commerce dont les intérêts légitimes sont à prendre en considération. L'administration ayant toujours les mêmes besoins, il faudra alors augmenter les charges fiscales de la seule matière imposable : le cultivateur indigène, dont le bénéfice se transformera ainsi en supplément d'impôt.

Le système ne fut en fait expérimenté que pour la traite 1934-1935 : la parution tardive du décret en 1933 n'ayant pas permis d'agir immédiatement, d'autant plus que l'indigène, habitué aux méthodes traditionnelles de vente se méfiait des innovations de l'Administration. Au 21 décembre 1934, les apports de graines pour le Sine-Saloum se chiffraient à 392 t. 436. Les indigènes apportaient au secco de la Société de Prévoyance les graines qui leur étaient payées au cours du jour dans l'escale. Ils bénéficiaient d'une ristourne par la suite, après adjudication du produit. Les soultes maxima atteignirent jusqu'à 43 francs par 100 kilos déposés, 41 fr. 50 à Gossas, 40 francs à Diobène, 38 francs à Kaolack, et 35 fr. 50 à Keur Madiabel. Le règlement définitif fut plus élevé dans un grand nombre de centres (Koungheul, Kaffrine, Malème-

Hoddar), que le cours de détail maximum pratiqué pendant la plus forte hausse. Les chefs, mieux éclairés, apportèrent d'abord leurs graines, et fort satisfaits des ristournes firent la propagande. Au 31 décembre 1935, 3205 tonnes, 956 étaient déposées. Pour la campagne agricole 1936-1937 les dépôts s'élevèrent à 7.174 t. 934 et à 12.538 tonnes pour la campagne 1938-1939. A la suite du blocage des prix caf, fin 1939, les dépôts d'adhérents augmentèrent pour atteindre 25.488 tonnes en 1940-1941, soit 16 % du tonnage total commercialisé. La fixation d'un prix d'achat minima variable suivant les régions ramena les dépôts d'adhérents à de plus justes proportions : 2.041 tonnes, soit 2,37 % du tonnage total traité furent déposées en 1941-1942. Avec l'institution du prix unique, les achats par la Société de Prévoyance ne se justifiaient plus, les cours n'étant plus sujets à variation. Aussi les dépôts cessèrent au cours de la campagne 1943-1944, et ne reprirent qu'avec la campagne 1949-1950 pour se chiffrer à 5.000 tonnes.

Les dépôts effectués prouvent que les craintes du commerce n'étaient pas fondées. Celui-ci n'a nullement été évincé des opérations de traite, la Société de Prévoyance s'étant cantonnée dans son rôle d'organisme régulateur.

Ayant poussé à une augmentation de la production, s'étant efforcés d'obtenir une meilleure commercialisation de la graine, les Pouvoirs publics ont voulu compléter ces mesures par l'aménagement d'une voie d'évacuation en rapport avec l'accroissement constant du tonnage exporté, et par un essai de rationalisation de transport par voie ferrée.

Les voies d'évacuation. — Après la guerre de 1914-1918, l'Administration entreprend d'importants travaux d'aménagement du port de Kaolack. Terminées en 1932, ces entreprises ont abouti à la construction d'un appontement de béton armé de 630 mètres de long, les 350 mètres aval étant affectés principalement aux exportations et les 280 mètres amont aux importations, et permettant l'accostage de huit navires. Une zone de terrains vagues, dont la surface dépasse 150.000 mètres carrés, a été remblayée au niveau de l'appontement, et la partie située en arrière du port d'exportation a été aménagée en vastes terre-pleins pour le stockage des arachides, desservis par des rues et des voies ferrées qui se raccordent à une voie principale reliée à la gare principale de Kaolack. Le port est dépourvu d'appareils de levage, afin d'utiliser pour la manutention, des centaines de manœuvres qui seraient, sans cela, réduits au chômage. Ces ouvrages ont puissamment contribué au développement économique de la

région. Les exportations par la voie maritime sont allées sans cesse en croissant, tant en ce qui concerne les arachides que les autres produits du pays, compte tenu du tonnage annuel produit (en tonnes métriques).

Exportations par le port de Kaolack

Années	ARACHIDES				Total général Exportations
	Coques	Décortiquées	Huile	Tourteaux	
1929	133.464,250	—	—	919,784	138.140,927
1930	196.157,600	123,89	611,783	1.220,155	198.923,310
1931	200.024,63	11.498,777	194,487	2.399,596	207.057,408
1932	87.219,37	1.754,183	388,710	1.192	93.080,795
1933	161.955,213	2.420,009	—	2.127,5	168.454,071
1934	203.632,266	3.880,036	—	2.154,478	211.328,832
1935	140.556,021	5.670,419	—	1.612,395	148.957,607
1936	171.422,292	10.409,923	—	1.536,497	183.854,727
1937	225.351,306	11.140,7	187	3.806,109	240.529,674
1938	153.937,800	22.442,39	40	3.666	182.281,585
—	—	—	—	—	—
—	—	—	—	—	—
1948	30.731,027	93.222,508	—	3.682,293	160.604,446
1949	10.360	51.850	—	6.080	87.939 (1)

Ces chiffres montrent que si Kaolack est devenu un grand port, sa prospérité tient avant tout aux arachides qui constituent avec leurs dérivés la quasi-totalité des exportations. L'accroissement des exportations arachides par Kaolack est dû à la différence de frêt entre Kaolack et Dakar d'une part, et la Métropole d'autre part. En 1949, le frêt de Kaolack à un port métropolitain s'établissait à 5.050 francs la tonne ; au départ de Dakar le tarif était de 4.290 francs la tonne auquel il fallait ajouter le tarif du chemin de fer Kaolack-Dakar, soit 1.530 francs la tonne et les frais de manutention à Dakar, soit 800 francs la tonne. Avant la dernière guerre, le frêt entre Kaolack et la Métropole revenait moins cher avec un chargement sur bateaux danois ou norvégiens, que le prix du transport ferroviaire Kaolack-Dakar, et ceci malgré les obstacles qui gênent la circulation fluviale entre Kaolack et la Côte. En effet, malgré un balisage soigné, la navigation sur le Saloum est rendue très difficile par suite de la barre de Sangomar, et par les seuils et les coudes qui s'échelonnent tout au long, ainsi

(1) Renseignements fournis par la Chambre de Commerce de Kaolack et par M. Dautais, commandant du port de Kaolack.

que par la vase de sable et d'argile qui encombre le lit de ce bras de mer. Ces difficultés ont même contraint les armateurs à prévoir un type de bateau arachidier, bateau de 5.000 tonnes, de 120 mètres de longueur au maximum, mais ne pouvant sortir qu'à 12 pieds,6, soit 3 m. 80 avec un chargement de 1.400 tonnes à compléter à Rufisque ou à Dakar.

En aval de Kaolack, Lyndiane maintient ses exportations d'arachides avec 4.116 tonnes en 1934, 4.292 tonnes en 1937, 9.453 tonnes en 1938. A partir de la campagne 1943-1944, les expéditions se font uniquement sous forme d'arachides décortiquées : 9.000 tonnes pour la campagne 1943-1944, 5.855 tonnes pour 1944-1945, 18.390 tonnes pour 1945-1946, 5.630 tonnes pour 1946-1947, 6.640 tonnes pour 1947-1948, et 3.814 tonnes pour 1948-1949. Ce fléchissement dans les quantités exportées s'explique du fait de l'installation à Lyndiane de la Société de décortiquage (Sodec) qui triture sur place les arachides de la région.

Plus en aval Kamatane exporte 2.500 tonnes d'arachides en 1931 et en 1932, 1.250 tonnes en 1933, 3.450 tonnes en 1934, 2.300 tonnes en 1935, 3.362 tonnes en 1937 et 1.020 tonnes en 1939.

Foundiougne voit diminuer l'importance de son trafic au profit de Kaolack, par suite du mauvais état des routes de l'arrière-pays. A partir de 1930 les exportations en arachides s'établissent ainsi : (en tonnes métriques) :

1930 : 57.621 tonnes	1936 : 57.773 tonnes
1934 : 32.018 —	1937 : 52.403 —
1935 : 26.000 —	1939 : 29.851 —

A partir de la campagne 1942-1943, les exportations par Foundiougne sont les suivantes (en tonnes métriques) :

Campagnes	Exportations en coques	Exportations en décortiquées
1942-1943	850 tonnes	1.107 tonnes
1943-1944	— —	13.500 —
1944-1945	— —	8.062 —
1945-1946	3.474 —	15.816 —
1946-1947	— —	6.400 —
1947-1948	— —	15.351 —
1948-1949	— —	13.650 —

Toubacouta a exporté 3.782 tonnes d'arachides en 1934, 9.000 tonnes en 1935, 8.189 tonnes en 1937, 10.215 en 1939.

Enfin l'embarcadère de Saboya a permis d'évacuer par la Gambie anglaise les récoltes de la partie Sud du Cercle, ce qui

évite au produit d'effectuer le long trajet Saboya-Kaolack, et par là-même entraîne une réduction de 1.200 francs de frais par tonne.

En 1933-1934 Saboya a exporté 12.490 tonnes de graines ; 10.936 tonnes en 1936-1937 et 9.884 tonnes en 1938-1939.

Durant cette période, les ports du Sine-Saloum, malgré leur équipement quelquefois rudimentaire ont permis constamment l'évacuation de la récolte ; pourtant c'est vers un aménagement de la navigation sur le Saloum que devront tendre les efforts ultérieurs en vue d'assurer l'évacuation des graines par les moyens les plus économiques.

C'est dans ce même dessein d'économie, que l'Administration des Chemins de Fer du Dakar-Niger fit des essais en 1935, pour le transport en vrac des arachides en coques sur Dakar. Il avait été prévu des wagons tombereaux à parois exhaussées, pouvant recevoir des chargements de 18 tonnes de coques. Des trappes avec fermetures à glissières, à hauteur du plancher, permettaient le déchargement latéral. Les couches inférieures de graines étaient évacuées par ces trappes par des manœuvres.

Des wagons couverts avaient été également aménagés avec trappes horizontales à glissières sur le toit, la vidange se faisant comme dans le cas précédent. Le remplissage de ces wagons se faisait à la main par vidage de sacs, ce qui exigeait dans les gares un petit appontement surélevé. A l'arrivée, le déchargement aurait exigé un poste de réception d'une profondeur convenable, faute de quoi la vidange devait être fractionnée en plusieurs opérations. La guerre a généralisé le transport en vrac par fer. Beaucoup de graines sont évacuées actuellement sur Dakar dans des wagons tombereaux avec des trappes latérales pour leur déchargement.

En 1936, à la demande de la Société de Prévoyance de Kaolack, des seccos sommaires en tôles, raccordés par un embranchement particulier ont été aménagés dans la cour de certaines gares du Dakar-Niger, surtout à Gossas. Les frais de manutention des graines du secco à la gare étaient évités ; les bénéficiaires payant en revanche une redevance spéciale d'embranchement. Mais le commerce n'a pas accueilli favorablement cette initiative, et a préféré utiliser ses propres installations, où le voisinage de la boutique constituait un attrait, et une source nouvelle de profits qui auraient disparu si l'achat des graines s'était fait à la gare.

Des mesures prises par le législateur en vue d'améliorer les procédés cultureux vont assurer au pays une production accrue. Si, dans la période précédente, la politique du profit immédiat a conduit les Pouvoirs publics à « laisser faire » les initiatives privées, il n'en est point de même dans la période de crise actuelle. L'extension des surfaces cultivées ne pourra être obtenue qu'au détriment

des zones forestières, aussi faut-il dès maintenant ménager l'avenir ; l'augmentation de la production exige la garantie de débouchés, elle doit entraîner parallèlement une amélioration du niveau de vie du producteur, sinon tout effort de colonisation est vain ; enfin la transformation économique résultant de l'extension des cultures industrielles ne doit pas entraîner une prolétarianisation de la classe paysanne ; ce sont ces préoccupations qui ont été à la base des décisions prises par l'Administration en vue de sauvegarder les intérêts des paysans.

II. — LES EFFETS DE LA TRAITE

A) Les effets économiques

La production. — Après la crise de 1929, la courbe de la production affecte une allure générale ascendante jusqu'en 1939, alors qu'à partir de cette date elle a tendance à se maintenir au-dessous du niveau de 1932, minimum de la décade 1930-1939. Dans l'impossibilité de chiffrer d'une façon très certaine les tonnages effectivement récoltés, les statistiques ne fournissent que les quantités commercialisées. La quasi-totalité des récoltes étant commercialisée et les poids des graines retirés du circuit étant toujours les mêmes, on peut se baser sur ces statistiques pour étudier les variations de la production.

Le tableau suivant donne les récoltes commercialisées par année jusqu'en 1933 inclus, et pour le Sine-Saloum (en tonnes métriques) :

1930 : 255.350 tonnes	1932 : 148.900 tonnes
1931 : 254.700 —	1933 : 244.850 —

A partir de 1933, et pour le Sine-Saloum, les tonnages commercialisés sont les suivants (en tonnes) :

Campagnes	Sine-Saloum	Sénégal
1933-1934	279.886	—
1934-1935	209.526	372.000
1936-1937	310.419	574.288
1937-1938	223.623	482.880
1938-1939	251.432	568.715
1939-1940	260.500	560.078
1940-1941	160.223	419.218

1941-1942	89.153	199.412
1942-1943	70.004	114.122
1943-1944	154.061	274.482
1944-1945	131.832	234.202
1945-1946	170.380	354.404
1946-1947	153.430	364.660

La production de l'arachide au Sénégal dépend très étroitement des prix pratiqués lors de la traite précédente : le rapport arachides-cultures vivrières, exprimé en surfaces cultivées, est fonction des cours de l'arachide ; le paysan abandonne la culture industrielle, si celle-ci ne lui procure pas des profits suffisants.

La chute des cours, consécutive à la crise mondiale, entraîne une diminution de la production. La dépréciation de la graine après la traite de 1930-1931 décourage le cultivateur qui réduit ses surfaces emblavées en arachides ; aussi en 1932, la production n'atteint plus que 148.900 tonnes. L'établissement des cours à 45 francs les 100 kilos, prix Fob, à Kaolack pour la campagne 1933-1934, a comme conséquence une nouvelle baisse de la production. Par contre, pendant l'année 1935, les cours doublent : le cultivateur revient à ses champs d'arachides et la production atteint son maximum avec 310.419 tonnes.

Toutes les mesures de nature à agir sur le prix auront donc une influence certaine sur la production. L'application, au lendemain de la crise, des lois protectionnistes, prévoyant l'établissement de droits de douanes et le contingentement des oléagineux, les dégrèvements fiscaux et l'abaissement des tarifs ferroviaires ont favorisé l'accroissement de la production.

Mais l'élément prix n'est pas déterminant par lui-même. La hausse des cours au lendemain des hostilités n'a pas entraîné un accroissement automatique de la production. A côté de la notion de prix, il existe une donnée beaucoup plus importante pour le paysan indigène, c'est la notion de « pouvoir d'achat ».

« Le pouvoir d'achat que le cultivateur tire du produit de sa récolte a une importance dominante sur son travail » (1). L'étude des variations du tonnage commercialisé au cours des années 1935 à 1945 met en lumière la relation qui existe entre le prix du riz d'importation et le prix d'achat des arachides au producteur. En 1936 : 100 kilos d'arachides permettent de se procurer 100 kilos de brisures de riz ; en 1940, pour se procurer la même quantité de riz il faut disposer de 250 kilos d'arachides. Dans la période où

(1) Rapport économique pour le Sénégal (année 1947).

ces prix ont été sensiblement égaux (de 1935 à 1939) les exportations d'arachides se sont accrues, avec comme corollaire, l'augmentation des importations de riz d'Indochine, ainsi que le montre le tableau suivant qui donne, pour la période 1930 à 1938, les valeurs des arachides exportées par le port de Kaolack ainsi que les valeurs de riz importées par le même port. La troisième colonne donne en comparaison la valeur des tissus importés dans les mêmes conditions.

Années	Arachides exportées	Riz importé	Valeur en francs	Tissus importés
	Valeur en francs	Tonnage en kilos		Valeur en francs
1930	195.568.647	12.362.931	19.780.690	13.662.033
1931	134.990.937	4.466.823	5.479.925	6.588.129
1932	69.642.688	5.043.916	4.298.444	7.400.083
1933	148.203.691	9.466.666	8.130.883	14.627.717
1934	99.435.463	9.661.260	5.380.771	12.583.624
1935	131.941.190	18.163.455	9.835.055	14.738.090
1936	151.787.372	25.162.495	13.756.071	23.248.264
1937	195.568.095	33.886.430	29.621.661	32.160.925
1938	191.876.621	8.294.030	9.356.469	40.901.188 (1)

Le maximum des exportations d'arachides en 1937 correspond au maximum des importations de riz ; le minimum des exportations d'arachides en 1932 correspond au minimum des importations de riz. Comme 100 kilos d'arachides permettent de se procurer approximativement 100 kilos de riz au cours de cette période, un hectare semé en arachides permet en fait de se procurer de 700 à 750 kilos de riz suivant les régions, alors qu'un hectare semé en mil ne produit que 500 kilos de mil, équivalant, au point de vue alimentaire, à 250 kilos de riz. Aussi l'indigène, y compris le Sérère qui a pourtant des coutumes ancestrales desquelles il ne s'écarte que très rarement, n'a pu résister à la tentation d'abandonner les cultures vivrières au profit de l'arachide.

A partir de 1939, le prix de l'arachide baissant par rapport au prix de toutes les autres denrées alimentaires, et particulièrement par rapport à celui du riz, l'indigène a repris ses cultures traditionnelles. Ce mouvement a été « d'autant plus immédiat et d'autant plus généralisé que le noir est un consommateur dont les facilités d'adaptation à des niveaux d'existence très différents pourraient étonner, si on ne se rappelait que les besoins que nous lui avons créés sont encore relativement récents. A partir du moment où il estime que son travail ne lui permet plus de les satisfaire dans des

(1) Renseignements fournis par la Chambre de Commerce de Kaolack.

conditions acceptables, il s'en sépare » (1). C'est pour assurer la satisfaction de ces besoins et maintenir par là-même le paysan à la culture de l'arachide que, par lettre du 9 mai 1941, le Gouverneur général exprimait l'avis que le quintal d'arachides en coques devrait être payé normalement à 250 francs à Kaolack, comparativement au prix de 1937 et au coût croissant des denrées ou étoffes indigènes.

Le pouvoir d'achat résultant de la vente de sa récolte ne suffit d'ailleurs pas à lui seul à inciter l'indigène à produire : il faut qu'il y ait également abondance de produits à acheter.

L'argent que rapporte à l'indigène la vente de sa récolte lui sert généralement à payer l'arriéré de ses dettes (ce qui lui permet d'en contracter de nouvelles) et à acquitter l'impôt ; le surplus sert à améliorer l'ordinaire et à satisfaire les fantaisies des femmes ou le goût des voyages : dans ces conditions les revenus tirés de la vente de l'arachide constituent avant tout un « salaire d'appoint ». L'indigène ne thésaurise pas ; s'il ne peut dépenser son argent et satisfaire sa vanité, il délaissera la culture de l'arachide, source de revenus inutilisables. « Les boutiques bien achalandées en tissus, en mouchoirs de tête, pagnes, lampes tempêtes, représentent pour l'indigène ce qui donne du sel à la vie et justifie la peine de travailler » (2). Avec l'ouverture des hostilités, le riz d'Indochine a fait défaut sur le marché africain jusqu'en 1944 inclusivement ; les tissus, dont le montant des importations dépassait en valeur celui des importations de riz ainsi que le montre le tableau précédent, ont fait également défaut jusqu'en 1945. Tenant compte de ces considérations, par arrêté n° 2.465 S. C. E. du 30 novembre 1944, le Gouverneur du Sénégal attribuait aux cultivateurs un bon d'achat de trois mètres de tissu par 100 kilos d'arachides livrées. Dans le même but, à partir de 1939, la Société de Prévoyance de Kaolack a dû intervenir pour consentir des prêts de vivres et notamment de riz aux cultivateurs.

D'autres facteurs interviennent pour influencer la production.

Au lendemain de la crise économique, la Métropole se tourne vers ses territoires d'Outre-Mer, pour leur demander de lui fournir le tonnage d'oléagineux indispensable à la bonne marche de ses industries. Dans une lettre n° 4733 A. E. du 15 septembre 1933, le Gouverneur du Sénégal, exposant au Commandant de Cercle

(1) Jean ODIN : « Gouvernement et Parlement répondent à l'appel de l'Afrique française » in « l'Appel de l'Afrique française », année 1933, p. 395 à 398.

(2) Bulletin d'information de la France d'Outre-Mer, n° 87 du 4 novembre 1946, p. 11 à 15. « Conditions de la production en Afrique Noire française pendant le 1^{er} semestre 1946 ».

de Kaolack le programme définitif du développement du Cercle au cours des cinq années à venir déclare : « Votre effort principal doit avoir pour but le développement de la culture de l'arachide ». Après la libération du sol métropolitain, en face d'une pénurie très aiguë de corps gras, la France demande à ses territoires tropicaux de développer la culture des oléagineux. « Je n'ai pas besoin de vous rappeler, écrit à cet égard le Gouverneur général au Gouverneur du Sénégal (lettre n° 715 S. E. A. du 18 février 1945) que la Métropole attend de ses colonies l'aide maximum pour son ravitaillement en matières grasses : notre devoir à cet égard est donc clair, nous devons tout mettre en œuvre pour essayer d'obtenir, en 1945, un tonnage d'arachides se rapprochant le plus possible de celui des productions d'avant guerre ». Tout est donc mis en œuvre pour inciter le cultivateur à produire davantage.

Un Comité de Propagande de l'Arachide est même créé sur l'initiative des commerçants et dirigé par eux avec l'appui officiel du Gouvernement. Ce comité dont le siège est à Dakar agit par l'intermédiaire de comités locaux groupant des commerçants, des chefs religieux ou traditionnels. Il encourage par tous les moyens la culture de l'arachide ; ses agents font de fréquentes tournées, des « palabres », et veillent au bon entretien des navétanes.

L'approvisionnement régulier des cultivateurs en semences et notamment en graines sélectionnées, l'introduction de la culture attelée, l'intervention de nombreux navétanes ont joué également un rôle décisif dans l'augmentation de la production. La venue d'un nombre de moins en moins important de navétanes, à partir de 1940, semble même conditionner dans une certaine mesure la production du Sine-Saloum à partir de cette date.

La carence des pluies et leur mauvaise répartition ont une influence défavorable sur le rendement. En 1941 par exemple, les quantités d'eau tombées dans le Sine-Saloum s'échelonnent entre 198 millimètres, niveau enregistré à Diakhao, et 621 millimètres, niveau maximum enregistré à Koungheul : à la même époque on constate une chute brusque du rendement unitaire qui passe de 800 kilos à l'hectare pour une récolte moyenne, à 550 kilos à l'hectare.

Jusqu'en 1935, l'accroissement de la production a été surtout recherché dans l'extension des terres cultivées, de préférence à une augmentation des rendements. De ce fait, le déboisement préalable à toute mise en culture a entamé un processus de désertification très préjudiciable à l'avenir du pays. Faisant le vide derrière elle, l'arachide a poursuivi de façon continue sa marche vers l'est, entraînant dans son déplacement le centre de plus grosse production.

L'épuisement des sols. — Avec le recul du temps, on peut, selon Gamas (1), discerner trois stades dans cette évolution : en tête, dans les régions orientales, se situe « le front de défrichement », de production faible, mais à rendements élevés car la culture se fait dans des terres vierges donc fertiles. Le couvert forestier atteint d'une véritable « pelade », est parsemé de clairières éparses, qui se réunissent peu à peu pour former une deuxième zone : celle de forte production mais à rendement moyen. Enfin une troisième zone, l'arrière front, si on peut dire, région très « fatiguée », à rendement et à production faibles, termine le cycle. On peut y ajouter, venant après cette dernière, une quatrième zone que le Comité de propagande de Louga, dans une note du 30 avril 1945, appelle « zone de défense » et où la culture de l'arachide serait complètement abandonnée.

Si la zone nord et ouest du Cercle de Louga et du Cercle de Linguère constitue la « zone de défense », les Cercles de Louga, Linguère, Thiès et Diourbel, forment aujourd'hui la troisième zone fournissant, à eux quatre, 215.000 tonnes avec un rendement moyen de 700 kilos à l'hectare. Le Cercle du Sine-Saloum avec une quantité égale, pour lui seul, forme la zone de grosse production mais à rendement moyen : 800 kilos à l'hectare environ. Les Cercles de Tambacounda, Bakel et de la Casamance « front de défrichement », ne donnent que 92.000 tonnes, mais avec un rendement approximatif de 1.000 kilos à l'hectare.

Peut-être faut-il rechercher là la cause profonde de la chute de la production du Sine-Saloum à partir de 1939, qui, après avoir progressé constamment jusqu'à atteindre son apogée en 1936 avec 310.419 tonnes semble irrémédiablement vouée à un niveau inférieur. Le passage de quelques 500 ou 600 navétanes en Casamance au cours de l'année 1949 serait également un signe précurseur de la décadence du pays de Kaolack.

Mais cette marche vers l'Est trouve ses limites dans le désert du Ferlo au Nord et au Nord-Est, et dans celui de Tantaba et de Toulicounda à l'est. Pour éviter l'« exportation du sol » (2) le législateur a donc été amené à prendre une série de mesures que l'on peut qualifier de préventives.

Elles consistent à protéger la végétation naturelle. Le décret du 4 juillet 1935 en constitue la Charte.

Le législateur s'est préoccupé de conserver tout d'abord les espèces déjà plantées. Aux termes des articles 56 et 57 du décret

(1) GAMAS : « Quel est le vrai prix de revient de l'arachide au Sénégal ? » in « La porte océane », n° 46, février 1949, p. 15 à 19.

(2) « N'exportons pas notre sol » écrivait A. de Lachainée dans un journal congolais, en février 1940. Cité par HARBOY, *op. c.*, p. 310.

de 1935, il est interdit de couper, de mutiler, écorcer ou enlever des arbres sans autorisation délivrée par le Service des Eaux et Forêts. Le délinquant encourt des peines de 6 jours à 5 années d'emprisonnement suivant que l'infraction a été commise sur des espèces quelconques (6 jours à 1 mois), ou dans une forêt domaniale (6 jours à 1 an), ou dans un but commercial (1 mois à 1 an) ou sur des espèces protégées (20 à 200 francs d'amende et 1 mois à 5 ans d'emprisonnement).

Les feux de brousse, qui ne trouvent pas un aliment suffisant pour se développer dans les zones très cultivées, mais s'observent dans les régions latéritiques où les forêts classées sont nombreuses, sont réglémentés, et toute contravention à la réglementation entraîne une peine d'emprisonnement de 8 jours à 3 mois et de 10 à 100 francs d'amende. En fait, il est pratiquement impossible de les empêcher : il faudrait choisir un moindre mal qui serait la mise à feu précoce alors que les herbes renferment encore un peu de sève.

L'article 20 du décret du 4 juillet 1935 interdit de défricher dans des bandes d'un minimum de dix mètres de largeur le long des rives des cours d'eau. L'article 22 du décret du 1^{er} février 1937 sur le régime forestier en A. O. F. (J. O. S. 1937, p. 118) prescrit que « les défrichements, la coupe ou l'ébranchage de tous végétaux sont interdits sur une zone de vingt mètres de largeur de chaque côté des routes et pistes, qui seront désignées par arrêté du Lieutenant-Gouverneur. Dans les terrains non boisés, compris dans cette zone de vingt mètres aucune culture ne pourra être entreprise ». Les délinquants seront punis des peines prévues à l'article 76 du décret du 4 juillet 1935, soit d'une amende de 5 à 100 francs et d'un emprisonnement de 1 à 5 jours.

Le classement des forêts est également un moyen efficace de maintenir un taux de boisement indispensable.

Au 6 décembre 1949, les superficies classées dans le Cercle du Sine-Saloum s'établissent par subdivision, suivant les proportions suivantes :

Subdivisions	Cultures	Jachères incultes	Forêts classées
Kaolack.....	71 %	22 %	7 %
Nioro-du-Rip..	17 %	82 %	0,50 %
Kaffrine.....	9 %	62 %	29 %
Gossas.....	44 %	55,6 %	0,4 %
Fatick.....	41 %	58,7 %	0,3 %
Foundiougne...	27 %	59 %	14 %
Moyenne....	27 %	60 %	13 %

La situation au 1^{er} octobre 1950 des forêts classées s'établit ainsi suivant le rapport fourni par l'Inspection des Eaux et Forêts du Sine-Saloum :

Nom de la forêt	Date du premier classement	Surface
Sangako.....	26-10-32	2.300 hectares
Ile Coyon.....	4- 9-33	600 —
Patako Est.....	8- 2-34	1.600 —
Patako Sud.....	8- 2-34	3.980 —
Baria.....	8- 5-35	7.200 —
Vélor.....	28- 6-35	6.800 —
Kassas.....	30- 6-35	10.250 —
Fatala.....	20- 7-35	11.000 —
Saboya.....	4- 4-36	2.350 —
Ile Koumar.....	27- 4-36	1.950 —
M'Bégué.....	27- 4-36	45.000 —
Sokone.....	22- 5-36	280 —
Malka.....	30- 6-36	775 —
Samba Dia.....	30- 6-36	750 —
Djilor.....	30- 6-36	900 —
Koutal.....	7-11-36	1.850 —
Delbi.....	5- 4-38	7.000 —
Sagnan.....	20- 2-39	3.800 —
Maka-Yop.....	12-11-39	22.000 —
Kaffrine.....	12-11-39	250 —
Birkelane.....	26- 4-41	8.100 —
Maleme Hodar.....	26- 4-41	5.000 —
Koupentoum.....	8- 9-41	4.000 —
Koum Koum.....	9- 1-43	115.000 —
Iles Bettendick.....	22- 1-44	20.000 —
Iles du Saloum.....	7- 1-46	30.000 —
Mamby.....	15- 2-50	1.500 —
Mahécor.....	22- 8-50	1.150 —
Keur Mactar.....	22- 8-50	650 —
Pane.....	22- 8-50	2.150 —
N'Gayène.....	22- 8-50	1.900 —

Nombre de forêts classées au 1^{er} octobre 1950 : 31.

Surface du domaine classé : 320.125 hectares.

Taux de boisement (forêts classées uniquement) : 12,80 %.

Le pourcentage des forêts classées, bien qu'insuffisant (la moitié de l'optimum), n'est pas mauvais dans l'ensemble, mais la répartition a été très mal faite. On a choisi surtout des forêts intéressantes au point de vue économique (Niombatto) et les zones Peulhs (Nord de Kaffrine). Certaines subdivisions atteignent 29 %, d'autres 0,3 % seulement comme Fatick.

Les éleveurs Peulhs sont favorables au classement des forêts : celles-ci leur assurent des pâturages et les protègent contre la venue des étrangers. Au contraire, cultivateurs et chefs de canton y sont opposés : les premiers, du fait que le classement gêne l'extension des cultures ; les seconds, du fait que l'impossibilité de cultiver des arachides, tarit pour eux une source importante de revenus provenant d'une part des ristournes sur les récupérations des semences, d'autre part des impôts.

L'Administration y est quelquefois opposée, par peur de voir les cultivateurs partir vers d'autres régions ; en général elle observe une position de neutralité.

L'ensemble de ces mesures ont certainement contribué à retarder l'appauvrissement du Sine-Saloum. Le législateur est également intervenu pour permettre le développement des industries dérivées de l'arachide.

L'industrialisation du pays. — La crise de 1929 obligea les entreprises à réduire au maximum leurs frais d'exploitation, pour assurer leur survie. C'est dans le cadre de cette réorganisation que le décortiquage sur les lieux-mêmes de la production fut envisagé comme l'une des mesures les mieux adaptées en vue d'obtenir le meilleur prix de revient pour les huileries métropolitaines. La guerre de 1939-1940 et la pénurie de transports qui s'ensuivit, ne firent que confirmer cette tendance, les exportateurs étant dans l'obligation de diminuer leur frêt.

Le décortiquage devint même la règle générale avec les arrêtés du 30 janvier 1940 (J. O. A. O. F. 1940, p. 136) portant l'un priorité d'embarquement à l'exportation pour les arachides décortiquées, l'autre interdisant, à partir du 1^{er} mars 1940, l'exportation des arachides en coques. Mais un arrêté du 9 février 1940 rapportait ce dernier : l'outillage du Sénégal était manifestement insuffisant pour permettre l'exportation en décortiquées uniquement. Cependant la tendance était donnée, et actuellement 95 % du tonnage commercialisé sont exportés sous la forme « arachides décortiquées » (1). Pour les campagnes 1942-1943 à 1946-1947, les exportations par les ports du Sine-Saloum s'établissent ainsi (en tonnes métriques) :

Campagnes	Coques	Décortiquées
1942-1943	15.387 tonnes	4.759 tonnes
1943-1944	— —	75.315 —
1944-1945	— —	46.539 —
1945-1946	3.474 —	95.250 —
1946-1947	— —	75.916 — (2)

(1) Voir p. 109 le tableau des exportations par le port de Kaolack.

(2) D'après le rapport annuel du service de l'agriculture de Kaolack pour l'année 1950.

L'industrie du décortilage s'est développée dans les gros centres, notamment dans les ports, au détriment de l'intérieur. Kaolack vient en tête avec 24 décortiqueuses, puis Fatick avec 6, Foundiougne avec 5, la Sodec à Lyndiane avec 5, Toubacouta et Sokone avec 1 ainsi que Gossas et Nioro du Rip dans l'intérieur.

Pour la campagne 1946-1947, les quantités traitées s'établissent ainsi (en tonnes métriques) :

Centres	Poids en coques	Poids obtenus en décortiquées	Rendements moyens
Kaolack	78.363,424	56.292,495	71,83 %
Foundiougne..	17.852,448	13.085,860	73,85 %
Fatick	15.050,035	11.051,284	73,43 %
Toubacouta . .	480,004	331,635	69,09 % (1)

Les installations atteignent rarement le stade vraiment industriel. Il s'agit de machines sommaires, traitant en moyenne de 10 à 20 tonnes de coques par jour. En 1944-1945, on évaluait à 25 ou 30.000 tonnes de coques par mois les possibilités globales de décortilage. Il semble que l'accroissement de cette capacité n'a été recherché que par l'augmentation du nombre de postes de décortilage et non par l'emploi de machines à plus gros débit.

La qualité du décortilage laisse souvent à désirer, par suite du manque de main-d'œuvre spécialisée : en 1946 : 20 européens, 100 ouvriers spécialisés indigènes, mécaniciens, aides-mécaniciens ou contremaîtres et 500 à 600 manœuvres étaient affectés à ces opérations de décortilage.

Le développement de l'industrie du décortilage n'a pas été vu défavorablement par la Métropole ; il n'en a pas été de même de l'accroissement des huileries.

C'est dans cette branche d'activités que se manifeste avec le plus de vigueur actuellement encore, l'esprit du « Pacte Colonial ». L'histoire de l'Huilerie au Sénégal est l'histoire des luttes engagées par les huiliers métropolitains contre l'industrialisation des territoires d'Outre-Mer.

La loi du 6 août 1933 taxant à l'entrée en France les graines et oléagineux de toute nature importés de l'étranger favorisa indirectement l'industrie sénégalaise. La perspective de vendre l'huile à un prix avantageux par suite du protectionnisme douanier, incita les huiliers africains à accroître leur production, dépassant ainsi les possibilités d'absorption du marché local et à exporter en Algérie les excédents soit 2.100 tonnes en 1936 et 5.300 tonnes en 1937.

C'est ainsi qu'en 1930 : 194.487 kilos d'huile sont exportés par le port de Kaolack, et 388.710 kilos en 1931. L'usine installée à

(1) Renseignements fournis par la Chambre de Commerce de Kaolack.

Kaolack produit 756 tonnes d'huile en 1935, 893 tonnes en 1936, 890 tonnes en 1937 ; elle fabrique également 1.008 tonnes de tourteaux en 1935, 1.190 tonnes en 1936 et 1.186 tonnes en 1937.

Cette production est donc pratiquement absorbée par le marché local. Pourtant, dès 1936, les huiliers métropolitains, faisant valoir les excellentes conditions de la production d'huile en A. O. F., interviennent auprès du Gouvernement et obtiennent le relèvement des droits de sortie sur les huiles en A. O. F., qui sont portés successivement à 9 fr. 75 pour 100 kilos, puis à 14 francs, enfin à 18 fr. 70. Cette mesure s'étant avérée insuffisante, les représentants de l'Union Syndicale de l'Huilerie Française et ceux du Syndicat des Fabricants d'Huile d'A. O. F., signèrent un protocole d'accord, valable pour cinq ans, dont l'application fut assurée par décret du 8 avril 1938.

Aux termes de cet accord, les huiles d'arachides originaires d'Outre-Mer ne pouvaient être importées en franchise en France ou en Algérie que jusqu'à concurrence d'un plafond de 5.800 tonnes ; au-delà elles seraient soumises au paiement d'une taxe égale aux droits de douane du tarif minimum applicable aux huiles fixes pures selon la destination.

L'institution d'un contingentement était considérée comme une faveur accordée aux métropolitains en compensation des avantages tirés par la colonie de l'application du décret du 22 janvier 1934 subordonnant l'importation des arachides et oléagineux d'origine étrangère à celle préalable des mêmes produits d'origine française. Les deux questions étaient d'ailleurs liées, et il était prévu que le système du contingentement introduit par le décret du 8 avril 1938, cesserait d'être en vigueur au cas où la priorité d'admission pour les arachides d'Outre-Mer ne serait plus garantie.

Les huiliers coloniaux n'étaient pas mécontents de cet accord qui consolidait leur situation, puisqu'il était prévu que les licences d'exportation d'huile en exonération de la taxe ne seraient délivrées, dans les limites du contingent, qu'aux industriels ayant effectivement exporté sur la Métropole ou l'Algérie avant 1938.

La situation du marché de l'huile d'arachides en 1938 s'établit ainsi (en tonnes métriques) :

Pays exportateurs		Pays importateurs	
France.....	53.000	Canada.....	46.000
Pays-Bas.....	44.000	Malaisie.....	35.000
Grande-Bretagne.....	37.000	Algérie.....	30.000
Danemark.....	9.000	Allemagne.....	19.800
Belgique-Luxembourg.	2.500	Maroc.....	10.000
		Tunisie.....	10.000
		Belgique-Luxembourg.	7.800
		Suisse.....	7.300

La France occupe donc une place très importante sur le marché puisqu'elle est le premier exportateur. Ses importations d'arachides (847.497 tonnes en 1938) lui permettent de produire 325.000 tonnes d'huile par an, dont 203.000 tonnes résultant de la trituration des graines en provenance de ses possessions d'Outre-Mer.

Cette industrie est suréquipée et ne travaille qu'à 70 % de ses possibilités.

L'Algérie augmente d'année en année ses importations d'huile d'arachide, bon marché, pour exporter l'huile d'olive valant le double.

En A. O. F., six entreprises produisent 9.000 tonnes d'huile en 1938, dont 3.500 sont réservées à la consommation locale, 5.400 tonnes exportées sur l'Algérie et 100 sur le Maroc. La Société des Huileries et Rizeries Ouest-Africaines à Kaolack produit 961 tonnes d'huile en 1938. De nouvelles entreprises créées en A. O. F., postérieurement à 1938, la Compagnie Française de l'Afrique Occidentale, par exemple, trouvent à écouler leur production sur le marché local.

Le marché des tourteaux s'était développé en France où la consommation était passée de 345.000 tonnes en 1913, à plus de 750.000 en 1937. La production métropolitaine suffisait à peine à assurer les besoins. L'A. O. F. exportait 15.000 tonnes de tourteaux sur le Danemark et la Suède et 1.100 tonnes sur la France ; la S. H. R. O. A. à Kaolack produit 1.281 tonnes de tourteaux en 1938.

La guerre a bouleversé la situation ainsi établie, et il apparût tout de suite plus rationnel de ravitailler le marché de l'Afrique du Nord avec les huiles d'A. O. F., et d'éviter ainsi le double transport des graines d'A. O. F. vers la Métropole et de l'huile métropolitaine vers l'Afrique du Nord, économie indispensable en raison des possibilités restreintes d'obtenir des navires. Il devenait donc nécessaire d'augmenter la production des huiles d'A. O. F.

Sur l'intervention de l'Algérie, un décret du 17 décembre 1939 suspend l'application du décret du 8 avril 1938, et autorise l'entrée en franchise en Algérie de 12.000 tonnes d'huile, provenant des territoires d'Outre-Mer.

Après l'armistice, considérant les difficultés croissantes des transports par mer et le développement des besoins nord-africains, les Ministres du Ravitaillement et des Finances, appuyés par le Gouverneur de l'Afrique Occidentale Française, intervinrent à leur tour pour réclamer l'accroissement de la production d'huile d'A. O. F. et augmenter à nouveau le contingent d'huile à admettre en franchise. Le département fit appel en ce sens aux huiliers métropolitains et locaux. Une loi du 24 janvier 1941 éleva à 45.000 tonnes le contingent admissible en franchise. Parmi les

huiliers métropolitains, seule la Société Lesieur, assurée d'obtenir sur ces 45.000 tonnes une part de 18.000 tonnes, se décida à installer en Afrique une usine en remplacement de son usine de Dunkerque hors d'état de fonctionner. La production d'A. O. F. passe de 11.000 tonnes en 1939, à 20.800 tonnes en 1940, à 40.000 tonnes en 1941 et à 27.000 tonnes en 1942. La S. H. R. O. A. à Kaolack, produit 1.085 tonnes d'huile en 1939, 2.356 en 1940, 3.294 en 1941, elle fournit en outre 1.446 tonnes de tourteaux en 1939, 3.141 tonnes en 1940 et 4.757 tonnes en 1941.

De nouvelles petites usines s'installent au Sénégal, au Soudan, en Côte d'Ivoire et au Niger pour prospector le marché intérieur. Une intervention apparût nécessaire pour éviter une production pléthorique. Des instructions sont adressées à Dakar (Lettre du 17 avril 1941) pour limiter à 60.000 tonnes la production locale. Quelques huiliers métropolitains ayant manifesté le désir d'installer leurs usines en A. O. F. n'obtinrent pas satisfaction et s'établirent en Afrique du Nord.

Par décret du 29 juin 1942 (validé par la loi du 30 octobre 1946) la création ou l'extension de toute industrie en A. O. F. ou au Togo fut subordonnée à l'autorisation du Chef du territoire après consultation du Groupement professionnel intéressé.

Dès 1942 la Sélection des producteurs en trois groupes géographiques : Afrique du Nord, Métropole, et A. O. F., et la pénurie d'arachides, conséquence de la fermeture du marché de l'Inde et des mauvaises récoltes d'A. O. F., posent un problème de répartition des matières premières. La récolte d'arachides d'A. O. F. fait donc l'objet d'une répartition administrative par les soins du Comité Économique Interministériel, entre les trois groupes de producteurs, et ensuite entre producteurs sénégalais (1).

Cette répartition suscite de vives polémiques entre huiliers métropolitains et huiliers locaux, mais aussi une violente opposition entre les industriels locaux et, d'une part, les Usines Lesieur dont la participation au contingent local marquait la fin du privilège acquis par décret du 8 avril 1938, d'autre part avec la Sodéc qui, succédant à l'ancienne Société de Décorticage installée à Lyndiane en 1937, reçut, en 1945, l'autorisation de construire une huilerie. Placée judicieusement au centre de la production, sur le Saloum, à 10 kilomètres en aval de Kaolack, s'approvisionnant tant par

(1) De 1941 à 1947 les tonnages réservés aux huiliers d'A. O. F. sont les suivants, évalués en coques (en tonnes métriques) :

1941 : 94.500 tonnes	1945 : 132.821 tonnes
1942 : 95.500 —	1946 : 139.136 —
1943 : 126.130 —	1947 : 200.000 —
1944 : 107.847 —	

côte que par camion, la Sodec n'a pas manqué d'éveiller de nombreuses craintes.

Dès la Libération, les droits de douanes sur les huiles sont suspendus : il ne pouvait donc être question de soumettre à la perception d'une taxe les huiles d'arachides d'A. O. F. éventuellement importées dans la Métropole ou en Algérie, en sus du contingent, qui de ce fait était pratiquement suspendu, comme le prévoyait d'ailleurs le décret 1938. Si l'écoulement total de la production est assuré en France par les soins du Groupement National d'Achat pour les produits oléagineux (G. N. A. P. O.) qui prend en charge les huiles au même titre que les autres oléagineux importés, les possibilités d'extension de l'Huilerie Sénégalaise sont limitées d'abord par la répartition administrative des graines, puis par le prix d'achat de l'huile en France, fixé administrativement, en tenant compte du prix d'achat des graines au producteur, auquel s'ajoutent les diverses marges commerciales, de fabrication ou de transport. Le calcul des barèmes constitue encore une nouvelle source de conflits entre huiliers métropolitains et huiliers locaux. Aucune exportation d'huile ne peut se faire sur l'étranger. Les tourteaux d'arachides sont également réservés à la Métropole et pris en charge par le Groupement national d'Achat des Tourteaux, (G. N. A. T.), à un prix fixé administrativement, et inférieur au prix mondial, ce qui revient à subventionner l'agriculture métropolitaine aux dépens de l'industrie d'Outre-Mer.

A partir de 1938, les exportations d'huile d'arachide d'A. O. F. suivent une marche ascendante :

1938 : 5.681 tonnes	1943 : 19.439 tonnes
1939 : 5.231 —	1944 : 27.842 —
1940 : 13.193 —	1945 : 30.859 —
1941 : 23.983 —	1946 : 35.121 —
1942 : 11.020 —	1947 : 35.908 —

Au cours de la campagne agricole 1946-1947, la S. H. R. O. A. produit 4.000 tonnes d'huile ; la S. O. D. E. C. qui, par décision du Comité Économique Interministériel, s'est vu attribuer un tonnage égal à 11.000 tonnes en arachides décortiquées sur la récolte 1946 n'entreprendra la fabrication de l'huile qu'en mars 1948. Sur la récolte 1947 : 12.500 tonnes d'arachides sont attribuées à la S. O. D. E. C. et 14.481 tonnes à la S. H. R. O. A.

Malgré l'opposition des industriels métropolitains, l'huilerie s'est développée au Sénégal à la suite de la pénurie de matières grasses inhérente à l'état de guerre et au manque de transports. Seul un problème de répartition de matières premières s'est posé pendant cette période à cette industrie naissante.

Soucieux de relever le niveau de la production et de ne pas hypothéquer l'avenir du pays par une exploitation irraisonnée, favorisant, sous la pression des événements, l'essor de l'industrie, le législateur s'est efforcé par ailleurs de garantir au producteur un prix rémunérateur, un standing de vie honorable, et de favoriser indirectement son accession au paysannat.

B) Conséquences sociales et juridiques

L'évolution des prix. — En 1926, 1927 et 1928 la bourse de Marseille avait coté les cours respectifs de 246 francs, 211 fr. 41 et 196 fr. 70 les 100 kilos d'arachides ; ces cours fléchirent brusquement à 178 fr. 75 en 1929, puis 134 fr. 25 en 1930, 103 fr. 90 en 1931, 116 fr. 75 en 1932, 76 fr. 75 en 1933 pour atteindre 65 fr. 90 en 1934. Cet avilissement des prix sur le marché européen eut de graves conséquences sur le marché sénégalais et particulièrement sur les prix payés au producteur par suite de l'organisation commerciale particulière au pays.

De 1930 à 1934, les prix de demi-gros aux 100 kilos d'arachides s'établissent ainsi à Kaolack par campagne agricole :

Mois	1930-31	1931-32	1932-33	1933-34
Décembre.....	65	60	56,85	44,50
Janvier.....	40	77	60	44
Février.....	—	106,30	59,50	46,66
Mars.....	77,50	131,50	50,50	55
Avril.....	70	—	45	—

Ces cours sont donc nettement inférieurs à ceux de la période précédente qui avaient plafonné à 165 francs les 100 kilos livrés à Kaolack. Sous l'influence de la mauvaise récolte, les cours se relevèrent en 1932, mais seulement en février et mars, soit à un moment où la quasi-totalité de la récolte était déjà vendue.

Les cours de l'arachide en Europe sont eux-mêmes fonction des cours mondiaux, et ceux-ci sont influencés par la prédominance du trust Unilever qui, issu de la fusion, en 1929, de la Société anglaise Lever Brothers et d'une Société Hollandaise, contrôlerait les deux tiers environ de la production et de la transformation des corps gras. Dans ces conditions les Pouvoirs publics ne pouvaient agir sur le marché mondial, et leur action pour être efficace devait se limiter à réduire les frais grevant la graine, depuis le producteur jusqu'au consommateur, et notamment les frais de transport par voie ferrée à la colonie, et les diverses taxes grevant le produit.

En 1931, le Gouverneur général Brévié, soutenu par Blaise Diagne, député du Sénégal, proposa au Ministre l'institution en France d'une taxe d'importation frappant tous les corps gras, sans distinction d'origine. Le produit de cette taxe serait ristourné par la Métropole aux Colonies intéressées ; et l'Administration pourrait ainsi alléger les tarifs de chemin de fer, les taxes sur le chiffre d'affaires, les droits de sortie, et les taxes de conditionnement. Des considérations électorales entraînèrent des modifications à ce projet qui finalement fut abandonné après qu'on eût parlé d'un emprunt de 200 millions pour remplacer la taxe.

Le projet fut repris en 1932, et le financement de l'opération fut demandé à un droit de douane qui frapperait à l'entrée en France tout oléagineux d'origine étrangère. Les industriels marseillais, qui traitaient des graines de Coromandel, firent une vive opposition à ce projet qui les mettait dans une situation désavantageuse, prétendaient-ils, par rapport à leurs collègues bordelais : en fait, à supposer que le droit ait été fixé à 11 francs par 100 kilos, l'incidence n'aurait été que de 22 centimes par litre d'huile.

En face d'une chute constante des cours, établis à 45 francs au demi-gros en avril 1933 à Kaolack, le 16 mai 1933, le Gouvernement déposait un projet, qui devint la loi du 6 août 1933, établissant à l'entrée en France des droits de douane sur les graines et fruits oléagineux, sur les matières grasses et dérivés. Les arachides en coques étaient frappées d'un droit de 8 francs par 100 kilos, les graines décortiquées d'un droit de 11 francs. Les oléagineux, en provenance des colonies, étaient exempts de ces droits en vertu de la loi du 13 avril 1928 sur le régime douanier colonial. Pour ne pas rompre l'harmonie, un décret du 7 août 1933 tarifait les articles dans la fabrication desquels entrent, sous une forme quelconque, des huiles ou des corps gras. Ce décret réglementait également l'institution d'un draw-back en faveur des produits devant être réexportés en l'état ou après transformation dans le délai d'un an : cette mesure avait été prise pour ne pas handicaper l'industrie de transformation et le commerce d'exportation.

La loi de 1933 avait un caractère provisoire, mais la loi du 16 avril 1935, relative à l'organisation et à l'assainissement du marché de la viande prorogeait de deux ans le régime institué en 1933, et un décret du 27 mai 1935 portait les droits sur les arachides en coques à 16 fr. 30, et à 22 fr. 40 pour les décortiquées.

A ces mesures fiscales, le décret du 22 janvier 1934, disposant « qu'à titre exceptionnel et temporaire, l'importation de certaines marchandises nommément et limitativement désignées ne pourra être effectuée que suivant des modalités déterminées par arrêtés

ministériels » laisse prévoir l'établissement d'un contingentement, créé par des arrêtés du même jour. Un Comité interprofessionnel délivre des autorisations individuelles d'importation pour les arachides : l'importation d'arachides étrangères est subordonnée à celle préalable d'arachides d'origine française, les justifications des importations françaises étant cependant cessibles.

Les Chambres de Commerce du Sénégal ont estimé que la loi du 6 août 1933 les protégeait insuffisamment : on leur avait accordé un droit de 8 francs alors qu'elles jugeaient nécessaire un droit de 30 francs. Le contingentement nuisait à la stabilité du marché car, facilement révisible, il permettait d'habiles spéculations.

Quoi qu'il en soit, à la suite du décret du 9 novembre 1933 fixant le mode de répartition de la « ristourne des droits sur les oléagineux », le Gouverneur général, par arrêtés des 25 novembre 1933 et 10 décembre 1933, homologa de nouveaux tarifs de chemin de fer fortement dégressifs ; par arrêtés du 3 novembre 1933 et 17 novembre 1933, approuvés par décret du 21 novembre 1933, il suspendit, à partir du 1^{er} décembre de la même année, la perception des droits de sortie ; enfin, par délibération du Conseil Colonial du Sénégal, en date du 21 novembre 1933, la taxe sur le chiffre d'affaires fût réduite de 4,20 % à 3,15 %.

On a estimé que l'indigène avait bénéficié à la suite de ces mesures d'une plus-value de 16 francs par 100 kilos d'arachides. Malheureusement, courant 1934, les cours baissaient en Europe et s'établissaient à 65 fr. 90, soit 13 fr. 37 valeur or, sur la bourse de Marseille, ce qui annihilait les efforts des Pouvoirs publics. En mars 1934, l'arachide était payée à 55 francs les 100 kilos au demi-gros à Kaolack et 60 francs en décembre de la même année. Mais l'assainissement du marché mondial au cours de l'année 1935 devait permettre aux mesures envisagées de produire leur plein effet. En janvier 1935, les cours s'établissent à 90 francs à Kaolack, à 94 francs en février, 90 francs en mars et 95 francs en avril, soit au double de ceux pratiqués à la même époque l'année précédente. Pour la campagne 1935-1936, les cours à Kaolack s'établissent au demi-gros à 71 fr. 55 les 100 kilos en décembre 1935, 76 fr. 95 en janvier 1936, 79 fr. 65 en février, 80 francs en mars et 81 fr. 70 en avril.

La dévaluation du franc en 1936 entraîne un redressement des cours qui atteignent à Kaolack 104 francs en décembre 1936, et 99 fr. 55 en janvier 1937.

Mais les mesures de protection des oléagineux coloniaux entraînèrent une diminution sensible des importations de corps gras étrangers, et, par voie de conséquence, une moins-value importante dans les ristournes provenant du recouvrement de la

taxe à l'importation en France des oléagineux étrangers. Cette ristourne devint dérisoire lors de l'application du décret du 25 novembre 1936 qui ramenait de 16 fr. 20 à 8 francs la taxe perçue sur les arachides en coques. Aussi la taxe sur le chiffre d'affaires fut-elle relevée à 4 fr. 20 % par délibération du Conseil Colonial du Sénégal, en date du 21 juillet 1936. Un arrêté général du 12 décembre 1936 portait les droits de sortie sur les oléagineux à 44 francs la tonne. Les tarifs de chemin de fer étaient révisés et les marchandises étrangères d'importation étaient majorées à la suite de la dévaluation du franc. Plus rien ne restait des mesures prises en faveur de l'indigène, surtout après la création en France de « licences à valoir » permettant l'importation de graines étrangères avant l'importation de graines françaises, sous la seule réserve que cette dernière aurait cependant lieu. Au cours des années 1937-1938 et 1939, les cours se relevèrent sans atteindre toutefois ceux des années antérieures à la crise.

Sur le marché de Kaolack ils s'établissent ainsi au demi-gros et par campagne agricole.

Mois	1936-37	1937-38	1938-39
Décembre.....	104	95	98,50
Janvier.....	99,55	95,35	95
Février.....	82	96,30	105
Mars.....	79	100	108
Avril.....	73,30	100	112,50

Fin 1939, le prix des arachides avait été bloqué à 177 fr. 50 caf Le Havre, et homologué par le service du ravitaillement métropolitain. On avait songé à bloquer également les prix locaux sur un cours fob Kaolack, qu'on estimait devoir être égal à 140 francs les 100 kilos : les arachides auraient été livrées au Service du Ravitaillement créé à la suite de l'ouverture des hostilités. Le Département, partisan de la liberté des transactions, et respectueux des droits acquis par le commerce sénégalais, décida que la traite 1939-1940 se déroulerait dans les mêmes conditions qu'auparavant. Toute spéculation étant interdite, par suite de la fixation d'un prix caf, les exportateurs furent incités à payer le prix le plus bas possible au producteur. Les prix s'établirent à 100 francs les 100 kilos, prix du demi-gros à Kaolack en décembre 1939. Les Sociétés de Prévoyance payèrent à des taux dépassant de 10 à 20 francs ceux du commerce pour 100 kilos de graines. Les cultivateurs amenèrent alors leurs graines aux mutuelles, et les dépôts d'adhérents pour

la Société de Prévoyance de Kaolack atteignirent, pour la campagne 1940-1941, 16 % du tonnage total traité.

Mais cette action des Sociétés de Prévoyance ne fut pas suffisante pour faire face aux conjonctures économiques nouvelles.

A partir de la campagne 1940-1941, un prix minimum à payer au producteur fut fixé par arrêté du Gouverneur du Sénégal. Cette mesure avait pour but de protéger le cultivateur contre toute spoliation de la part du commerçant, du fait de la fixation d'un prix caf. Ce prix, fixé à un taux uniforme pour les arachides livrées au port d'embarquement, variait ensuite suivant les escales, en fonction de l'éloignement, pour tenir compte des frais de transports. Il fut fixé à 95 francs les 100 kilos coques, prix de détail dans tous les ports, pour la campagne 1940-1941, à 140 francs pour la campagne 1941-1942, à 185 francs pour la campagne 1942-1943 ; et à 189 francs pour la campagne 1943-1944.

Au lendemain de la Libération, la crise des corps gras dont souffrait la Métropole incita les Pouvoirs Publics à demander à l'A. O. F. un effort sans cesse accru dans la production des matières grasses. Pour amener le cultivateur à étendre les surfaces emblavées en arachides, l'un des moyens était de payer le produit à un prix raisonnable et identique quel que soit le lieu de production.

Le Syndicat des Exportateurs d'arachides s'était engagé à étudier une formule qui permettrait de payer un prix unique à la production dans tous les points de traite : ce fut le système dit du prix unique qui a fonctionné jusqu'à la campagne 1949-1950 incluse.

Le prix unique constitue une véritable opération de compensation et repose essentiellement sur la fixation d'un prix d'achat payé réellement au producteur, et d'un prix théorique d'achat, inscrit à un barème. Le Syndicat des Exportateurs d'Arachides, puis le Groupement des Exportateurs d'Arachides (Groupepar) qui l'a remplacé, est chargé de gérer une Caisse dite de compensation de l'arachide, qui n'a été prévue par aucune mesure réglementaire, mais fait l'objet d'une convention passée chaque année entre le Gouverneur du Sénégal et le délégué des Exportateurs.

Suivant que le prix d'achat au producteur, majoré des frais de transport, est inférieur ou supérieur au prix d'achat théorique fixé pour chaque lieu d'évacuation, cette Caisse est créditée ou débitée de la différence entre ce dernier prix et le prix réellement payé augmenté des frais de transport. Le système exige donc que soient déterminées préalablement les distances kilométriques des points de traite au port d'embarquement ou aux huileries locales

et les frais de transport. De fait chaque année un arrêté local fixe les barèmes du coût des transports en fonction des lieux d'évacuation (1).

(1) Exemple : l'arrêté n° 2971 A. E. du 15 juin 1949 (J. O. S. 1949, p. 395, fixe ainsi les barèmes pour la campagne 1948-1949 :

Évacuation sur Kaolack. — Prix de base (théorique) : 15.486 francs la tonne. Taux de compensation : 986 francs (le prix d'achat au producteur est en effet de 14.500 francs la tonne : d'où 15.486 francs — 14.500 francs = 986 francs).

Points de traite	Avant le 1 ^{er} janvier			Depuis le 1 ^{er} janvier		
	Coût transport	A verser à la Caisse de compensation	A verser par la Caisse de compensation	Coût transport	A verser à la Caisse de compensation	A verser par la Caisse de compensation
Kaolack.....	—	986		—	986	
Guinguinéo.....	132	854		165	821	
Gossas.....	300	686		375	611	
Birkelane.....	294	692		368	618	
Kaffrine.....	420	566		525	461	
Malème-Moddar..	594	392		742	244	
Maka-Yop.....	774	212		967	19	
Koungheul.....	924	62		1.155		169
Koupentoun.....	1.086		100	1.357		371
Malème Niani...	1.260		274	1.578		592
Koussanar.....	1.380		394	1.734		748
Synthiou Malème	1.475		489	1.857		871
Tambacounda...	1.615		629	2.039		1.053
Coutiari, etc....	1.750		764	2.215		1.229

Évacuation sur Dakar. — Prix de base (théorique) : 16.314 francs. Taux de compensation : 16.314 francs — 14.500 francs = 1.814 francs.

Points de traite	Avant le 1 ^{er} janvier			Après le 1 ^{er} janvier		
	Coût du transport	A verser à la Caisse de compensation	A verser par la Caisse de compensation	Coût du transport	A verser à la Caisse de compensation	A verser par la Caisse de compensation
Guinguinéo.....	1.220	594		1.526	288	
Gossas.....	1.056	758		1.320	494	
Birkelane.....	1.355	459		1.701	113	
Kaffrine.....	1.460	354		1.838		24
Malème Moddar..	1.605	209		2.026		212
Maka-Yop.....	1.755	59		2.221		407
Koungheul.....	1.880		66	2.384		570
Koupentoun.....	2.015		201	2.559		745
Malème Niani, etc	2.170		356	2.761		947

Pour empêcher les fraudes, ce système exige également l'intervention du Service du Conditionnement qui doit pour chaque tonnage transporté certifier au départ de l'escale, l'origine, le poids et le lieu de destination des graines.

En fin de campagne, quand les comptes sont arrêtés et les règlements effectués par les exportateurs, les justifications sont adressées par leur délégué au Gouverneur. Le bénéfice éventuel provenant des opérations de compensation, propriété des producteurs, est versé à un compte spécial hors budget, ouvert dans les écritures du Trésorier-Payeur du Sénégal, créé par arrêté général n° 4382 F. du 7 novembre 1946 (J. O. A. O. F. 1946, p. 1402) appelé « compte de l'arachide » et dont le but est de soutenir directement ou indirectement la production de l'arachide, notamment en prenant en charge les augmentations des frais qui viendraient grever le prix de revient des arachides après détermination administrative des prix fob.

Ce système a permis de payer les arachides au producteur, quel que soit le point de traite, à 3 francs le kilo de coques pour la campagne 1944-1945 ; à 3 fr. 50 pour la campagne 1945-1946 ; à 6 francs pour la campagne 1946-1947, à 7 francs pour la campagne 1947-1948 ; et enfin à 14 fr. 50 le kilo pour les campagnes 1948-1949 et 1949-1950.

Soucieux des intérêts du consommateur, comme de ceux du producteur, le législateur a été amené à fixer la valeur fob des arachides au port d'embarquement. Un arrêté 2.142 S. E. du 24 mai 1946 par exemple fixe cette valeur pour les produits de la campagne 1945-1946 à 8.330 francs la tonne d'arachides décor-tiquées, qualité Sénégal, en vrac fob, ports du Saloum ; et à

Cercle de Kaolack. — Points de traite éloignés du rail. — Prix de base : 15.486 francs. Taux de compensation 986 francs. Tarif camion : 15 francs la tonne kilométrique.

Points de traite	Centres d'évacuation	Distan-ces	Coût du trans-port	A verser à la Caisse de com-pensation	A verser par la Caisse de compensation
Sibassor.....	Kaolack	12 km.	180	806	
Gamboul.....	id.	22 —	330	656	
N'Gatch.....	id.	24 —	360	626	
Keur Maba.....	id.	80 —	1.200		214
Lyndiane.....	Lyndiane	—	—	986	(a) prix de la
Latningué.....	id.	33 —	525	461	tonne kilomé-
Foundiougne....	Foundiougne	—	—	986	trique plus
Diakhao.....	Fatick	22 (a)	753	233	élevé en raison
Keur Samba					de l'état des
Gueye.....	Toubacouta	22 (a)	916	70	routes.

5.908 francs la tonne d'arachides en coques ports du Saloum ; ce qui nécessite l'établissement d'un barème dont la conséquence la plus pratique est de cristalliser les marges bénéficiaires des intermédiaires (1).

Les Pouvoirs publics ont essayé par le système du prix unique d'obtenir une augmentation de la production mais également d'assurer un pouvoir d'achat raisonnable au cultivateur. Ce dernier but n'a été que partiellement atteint, et on a dû trouver d'autres expédients pour remédier à l'endettement constant du producteur.

La hausse des prix de l'arachide à partir de 1935 n'entraîne pas une hausse automatique du pouvoir d'achat de l'indigène. Si, avec 100 kilos d'arachides, on peut se procurer 50 kg. 5 de

(1) Exemple d'un barème pour les arachides décortiquées « Sénégal » pour la campagne 1949-1950 « exportation des ports du Sine-Saloum » :

Prix d'achat au producteur.....	14.500 fr.	
Provision pour péréquation des transports.....	1.585 fr.	
Prix théorique d'achat au producteur d'une tonne d'arachides en coques au port d'embarquement.....		16.085 fr.
Commission des intermédiaires.....	1.120 fr.	
Taxe de transaction 2 % sur 15.620 francs.....	312 fr.	
Taxe locale sur chiffre d'affaires : 1 % sur 15.620 francs.....	156 fr.	1.588 fr.
Valeur nu bascule pour embarquement d'une tonne coques..		17.673 fr.
Valeur du tonnage coques nécessaire pour obtenir une tonne de décortiquées au rendement moyen de 71 %.....		24.891 fr.
Forfait (usure sacs à charroi et frais de retour de sacs et triage.)	360 fr.	
Coût du décorticage et transport au décorticage.....	682 fr.	1.042 fr.
Valeur nu bascule port embarquement une tonne décortiquée.....		25.933 fr.
Déchet Afrique.....	52 fr.	
Frais généraux Afrique et intérêts.....	1.035 fr.	
Camionnage et manutention pour mise magasin.....	210 fr.	
Amortissements sacs Afrique.....	280 fr.	1.577 fr.
Valeur loco magasin embarquement une tonne décortiquée.....		27.510 fr.
Transit et pesage.....	113 fr.	
Commission d'achats des exportateurs.....	500 fr.	613 fr.
Valeur point de sortie d'une tonne décortiquée.....		28.123 fr.
Droit de douane 8 % sur valeur point de sortie.....	2.250 fr.	
Frais de mise à bord à Kaolack.....	89 fr.	
Taxe de port à Kaolack.....	20 fr.	
Conditionnement à Kaolack : 1.50 % sur valeur point de sortie.	421 fr.	
Statistique.....	4 fr.	
Taxe de transaction 2 % sur Fob Kaolack.....	637 fr.	
Taxe locale sur chiffre d'affaires 1 % sur Fob Kaolack.....	319 fr.	3.740 fr.
Valeur Fob Kaolack une tonne décortiquée vrac.....		31.863 fr.
Majoration prime assurance pour voyage : ports de rivières à ports métropolitains.....	25 fr.	
Écart de fret : ports Sine-Saloum à ports métropolitains avec fret Dakar ports métropolitains.....	362 fr.	387 fr.
Valeur Fob Dakar une tonne décortiquée provenance Sine- Saloum : récolte 1949-1950.....		32.250 fr.

riz en 1930, 112 kilos en 1935 et 116 kilos en 1936, on ne peut plus s'en procurer que 87 kg. 290 en 1937, 56 kg. 140 en 1938, 57 kg. 100 en 1939 et 32 kg. 200 en 1948.

Si on compare les prix de diverses denrées à la veille des hostilités et les prix actuels on obtient les coefficients suivants :

Denrées	Prix 1938-1939	Prix 1948-1949	Coefficient d'augmentation
Arachides.....	0,90 f. le kilo	14,5	16
Riz.....	1,40 —	45	32
Sucre.....	3 » —	65	22
Savon.....	2,50 —	55	22
Bazin.....	3,30 le mètre	100	30
Percalé.....	3 » —	90	30

Si le coefficient moyen d'augmentation des produits d'importation ressort à 26, celui des arachides ressort à 16, d'où un abaissement du pouvoir d'achat du cultivateur de près de 28 %, entre la période actuelle et 1939. Seuls les salaires des manœuvres ont suivi la même progression que le prix de l'arachide, passant de 10 francs pour la journée de 10 heures en 1938 à 153 francs pour la même durée en 1949.

Cette disparité entre les fluctuations des cours des marchandises importées, et les cours de l'arachide, est due pour une bonne part aux dévaluations successives du franc notamment en 1936 et en 1948. Elle est due également à l'absence d'organisation chez le producteur indigène qui ignore l'action concertée en vue d'un but déterminé : le prix lui est imposé par l'acheteur ; d'ailleurs, sauf dans un système d'autarcie économique, la Métropole est elle-même dans l'impossibilité d'agir directement sur le prix, fonction des cours mondiaux, en raison de l'interchangeabilité des corps gras et de l'influence du Trust Unilever. A partir de 1940, les Pouvoirs Publics ont fixé les prix parce qu'ils étaient acquéreurs de toute la récolte ; en 1933, ils s'étaient contentés d'agir sur les frais qui grevaient le produit.

Mais cet appauvrissement est d'autant plus grave que les récoltes ont diminué, passant de 252.000 tonnes, moyenne des années 1929 à 1939, à 166.000 tonnes moyenne des années 1940 à 1950, soit une diminution de l'ordre de 34 %. Le pouvoir d'achat global des masses paysannes a diminué dans ces conditions de près des deux tiers par rapport à 1939.

Par ailleurs la parité en 1935 et 1936 entre le cours de l'arachide et celui du riz, a provoqué un véritable engouement pour la culture de la première denrée. La demande sans cesse croissante d'oléagi-

neux de la part de la Métropole, à partir de 1944, a soustrait petit à petit l'indigène à ses cultures traditionnelles. Aussi chaque année, dès le mois de juin, celui-ci a dû faire appel aux « crédits d'hivernage » qui font du paysan « un client, un fermier presque du commerçant qui les délivre ». Une note du Gouverneur du Sénégal, datée de juillet 1935, précise qu'« un taux d'intérêt (intérêt en nature s'entend) beaucoup plus élevé encore (que 100 % : deux sacs contre un prêté) est indiqué par certains notables et chefs que l'on interroge sur ce point ».

De nombreux paysans ont souvent engagé leur récolte en escomptant des cours supérieurs à ceux fixés ultérieurement par l'Administration. L'agent de contrôle de la Société de Prévoyance de Kaolack, note qu'à Gnibi, en 1949, « on a vu des charrettes usagées cédées à crédit pour 35.000 francs et même 50.000 francs. On a vu lors de l'arrivée des troupeaux de Mauritanie, des moutons vendus à crédit de 3.000 à 5.000 francs pièce, sur la base escomptée de 35 à 30 francs le kilo d'arachides... le débiteur, s'il tenait son engagement, était ensuite complètement démuné de ressources ».

La disparition de nombreux commerçants européens, et la réduction de bon nombre de factoreries à la suite de la crise mondiale de 1929, avaient étendu le champ d'action des Libano-Syriens, qui, au mépris des faillites qu'ils subissaient, ouvraient de nouvelles boutiques dans une autre escale : l'arrivée de nouveaux immigrants, l'accroissement de leurs familles résidant à la Colonie, la mobilisation des commerçants français en 1939, favorisèrent le dédoublement de leurs opérations et diminuèrent d'autant les profits de l'indigène, tributaire de leurs services.

Avec la raréfaction des denrées de toute sorte, l'instauration d'un service du rationnement, de nombreux commerçants détournèrent les marchandises du circuit normal, ou subordonnèrent la vente d'une denrée de première nécessité à l'achat d'une marchandise invendable : pour obtenir du bazine, il fallait également acheter du goudron ou des arrosoirs. Attirés par les bénéfices éventuels dus aux cours élevés des produits d'importation et aux bas prix de l'arachide, les capitaux s'investissent dans les entreprises commerciales. D'après Frankel, les investissements publics et privés s'élèvent vers 1936, pour l'A. O. F., à 30.426.000 livres et 38 % du total des capitaux privés trouvent place dans le commerce (1).

Il faut également faire état du prolétariat agricole constitué par les « navétanes » dont la venue grève chaque année le budget du paysan. Le navétane est lié à son employeur par un contrat

(1) DRESCH : « Questions Ouest-Africaines », *op. c.*, p. 12.

purement tacite, dont les règles sont fixées par l'usage et respectées dans l'ensemble. L'employeur fournit au navétane la terre à ensemençer, et les semences, généralement avancées au « diatigui » par la Société de Prévoyance. L'employeur (diatigui) met à la disposition du navétane le logement : en général les cases les moins belles de son carré, construites le plus souvent en « banco », ou même en crinting et où les navétanes logent à plusieurs. Le diatigui pourvoit à la nourriture de ces derniers. L'usage veut qu'il leur serve trois repas par jour : le matin 100 à 200 grammes de mil ou de maïs avec les restes du repas du soir, à midi du poisson sec et 250 grammes de riz aux arachides, et 250 grammes de semoule de maïs, le soir 600 grammes de couscous de mil avec du poisson sec ou du niébé ; une à trois fois par semaine la viande agrémente le menu : en tout, cette nourriture revenait à 2.000 francs par navétane et par mois en 1949. Ne pouvant y subvenir par ses propres moyens, l'employeur emprunte à la Société de Prévoyance et plus souvent au commerce qui ne manquera pas d'exiger en contre-partie la livraison totale de la récolte.

Le travail essentiel du navétane consiste à préparer le terrain, à le désherber, le labourer, le semer, mais il n'a pas à le défricher. Dans la région de Kaffrine, le navétane cultive pour son employeur quatre matinées par semaine ; les dimanche, mardi, mercredi et samedi de 6 heures à 12 heures ; avant 1946, il travaillait jusqu'à 12 h. 30. Dans les autres régions du Siné-Saloum, il travaille trois demi-journées pour son employeur sans verser à celui-ci « l'indemnité compensatrice » qu'il lui versait avant 1946 pour tenir compte de la réduction des heures de travail : ainsi le navétane travaille en moyenne vingt jours par an et il est nourri et logé pendant six ou sept mois aux frais de son employeur, grevant ainsi le budget de ce dernier.

Enfin, si au cours de cette période l'évolution vers la propriété foncière marque un essor, cette évolution n'implique pas un enrichissement du paysan. Les inscriptions au registre foncier sont le fait de personnages influents, chefs de canton ou chefs religieux ou d'évolués. Le nombre de terrains urbains attribués à des africains de 1930 à 1945 traduit une certaine tendance à la désertion des campagnes.

État des détenteurs de statut indigène ayant obtenu la délivrance d'un titre foncier en vertu d'un certificat administratif, conformément à l'article 65 du décret du 24 juillet 1906 :

TITULAIRES	SITUATION du terrain	DATE de création du titre	SUPERFICIE
Mahawa Diouf.....	Kahone	24/5/1932	28 ha 97 a 25 ca
—	—	—	18 ha 29 a
—	—	—	22 ha 40 a
El Hadj Amadou Tandianga....	Tibo	10/10/1932	11 ha 16 a 50 ca
—	—	—	191 ha 52 a 50 ca
N'Diaye Babacar Déné.....	N'Goth	14/1/1933	9 ha 68 a 50 ca
—	—	—	15 ha 70 a
—	—	—	2 ha 19 a 40 ca
—	—	—	9 ha 25 a
N'Dick N'Gom.....	Fayil	1/5/1942	750 ha 44 a 21 ca
El Hadj Ibrahima Niasse.....	Kossy	23/12/1943	98 ha 63 a
—	—	12/11/1945	124 ha 42 a 88 ca

Relevé des terrains urbains attribués à des africains de 1930 à 1948 :

Années	Superficies en m ²	Nombre d'actes	Années	Superficies en m ²	Nombre d'actes
1930	36.444,5	47	1940	29.321	34
1931	15.791,5	20	1941	38.577	33
1932	12.395,5	12	1942	44.088,5	56
1933	11.152,28	10	1943	54.004	52
1934	7.311	8	1944	36.428	31
1935	22.083	22	1945	30.675	28
1936	34.501	23	1946	18.769	18
1937	27.758	24	1947	62.652	57
1938	66.796	55	1948	38.407,5	42
1939	45.256,34	50			

Le niveau de vie du paysan n'a donc pas marqué de réels progrès sur la période précédente. Les dévaluations monétaires ont particulièrement amenuisé son pouvoir d'achat. Dans la mesure de ses moyens, le législateur prendra des mesures pour lui assurer l'indispensable.

Considérant que l'économie de la Colonie n'avait pas subi la même crise que celle de la Métropole, le Gouvernement a consacré cet état de fait en valorisant la monnaie d'Outre-Mer : ce fut l'œuvre de la loi du 26 décembre 1945 créant le franc C. F. A., et de la loi du 18 octobre 1948 portant la valeur de la devise africaine de 1 fr. 70 à 2 francs métropolitains. Quand il n'a pû agir directement sur la monnaie, le législateur a essayé de remédier aux effets des dévaluations par la création d'un système de caisses de compensation : c'était agir indirectement sur le pouvoir d'achat lié lui-même au prix de vente de l'arachide.

Le sucre, la farine, le riz, le mil, le fonio, le maïs, l'orge, ont

été maintenus à bas prix tandis que les tissus, les mouchoirs, les alcools, les carburants étaient majorés pour procurer les ressources nécessaires à la compensation. Cette réglementation essentiellement temporaire trouvait son fondement dans le décret du 2 mai 1939 portant règlement d'administration publique pour l'application aux territoires d'Outre-Mer de la loi du 11 juillet 1938 sur l'organisation de la Nation en temps de guerre. Aux termes des articles 9 et 10 dudit décret « chaque Chef de territoire réglerait l'utilisation, la détention, la mise en vente et la taxation des ressources dans l'étendue de son commandement ». Ces mesures doivent permettre aux termes de l'arrêté n° 4009 S. E. du 29 décembre 1945 (J. O. A. O. F. 1946, p. 19) de « réduire les écarts notables de prix existant entre les marchandises importées de l'étranger et celles qui se trouvent déjà sur le marché local en provenance d'un territoire de l'Union française ou de l'étranger ».

Parmi ces organismes, le « Compte de l'arachide », créé à la suite de l'institution du prix unique, pouvait être débité des dépenses d'achat de vivres destinés à être cédés aux producteurs d'arachides, des frais éventuels exposés par le transport des navétanes, ainsi que des frais divers et des dépenses spéciales de soutien en faveur du développement de la production des arachides. La dévaluation du 26 janvier 1948 eut pour corollaire la revalorisation nominale des produits ; les prix fob des arachides furent majorés de 80 %. Théoriquement le prix d'achat au producteur aurait dû lui-même se trouver affecté du même coefficient de majoration et se trouver porté de 7 francs à 12 fr. 60 ; et le paysan aurait dû bénéficier directement de cette plus-value. Mais la récolte étant déjà commercialisée pour une bonne part à cette date, le Haut-Commissaire décida de maintenir le prix de 7 francs. Pour ne pas laisser cette plus-value aux mains des exportateurs, et dans l'impossibilité d'identifier la part qui revenait à chaque agriculteur, il fut décidé de prélever cette plus-value sur le prix fob, et de verser cette ristourne dans la « Caisse de réajustement des prix » créée par arrêté général n° 900 S. E. du 26 février 1948. Cette Caisse devait essentiellement servir à « étaler les conséquences de la dévaluation » (1), à éviter la hausse immédiate et brusque du coût de la vie et à bloquer à l'ancien taux les denrées d'importation de première nécessité. Mathématiquement, ce prélèvement aurait dû être de 5.600 francs par tonne pour les arachides exportées postérieurement au 26 janvier 1948, mais compte tenu des frais réels intervenus entre temps, les prélèvements ont été chiffrés à 5.154 francs par tonne de coques exportées : au 1^{er} juillet 1948, 1.100 millions étaient rentrés dans la Caisse, provenant des prélè-

(1) Discours du Gouverneur général Béchar, Haut Commissaire de la France en A. O. F., le 29 septembre 1948.

vements effectués sur les exportations d'arachides du Sénégal. La Caisse de Réajustement ayant été créée à l'échelon fédéral, l'utilisation des disponibilités de la Caisse l'a été dans l'intérêt de toute la Fédération et non des seuls producteurs d'arachides du Sénégal, ce qui n'a pas manqué de soulever de nombreuses polémiques.

La hausse des cours de l'arachide à partir de 1935 n'ayant pas entraîné parallèlement une hausse du pouvoir d'achat du producteur, l'Administration s'est efforcée néanmoins, par des mesures prises à l'échelon local, de maintenir le niveau de vie du paysan.

La prévoyance dirigée. — L'action de l'Administration a d'abord eu pour objectif la sauvegarde des cultures vivrières.

Dans son rapport économique du 28 février 1936, le Commandant de Cercle de Kaolack déclarait déjà : « la deuxième considération qui doit inspirer le développement de la culture de l'arachide est la nécessité de conserver des semencements en mil suffisants pour assurer la nourriture des habitants. Il est d'une nécessité absolue que le pays produise les stocks de vivres dont il a besoin ». Une circulaire n° 210 A. E. du 1^{er} août 1940 du Gouverneur du Sénégal, intitulée « Mesures à prendre pour parer aux difficultés du ravitaillement », recommande de diriger les efforts vers d'autres activités que la seule culture de l'arachide. L'action de la Société de Prévoyance en faveur de l'extension des cultures vivrières, à partir de 1939, est à souligner. Dès 1939, elle distribue aux agriculteurs des semences de riz, de mil, de maïs et 700.000 plants de manioc. Pour les campagnes suivantes les distributions de semences de cette mutuelle s'échelonnent ainsi :

Campagnes	Mil	Riz	Niebes	Manioc
1940-1941..	30 tonnes	—	18 tonnes	525.000 pieds
1941-1942..	7.000 kilos	48.878 kilos	7.357 kilos	
1943-1944..		93.672 —		
1944-1945..		84.491 —		
1946-1947..		60.000 —		
1947-1948..		57.000 —		
1948-1949..		37.081 —		

On essaye de remédier à la diminution du pouvoir d'achat en avançant des vivres au paysan, vivres cédés à un prix avantageux et sans intérêt. C'est encore la Société de Prévoyance qui est appelée à jouer le rôle d'intermédiaire pour le placement de ces vivres.

De sa propre initiative la Société de Prévoyance de Kaolack cède à partir de 1935, 200 tonnes de riz à titre remboursable à ses

adhérents ; elle en cède 1.105 tonnes à titre remboursable et 117 t. 808 à titre gratuit pour la campagne 1936-1937. En 1939-1940, elle avance 2.203 tonnes de riz, 1.337 tonnes de mil et 297 tonnes de maïs. En 1940-1941, elle cède en remboursement des dépôts en espèces consentis par les cultivateurs, 65 tonnes, 796 de maïs, 446 t. 746 de riz et 244 t. 424 de mil ; à titre remboursable elle cède la même année 228 t. 781 de maïs, 1.680 t. 894 de riz et 870 t. 786 de mil. En 1943-1944 agissant pour le compte du Comité du Commerce extérieur et du Comité local des échanges commerciaux elle distribue pour 96.000.240 francs de vivres aux agriculteurs.

De 1944 à 1949, le montant des vivres distribués par cette Mutuelle s'établit ainsi :

1944 : 88.715.206 francs	1947 : 67.616.400 francs
1945 : 11.768.463 —	1948 : 74.309.000 —
1946 : 79.831.205 —	1949 : 110.000.000 —

Avec la création du Compte de l'arachide, le commerce fait des avances sur bon de déblocage de la Société de Prévoyance qui avalise en quelque sorte les crédits de vivres. Le commerce établit ses factures, les fait certifier par la Société de Prévoyance et les envoie pour mandatement au chef-lieu du territoire. Le Compte de l'arachide est débité du montant de ces factures, et la Société de Prévoyance est chargée de récupérer les avances lors de la traite.

Mais pour éviter l'exploitation de l'indigène, l'Administration est allée quelquefois jusqu'à la prévoyance obligatoire. Un arrêté du 25 septembre 1934 rend obligatoire la constitution de réserves de vivres, et prévoit, en cas d'infraction, des peines de un à cinq jours de prison et de 1 à 15 francs d'amende. Un arrêté du 4 septembre 1935 précise que les agriculteurs devront réserver 120 kilos de mil ou 60 kilos de riz par personne et les conserver intacts jusqu'au 1^{er} juin. De nombreux sondages effectués en 1940-1941 prouvent que la population s'est montrée quelque peu réfractaire à la constitution de greniers de réserves. Dans la subdivision de Kaolack par exemple le poids moyen de mil en grain réservé par habitant s'établit ainsi par canton :

Laghem.....	25 kilos	Nioro du Rip..	28 kg. 9
Gandiaye.....	56 —	Saback.....	65 kg. 4
Kahone.....	110 —	Saboya.....	41 kilos
Gossas.....	86 kg. 50	Doucoumane...	83 — (1)

Contre l'usure, le législateur a réagi par le décret du 22 septembre 1935 (J. O. A. O. F. 1935, p. 856) qui punit de peines de prison

(1) Extrait du rapport annuel du Service de l'Agriculture de Kaolack pour l'année 1940-1941.

et d'amende ceux qui consentent des prêts à des taux supérieurs à ceux pratiqués normalement dans la région ; et par le décret du 9 octobre 1936 (J. O. A. O. F. 1936, p. 1054) qui rend nulles toutes conventions de prêts consentis à des indigènes, si elles ne sont pas passées par devant l'administrateur. Le décret du 9 novembre 1933, en permettant aux Sociétés de Prévoyance d'intervenir dans la commercialisation du produit a apporté un frein aux tentatives de spéculation d'une certaine catégorie de commerçants peu scrupuleux.

La loi du 14 mars 1942 permettant aux Gouverneurs de prendre toutes mesures indispensables pour juguler la hausse des prix, et les arrêtés subséquents fixant pour chaque produit le prix de vente maximum, ainsi que l'établissement d'un service du rationnement ont assuré aux classes paysannes un minimum de vivres à un prix raisonnable.

Enfin le décret du 26 juin 1931, rapportant le décret du 23 mai 1926, réorganise le Crédit agricole mutuel. Dans chaque Colonie une Caisse Centrale, établissement public, jouissant de l'autonomie financière, administrée par un Conseil d'administration, dispense toutes catégories de prêts aux Sociétés de Prévoyance et à tous organismes agricoles : associations indigènes, Sociétés Coopératives, Sociétés d'intérêt général, Sociétés d'assurance et de réassurance mutuelles, Associations de Colons de statut métropolitain. Les crédits à court terme sont réservés à l'achat de semences, d'engrais et de produits nécessaires à l'industrie agricole. A ce titre, les prêts consentis par la Caisse centrale du Sénégal s'établissent ainsi :

1940 : 2.868.000 francs ; 1941 : 2.255.750 francs ; 1942 : 1.560.500 francs.

Les crédits à moyen terme pour l'achat de matériel et l'amélioration des exploitations agricoles s'élèvent à 88.000 francs en 1941 et 130.000 francs en 1942.

Les crédits à long terme individuels, spéciaux ou collectifs, se sont élevés pour le Sénégal à 164.000 francs en 1940, 241.180 francs en 1942 et à 100.000 francs en 1943. De 1942 à 1946, par suite de l'état de guerre, l'activité du Crédit agricole a été pratiquement inexistante.

Ainsi, l'autorité de l'État s'est affirmée dans tous les domaines. Soit en édictant une réglementation appropriée, soit en intervenant directement ou sous couvert d'organismes para-administratifs comme les Sociétés de Prévoyance, le législateur s'est efforcé de sauvegarder le pouvoir d'achat de l'indigène, condition *sine qua non* d'une production accrue. Il n'y est pas toujours parvenu, et dans la troisième partie de cet ouvrage il faudra examiner sous cet angle les problèmes qui se posent au législateur et essayer de leur apporter une solution.

TROISIÈME PARTIE

LA TRAITE DES ARACHIDES DANS LE SINE-SALOUM ET LA MISE EN ŒUVRE DU PLAN DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE ET SOCIAL DES TERRITOIRES D'OUTRE-MER : LE PAYSAN NOIR ET LES PROBLÈMES D'AVENIR

Avec la campagne agricole 1948-1949, la production mondiale des corps gras voit le retour des chiffres atteints dans les meilleures années d'avant-guerre. Le rationnement en corps gras a disparu dans tous les pays d'Europe. Le marché mondial des huiles végétales alimentaires avec une production de 6.951.000 tonnes en 1949 accuse une augmentation de 10 % sur la moyenne de 1935 à 1939, qui s'établissait à 6.293.000 tonnes. Le marché de l'arachide depuis 1944 est excédentaire par rapport aux années d'avant-guerre.

La production mondiale d'arachides s'établit ainsi (en tonnes métriques) :

Moyenne 1934-1938 : 8.060.000	1944 : 8.900.000
1939 : 7.300.000	1945 : 9.800.000
1940 : 8.100.000	1946 : 9.500.000
1941 : 6.900.000	1947 : 9.800.000
1942 : 7.300.000	1948 : 9.900.000 (1)
1943 : 7.300.000	

Avec 10.800.000 tonnes courtes, la production mondiale d'arachides en 1949 dépasse de 13 % la moyenne d'avant-guerre (2). Mais cette surproduction n'a pas pour corollaire un excédent des

(1) « La Production mondiale des principaux oléagineux depuis 1939 ». Service de statistiques de l'Institut de Recherches pour les huiles et oléagineux. Revue « Oléagineux », mars 1949, p. 169.

(2) Une tonne courte représente 907 kg. 2.

exportations. Avec 4.544.000 tonnes en 1949 les exportations mondiales de corps gras ne représentent que 76 % de la moyenne des exportations pour les années 1934 à 1938, qui s'établit à 5.919.000 tonnes. Les exportations totales d'huiles alimentaires s'élèvent à 984.000 tonnes en 1949 contre 1.589.000 tonnes, moyenne des années 1935 à 1939.

Si quelques pays d'Europe dépassent en 1949 leurs importations nettes d'avant-guerre en oléagineux, la moyenne de ces importations s'établit à 63, 50 % de celle d'avant-guerre.

Le déficit que l'on constate dans les exportations mondiales est dû à l'augmentation de la consommation des matières grasses dans les pays producteurs, mais également à l'augmentation de la population. Dans les années qui ont précédé 1939, la production mondiale des corps gras semblait s'adapter avec un certain automatisme aux besoins. Pourtant la F. A. O. (Food and Agriculture Organisation) a procédé à une enquête qui permet de conclure que 75 % de la population mondiale consommait en 1938 moins de 10 kilos de matières grasses par an, soit 2.600 calories par jour, minimum recommandé par la F. A. O.

Pour M. Mayolle, si on fait abstraction de l'accroissement de la population mondiale, qui, au rythme actuel, atteindrait 2.800 millions d'âmes en 1960, ce qui entraîne automatiquement un accroissement des besoins en corps gras, les demandes varieraient en fonction de l'augmentation de la consommation individuelle. Si celle-ci tend à revenir aux niveaux d'avant-guerre, on verrait un retour à l'équilibre entre production et besoins vers 1955 à 1960. Si l'augmentation de la consommation individuelle continue à progresser dans les mêmes proportions que de 1914 à 1939, le déficit en corps gras ne serait même pas diminué de moitié en 1960. Si la fraction sous-alimentée de la population aspire à un niveau de vie meilleur en consommant plus de matières grasses par an, le déficit persisterait et s'aggraverait. Quoi qu'il en soit, dans dix ans, les besoins du monde seraient de 25 à 30 millions de matières grasses par an et non de 19 millions comme avant-guerre.

Tableau dressé par M. Mayolle (1)

1 ^{er} cas	2 ^e cas	3 ^e cas
En 1938 Population : 2.180.000.000. Besoins : 19.000.000 t. Production : 19.000.000 t. Déficit : 0.	en 1938 idem 1 ^{er} cas	en 1938 idem 1 ^{er} cas
En 1948 Population : 2.430.000.000. Besoins : 21.500.000 t. Production : 19.000.000 t. Déficit : 2.500.000 tonnes.	en 1948 idem 23.000.000 tonnes 19.000.000 tonnes 4.000.000 tonnes	en 1948 idem 25.000.000 tonnes 19.000.000 tonnes 6.000.000 tonnes
En 1960 Population : 2.800.000.000. Besoins : 24.700.000 t. Production : 25.700.000 t. Excédent : 1.000.000 t.	en 1960 idem 28.000.000 tonnes 25.700.000 tonnes Déficit : 2.300.000 tonnes	en 1960 idem 32.200.000 tonnes 25.700.000 tonnes Déficit : 6.500.000 tonnes

Par ailleurs les problèmes relatifs aux corps gras sont tout à fait différents selon que le pays envisagé se trouve dans la zone à change élevé ou dans la zone à monnaie faible. Dans la première, l'excédent de la production sur les besoins atteint 1 million à 1 million et demi de tonnes : aux États-Unis la production totale de corps gras dépasse de 1 million de tonnes la production d'avant-guerre, la production en arachides est passée de 632.473 tonnes, moyenne de 1937 à 1941, à 1.029.621 tonnes en 1948. L'Argentine a développé ses cultures de tournesol, et sa production d'arachides est passée de 104.587 tonnes en 1939 à 132.000 tonnes en 1949. Le Brésil a augmenté ses cultures d'arachides qui fournissent 233.000 tonnes en 1948, tandis que le Canada a concentré ses efforts sur le lin. Les Philippines exportent 600.000 tonnes de coprah en 1947 contre 375.000 tonnes avant-guerre.

Dans les pays à monnaies faibles le déficit atteint 3 millions et demi à 4 millions de tonnes. La Mandchourie n'exporte plus que quelques milliers de tonnes de soja ; les Indes Néerlandaises fournissent à peine 100.000 tonnes en équivalent huile en 1947 ; la Malaisie produit à peine 50.000 tonnes d'oléagineux. En Afrique,

(1) MAYOLLE : « Perspectives d'avenir de la production et de la consommation mondiale des corps gras » in « Les corps gras alimentaires », *op. c.*, p. 19 à 30.

les exportations, bien que considérablement accrues, n'atteignent pas le niveau d'avant-guerre : 816.391 tonnes d'arachides coques exportées en 1949 pour l'A. O. F. contre 926.993 tonnes en 1939.

Aussi les puissances européennes ont-elles cherché à augmenter considérablement la production dans leurs pays d'Outre-mer, pour remédier à la pénurie des devises. La Grande-Bretagne a organisé des plans de production pour les arachides en Afrique Orientale. La France a cherché également dans ses territoires d'Outre-mer le moyen de compenser les exportation d'avant-guerre devenues prohibitives par suite des hauts cours du change.

Avant la guerre les besoins français oscillaient autour de 1 million de tonnes coques d'arachides par an (1.044.235 tonnes en 1938), dont 58 % d'origine coloniale (4/5 du Sénégal) le reste provenant des Indes Anglaises. Mais les circonstances nées de la guerre ont modifié les conditions du marché. La déficience des importations pendant les hostilités, a contribué à l'extension des cultures oléagineuses dans la Métropole où la production passe de 10.800 tonnes en équivalent huile en 1938 à 93.378 tonnes en 1948 ; le cheptel français est également supérieur à ce qu'il était en 1938, augmentant par là-même la quantité de corps gras d'origine animale mise à la disposition des consommateurs.

Par ailleurs, la hausse réalisée sur le prix de l'huile a poussé le consommateur français à choisir un régime alimentaire moins coûteux, en attendant de pouvoir revenir à des combinaisons alimentaires normales. Cherchant à trouver un dénominateur commun aux différentes denrées, les spécialistes sont parvenus à chiffrer le prix de détail des différentes calories, en divisant le prix du kilogramme de l'aliment considéré par le nombre de calories qu'il contient. En 1938 le litre d'huile à 8 frs. 50, fournit la calorie la moins coûteuse à 0 cts. 10 contre 0 cts. 11 pour le pain, 0 cts. 13 pour le sucre, 0 cts. 16 pour les pommes de terre. En 1949, le kilogramme d'huile d'arachides fixé à 286 francs fournit la calorie la plus coûteuse soit 3 cts. 20 contre 1 cts. 39 pour le pain, 1 cts. 90 pour les pommes de terre et 2 cts. 35 pour le sucre. Avant-guerre la calorie tirée de l'huile était au coefficient 91 par rapport au pain, elle est en 1949 au coefficient 250 (1). L'individu libre aujourd'hui d'exercer son choix, trouve dans d'autres aliments une quantité de lipides lui permettant de consommer moins d'huile.

Obligé de tenir compte des perspectives mondiales relatives à la production des oléagineux, à l'augmentation de la population et de ses besoins, rejeté dans le camp des monnaies faibles, le

(1) Maurice LENGELLÉ : « Les effets de la concurrence des matières grasses et des autres produits énergétiques depuis 1939 », « Oléagineux », février 1950, p. 83 à 86.

législateur doit en plus considérer les données économiques particulières au marché français, et tenir compte des idées qui ont vu le jour au lendemain du conflit armé.

Les recommandations de la Conférence de Brazzaville s'imposent à la France, qui par ailleurs a souscrit à la Charte des Nations-Unies dont l'article 73 relatif aux territoires non autonomes déclare « les Membres des Nations Unies qui ont ou qui assument la responsabilité d'administrer des territoires dont les populations ne s'administrent pas encore complètement elles-mêmes, reconnaissent le principe de la primauté des intérêts des habitants de ces territoires. Ils acceptent comme une mission sacrée l'obligation de favoriser dans toute la mesure du possible leur prospérité, dans le cadre du système de paix et de sécurité internationales établi par la présente Charte, et à cette fin : ... d'assurer en respectant la culture des populations en question, leur progrès politique, économique et social, ainsi que le développement de leur instruction, de les traiter avec équité et de les protéger contre les autres ».

Le Président Truman, dans son programme intitulé « Le Point IV », recommande « de créer dans des régions économiquement retardataires, de nouvelles sources de richesses qui tout en assurant le ravitaillement de l'Europe, apporteront aux producteurs Africains un revenu stable et suffisant ».

La France s'est engagée à assurer de pair le développement économique politique et social de ses territoires d'outre-mer. L'esprit du « Pacte Colonial » doit être banni. Malheureusement la France a commencé par donner le pas aux questions politiques, créant ainsi un climat de plaintes et de revendications. « Je sais très bien qu'à partir du moment où vous donnez des droits, si vous ne les donnez que dans un climat de misère, c'est donner simplement le moyen de se plaindre » déclare M. Marius Moutet en juillet 1946 à la Chambre de Commerce de Bordeaux. La Constitution du 27 octobre 1946 accorde une représentation très large aux intérêts d'outre-mer. Aujourd'hui il n'est pas possible de revenir en arrière. « La seule possibilité de redressement ne peut désormais résider que dans un effort soutenu pour le développement économique des territoires d'outre-mer et aligner ainsi le progrès économique et social sur la poussée politique » (1).

Ce sont les efforts qu'il convient de faire et les directives qu'il est indispensable de suivre pour améliorer l'économie du Sine-Saloum et le niveau de vie du paysan noir qui vont être examinés dans cette troisième partie.

(1) DEVINAT : « Les Problèmes économiques de l'Union française ». Bulletin d'information de la France d'outre-mer, n° 113 du 3 novembre 1947, p. 10 à 16.

I. — LES CONDITIONS DE LA TRAITE

A) La production

La culture mécanisée. — Au cours de la période précédente l'État n'était intervenu qu'accidentellement dans l'économie du pays. Ses interventions avaient été dictées par la nécessité. Aucune mesure n'avait été envisagée pour une longue échéance. Mais ces ingérences de l'administration avaient démontré que « l'initiative privée seule ne peut assurer le développement économique et social des territoires d'outre-mer, car les intérêts privés s'opposent aux larges conceptions qui permettent le progrès des peuples » (1). Par ailleurs dans le Point IV, le Président Truman déclarait qu'« une politique cohérente des corps gras est certainement pour l'Afrique française un facteur des plus importants de stabilité ».

La loi n° 46.860 du 30 avril 1946 (J. O. R. du 1^{er} mai 1946, n° 102, page 3.655) « tendant à l'établissement, au financement, et à l'exécution des plans d'équipement et de développement des Territoires relevant du Ministère de la France d'outre-mer » inaugure une politique d'ensemble et de longue durée pour le développement économique et social des territoires d'outre-mer. « Ces plans » dit l'article 1^{er} « comporteront la transformation de ces territoires en pays modernes pour tout ce qui concerne leur équipement public et privé, et engloberont la production, la transformation, la circulation et l'utilisation des richesses de toute nature desdits territoires. Ils auront pour objet, d'une part et par priorité de satisfaire aux besoins des populations autochtones et de généraliser les conditions les plus favorables à leur progrès social ». Ces plans seront financés par le Fonds d'Investissement pour le développement économique et social (F. I. D. E. S.) des territoires d'outre-mer dont les ressources proviennent pour partie du budget métropolitain et pour partie d'une contribution des territoires d'outre-mer, consistant en fait et pour une forte part dans des avances de la Caisse Centrale de la France d'outre-mer.

Les plans pour le développement des oléagineux que l'on trouve dans de nombreux pays ont été tous dictés par la crise des matières grasses dont le monde avait souffert à la suite des hostilités. L'aug-

(1) Annexe au procès-verbal de la 2^e séance du 5 avril 1946 du Conseil de la République. Rapport fait au nom de la commission des territoires d'outre-mer par Gaston Monnerville et Jacques Soustelle.

mentation de la population, l'amélioration des niveaux de vie et des considérations d'ordre monétaire ont poussé les pays à pourvoir à leur propre ravitaillement en corps gras.

La Colombie envisagea dès 1945 de cultiver 58.000 hectares d'oléagineux.

L'Inde prévoyait pour 1953 une augmentation de sa production de 150 % par rapport à celle de 1946.

L'U. R. S. S. a prévu pour 1950 une production en oléagineux double de celle de 1939.

L'Angleterre a également établi un plan de production portant sur l'extension de l'arachide au Tanganyika, au Kenya et en Rodhésie du Nord. Cette plante, dont le cycle végétatif est très bref peut en outre être cultivée sur de larges espaces par des procédés modernes. Alors que le plan français pour la production d'oléagineux est prévu pour une région où la culture de l'arachide est déjà pratiquée et où la population est assez dense, le plan anglais est fait pour une région où la production de l'arachide était jusqu'ici très faible et où la population est à peu près nulle. Aussi le plan anglais prévoit-il la mise en culture immédiate de grandes superficies par la création d'unités de 30.000 acres (12.140 hectares) chacune : 80 unités sont prévues au Tanganyika, 17 en Rodhésie et 10 au Kenya soit au total 3.210.000 acres soit 1.298.990 hectares. Le plan français prévoit la création d'exploitations pilotes, à partir desquelles se fera le développement de la production sur la base des résultats acquis avec certitude, alors que chez nos voisins l'expérimentation et le perfectionnement marchent de pair avec l'exploitation. D'un côté on est en présence d'une économie qu'il s'agit de transformer progressivement, de l'autre on sacrifie tout au facteur vitesse de réalisation.

Les promoteurs du plan français, estiment qu'avec les méthodes traditionnelles d'exploitation, on ne peut qu'espérer un retour au niveau moyen de la production d'avant-guerre. Mais le démarrage au-dessus de 550.000 tonnes pour le Sénégal, dépend surtout de la réussite des essais mécaniques.

Après les tentatives infructueuses de Maunoury en 1921, l'idée d'entreprendre la culture mécanique de l'arachide avait été abandonnée. Elle avait été reprise en 1944 avec l'initiative du Gouvernement du Sénégal. Une note du 20 avril 1945 créa le projet d'organisation d'un centre expérimental de l'arachide.

Le premier terrain choisi situé à 18 kilomètres au Nord-Est de Malème-Hoddar dû être abandonné. En juillet 1946 le choix s'arrêta sur un terrain délimité par les villages de Dambol, Boulèle, Diakhao, Saloum, Kougane, Gaboulé, Orel, Lancel, Bowdé et Dianki Kao à 21 kilomètres au Nord de Kaffrine, formant un bloc

de 15.000 hectares dans les « Terres Neuves ». La nécessité de trouver un bloc d'une pareille surface d'un seul tenant laissait supposer que là où se trouveraient de pareils espaces libres, il y aurait des inconvénients majeurs, et notamment absence de points d'eau, ou sol fortement latéritique. Un forage de 278 mètres de profondeur a dû être entrepris ainsi que la mise en place d'un pipeline de 4.250 mètres. Par ailleurs le bloc se trouve à la limite de la zone où la culture de l'arachide est économiquement possible. En 1949 en effet à Kouyané on a enregistré 386 mm. 40 de chutes d'eau réparties sur 59 jours de pluies.

C'est à ce centre d'essais qu'avait été confié en 1946 le soin d'expérimenter la culture mécanique de l'arachide. Placé dans des conditions défavorables, le bloc expérimental de l'arachide n'a pas permis de réaliser le programme qui lui avait été assigné. Le système de culture entièrement mécanisé, a dû notamment faire place à un système semi-mécanisé. En juin 1948 date de la première campagne agricole, 250 hectares de terres étaient mises en culture ; au cours de l'année 1948, 300 hectares de nouvelles terres étaient défrichées ; au 15 juin 1950, 500 hectares étaient prêtes à être mises en culture, et 500 hectares encore au cours du troisième trimestre 1950. Le bloc dispose d'un matériel mécanique très important : 72 machines et 14 tracteurs à chenilles. A côté d'une main-d'œuvre salariée de 165 spécialistes et 360 manœuvres environ, de nombreux colons mourides contribuent sous la surveillance de leur marabout à la bonne marche des travaux.

Les opérations de défrichement sont effectuées pendant l'hivernage pour faciliter l'arrachage à l'aide de caterpillars. Les premiers défrichements exécutés avec des locomobiles ne permettaient pas d'essoucher complètement le terrain, et revenaient fort cher : 30.000 francs l'hectare. Ce prix de revient a été abaissé à 10.254 francs l'hectare grâce à l'emploi de tracteurs plus puissants.

La préparation du sol comporte un labour de défoncement exécuté avec 3 charrues tractées mécaniquement, ceci pour nettoyer aussi parfaitement que possible le sol en sectionnant racines et petites souches à 30 centimètres de profondeur. Cette opération est suivie de deux pulvérisages, le premier en sec, le deuxième sur les pluies de juin de façon à assurer un ameublissement suffisant du sol. Au moment des semis, des engrais sont également enfouis : 400 kilogrammes de phosphate, 100 kilos de potasse, et 100 kilos de sulfate d'ammoniaque en principe par hectare.

La conservation des sols étant également l'un des objectifs du bloc de Boulèle, l'étude des engrais verts a été envisagée. Le mil semé comme engrais vert à raison de 40 kilos de graines à l'hectare, s'est avéré très favorable à la conservation des sols. Les touffes de

mil malgré l'enfouissement retiennent la terre, et grâce aux mottes et aux repousses, il ne semble pas que le vent ait eu une action quelconque sur la parcelle envisagée.

Le décortilage des graines est confié aux colons mourides. Les semis sont effectués en lignes écartées les unes des autres de 70 centimètres, et les pieds sont distants sur la ligne de 17 à 20 centimètres soit 85.000 plants environ à l'hectare. Quinze jours après les semis, un premier binage mécanique intervient, suivi 15 jours plus tard d'un deuxième, exécuté dans les mêmes conditions, enfin quelques jours plus tard un désherbage à la main permet d'enlever les plantes adventices gênantes à l'arrachage. Ce dernier est effectué mécaniquement et complété par un glanage exécuté à la main après l'accomplissement d'un cycle végétatif de 120 jours, soit du 8 au 26 novembre.

Trois procédés de battage ont été expérimentés : le battage par automotrice Clipper Massy-Harris qui débite 500 kilos de graines à l'heure, le plus économique, mais d'un rendement imparfait ; le battage à poste fixe avec les batteuses Frick et Turner, donnant une qualité parfaite du produit, débitant 600 kilos de graines à l'heure, mais nécessitant la mise en meules préalables ; enfin le battage à la main.

Le premier résultat enregistré à Boulélé, c'est que la culture de l'arachide ne peut être réalisée d'une façon exclusivement mécanique. Les opérations de décortilage, d'arrachage et de battage ne sont pas parfaites si l'homme n'intervient pas directement, d'où la nécessité de substituer à la culture mécanique, la culture semi-mécanisée.

L'expérience a prouvé que les opérations de défrichement effectuées mécaniquement étaient mieux exécutées que celles effectuées à la main. La mécanisation pourrait se limiter aux travaux de préparation du sol : labours, enfouissement des engrais verts, et à la rigueur semis.

L'étude du prix de revient ne permet pas d'affirmer de façon catégorique que les procédés employés soient rentables. Le prix établi pour une parcelle de 17 ha. 50 a été chiffré à 10.700 francs l'hectare, et pourrait en théorie, être ramené à 8.000 francs. Or l'hectare a produit 1.100 kilos de graines à 17 frs. 50 le kilo soit 19.250 francs, d'où un bénéfice net de 8.550 francs l'hectare dans le premier cas et de 11.250 francs en théorie. Ces deux derniers chiffres sont assez discutables ; en effet, le prix de revient, tel qu'il a été calculé, ne tient compte ni des frais d'investissement qui sont considérables, ni du prix des engrais ; par ailleurs ce bénéfice correspond en partie au travail exécuté à la main par les mourides, travail non rémunéré. Enfin le rendement de 1.100 kilos de graines

à l'hectare est théorique, la moyenne pour 1949-1950 a été de 970 kilos à l'hectare.

Mais des résultats plus substantiels seraient certainement obtenus si la culture était réalisée dans un milieu plus favorable à l'arachide. En outre la culture semi-mécanisée permet aux colons de consacrer à leurs cultures vivrières une superficie double de celle qu'ils y consacraient s'ils travaillaient selon leurs procédés ancestraux. La formule du colonat collectif tendant à supprimer la main-d'œuvre salariée est une bonne technique, mais difficile cependant à appliquer en présence de l'évolution sociale actuelle qui tend à dissocier l'individu de la famille ancestrale : le noir répugne à la notion de kolkosz.

De plus le faible rendement de la main-d'œuvre autochtone est un obstacle sérieux à la mécanisation de la culture. La conduite des appareils, leur montage, l'entretien et le réglage des machines devraient être l'apanage des colons, mais ceux-ci ne semblent pas doués pour la mécanique. Un système coopératif semi-mécanisé ne peut se concevoir que si les colons fournissent eux-mêmes la main-d'œuvre spécialisée.

Il semble donc en résumé, que l'on doive agir avec beaucoup de prudence dans la mécanisation de l'agriculture indigène. Gourou a pu écrire que « l'usage du tracteur en culture annuelle non irriguée inspire des inquiétudes encore plus grandes que la vulgarisation de la charrue ». L'échec de l'expérience anglaise dans le Tanganyika est également là pour inviter à la prudence. L'emploi de machines semble indiqué dans la préparation du sol pour la rapidité et le fini de l'exécution, mais sa rentabilité n'est pas prouvée. Quoi qu'il en soit, la mécanisation ne doit pas impliquer l'extension des surfaces mises en culture d'autant plus que des labours quelque peu profonds risquent d'accélérer le processus d'érosion : il faut organiser des moyens de lutte contre l'érosion, ceci en arrêtant la « marche de l'arachide vers l'Est », en augmentant le rendement des cultures par l'emploi de fumures minérales, ce qui permettra de réduire les surfaces emblavées.

La protection et l'amélioration des sols. — Si les populations du Sine-Saloum ne veulent pas « exporter leur sol » (1) il est indispensable de préconiser et d'encourager des méthodes culturales susceptibles de réduire l'érosion par l'eau et par le vent.

Les procédés mis en usage par les cultivateurs d'origine Soudanaise qui établissent leurs cultures sur de petits sillons de trois à quatre mètres de long entrecroisés en forme de damiers sont à

(1) « N'exportons pas notre sol » écrivait A. de LACHAINÉE dans un journal congolais en février 1940. Cité par HARROY, *op. c.*, p. 310.

encourager. Les sillons doivent être perpendiculaires à la ligne de pente. Il faut appliquer strictement la réglementation forestière prescrivant de couper les arbres à ras de terre dans les terrains de culture pour que les rejets de souche recouvrent rapidement le terrain après enlèvement de la récolte. Des « petites fosses aveugles (basing-listing) » recueilleraient également l'eau qui a lavé le sol et lui permettraient de s'infiltrer peu à peu sur place et de déposer les substances qu'elle a entraînées.

Il faut encourager la vulgarisation des contrats de culture en forêts classées, prévus par l'arrêté n° 1853 F. O. R. du 27 avril 1949 : le cultivateur s'engage à conserver sur le terrain les arbres préexistants d'espèces protégées, ou de valeur, qui lui seront désignés par les agents forestiers, et dont le nombre ne dépassera pas vingt anciens et soixante jeunes plants par hectare. Il s'engage à ne pas faire obstacle aux agents forestiers lors de la mise en place sur ses cultures de plants ou semis d'essences de valeur, à respecter ces plants ou semis, les protéger du feu et du bétail et les biner au même titre que ses cultures pendant la durée du contrat ; à abandonner ses cultures à l'expiration du contrat.

Il est souhaitable que les paysans protègent le sol contre l'insolation stérilisante en semant des plantes de couverture susceptibles de résister aux rigueurs de la saison sèche : les niébés tardifs, semés par les Sérères, constituent une protection suffisante.

De nombreuses dégradations sont également le fait du bétail et particulièrement des troupeaux de chèvres. Il conviendrait de réglementer la transhumance et de multiplier les points d'eau et les réserves sylvo-pastorales pour limiter les dégâts dûs à ces animaux et dont souffrent particulièrement les jeunes pousses des arbustes au début de la saison humide.

Dans les régions particulièrement menacées, régions trop intensément défrichées et cultivées, comme dans les cantons de Gossas et de Guinguinéo, régions mises en cultures par les Mourides (canton de Colobane), et même certaines zones occupées par les Sérères comme le canton de Gayokhème au Nord du Sine, il conviendrait d'entreprendre une reforestation. La constitution de rideaux d'arbres brise-vents, comme il a été fait au bloc de Boulèle, la généralisation des haies vives qui retiennent et fixent le sable sous forme de « dunettes » pourraient être entreprises. En 1949, des semis de noix de rôniers ont été effectués sur 600 hectares dans la région de Fumela et Sambadia par le Service des Eaux et Forêts.

Étudiant le processus de la marche de l'arachide vers l'est, M. Adam propose même d'abandonner la culture en vue de l'exportation dans les Cercles du Fleuve : Podor, Bas-Sénégal et Matam, où les rendements se chiffrent respectivement à 125 kilos, 460 kilos,

et 576 kilos à l'hectare pour la moyenne des années 1936 à 1939. Seul l'aménagement du Sénégal en vue de l'irrigation pourrait permettre d'envisager à nouveau la culture. Les surfaces devraient être réduites dans les Cercles de Louga, Linguère et Diourbel où la population très dense fait courir de grands dangers au sol. Elles seraient maintenues à leur niveau actuel dans les Cercles de Thiés et Ziguinchor où la culture est à peu près en équilibre par rapport aux conditions écologiques locales. La culture serait étendue dans les Cercles de Kaolack, Tanbacounda, Kedougou et Kolda. Les terres usées pourraient ainsi reprendre leur vitalité (1).

Il ne paraît pas indispensable d'augmenter les superficies emblavées dans le Sine-Saloum pour obtenir un accroissement de la production.

Les travaux de reforestation ne sont pas à la mesure du paysan noir, impécunieux. Entrepris sous l'égide de l'État, par les Services de l'Agriculture, des Eaux et Forêts ou des Sociétés de Prévoyance, ils seraient financés par les collectivités locales : Sociétés de Prévoyance, prêts à long terme des Caisses de Crédit Agricole, avances du F. I. D. E. S. Ils impliquent l'action conjuguée, des autorités administratives, des services intéressés, des Chambres de Commerce, des organismes collectifs, des chefs religieux ou politiques qui, par leur influence directe sur les populations, peuvent amener celles-ci à préserver l'avenir du pays. L'action concertée des chefs tendant à constituer des réserves forestières autour des villages, en 1950, est à encourager.

Il ne faut pas négliger l'action psychologique : il faut éduquer les masses paysannes. Les programmes scolaires ignorent encore la protection de la nature. M. Monod (2) recommande que chaque école d'Afrique ait « ses fleurs, son petit parc national, ses fêtes de l'arbre, des semis, de la floraison ». Des conférences organisées dans les villages par les gardes forestiers dans les mois qui précèdent les défrichements sont à envisager. Il serait également nécessaire que l'agent verbalisateur ne se borne pas à sanctionner méthodiquement les infractions à la législation forestière, mais profite de ce fait pour expliquer la nécessité de conserver le sol du pays. La formation rapide de bons techniciens africains par la création d'un haut enseignement de l'agriculture, et le maintien de ces mêmes personnes, pendant toute leur carrière, à l'étude de ces problèmes, si importants pour l'avenir, sont deux mesures à réaliser d'urgence.

Ce n'est pas seulement la dégradation superficielle du sol qui

(1) ADAM : « Vers la prospérité durable du Sénégal, pays de l'arachide », « Oléagineux », novembre 1946, p. 129 à 134.

(2) MONOD : « La conservation des ressources naturelles en Afrique noire française », B. I. A. O. F. du 23 novembre 1950.

doit retenir l'attention du paysan sénégalais, l'amélioration de la fertilité des terres doit être un souci constant pour lui.

L'humus, dont le rôle primordial est d'améliorer le pouvoir de rétention du sol vis-à-vis de l'eau, et de fixer la vapeur d'eau atmosphérique par absorption, est indispensable au développement de l'arachide, plante très sensible aux variations d'humidité. Aussi le paysan devra se préoccuper de la conservation de cet humus.

Quelques cultivateurs apportent du fumier sur leurs terres destinées à la culture du mil à proximité des villages, mais il ne s'agit là que d'exceptions. De même, après la récolte, les Sérères jettent les fanes de mil sur le sol et y parquent le bétail dont le fumier profite à la terre. Ces apports sont cependant nettement insuffisants, d'autant plus que, pratiquement, ils ne sont pas enfouis. La plupart des paysans laissent le fumier se dessécher au soleil, et vont même jusqu'à le brûler en saison sèche.

Il convient de généraliser l'association agriculture-élevage et l'emploi du fumier. Des champs de démonstration ont été déjà créés. Là encore l'éducation de la masse est à faire. Il faudrait également persuader l'autochtone de la nécessité d'enfouir la végétation spontanée des jachères et des résidus laissés sur les champs plutôt que de les brûler. Le Service de l'Agriculture s'efforce à cet effet de vulgariser des charrues adaptées au bétail de traction et permettant de réaliser l'enfouissement nécessaire. L'apport de matières organiques pourrait être considérablement augmenté en semant dans les jachères des plantes jouant le rôle d'engrais vert, ainsi qu'on le fait dans le Bloc de Boulèle, avec le mil.

Dans certaines régions on ne saurait réaliser l'association culture-élevage, le bétail ne pouvant s'y développer. Par ailleurs, l'exploitation irraisonnée des terrains au cours des dernières années a réduit le sol de l'état de « réservoirs alimentaires » à l'état de « simples supports » pour la plante. Il a été établi que ces terrains ne peuvent plus fournir que les 65 % des phosphates assimilables nécessaires, et 60 % de la potasse. Il est donc indispensable d'apporter au sol, sous forme d'engrais, les éléments qui lui manquent.

De nombreux travaux ont mis en évidence le rôle joué par les engrais minéraux dans la nutrition de l'arachide. Dès 1922, Kopp écrivait déjà « la chaux joue un rôle capital dans la culture de l'arachide, qui donne des résultats insignifiants dans les terres qui en sont dépourvues » (1). Le rôle du calcium a été également mis en évidence par les travaux de Burkhart et Collins (1941), de Colwell et Brady en 1945 aux États-Unis (1).

(1) Cité par GOUNY et PRÉVOT : « Le calcium dans la nutrition minérale de l'arachide ». « Oléagineux », mars 1949, p. 170, 171.

Toute formule de fumure optima doit tenir compte du complexe plante-sol-climat. Au Maroc on a agi sur l'élément climat en faisant de la culture irriguée de l'arachide. On peut modifier l'élément plante par la sélection et l'amélioration des espèces. On peut amender le sol par l'apport de fumures minérales.

L'étude des sols du Sine-Saloum a mis en évidence leur pauvreté. La composition moyenne des terres à arachides du Sine-Saloum serait la suivante à l'exception de celles du Niombatto, nettement plus riches en phosphates.

Azote assimilable.....	0 gr. 30	} Teneurs pour 1.000 grammes de terre fine.
Phosphate.....	0 gr. 015	
Potasse.....	0 gr. 05	
Chaux.....	0 gr. 40	

Or, d'après M. Bouyer une récolte de 1.000 kilos de gousses à l'hectare exporterait les éléments fertilisants suivants :

Azote.....	70 kilos	Potasse.....	28 kilos
Phosphate.....	10 —	Chaux.....	18 —
Magnésium.....		12 kilos	

D'où la nécessité de restituer au sol sous forme d'engrais les éléments fertilisants mobilisés par la plante.

Les premiers essais effectués à la station expérimentale de l'arachide à Bambey avaient amené leurs auteurs à conclure à la faible rentabilité de ces opérations par suite de leur prix de revient fort élevé. Des essais effectués ensuite par MM. Segot et Bouffil permirent de conclure qu'un phosphatage de fond de 1.500 kilos de phosphate naturel tricalcique à l'hectare ne commence à agir qu'à partir de la troisième année de culture, mais il procure ensuite des plus-values de 20 à 30 % pendant quatre ou cinq ans ; et un chaulage de 2 à 5 tonnes procure des plus-values de 20 à 30 % pendant plusieurs années consécutives.

Les essais effectués à Bambey à partir de 1947, par MM. Sauger, Génuyt, Bouyer et Tourte permettent de formuler les conclusions suivantes : la potasse employée seule n'a aucune influence sur le rendement de l'arachide. L'azote seule favorise le départ végétatif. Les phosphates ont une action significative du fait que les terres à arachides sont très pauvres en cet élément.

La chaux donne des plus-values notables, favorise la maturation des arachides, diminue la proportion des gousses vides. Les engrais complexes comprenant ces quatre éléments et épandus à raison de 150 à 250 kilos d'engrais à l'hectare entraînent une augmentation de rendement de 25 % environ.

Des travaux très récents ont mis en évidence les résultats intéressants que l'on peut obtenir en utilisant les engrais sous forme

de pastilles ou de pilules. Dans les sols sableux du Sénégal les engrais sont lessivés et entraînés dans les couches profondes du sol et ne présentent plus dès lors aucune utilité pour la plante, dont le système racinaire ne dépasse pas une couche de 25 centimètres de profondeur. L'emploi de l'engrais sous forme de pastilles, en s'opposant à l'entraînement rapide des éléments minéraux en permet une utilisation plus efficace. Les essais entrepris par MM. Ferrand et Prévot permettent de conclure que, comparative-ment à l'engrais en poudre, les pastilles provoquent une augmenta-tion supplémentaire de rendement de plus de 40 % : avec 250 kilos d'engrais à l'hectare, les rendements en gousses augmentent de 106 % et les rendements en fourrages de 88 % ; ces rendements augmentent respectivement de 153 % et de 127 % avec la même quantité d'engrais utilisée sous forme de pastilles. Malgré un prix de revient plus élevé que celui de l'engrais ordinaire, l'utilisation de pastilles présente, outre l'augmentation de rendement, les avan-tages suivants : elle supprime les difficultés d'épandage, opération toujours aléatoire pour les cultivateurs indigènes, elle permet une adaptation plus aisée à la culture mécanisée, diminue les risques de perte au cours du transport des engrais (1).

En outre, grâce à une nouvelle technique connue sous le nom de diagnostic foliaire consistant dans l'analyse du végétal lui-même, il est possible de déterminer les carences dont souffre la plante sur un sol insuffisant, et de préciser avec certitude les équilibres de fumure minérale dont elle a besoin (2).

Les premières applications de fumure minérale furent entre-prises en 1947 dans les terres dites « épuisées » et donnèrent les résultats suivants :

Témoin.....	372 kilos de graines ;	424 kilos de paille
Avec engrais.....	920 — — —	904 — — —

Tenant compte des conclusions auxquelles étaient parvenues les stations expérimentales, le Service de l'Agriculture du Sénégal a entrepris, dès 1949, la vulgarisation de l'emploi des engrais sur les cultures d'arachides et les résultats suivants furent acquis dans le Siné-Saloum (3) :

(1) FERRAND et PRÉVOT : « Utilisation des engrais sous forme de pastilles pour l'arachide », « Oléagineux », n° 4, avril 1951, p. 191-4.

(2) PRÉVOT et OLLAGNIER : « Application du diagnostic foliaire à l'arachide », « Oléagineux », n° 6, juin 1951, p. 329 à 337.

(3) Extrait du rapport annuel du service de l'agriculture de Kaolack, année 1950.

Lieux où furent réalisés les essais	Poids brut à l'ha		Poids net à l'ha		Différence à l'ha.
	avec engrais	témoin	avec engrais	témoin	
	Kilos	Kilos	Kilos	Kilos	Kilos
Sanghaye.....	3.306	1.840	1.242	743	499
Saboya.....	2.757	2.073	984	750	234
Djilor.....	2.060	1.640	940	740	200
N'Doukoumane.	3.416	1.908	1.360	784	576
Nioro.....	3.123	2.406	1.253	875	378
Laghem.....	5.015	3.559	2.199	1.548	641
Kougheul.....	1.458	1.164	824	736	88
Gandiaye.....	4.817	2.840	1.496	796	700
Gossas.....	3.902	3.538	1.956	1.624	332
Ferme Bongré..	4.340	3.364	1.285	1.120	165
Diakhao.....	3.694	2.792	1.457	1.188	269
Birkelane.....	3.948	2.864	1.064	788	276
Sokone.....	2.675	1.927	1.663	1.181	482
Kahone.....	3.484	2.125	1.362	885	477

On peut conclure que les rendements ont été augmentés en moyenne de 385 kilos à l'hectare, soit en valeur 5.582 fr. 50 (385 kilos $\times$ 14 fr. 50, prix du kilo d'arachides en 1950). Le prix de 200 kilos d'engrais utilisés étant de 3.000 francs, l'opération se solde par un bénéfice net de 2.582 fr. 50 à l'hectare, compte non tenu du rendement en paille qui a été augmenté, en moyenne, de 516 kilos à l'hectare.

Au cours de l'année 1949, 60 tonnes d'engrais avaient également été mises en place par la Société de Prévoyance de Kaolack. Au vu des résultats acquis, une avance de 30.000.000 de francs a été consentie, en 1950, au Fonds commun des Sociétés de Prévoyance pour l'acquisition de 2.000 tonnes d'engrais à distribuer lors de la remise des semences, aux cultivateurs qui en feraient la demande. Les engrais étaient remboursables en graines au moment des récupérations des semences sur la base uniforme de 15 francs le kilo. La Société de Prévoyance de Kaolack a ainsi cédé 415.935 kilos d'engrais composés, provenant de la Société des Potasses d'Alsace et 18.725 kilos de chaux ainsi répartis :

Lieux de distribution	Engrais	Chaux.
Kaolack.....	90.660 kilos	11.000 kilos
Guinguinéo.....	24.810 —	— —
Gossas.....	100.000 —	— —
Sokone.....	52.800 —	2.000 —
Kaffrine.....	45.000 —	— —
Koughe.....	15.125 —	— —
Birkelane.....	15.300 —	— —
Nioro.....	33.750 —	— —
Fatick.....	53.250 —	3.325 —
Ferme Bongré.....	5.250 —	1.300 —

On peut donc affirmer que l'utilisation des engrais surtout sous la forme de pastilles est une opération payante.

Elle permet, en outre, de maintenir et de reconstituer la fertilité des sols compromise par une exploitation abusive. Concurrément avec la reforestation des zones particulièrement dénudées, elle permet de mettre un frein à la marche incessante de l'arachide vers l'Est, car le rendement augmente sans qu'il soit nécessaire de mettre en culture de nouvelles zones, acquises au détriment de la forêt.

Elle constitue en outre un débouché naturel pour les gisements de phosphates de la région de Thiés facilement exploitables, ainsi que pour ceux de Civé près de Matam. Les affleurements calcaires de la région de Bargny et de Sébikotane (Cercle de Thiés) trouveraient là une nouvelle source d'intérêts ; les coquillages, le long de la côte permettraient de fabriquer une chaux très économique ; la construction du barrage sur la Haute-Vallée du Sénégal près de Goudiry-Gouina vers Kayes pourrait permettre à une usine hydro-électrique de fabriquer, à partir de l'azote de l'air, des engrais azotés indispensables à la nutrition des arachides. Cette utilisation des engrais sur une grande échelle entraînerait un regain d'activités complexes contribuant ainsi à l'« harmonie économique » du Sénégal.

Cependant l'imprévoyance des noirs, ayant pour corollaire leur impécuniosité est un obstacle à l'acquisition des engrais, d'autant plus que cet achat se place au moment des semis, époque où ils sont démunis d'argent plus que jamais. Il faudra néanmoins trouver des formules pour financer ces achats, car l'avenir du pays en dépend. Par ailleurs l'utilisation rationnelle des engrais est soumise à des normes difficiles à faire suivre par des paysans qui croient au surplus que ces produits détruisent sa récolte. Le choix

des engrais, l'époque d'épandage, les besoins des plantes, la localisation de l'engrais autour des plantes, la nécessité de fumures mixtes : organiques et minérales, sont autant de problèmes auxquels le cultivateur africain n'est pas encore initié.

La protection de la plante. — L'arachide comme toutes les légumineuses fixe l'azote de l'air par ses nodosités et contribue ainsi à sa nutrition, à son développement, et à la maturation de ses graines. Or, dans les régions où cette plante est cultivée depuis longtemps, on observe une diminution progressive des nodosités en nombre et en volume, due à l'action d'un bactériophage. Il est certainement possible d'inoculer aux semences d'arachides des bactéries plus actives et plus résistantes ainsi qu'on le fait pour les plantations de luzerne en France.

La lutte contre les parasites et les maladies de l'arachide doit également être organisée activement.

Parmi ces parasites, il faut distinguer d'une part ceux qui s'attaquent aux graines déposées dans des seccos ou en magasin : les plus dangereux sont les bruches et les wangs ; d'autre part, ceux qui s'attaquent à la plante au cours de son développement végétatif : insectes, comme les termites et les iules, ou cryptogames comme la « rosette ».

La généralisation de l'emploi d'insecticides à base de D. D. T. a permis de mettre au point depuis 1947 une méthode de traitement des semences très satisfaisante, consistant à injecter dans la couche extérieure des seccos l'insecticide utilisé, et à saupoudrer la surface avec le même insecticide. Un seul traitement dans la deuxième quinzaine de février sera bien souvent suffisant.

Au moment de la germination, les semences subissent dans le sol l'action des moisissures et des bactéries dont l'activité est accrue sous l'action de la chaleur et de l'humidité : la proportion des graines atteintes est de 3 à 5 % en général ; mais en 1950, à Boulèle, les manquants furent de l'ordre de 40 à 50 %. Il faudrait traiter les semences une fois décortiquées et juste avant le semis.

Si les insectes ne causent pas par eux-mêmes des dégâts importants à la plante, ils facilitent cependant le développement de certaines maladies. L'emploi des acricides, la destruction des plants attaqués assurent la disparition des insectes, agents d'inoculation et des virus.

L'utilisation de machines, l'emploi de fumures minérales ou organiques, la lutte contre les parasites postulent des moyens d'action hors de proportion avec les possibilités du cultivateur noir. Aussi convient-il de trouver une formule qui permette de surmonter

ces difficultés financières, tout en assurant un large crédit aux pratiques nouvelles, fruit des recherches effectuées dans les stations expérimentales.

Sociétés de prévoyance et coopératives agricoles. — Pour résoudre le problème de la modernisation agricole, il est normal de faire appel en premier lieu aux organismes déjà existants et dont l'efficacité a été maintes fois mise à l'épreuve. Les Sociétés de Prévoyance qui groupent l'ensemble de la collectivité paysanne et qui ont été amenées à s'occuper de la distribution des semences, à améliorer l'équipement rural, à régulariser les cours, à distribuer des vivres, à favoriser les cultures vivrières semblent être des organismes tout indiqués pour mener à bonne fin les tâches qui s'imposent à l'agriculture sénégalaise. « L'avenir de la Fédération... lit-on dans un rapport officiel, ne peut résider que dans le développement méthodique, obstiné et conscient des Sociétés de Prévoyance ». De même M. Adam affirme que « par son emprise sur les cultivateurs indigènes, la Société de Prévoyance peut apporter immédiatement une précieuse contribution au progrès agricole, et, en particulier, à l'augmentation de la production de l'arachide » (1).

En l'état actuel, aucun autre organisme n'est capable de les substituer dans ce rôle. Les supprimer serait confier leurs attributions à l'Administration dont l'ingérence dans le domaine économique est toujours délicate. L'Administration aurait besoin d'un même matériel et d'un personnel au moins aussi nombreux, ce qui entraînerait une aggravation de la fiscalité dont l'importance serait au moins égale à la cotisation versée aux mutuelles.

La distribution des semences par le commerce n'entraînerait pour le cultivateur aucun avantage ni au point de vue qualité, ni au point de vue prix ; la valeur des excédents récupérés profiterait au commerce au lieu d'atténuer les dépenses du budget local comme c'est le cas actuellement ; enfin l'indigène ne pourrait plus faire valoir ses intérêts.

Les Sociétés de Prévoyance doivent donc assumer actuellement les réformes qui s'imposent à l'agriculture, mais elles doivent être modifiées en tenant compte de l'évolution des idées politiques, et des tâches qui leur seraient confiées. Le rôle du Commandant de Cercle pourrait être limité à celui d'un contrôleur financier, ou bien à celui d'un Commissaire du Gouvernement, avec droit de veto. Un Directeur commercial ne relevant que du Commandant de Cercle, et intéressé à la bonne marche de l'organisme allègerait la structure de la Mutuelle. Les membres des Assemblées devraient

(1) ADAM : « Vers la prospérité durable du Sénégal, pays de l'arachide », *op. c.*

être élus comme le prévoient les règlements et non désignés comme ils le sont généralement. Il faudrait augmenter le rôle et la liberté des indigènes dans l'Administration des Mutuelles, mais cela risque d'introduire le règne de la « politique ». Le personnel des Sociétés de Prévoyance devrait comprendre un nombre de spécialistes beaucoup plus grand que par le passé, et notamment des spécialistes des Eaux et Forêts et de l'Élevage. Les Sociétés de Prévoyance pourraient collaborer avec les Services du Génie Rural ou avec le Fonds d'Équipement rural et de Développement Économique et Social (créé par arrêté du 23 mars 1949) pour les travaux d'aménagement des terres ; elles pourraient contracter des emprunts à long terme auprès du Crédit Agricole ou de l'État. Mais le programme à réaliser nécessitera un développement des activités et une surveillance de tout instant pour lesquels la Société de Prévoyance n'est pas outillée. « Il faut arriver, déclare une note du Gouverneur du Sénégal, à ce que chaque subdivision constitue une section spéciale ayant son budget propre et son conseil de section... l'ensemble de ces sections de subdivisions formerait la Société de Prévoyance du Cercle ». Seul un organisme local, qui pourra entendre les desiderata de ses membres, leur fournir l'équipement nécessaire, les surveiller, les éduquer, pourra être à même de poursuivre une politique de modernisation. Aussi les Sociétés de Prévoyance devront-elles céder progressivement leur place à des organismes qui ne sauraient être que des coopératives agricoles.

Par décret du 11 août 1947, le Législateur en dispensant sous certaines conditions les adhérents des organismes coopératifs de verser la cotisation à la Société de Prévoyance, intervenait pour la première fois en faveur des coopératives. Quelque temps après était promulguée dans les territoires d'Outre-Mer la loi n° 47-1.775 du 10 septembre 1947 qui définit la coopération, l'organise, en prévoit le contrôle. En octobre 1947, le Conseil de la République votait une proposition de résolution tendant à « ordonner la suppression en A. O. F., A. E. F., Togo et Cameroun des Sociétés indigènes de Prévoyance, et leur remplacement par des coopératives agricoles administrées par des gérants élus par les intéressés ».

L'indigène, dont le tempérament s'accommode assez peu de l'isolement moral, devait accueillir favorablement cette nouvelle forme de communauté. Contrairement en effet à la Société de Prévoyance, organisme para-administratif, qui s'adresse obligatoirement et indistinctement à tous les cultivateurs du Cercle, la Coopérative est un groupement libre, où l'adhésion se fait par affinités de races, ou de religion, et où l'entraide fait place à la fourniture de services.

Par ailleurs, les Coopératives sont préférables à l'institution

du colonat tel qu'il a été réalisé au bloc de l'arachide à Boulèle, où seule l'autorité religieuse du Grand Marabout de Touba assure la cohésion du groupe. Ce système communautaire, où l'individu abdique sa personnalité, ne peut être donné en exemple ; s'il est accepté sans discussion par les Mourides, il ne saurait être imposé à toutes les autres sectes.

Enfin l'évolution sociale se fait dans le sens de l'individualisation de la propriété. Cette tendance, jointe à la répugnance du Noir pour tout ce qui est contrainte, postule également l'organisme coopératif qui respecte la propriété individuelle et la liberté, de préférence aux groupements du genre Kolkoz avec propriété collective et normes de production.

Le Gouverneur du Sénégal, en déclarant le 18 mars 1948 « les Coopératives sont assurées de notre appui, dans toute la limite d'une saine gestion et de la réalisation totale des buts de la coopération » devait faire tomber les derniers obstacles qui entravaient l'essor de ces organismes.

Bien que plusieurs coopératives se soient déjà créées dans le Siné-Saloum, et que, dans leurs statuts, elles s'assignent comme buts « l'organisation rationnelle de la production... l'achat en commun de matériel, des animaux, des semences et de tous les produits nécessaires à l'activité agricole de ses membres » aucune d'entre elles, à notre connaissance, n'a fait porter ses efforts sur la production. L'activité de ces organismes s'est manifestée exclusivement dans la commercialisation de la récolte. Cela a permis aux sociétés d'acquérir des fonds, de constituer des réserves indispensables à la réalisation du programme qu'elles se sont assigné dans le domaine de la production. Il appartiendra en effet à ces groupements de promouvoir la modernisation de l'agriculture. La coopérative devrait devenir propriétaire des grosses machines, genre caterpillars, et les louer à ses membres, contre paiement en nature au moment de la récolte. Elle devrait posséder des stocks d'engrais et en répandre l'usage parmi les adhérents. Elle pourrait même s'intéresser à la question des semences. Par ailleurs, l'action d'éducation des paysans s'exercerait plus facilement.

Au sein du groupement, les agriculteurs pourraient suivre avec beaucoup plus d'attention les bénéfices enregistrés par leurs co-associés pratiquant la culture avec engrais. Au cours des Assemblées générales il pourrait être fait état des résultats obtenus dans ce domaine par les intéressés. Les dirigeants pourraient faire appel à des moniteurs de l'agriculture qui leur apprendraient l'usage des machines, leur signaleraient les dangers d'une culture abusive. Des primes pourraient être distribuées par les Coopératives à ceux de leurs membres qui reboiseraient. Ces organismes trouveraient

dans les bénéfices réalisés lors de la vente des récoltes de leurs adhérents une partie des sommes indispensables à l'achat du matériel et des engrais qu'elles céderaient à leurs adhérents contre remboursement en nature au moment de la récolte. Le budget F. I. D. E. S. ou le budget local pourraient compléter les sommes nécessaires à l'achat de matériel, le patrimoine collectif servant de garantie à ces avances. Pour augmenter ces garanties, les Coopératives pourraient même envisager d'obliger leurs adhérents à leur livrer la totalité de la récolte sous peine d'exclusion du groupement. Par ailleurs le prêteur devrait faire souscrire à la coopérative l'engagement d'employer les fonds à l'usage auquel ils sont destinés, et un contrôle serait alors nécessaire pour surveiller l'emploi des deniers.

Le Plan envisage de reprendre la production dans le sens d'une amélioration des rendements et d'une conservation des sols, mais le problème est également à considérer dans le sens d'une diminution des prix de revient à tous les échelons entre le lieu de culture et le stade Fob.

B) La circulation du produit

Si, pendant la guerre les prix des principaux produits ont été des prix « intérieurs », fixés arbitrairement par les Gouvernements, qui se rendaient acquéreurs de toute la récolte, il convient pour l'avenir, de prévoir un régime de liberté dans lequel la concurrence donnera la préférence aux denrées les moins chères. L'arachide sénégalaise aura à lutter contre l'arachide américaine et contre celle de Coromandel dans une certaine mesure, mais elle aura surtout à lutter contre les substituts de l'huile d'arachide fabriqués à meilleur marché. La recherche d'un prix minimum ne doit cependant pas faire oublier le producteur qui est à la base de tout l'édifice. Son travail est conditionné par le pouvoir d'achat qu'il en retire. Il convient donc avant tout de réduire les frais grevant l'arachide avant le stade fob, et d'assurer par ailleurs au produit une qualité qui lui permette de trouver facilement des débouchés. Les efforts devront donc porter sur une organisation plus rationnelle des centres d'achat en vue de faciliter l'évacuation de la récolte et le conditionnement du produit. Les marges bénéficiaires des intermédiaires seront réduites par suite des achats effectués par les Sociétés Coopératives ; enfin l'état des routes et les voies maritimes seront améliorés.

La réorganisation commerciale. — Plusieurs auteurs ont essayé

de remédier aux défauts du système existant, en projetant une modification complète du système commercial.

Dans le projet Béline (1), on note le maintien des points de traite là où il existe des installations définitives ou comportant un lotissement officiel. La création de nouveaux points de traite devrait seulement accompagner la mise en exploitation de terres encore vierges. L'auteur se soucie par ailleurs de la rationalisation du transport de la graine : la construction dans les gares et les ports de docks-silos, avec des systèmes de pesage automatique et des élévateurs mécaniques, permettrait le chargement rapide et en vrac des trains et des navires. Grâce à l'application de ce système, des réductions substantielles pourraient, semble-t-il, être obtenues sur le montant des frais de manutention, de transport, de surveillance et de contrôle. Le total des économies ainsi réalisées a été chiffré par Béline à 114 francs par tonne (le projet date de 1931), ce qui majorerait d'autant le prix payé au producteur.

Pour Jean Robert (2) il convient également de réduire les frais en réorganisant les centres d'achat, notamment en diminuant leur nombre.

Pour Barris (3) l'organisation rationnelle du commerce postule le stockage de la récolte dans des stations magasins judicieusement réparties. L'évacuation doit se faire par rail et par wagons spéciaux sur Dakar, seul port prévu pour l'exportation des arachides du Saloum et de Casamance. Les frais de commercialisation seraient ainsi de 168 francs la tonne, au lieu de 620 francs (le projet date de 1931) ; des mesures financières sont également prévues dans ce système.

Pour Guiraud (4) le commerce de l'arachide doit être libre, seule est réglementée la durée de la traite, et les points où s'effectuent les transactions. L'originalité du système réside dans un « service des Docks », géré par un organisme concessionnaire. L'arachide serait entreposée dans différents types de magasins : dans les points de traite les arachides seraient entreposées en attendant leur évacuation qui s'effectuerait au fur et à mesure des arrivages et par moyens peu onéreux. Dans les escales, desservies par des moyens d'évacuation directe sur les ports, les magasins

(1) BÉLINE : « Note sur l'intensification de la production de l'arachide au Sénégal », 1930, et « Note sur la production de l'arachide au Sénégal », 15 mars 1931.

(2) JEAN ROBERT : « La situation économique du Sénégal. La production et le commerce de l'arachide. Leur réorganisation », *op. c.*

(3) « Solution technique du problème de l'arachide et redressement économique du Sénégal ». Expos. col. inter., 24 juillet 1931.

(4) GUIRAUD : « L'arachide sénégalaise », monographie d'économie coloniale, *op. c.*, p. 163 à 264.

entrepôts, couverts, comprendraient un dispositif de criblage et de pesage automatique. Enfin dans les ports d'exportation, les magasins-silos seraient destinés à emmagasiner l'arachide, en attendant son embarquement. Elle y serait soigneusement criblée et nettoyée, pesée automatiquement et chargée en vrac dans les navires par simple gravitation. Dans ce système l'indigène au lieu de porter ses arachides au commerçant de son choix les livrerait au magasin entrepôt du point de traite, ce qui entraînerait la disparition du commerce de détail. Ce projet prévoit, en outre, l'institution de warrants permettant aux cultivateurs d'obtenir des crédits avant d'avoir perçu le prix de la récolte.

Les avantages de ces projets seraient de diminuer les frais de sacherie, de permettre le chargement rapide des bateaux et réaliser par là une économie de frêt. Ils permettraient le conditionnement intégral des graines, d'où une économie réelle sur les frais de transport et le frêt, et la possibilité de constituer des types d'arachides. La construction de magasins rendrait possible un nettoyage parfait après chaque campagne et une bonne conservation des graines par application des procédés scientifiques de désinfection.

Ces projets substituent le conditionnement de la graine au simple contrôle limité au prélèvement d'échantillons. Le problème se pose de savoir si la qualité de la graine doit être assurée par le commerçant ou par l'Administration : en d'autres termes, le prix payé au producteur peut-il être une sanction suffisante à la mauvaise présentation du produit, ou bien faut-il recourir à un système de sanctions pénales.

Les commerçants font valoir qu'il leur est pratiquement impossible de se montrer très rigoureux sur la qualité du produit, car la traite est une période d'activité intense durant laquelle les apports s'effectuent à un rythme très rapide, ce qui les empêche de contrôler tout par eux-mêmes. Par ailleurs si le commerçant se montre trop réticent, le client ira vendre sa marchandise autre part, et si le contrôle devient trop sévère, le cultivateur laissera l'arachide pour le mil et ses cultures traditionnelles.

Le commerçant ne peut être impartial, seul un Service administratif peut l'être. A la différence des produits nettement individualisés qui voyagent sous une marque de fabrique, l'arachide est un produit anonyme. On distingue bien l'arachide de Rufisque de l'arachide du Sine-Saloum, mais on ne fait pas de différence entre les arachides exportées par la C. F. A. O. et celles exportées par Maurel et Prom. Enfin le criblage coûte cher et durerait 15 jours au maximum. Il faudrait acheter des machines qui, onze mois et demi sur douze resteraient inutilisées.

L'Administration estime que le commerce peut lui-même organiser sa police, la meilleure sanction étant le prix : point n'est besoin de taxes et de sanctions. Aux Indes, les acheteurs de graines ne les paient qu'en fonction de leur valeur, en appréciant leur qualité. Le contrôle s'effectue à l'œil et au toucher. Les graines, après séchage, sont expédiées sur magasins de la firme où on procède à l'analyse minutieuse des corps étrangers et des graines endommagées. « La probité commerciale poussée à un haut degré, et l'intérêt bien compris, suffisent là où chez nous il faut créer un organisme spécial, coûteux et inefficace » (1).

La Commission de Modernisation et d'Équipement des Corps gras, dans sa séance du 15 février 1950, a émis le vœu de reconsidérer le problème de l'Inspection et du Contrôle du conditionnement dans son ensemble : elle a notamment envisagé d'affecter à un compte spécial, ouvert au trésor, géré par le Gouverneur de chaque colonie, le budget de l'inspection des produits à l'intérieur, et de faire assurer ce contrôle par les Chambres de Commerce elles-mêmes, sous la responsabilité de l'Administration. Elle souhaite enfin que le criblage des arachides se fasse à proximité des lieux de production.

Le Groupement Interprofessionnel pour le Développement des Oléagineux dans les territoires d'Outre Mer (G. I. D. O. T. O. M.) a chargé un de ses collaborateurs d'étudier un texte de décret destiné à remplacer celui du 17 octobre 1945 en s'inspirant du système existant au Sénégal avant cette date.

Enfin un projet établi par le Gouvernement du Sénégal et soumis actuellement à l'examen des Services du Haut-Commissaire prévoit la création d'un organisme commun au Sénégal et à la Mauritanie, chargé du contrôle du conditionnement des produits de l'agriculture, des forêts et industries agricoles à l'exportation et à l'importation et d'assurer l'inspection des produits à l'intérieur.

En fait, ni le commerce ni l'Administration ne fournissent des suggestions pour l'organisation d'un véritable conditionnement du produit. L'un et l'autre se bornent à organiser le « contrôle ou l'inspection ». Or l'économie entière du Sénégal et, partant de là, l'œuvre de colonisation dans ce pays repose toute entière sur l'arachide. Si on ne veut pas la compromettre, il faut exporter des produits de première qualité sur les marchés de demain. Mais, par ailleurs, un prix trop bas ou des sanctions pénales pourraient décourager bien vite l'agriculteur. Aussi faut-il envisager un véritable conditionnement du produit. Au Canada, l'United Grains Grower Company a construit dans les gares desservant les

(1) GUIRAUD, *op. c.*, p. 133.

lieux de production, 450 magasins où les usagers apportent la récolte. Ces magasins sont pourvus d'un outillage perfectionné. Les grains y sont passés, nettoyés, et classés en cinq catégories suivant les normes prévues par l'Administration.

Tout en maintenant la réglementation de l'ouverture et de la fermeture de la traite, il y aurait lieu de réduire le nombre de points où s'effectuent actuellement les transactions commerciales, de telle façon que chacun de ces centres ait une importance justifiant l'installation d'une usine de décortilage. L'obligation de transporter par animaux de bât serait supprimée : on a noté les conséquences auxquelles avait abouti cette réglementation, le rythme de la traite n'en sera pas accéléré. Dans l'immédiat, il y aurait lieu de laisser subsister la réglementation actuelle du conditionnement en créant toutefois le Comité Consultatif prévu par le texte. Le personnel du service devrait être mieux recruté. Les pénalités devraient être appliquées, et ceci à tous les stades de la commercialisation : dépourvu de sanctions, le système actuel est inefficace.

Mais il faut prévoir pour l'avenir un système analogue au « Service des Docks » envisagé par M. Guiraud. Dans chaque point de traite seront élevés des magasins couverts où les graines seront criblées, nettoyées, décortiquées, pesées automatiquement et désinfectées scientifiquement. Le paysan ne livrera pas ses graines directement au magasin, mais il se rendra chez le commerçant de son choix, qui, l'affaire conclue, enverra son client au magasin : là les graines seront criblées et pesées. Le commerçant paiera à son client le poids net justifié par le ticket de pesage remis par le Service qui a conditionné. Le commerçant ou la coopérative qui auront leurs graines déposées au magasin en prendront livraison au fur et à mesure de leurs besoins. Les graines seront décortiquées au point de traite pour diminuer les frais de transport. Le système de la concession proposé par M. Guiraud semble être celui qui concilierait le mieux les intérêts de tous. L'Administration n'aurait pas à recruter son personnel ni à faire les investissements indispensables. Le commerce tout en conservant sa clientèle achèterait un produit propre. Le producteur aurait son juste poids. Ce service percevrait une taxe au moment du criblage, taxe qui serait à la charge du traitant si le pourcentage d'impuretés était inférieur à 3 % et à la charge du producteur s'il était supérieur à 3 % : dans ce dernier cas, la Législation actuelle estime qu'il y a infraction pénale. Pour éviter les frais de sacherie et les manipulations interminables, l'évacuation devrait se faire par wagons ou par camions aménagés pour le transport en vrac. Dans les ports d'embarquement un système analogue serait prévu, avec criblage à l'arrivée. A ce stade, le pourcentage d'impuretés ne devrait pas

être supérieur à 1 %, pourcentage qualifié aujourd'hui de « déchet de route » ; la taxe inférieure à celle perçue dans les points de traite serait recouvrée sur l'exportateur ou le traitant suivant que le pourcentage d'impuretés serait inférieur ou supérieur à 1 %. A l'entrée des huileries, l'organisation serait semblable à celle existant dans les ports d'embarquement. Des appareils de levage modernes permettraient le chargement rapide et en vrac des navires ou l'approvisionnement des huileries.

Les efforts de réduction des frais doivent également porter sur les marges bénéficiaires prélevées par les intermédiaires et le groupement des cultivateurs en coopératives agricoles est la seule solution acceptable.

L'Administration avait résolu le problème en 1933 en faisant de la Société de Prévoyance un régulateur des cours. Ce système, dans lequel certains ont vu la seule et unique manifestation des Mutuelles en vue de la protection de l'indigène, avait donné lieu à de nombreuses critiques. Le commerce ne faisait cependant pas objection à la création d'organismes capables d'augmenter le pouvoir d'achat du cultivateur. On en trouve un écho dans le Bulletin trimestriel de la Chambre de Commerce de Kaolack pour l'année 1934 (n° d'octobre-novembre-décembre 1934, p. 235). Cette Assemblée Consulaire accepte la création de coopératives, car celles-ci « exigent des qualités commerciales éprouvées pour obtenir des résultats en rapport avec l'effort coopératif, tout en respectant le droit de chacun de disposer de sa récolte comme il l'entend ». Le Gouverneur général Cournarie déclarait, le 9 février 1944, dans un discours au Conseil du Gouvernement : « Les producteurs devront trouver dans des formules nouvelles, par exemple la formule coopérative, le moyen de réduire encore la marge existant entre le prix d'achat à la production et le prix fob ». De fait, les coopératives de vente ont pris un essor considérable dans le Sine-Saloum dans le courant de ces dernières années. La Coopérative mutuelle agricole sénégalaise et la Coopérative de Kahone-Diakao, créées en 1947, ont été à l'origine de ce mouvement coopératif qui groupe en 1950 : 37, coopératives, réunissant 70.000 adhérents. Pendant la campagne 1948-1949 ces organismes ont commercialisé, pour l'ensemble du Sénégal, 13.400 tonnes d'arachides, et, pour la campagne 1949-1950, 63.400 tonnes, soit 15 % du tonnage total, devenant ainsi le premier acheteur de graines. Dix sociétés sur cinquante ont intégralement payé les taxes et avances consenties par la Société de Prévoyance. Les autres ont réglé 39,6 % des sommes dues. De nombreuses immobilisations, notamment en matériel, ont été faites : 15.000.000 de francs ont été réservés à l'achat d'immeubles ; 25.000.000 à l'achat de camions

et 8.000.000 à l'achat de sacs. Enfin 19.504.000 francs ont été ristournés aux cultivateurs (1). Constituées sous la forme de Sociétés Coopératives Agricoles à capital et personnel variables, elles ont recruté, comme présidents, des personnes ayant déjà un certain sens des affaires, commerçants principalement, et plus rarement chefs politiques ou religieux. Les difficultés rencontrées pour le recrutement des éléments dirigeants ont démontré qu'un tel mouvement aurait dû dès le début être guidé de plus près.

Si la majorité des présidents et directeurs sont animés des meilleures intentions, ils n'ont pas toujours les capacités nécessaires pour assumer les responsabilités qui leur incombent. Beaucoup sont d'un niveau intellectuel tel qu'ils ne peuvent contrôler d'une manière efficace les différentes opérations commerciales conclues par les coopératives. D'autres ont des idées assez fausses sur la panacée mutualiste. L'un des directeurs ne nous confiait-il pas que l'idée égalitaire devait être supprimée et remplacée par un système oligarchique en faveur des « élites ». Celles-ci, une quarantaine à Kaolack selon lui, étaient seules capables d'assurer le succès de la coopération.

Après deux années d'expérience, il semble qu'à la tête de chaque coopérative aurait dû être placé pendant quelque temps, un européen suffisamment éprouvé pour initier l'africain à l'idée mutualiste. Ces difficultés de recrutement se sont également manifestées à l'échelon personnel d'exécution. Les coopératives, avant de recruter des adhérents, se sont adressées à des traitants qui ont amené avec eux leur part de sociétaires ; de plus en plus d'ailleurs ce sont ces derniers qui adhèrent d'eux-mêmes à la Mutuelle. Recrutés quelquefois sous la pression des circonstances : nécessité de récupérer des graines après l'ouverture de la traite, impossibilité de trouver un personnel qualifié dans une région déterminée ; ou imposés quelquefois par un personnage influent, les traitants n'ont pas toujours donné entière satisfaction. N'ayant le plus souvent aucune notion de comptabilité, entourés par une cour de parents ou d'adulateurs qui venaient partager leurs ressources, disposant, pour effectuer les achats de graines de sommes d'argent telles qu'ils n'en avaient jamais vues de leur vie, abandonnés sans contrôle au milieu de leur brousse, ils n'ont pas toujours apporté le maximum de soins à la gestion de leur affaire. Pourtant, si, du 5 juillet 1950, date où le premier traitant indélicat a été traduit en justice, ou 10 janvier 1951, 32 de ces traitants ont été condamnés par le Tribunal Correctionnel de Kaolack pour

(1) « Rapport à MM. les Conseillers généraux sur les coopératives au Sénégal », n° 2343 I. C., Saint-Louis, le 6 novembre 1950.

un détournement total de 7.224.614 francs, il ne faut cependant pas voir dans ce fait une faillite de la coopération. Ces détournements en effet représentent pour partie des crédits d'hivernage consentis à des débiteurs divers qui n'ont pu être récupérés par suite de la mauvaise foi de ces derniers, et de la récolte déficitaire 1949-1950. Pour autre partie, les manquants sont constitués par les frais d'installation ou d'équipement qui incombent personnellement au traitant, mais que celui-ci a fait supporter à la Coopérative. Les traitants sont en principe des salariés rémunérés suivant un salaire fixe de 6.000 francs par mois pour la campagne 1949-1950, ou à la commission, à raison de 0 fr. 50 ou 1 franc par kilo d'arachides livrées ; seule, la coopérative de Boudaye-Tawa passe avec ses traitants des contrats de vente inspirés de ceux qui lient les maisons de commerce aux « indépendants ».

Quant aux adhérents, leur éducation de mutualistes n'est pas encore au point. Il est vrai qu'avec le système du prix unique ils n'avaient pas d'intérêt majeur à s'affilier à une coopérative qui leur demandait de payer une cotisation de 100 francs. Beaucoup de coopératives considéraient en effet que l'agriculteur manifestait son intention d'adhérer en venant livrer sa marchandise, et retenaient à ce moment-là la cotisation. L'éventualité d'une ristourne en fin de campagne ne constituait pas par elle-même un argument convaincant pour éveiller en leur esprit l'idée mutualiste. Par ailleurs le paysan africain est toujours un peu méfiant pour tout ce qui vient troubler l'ordre traditionnel. Contrairement aux coopératives organisées dans la Métropole qui paient la récolte une fois la vente de la marchandise réalisée, les Coopératives Sénégalaises paient les apports au moment de la livraison, ceci évidemment pour concurrencer plus efficacement le commerce. Mais cette pratique nécessite de la part de ces organismes des capitaux très importants dont ils ne disposent pas. Force leur est donc de faire appel au crédit. Pour la campagne 1949-1950, le Gouvernement avalisa les Coopératives pour un montant de 500.000.000 de francs, tirés sur le compte de l'arachide et destinés à commercialiser les graines. Le 31 décembre 1949, la Société Lesieur avança 290.000.000, montant de la livraison de 20.000 tonnes de coques rendues Dakar. La S. H. R. O. A. avança également 180.000.000 pour l'achat de graines. Ces sommes auxquelles s'ajoutent 67.000.000 du Gouvernement pour la constitution de réserves de vivres, et 100.000.000 provenant de la Caisse de l'arachide, soit 1.137 millions au total furent distribués par chèques entre toutes les Sociétés avalisées. L'aval de l'État devait entraîner la création en juillet 1949 d'un service itinérant d'inspection des coopératives, pour assurer le contrôle sur place des comptabilités et sauvegarder ainsi les intérêts du territoire.

Comme il n'était pas possible, vu la date, de toucher chaque coopérative pour lui demander son avis sur le contrat avec les Usines Lesieur et la S. H. R. O. A, et, comme par ailleurs il était indispensable d'affirmer le mouvement coopératif, ce fut le Gouverneur du Sénégal représenté par l'Inspecteur des coopératives qui passa ces accords au nom de ces dernières. Pour la campagne 1950-1951 ce sont les coopératives elles-mêmes qui ont passé leurs contrats de vente.

Si, pour respecter les particularismes locaux, on est tenté de n'apporter aucune limitation à l'extension du nombre des coopératives, par contre le Gouvernement ne peut sans danger cautionner des petites coopératives qui ne présentent aucune garantie pécuniaire. Dans l'intérêt même du mouvement coopératif, il convient donc de favoriser la fusion des coopératives, de façon à former des organismes qui, par le nombre de leurs adhérents et l'importance de leur capital social présenteront les garanties requises, pour obtenir et l'aval du Gouvernement, et la confiance des huiliers locaux. Aussi, par délibération du Conseil général du Sénégal, en date du 20 mai 1950, rendue exécutoire par arrêté n° 2821 I. C., du 20 mai 1950, le nombre des coopératives avalisées a été réduit à 30 pour tout le Sénégal, sauf dérogations exceptionnelles accordées dans la limite de 10. Ainsi, pour la campagne 1950-1951, au point de vue financement de la récolte, on peut distinguer trois sortes de coopératives : celles qui bénéficient de l'aval du Gouvernement et du financement des huiliers ; celles qui bénéficient de la garantie morale du territoire, donc du financement des huiliers ; enfin celles qui n'auront ni garantie ni financement mais qui, par leurs propres moyens, pourront cependant livrer les apports de leurs adhérents.

A côté de leurs buts économiques, les coopératives ont d'heureuses influences dans le domaine humain, social et familial. Elles contribuent notamment à l'épanouissement de la personnalité humaine. Elles constituent pour l'africain une école où, en contact avec les banques et le haut commerce, il va se familiariser avec les notions de crédit, d'escompte, de traites et où il apprendra à respecter les stipulations d'un contrat.

Mais il n'est pas souhaitable que les coopératives tendent, comme certains le désirent, à remplacer totalement le commerce non coopératif. Les maisons de commerce pourraient consentir de lourdes pertes pour couler un organisme qui les prive de leur bénéfice. Les grosses firmes sont mieux organisées que les coopératives pour trouver les débouchés les plus avantageux. Elles sont liées depuis très longtemps avec des entreprises commerciales métropolitaines, et ces dernières pourraient refuser d'acheter le produit qui leur serait offert par les coopératives. Celles-ci devraient

alors envisager un système de vente à l'étranger pour lequel elles ne sont pas encore équipées. Elles pourraient souscrire des contrats avec des coopératives de consommation françaises, soit pour l'achat direct d'arachides, soit après trituration, comme cela avait été envisagé en 1935 lors de la création de la S. O. D. E. C. à Lyndiane. Cette société devait vendre les arachides provenant de la Société de Prévoyance de Kaolack, après trituration, aux coopératives de consommation métropolitaines. Il faut éviter d'aboutir à la constitution de monopoles coopératifs de type capitaliste dont le consommateur souffrirait en fin de compte. La coexistence du secteur capitaliste et du secteur coopératif permet à la concurrence de jouer et apporte un assainissement au marché. « La coopération est une incitation à la moralité pour le commerçant, et celui-ci contraint la coopération à ne pas perdre de vue l'efficiencia économique. Le but essentiel de la coopération se trouve dans cette promotion de l'homme qui fait du salarié ou du consommateur un participant à l'œuvre collective » (1). Les commerçants ont, par ailleurs, des droits acquis qu'il serait injuste de méconnaître. Si le commerce n'implique pas la philanthropie mais plutôt la recherche de bénéfices, il n'en est pas moins vrai que les commerçants ont accompli une tâche importante. Ne craignant pas les risques, ils se sont installés dans les coins de brousse, sans confort, dans la solitude, et ils ont fait aimer la France. Par leurs achalandages ils ont mis leur grain de sel dans la vie du paysan et l'ont incité à produire. Ils ont fourni les semences pendant une longue période, et les « crédits d'hivernage » ont évité la famine à de nombreuses familles.

Aussi les rapporteurs de la loi du 30 avril 1946, tendant à l'établissement d'un plan de développement économique et social des territoires d'Outre Mer, affirment que le commerce ne doit pas être écarté de l'organisation rationnelle de l'économie africaine.

Tous les efforts pour réduire les frais seraient vains si on n'apportait pas une amélioration aux voies de communication qui drainent la graine.

L'aménagement des voies d'évacuation. — L'évacuation par la voie maritime est la plus économique, aussi convient-il de faire porter tous les efforts sur l'aménagement des voies d'eau. Datant de vingt ans, le port de Kaolack présente des traces manifestes d'usure dues en partie à l'acidité des eaux du Saloum. Par ailleurs, ce dernier, entrecoupé de seuils et de coudes, est difficilement

(1) François DEMOULIN : « Système coopératif, Mouvement coopératif » in « Coopération et humanisme », année 1949, p. 79 à 94.

navigable et ne permet que le passage de cargos aménagés, qui ne peuvent même pas charger à plein à Kaolack. De ce fait, il est devenu nécessaire d'acheminer chaque année, par fer, sur Dakar, une grosse partie de la récolte, qui devrait l'être par Kaolack. Dans le projet d'aménagement du Saloum les gains résultant d'un acheminement par Kaolack sont ainsi calculés.

Récolte moyenne du Sine-Saloum.....	250.000 tonnes
— — Tambacounda.....	20.000 —
— — Diourbel.....	65.000 —
Total des récoltes dont Kaolack constitue le débouché naturel.....	335.000 —
Achats } S. E. I. B. Diourbel. 15.000 tonnes	
huiliers } S. H. R. O. A..... 12.000 —	
} S. O. D. E. C..... 30.000 —	57.000 —
Reste pour l'exportation.....	278.000 —

Actuellement ces 278.000 tonnes sont acheminées sur les bases suivantes :

Partie chargement direct soit.	176.000 tonnes
Complément expédiées en transit sur Dakar.....	102.000 —
Coût des frais supplémentaires :	
Frêt Kaolack-Dakar : 1.350 francs la tonne, soit pour 102.000 tonnes.....	137.700.000 »
Transit à Dakar : 800 francs la tonne, soit pour 102.000 tonnes.....	81.600.000 »
TOTAL.....	219.300.000 »

Pour la campagne 1948-1949, l'acheminement sur Dakar au titre des livraisons huiliers comme au titre du transit, des compléments destinés à l'exportation s'élève en frais supplémentaires à 301.085.000 francs. Ces chiffres font ressortir les inconvénients de la situation actuelle (1).

Ils perdraient un peu de leur intérêt si toute la récolte était triturée sur place ce qui aurait pour effet de réduire des deux tiers environ le tonnage à exporter. Mais les usines actuelles ne sont pas équipées pour traiter toute la récolte. Par ailleurs, l'aménagement du Saloum permettrait aux bateaux d'augmenter leur cargaison sur la base d'un tirant d'eau de 4 m. 50 représentant un chargement de 2.200 tonnes d'arachides en coques. Kaolack deviendrait ainsi le port naturel du transit pour le Soudan, les

(1) Projet établi par M. YVETOT, inspecteur de la Navigation et du Travail maritimes et M. DAUTAIS, commandant du port de Kaolack.

confins de la Côte d'Ivoire, la Haute-Volta et même pour partie du Niger.

Parmi les différents projets, celui retenu par les experts consisterait à draguer la barre de Sangomar sur 120 mètres de large et 500 mètres de long, à creuser en pleine terre trois canaux de 100 mètres de large, 5 mètres de profondeur et 10 kilomètres de long au total, à construire six barrages avec la terre des canaux, draguer le seuil de Koumdam, et creuser enfin à Kaolack un bassin de chasse de 2.000.000 de mètres cubes environ. Ces travaux, dont le coût approximatif serait de 800.000.000 de francs C. F. A. permettraient un gain de temps appréciable de Kaolack au large du Cap Vert.

Les bateaux ne mettraient plus pour faire ce trajet que quatorze heures au lieu de trente-six comme actuellement, ce qui est très appréciable quand on sait qu'un bateau comme l'« Hubert Prom » qui dessert Kaolack coûte en frêt environ 300.000 francs métropolitains par 24 heures. L'amortissement de ces travaux pourrait être réalisé en cinquante ans par la création de diverses taxes sur le tonnage des bateaux, et sur les marchandises importées ou exportées. Les fonds d'investissements pourraient être fournis par le Fides ou pris sur une tranche d'avances au titre du Plan Marshall.

Dans le Plan de modernisation des territoires d'Outre-Mer, l'aménagement du port de Kaolack a été également prévu. 150.000.000 de francs seraient consacrés à l'extension des quais, 50.000.000 à l'achat de matériel terrestre, et 20.000.000 à l'achat de matériel flottant, supportés par le Fides. La Chambre de Commerce de Kaolack, qui administre le port a pû obtenir qu'une tranche de 50.000.000 de francs prévue pour l'agrandissement du port soit reportée sur sa réfection : un appel d'offres a été lancé. Il est question de faire un nouveau coffrage qui emboîtera l'ancien et de prévoir l'établissement d'une grue de 20 tonnes.

Avec le souci constant de réduire les frais de transport on est amené à considérer que toutes les exportations au Sud du parallèle de Nioro-du-Rip devraient se faire par Saboya. L'évacuation de cette région se fait actuellement sur Kaolack ce qui grève le produit d'un montant égal au tarif du transport, soit 1.200 francs la tonne. En avril-mai 1950, une entrevue entre le Haut-Commissaire de la République Française en A. O. F. et les autorités britanniques a permis de mettre au point un accord pour le transit des arachides par la Gambie anglaise.

Mais l'acheminement vers les ports les plus proches est quelquefois rendu impossible par le mauvais état des routes. Si les bourricotiers peuvent emprunter les pistes, dans l'organisation rationnelle

de la commercialisation du produit ce sont les camions qui iront prendre livraison des marchandises, et ces opérations seront d'autant plus économiques que les routes seront carrossables.

Il existe trois catégories de routes dans le Sine-Saloum : les routes intercoloniales, les routes d'intérêt général, et celles d'intérêt local.

Les premières représentées par un tronçon de 276 kilomètres de la route de Dakar à Bamako, sont dans un état passable. Revêtues d'une simple couche de latérite, elles sont détrempées et impraticables dès les premières pluies, sauf pour les gros camions. Le tronçon Thiadiaye-Birkelane (145 kilomètres) est entretenu par les Travaux Publics et la partie Birkelane-Koupentoun (131 kilomètres) est à la charge des subdivisions. Il y a disproportion dans les crédits affectés à l'entretien de ces routes : 59.000 francs au kilomètre pour le premier tronçon, contre 8.700 francs au kilomètre pour le deuxième. En outre ces routes présentent un intérêt plus politique qu'économique, car la route Dakar-Kaolack est parallèle au rail ainsi que le tronçon Birkelane-Kaffrine. C'est pourtant sur cette route que sont entrepris à l'heure actuelle de gros travaux d'aménagement. La nouvelle route Birkelane-Kaffrine a été ouverte tout récemment à la circulation, et le marché pour le tronçon Kaolack-M'Bour a été confié à l'entreprise « La Solidité ».

Les routes d'intérêt général sont entretenues pour partie (168 kilomètres) par les Travaux Publics, et pour partie (183 kilomètres) par les Subdivisions. Les crédits d'entretien qui leur sont affectés ne sont pas proportionnels aux services qu'elles rendent : les routes Gossas-Kaolack et Gossas-Diourbel, qui ne desservent aucun point de traite et qui plus est, sont parallèles au rail, et la route Diakhao-Fatick Foudiougne qui draine les produits de Diakhao (9.700 tonnes) et de Fatick (6.200 tonnes) reçoivent les mêmes crédits. La route Kaolack-Karang qui dessert Keur Samba Gueye (2.400 tonnes), Messirah (150 tonnes), Toubacouta (2.300 tonnes), Sokone (5.300 tonnes), Passy, et qui assure le trafic entre Kaolack et Bathurst, est en mauvais état sur certaines parties de son parcours. Les arachides de Sokone doivent être dirigées sur Foudiougne alors que, normalement, elles devraient l'être sur Toubacouta : cette route se voit affecter 22.700 francs au kilomètre, alors que la route Fatick-Bambey, qui ne dessert aucun point de traite, reçoit 32.000 francs au kilomètre.

Les routes d'intérêt local (1.191 kilomètres) très importantes parfois au point de vue économique, sont à la charge exclusive des Subdivisions qui ne disposent ni de crédits ni de matériel suffisants pour leur entretien. Faute d'un camion pour les transporter, il n'a pas été possible d'employer quelques dizaines de détenus du

camp pénal de Koutal à l'entretien d'un tronçon sur la route Kaolack-Nioro du Rip. L'état défectueux de la route Kaolack-Saboya, desservant Saboya, Keur Madiabel, Keur Socé oblige les transporteurs à exiger 20 francs par tonne kilométrique. La route transgambienne Kaolack-Ziguinchor à travers la Gambie britannique est en cours d'aménagement, et confiée à l'entreprise « Monod ».

Il y aurait donc lieu de modifier la répartition des crédits affectés à l'entretien des routes, en considération des services qu'elles sont appelées à rendre. Les terres sablonneuses du Sine-Saloum n'offrent qu'une très faible résistance aux agents de destruction. La latérite, roche en pleine évolution, s'effrite sous l'action de l'eau, de la chaleur et des vibrations des véhicules. Dans la limite des crédits disponibles un effort devrait être fait sur les voies reliant Kaolack à Karang et Kaolack à Saboya.

On peut donc par la constitution d'organismes coopératifs, par une réorganisation du commerce, par un aménagement des voies d'évacuation, agir sur les éléments qui grèvent le prix de revient du produit et augmenter ainsi le pouvoir d'achat du cultivateur. Mais le Plan envisage également une rémunération supérieure du travailleur indigène par une augmentation de la production, par l'industrialisation du pays, tout en prévoyant que l'extension des cultures industrielles doit aller de pair avec celle des cultures vivrières.

II. — LES EFFETS DE LA TRAITE

A) Effets économiques

La production. — Le Plan s'était assigné comme objectif, pour l'année 1956, une production totale de 900.000 tonnes d'arachides coques, pour l'ensemble de l'A. O. F., représentant 750.000 tonnes exportables. Ces chiffres avaient été fixés, sans qu'il fût tenu suffisamment compte des conditions locales. Il devenait impérieux de remédier au plus tôt à la crise de matières grasses dont souffrait la Métropole et d'assurer la reprise des huileries métropolitaines qui ne traitaient plus que le tiers du tonnage traité avant guerre.

En outre, « toute œuvre de civilisation en Afrique plus encore que partout ailleurs est en fonction du développement économique, et celui-ci est impossible sans un grand effort d'accroissement de la production » (1). Mais on s'aperçut bien vite, que, compte tenu

(1) CHEVALIER : « Regards sur la Guinée et sur le Sénégal en 1947 ». Revue Internationale de Bot. appl. et d'Agro. trop. Tome 7 du 20 juin 1947, p. 405.

de l'évolution de la conjoncture économique, les objectifs étaient trop élevés. Les essais tentés à Boulélé ont dissipé les illusions fondées sur la culture entièrement mécanisée. Les travaux confiés à la Compagnie générale des Oléagineux tropicaux (C. G. O. T.) en Casamance n'ont pas encore fourni de gros rendements. La crise mondiale, qui semblait devoir durer très longtemps, commence à perdre de son acuité, malgré une augmentation de la demande à la suite de l'ouverture des hostilités en Corée en juin 1950. Aussi un plan quadriennal a-t-il fait suite, en 1948, au plan décennal. Il s'agit, à l'expiration du Plan Marshall, en 1952, de couvrir la presque totalité des besoins français au moyen des ressources de l'Union Française. Parallèlement au développement des cultures oléagineuses dans la Métropole, les territoires d'Outre Mer devraient exporter, en 1952, l'équivalent de 550.000 tonnes d'arachides coques. Le Plan vise à ramener sensiblement au niveau d'avant-guerre une production dont le potentiel avait été sérieusement amoindri.

La mise en valeur des ressources nécessitait tout d'abord sur le Plan scientifique l'étude approfondie des plantes, de leur comportement, des engrais, des sols, et de la valorisation du produit : ce travail a été confié à l'Institut de Recherches pour les huiles et oléagineux (I. R. H. O.).

Au point de vue économique, le Groupement Interprofessionnel pour le développement de la production des oléagineux dans les territoires d'Outre Mer a pour mission d'augmenter la production et d'améliorer le ravitaillement des usines françaises en matières premières.

Depuis 1948, la production reprend des chiffres normaux quoique inférieurs à ceux des années d'avant-guerre. Les récoltes commercialisées s'établissent ainsi pour le Siné-Saloum.

Campagne 1947-1948	: 227.649 tonnes
— 1948-1949	: 220.273 —
— 1949-1950	: 215.803 —

Cette reprise de la production est fonction du prix d'achat payé au producteur : le prix fixé à 14 fr. 50 a incité le cultivateur à intensifier ses cultures d'arachides au détriment des plantes vivrières. La surface moyenne cultivée en mil passe par exemple de 0 ha. 69 par cultivateur en 1947, à 0 ha. 61 en 1949. Le prix a également attiré un plus grand nombre de navétanes : 17.000 en 1947, 27.207 en 1948, 40.700 en 1949. La possibilité de se procurer facilement des biens de consommation a également conditionné l'effort du cultivateur : 31.399 tonnes de produits vivriers ont été importés en 1948 par le port de Kaolack et 38.025 tonnes en 1949.

L'industrialisation du pays. — La pénurie de matières premières oblige les huileries métropolitaines à intervenir auprès de leurs clients d'A. O. F. pour que ceux-ci leur livrent des graines et plus spécialement sous la forme coques.

En 1947-1948, les ports du Sine-Saloum exportent 121.991 tonnes d'arachides décortiquées contre 37.296 tonnes en coques ; en 1948-1949, ces chiffres sont respectivement de 88.645 tonnes et de 69.781 tonnes. Pour la campagne 1948-1949, 108.167 tonnes sont triturées sur place ; pour la campagne 1949-1950 ce chiffre est de 87.010 tonnes. Cette tendance à l'exportation des arachides en coques est contraire, et aux directives du Plan et aux intérêts du producteur et du pays.

Une certaine saturation du marché des corps gras s'étant manifestée particulièrement en France au cours de l'année 1949, notamment à la suite d'une importante production d'huile d'olives en Afrique du Nord, les Pouvoirs Publics décident de supprimer toute répartition autoritaire des graines entre les différents groupes d'industriels. Le Groupexar conserve cependant le monopole d'exportation des graines d'A. O. F., en vue d'assurer le maintien d'un prix homologué pour celles-ci. Mais, en décembre 1949, Lesieur est pratiquement le seul à se porter acquéreur de quantités considérables d'arachides de la nouvelle campagne : notamment par un achat de 20.000 tonnes aux coopératives. Les offres d'achat se multiplient par la suite, et la demande dépassant l'offre, le Groupexar est obligé de répartir les disponibilités, déduction faite des achats déjà effectués par Lesieur. Ainsi à la répartition par l'Autorité administrative s'est substituée la répartition par un Groupement professionnel.

Depuis le 1^{er} janvier 1950, les huiles d'A. O. F. sont librement vendues dans la Métropole dans la limite d'un prix plafond fixé administrativement. Il n'existe plus d'écoulement garanti par le G. N. A. P. O. : ainsi au problème de répartition qui se posait dans la période antérieure se substitue un problème beaucoup plus délicat de recherche des débouchés, et d'organisation d'un circuit commercial. En contre partie de la suppression de garantie d'écoulement dans la Métropole, la liberté d'exportation vers l'étranger pour les huiles a été rétablie en totalité, et jusqu'à concurrence de 15.000 tonnes pour les tourteaux. Mais pour juguler une spéculation éventuelle, le Gouvernement est revenu sur cette mesure.

En 1948-1949, la S. H. R. O. A. a fabriqué 5.013 tonnes d'huile et 6.200 tonnes de tourteaux ; la S. O. D. E. C. 5.438 tonnes d'huile et 6.250 tonnes de tourteaux. En 1949-1950 ces chiffres sont respectivement de 3.640 tonnes et 4.347 tonnes pour la S. H. R. O. A., de 7.220 tonnes et 8.613 tonnes pour la S. O. D. E. C.

Le fait qu'en 1950, les huileries du Sénégal aient trituré 150.000 tonnes de graines alors que 185.000 tonnes ont été triturées dans la Métropole, pose le problème de savoir si les graines doivent être triturées sur les lieux de production ou dans la Métropole. Pour M. Guillaume (1), Président de la Sous-Commission d'Agriculture coloniale du Commissariat général du Plan, les huileries doivent être créées sur place ; leur installation pourrait même être confiée à des Unions régionales de Coopératives, elles-mêmes fédérées pour la vente en commun. Pour M. Dumont (2) le problème des huileries doit être réexaminé dans ses répercussions sur la répartition des cultures, donc sur la dégradation des sols. Selon lui, la multiplication des huileries sur les lieux mêmes de la production empêcherait le cantonnement de l'arachide près des ports d'embarquement, et éviterait la ruine des sols due à une culture trop répétée. Une partie de l'outillage « définitivement surnuméraire » existant de Dunkerque à Bordeaux et Marseille doit être transporté en des points choisis dans l'intérieur de l'A. O. F.. Par ailleurs il faut arriver à une utilisation locale rationnelle des tourteaux pour l'élevage. Pourtant la création du G. I. D. O. T. O. M. constitue par elle-même une réplique des huiliers métropolitains contre la trituration des graines au Sénégal.

Ces derniers font valoir que l'extraction de l'huile par solvant, pratiquée dans la Métropole, permet de retirer 47 % d'huile brute alors que le procédé par pression, seul pratiqué en A. O. F., n'en donne que 43 %. Il est plus facile de transporter des graines en vrac dans des cargos ordinaires, que de l'huile, qui exige des fûts ou des navires-citernes, nécessaires par ailleurs au transport du vin ou de l'huile de palme. Il est enfin équitable que les trois industries travaillent à la même fraction de leur capacité, or l'industrie métropolitaine travaille au tiers de sa capacité d'avant-guerre.

Les huiliers locaux font valoir que toutes les industries métropolitaines ne sont pas équipées pour travailler au solvant : les usines Lesieur sont équipées au solvant, et la Sodéc à Lyndiane est en train de monter un outillage semblable. La Métropole se préoccupe actuellement de renouveler ses appareils par l'achat de presses Anderson produisant 45 % d'huile brute ; les huiliers locaux ont passé des commandes pour des presses analogues.

Le fait de ne pas épuiser complètement les tourteaux n'est pas

(1) GUILLAUME : « Développement de la production des matières grasses d'origine végétale dans les territoires d'outre-mer », « Oléagineux », novembre 1946, p. 140.

(2) DUMONT : « La mise en valeur agricole de l'Afrique tropicale », Centre de recherches et de documentation économique, 1951, janvier, p. 24 à 32 et février p. 16 à 26.

un défaut, car les tourteaux de meilleure qualité doivent contenir plus de 6 % d'huile. Le problème des transports peut être résolu en faisant éventuellement appel à des cargos étrangers.

Par ailleurs, une usine de fûts métalliques, la F. U. M. O. A., a été créée à Dakar : utilisant des tôles importées, de 1 m. 20 à 1 m. 50, elle fabrique par jour 750 fûts pouvant contenir 200 kilos d'huile, chacun. L'utilisation des coques dans les chaudières en A. O. F. permet d'économiser une quantité considérable d'huile.

Le prix de revient de l'huile au Sénégal est très inférieur à celui obtenu par l'industrie métropolitaine, et l'écart entre ces prix n'est compensé que pour une faible part par les frais de transports de l'huile entre l'A. O. F. et la France. Les arachides conservées en coques jusqu'à l'extraction donnent des huiles moins acides que les arachides décortiquées ayant subi un long trajet. C'est à la demande de la France et de l'Afrique du Nord que beaucoup d'industriels ont développé leurs entreprises en A. O. F. : il serait inique d'interdire aujourd'hui, à ces industriels, l'amortissement de leurs capitaux. La répartition des huileries en France est telle qu'une grande partie de l'huile et des tourteaux produits supporte des frais élevés de transports intérieurs. La stabilité économique du Sénégal exige le développement maximum de ses activités. Enfin, au point de vue politique, la nécessité de rompre avec tout ce qui rappelle la doctrine du « Pacte Colonial » exige que le pays s'industrialise.

Le problème est difficile à résoudre dans le cadre de l'Union Française. A la répartition des contingents et à l'établissement de barèmes ont fait place la question de l'organisation d'un circuit commercial et la recherche de débouchés. Les huiliers locaux, sauf Lesieur et la Sodec, qui vend à des coopératives, n'ont pas une organisation de vente dans la Métropole, où par ailleurs la concurrence est limitée par la fixation d'un prix plafond pour l'huile. Le Gouvernement qui a prohibé l'exportation des graines, huiles et tourteaux sur l'étranger, est par contre favorable aux importations étrangères, ce qui peut fausser la concurrence entre huiliers locaux et huiliers métropolitains, ceux-ci pouvant réaliser des mélanges avec des huiles moins chères et offrir une huile de table bon marché. Les huiliers métropolitains ne se résigneront pas toujours à accepter la situation actuelle : la loi de substitution jouera, surtout en raison de l'interchangeabilité des corps gras. Des matières premières non africaines seront triturées dans la Métropole et permettront de produire une huile meilleur marché. Il n'est pas rationnel d'interdire l'exportation des huiles sur l'étranger et d'admettre les importations étrangères : la première interdiction postule une garantie d'écoulement en France des

huiles d'A. O. F., sinon tous les principes de solidarité sont mis en cause. Selon Robert Delmas (1) 80 % des biens d'importations consommés en A. O. F. proviennent de l'Industrie française et sont vendus à des prix supérieurs aux prix étrangers ainsi que le prouvent les exemples suivants :

Articles	Provenance Metropolitaine	Provenance étrangère
Farine de blé (100 kilos).....	4.954 »	3.380 »
Sucre cristallisé.....	7.200 »	4.400 »
Fer rond à béton (la tonne)....	30.400 »	20.680 »
Sac à charrois d'arachides (la pièce).....	397 »	250 »
Cretonne écrue (larg. 80 cm.)...	108 »	90 »
Drill blanc (largeur 70 cm.).....	240 »	200 »
Indienne (le mètre).....	170 »	135 »

Cette protection de l'Industrie métropolitaine ne peut plus être assurée si l'industrie d'A. O. F. n'est pas elle-même protégée. En cas de rétablissement du droit de douane, se pose à nouveau le problème du contingentement, prévu formellement par le décret du 25 mai 1950 : ce principe est aujourd'hui incompatible avec le concept de l'Union Française et les directives du Plan de Modernisation et de Développement des Territoires d'Outre-Mer. Faut-il donc aligner la production sur la consommation, soit en augmentant les exportations d'huile d'olive, huile chère, pour accroître la production d'huile d'arachide, huile bon marché, qui serait consommée en France, et qui améliorerait notre balance commerciale ; soit en diminuant la production par accords interprofessionnels, ce qui entraînerait la fermeture d'usines ou la réduction d'activités ; soit en laissant jouer la libre concurrence, les usines les plus mal placées disparaissant d'elles-mêmes. Il semble que ce soit vers cette dernière direction que doivent s'orienter les efforts sans que l'on néglige pour autant l'augmentation des exportations d'huile d'olive, et la conquête des marchés étrangers, par les huiliers africains.

Les industriels locaux pourraient d'ailleurs chercher dans d'autres voies la valorisation du produit.

Sans y insister, il convient de noter au passage la recette exotique ancienne rapportée par M^{lle} M.-Th. François : « Nous tenons de colons de Saint-Domingue où cette plante croît partout

(1) Robert DELMAS : « Alerte chez les cultivateurs d'arachides. Les principes des échanges commerciaux dans le cadre de l'Union française ».

sans avoir besoin d'être maintenant semée, qu'on en fait du gigery, comme les Orientaux font le gigery avec les graines huileuses du sésame (qui est le vrai gigery des arabes). Ce sont des gâteaux de ces semences d'arachides, rôties et pilées avec du sucre brut, mais assez recherchés surtout des nègres : on dit qu'ils excitent à l'amour » (1).

La consommation du beurre d'arachides (peanut butter) a pris une grande place dans la vie courante aux États-Unis, où 24 % des foyers américains l'utilisent, selon l'enquête menée en 1942 par le Bureau of Home Economic and Bureau of Labor Statistics. Fabriqué par broyage d'arachides bien grillées, additionnées de sel, le beurre d'arachides pourrait trouver de larges débouchés tant sur le marché local que sur le marché métropolitain.

La farine d'arachides combinée avec des farines de céréales peut servir à préparer des bouillies et des soupes. Son utilisation dans l'alimentation locale permettrait d'améliorer le régime alimentaire du noir. Ainsi que le note un rapport officiel : « Un signe sans doute pas d'aisance, mais de mieux-être existera, quand les tourteaux d'arachides ne seront plus consommés par l'indigène, ne seront plus exportés, mais seront donnés au bétail. Ce n'est pas tout à fait un paradoxe, car cela prouvera que l'on s'attache davantage à la production de la viande, et... vraisemblablement que l'on en consomme davantage ». Par ailleurs le traitement des oléagineux laisse aux huileries une quantité considérable de déchets : rafles, coques, tourteaux, qui peut atteindre trois fois la quantité d'huile extraite. Des techniques modernes expérimentées à Segou (Soudan) permettent une utilisation rationnelle de ces sous-produits. Les déchets sont carbonisés et les gaz goudronneux ainsi obtenus donnent après traitement, du semi-coke qui fournit la force motrice et le chauffage de l'huilerie ; du goudron qui permet d'obtenir par distillation une quantité invraisemblable de produits depuis les vernis jusqu'aux insecticides en passant par les textiles ; de l'eau chargée de sels ammoniacaux qui donneront d'excellents engrais. Une tonne de coques d'arachides donne 340 kilos de semi-coke, 170 kilos de goudron, 245 kilos de gaz et 245 kilos d'eau.

La réduction du prix de revient du produit, l'augmentation de la production, l'industrialisation sur place doivent entraîner une amélioration du sort de l'indigène à laquelle contribueront également le prix de la marchandise et l'évolution du régime foncier.

(1) Extrait d'un mémoire de M. DUBUC aîné, sur la pistache de terre (arachis hypogoea) par BOUILLON LAGRANGE. Journal pharmacies, 1822, 8, p. 233. Note de M. VIREY, citée par M^{lle} M.-Th. FRANÇOIS : « La Chimie de l'arachide et de ses produits » in CHEVALIER : « Monographie de l'Arachide ».

B) Conséquences sociales et juridiques

Les prix. — Aux termes de l'arrêté général n° 5.969 S. E. du 31 octobre 1950 (J. O. A. O. F. 1950, p. 1649) « les prix d'achat (des arachides) pourront être librement débattus entre acheteurs et vendeurs à tous les stades de la commercialisation ». Cette disposition met fin au régime du prix unique que les circonstances avaient imposé. La seule limite au prix devient la fixation d'un prix plafond pour l'huile à 179 fr. 50 le litre, hors taxe, sortie usine. Ce régime de liberté a pour but de ressusciter la concurrence et de garantir une rémunération plus forte au producteur, ainsi que le laisse prévoir la conjoncture économique. Les prix débutèrent à 14 fr. 50 au début de la traite 1950-1951, et montèrent à 16 francs et 18 francs quelques jours après pour atteindre 21 à 25 francs début janvier. Parallèlement, au stade caf, les graines décortiquées passent de 74 francs métropolitains le kilo à 80 francs en décembre et 87-89 francs début janvier. A partir du 10 janvier 1951, les cours atteignent 35 francs cfa le kilo au producteur, et les prix caf, pour les arachides décortiquées, montent à 135 francs métropolitains. Sans négliger les possibilités de manœuvres spéculatives, cette hausse était déterminée par la pénurie mondiale des corps gras, aggravée par la psychologie du stockage, due à la guerre de Corée. Les prix de l'huile ont augmenté.

Cette pénurie était particulièrement sensible sur le marché français, les huiliers métropolitains travaillant toujours à des chiffres inférieurs à leurs possibilités. Industriels et commerçants ont pensé que le Gouvernement serait bien obligé de relever le prix de l'huile : aussi se sont-ils disputé la récolte qui était très déficitaire par rapport à l'année précédente. Fin janvier le commerce et l'industrie, effrayés par les répercussions de la hausse, et sous la menace d'une intervention administrative, s'engageaient à ne pas acheter à plus de 28 francs cfa franco gare Dakar, soit 26 francs le kilo au demi-gros à Kaolack ce qui équivalait à 110 francs métropolitains caf le kilo d'arachides décortiquées. Or, par arrêté du 3 février 1951 (J. O. R. 1951, p. 1236), le Département fixa à 100.000 francs la tonne, poids net délivré, qualité « telle quelle », le prix caf des arachides décortiquées. Ce texte s'appliquait-il aux arachides importées en France à partir du 3 février, date de l'arrêté, ou vendues à partir de cette même date ? Dans ce dernier cas, le texte ne modifiait pas beaucoup la situation, la quasi-totalité des arachides étant vendues à cette époque. La publication de cet arrêté souleva les protestations du commerce et des représentants du Sénégal. C'était évidemment léser tous les

exportateurs qui avaient souscrit des contrats à des prix plus élevés. Alors que le tarif douanier frappant les produits étrangers importés venait d'être rétabli en A. O. F., favorisant ainsi les produits français, il était en effet inhabile de traiter défavorablement les produits d'Outre-Mer, et particulièrement ceux du Sénégal. Aussi un arrêté du 3 avril 1951 (J. O. R. 1951, p. 3371) précise que « les dispositions précédentes (celles de l'arrêté du 3 février 1951), ne sont pas applicables aux graines d'arachides décortiquées de la campagne 1950-1951 qui ont fait l'objet d'un contrat d'exportation sur la Métropole conclu antérieurement à la publication dudit arrêté ». C'était réduire à néant les dispositions antérieures. Il semble que, si le prix caf avait été fixé à 108 ou 110 francs le kilo, le texte aurait été accepté par tout le monde.

Beaucoup de corps gras sont des produits concurrentiels qui, à parité de prix, peuvent être substitués les uns aux autres. Cette étroite solidarité empêche de considérer isolément le cas de l'arachide, sans tenir compte des autres corps gras équivalents et de leurs diverses provenances.

Par ailleurs, le prix est imposé au cultivateur : il est en relation de dépendance très étroite avec le prix côté sur les bourses de Marseille ou de Bordeaux, sur lesquelles se manifestent les demandes des acheteurs européens. Le Trust Unilever peut, en raison de son importance, manœuvrer le marché de l'arachide. Les maisons de commerce installées en A. O. F. calculent leurs prix d'après les cours payés en Europe. Elles savent que leur intérêt est de payer le prix maximum au cultivateur et de stimuler par là ses besoins en produits d'importation, vendus d'autant plus chers que le pouvoir d'achat du paysan est plus élevé. Cette fixation unilatérale du prix entraîne comme conséquence que toute amélioration du niveau de vie par action directe sur le prix devra poursuivre la réduction des frais qui grèvent la graine.

Peut-on déterminer un prix au-dessous duquel l'indigène se désintéressera de la culture ? Pour Batude (1) ce prix minimum serait celui de la nourriture nécessaire à la subsistance de sa famille, les autres besoins n'étant pas impérieux pour l'indigène. Comme ce prix de revient tend vers zéro, étant donné l'extrême frugalité du noir, l'auteur en déduit que la vente de l'arachide constitue pour le cultivateur un salaire d'appoint. Aussi ne sera-t-il pas exigeant pour le prix. Mais s'agissant de satisfaire des désirs « flous et élastiques », il pourra se désintéresser facilement de la culture. Cet aspect du prix de l'arachide est exact : le cultivateur s'intéresse avant tout à son mil, et l'arachide n'obtient sa faveur

(1) BATUDE : « L'arachide au Sénégal ».

qu'autant qu'elle lui permet de se procurer des biens de consommation.

Mais l'arachide constitue également un facteur de progrès : c'est elle qui conditionne l'économie du pays. Elle alimente le budget de la Société de Prévoyance, et celle-ci peut étendre ses activités dans le domaine social comme dans le domaine économique. Le budget du Sénégal est fonction de l'arachide. La part des impôts directs pour Kaolack et Gossas, perçus à ce titre, est allée en augmentant :

45.458.108	francs d'impôts directs ont été recouvrés en	1947
62.077.788	— — — — —	1948
88.464.456	— — — — —	1949

Les droits à l'importation, droits de sorties, droits de statistiques, et autres droits perçus par l'Administration des Douanes, rapportent d'importantes sommes au budget de la Fédération. Pour Kaolack seulement, le montant des droits perçus à ce titre s'élève à :

95.134.355	francs au total pour l'année	1947
291.179.303	— — — — —	1948
477.986.696	— — — — —	1949
519.866.195	— — — — —	1950

Les droits de sortie perçus par l'Administration des Douanes pour le port de Foundiougne pour l'année 1950 s'élèvent à 74.877.000 francs.

En 1946 le Sénégal vient en tête de la Fédération pour les recettes douanières avec 1.264,4 millions contre 565,5 millions pour la Côte d'Ivoire, 199 pour la Guinée, 118 pour le Dahomey 80,3 pour le Niger, et 56,9 pour le Soudan et la Mauritanie. L'équilibre de ces budgets permet à l'œuvre de colonisation de se manifester. Payer un prix trop faible entraînerait la désaffection du cultivateur pour l'arachide, et compromettrait un moment l'avenir du pays, comme cela s'était produit en 1930.

Il y a dans l'élément « prix » un autre facteur important, c'est la valeur même du sol qui s'amenuise sous l'effet de la culture irraisonnée. Les éléments minéraux prélevés par la plante sans qu'il y ait restitution au sol sous une forme quelconque, grèvent d'autant le prix de revient du produit. C'est ce qui faisait dire au Gouverneur De Lachainée « n'exportons pas notre sol ». Dans le calcul du prix d'achat de l'arachide, il faudrait prévoir dans le bilan les sommes nécessaires aux engrais et aux travaux indispensables au maintien de la fertilité des sols. Partant de là, faut-il laisser le prix s'établir librement ou faut-il le fixer d'une façon autoritaire ?

La certitude d'avoir sa récolte toujours payée au même prix, quel que soit le lieu de production, incite le paysan à mettre en culture des zones éloignées des ports d'embarquement : c'est ainsi que les Terres Neuves, à l'est de Kalfrine, ont été mises en valeur ces dernières années. Cette assurance de réaliser toute sa récolte à un prix fixé d'avance, attire également le navétane. Par ailleurs, la libre concurrence n'a eu pour effet que d'augmenter le profit des intermédiaires au détriment de celui des producteurs. Enfin, on ne saurait, sans arbitraire, fixer administrativement le prix de l'huile, et laisser jouer la loi de l'offre et de la demande dans la commercialisation des produits qui concourent à la fabrication de cette huile : il faut que la liberté s'entende à tous les stades, et que l'exportateur puisse alors réaliser, sans réserves, tous ses produits sur les marchés étrangers.

Contre ces arguments, les partisans du prix libre font valoir que, dans le Sine-Saloum notamment, les trois quarts ou les quatre cinquièmes de la récolte sont d'une évacuation facile : 25.000 tonnes environ correspondraient à des zones difficiles à évacuer. L'établissement d'un prix unique constitue donc une pénalisation pour la majorité des cultivateurs. La meilleure preuve en est, qu'au cours de la campagne 1949-1950, les arachides étaient payées à 15 francs à Thiès, à Tivaouane et dans de nombreux points du Sine-Saloum alors que le prix avait été fixé administrativement à 14 fr. 50. La fixation d'un prix unique est en contradiction avec nos tendances libérales. Ce système entraîne une fonctionnarisation du commerce, nécessite une énorme paperasserie, et provoque de nombreux litiges de compensation. Les Pouvoirs Publics sont dans la nécessité d'établir des barèmes compliqués, couvrant tous les risques, où les postes des dépenses sont gonflés dès l'origine. Ils assurent des marges certaines et profitables au commerce, qui ne court plus de ce fait aucun aléa, et perd son esprit d'initiative.

Ce système artificiel conduit à réglementer toutes les activités qui concourent à la campagne commerciale, réglementation des transports par exemple. Il est difficile d'établir un barème, surtout si on prétend tenir compte des prix mondiaux. La plupart des pays pratiquent des prix « intérieurs » : un camion de 5 tonnes vaut 250.000 francs en Amérique, le camion français de même puissance vaut 575.000 francs. Aux États-Unis, les Pouvoirs Publics ont fait acheter cette année les graines d'arachides aux producteurs au prix moyen de 127 francs le kilo ; fait revendre ces mêmes graines aux fabricants d'huile américains à 55 francs le kilo ; et mis sur les marchés internationaux les surplus de la récolte à 80 francs le kilo : peut-on parler d'un prix mondial de l'arachide dans ces conditions ?

La suppression du système entraînerait la fin des discussions byzantines entre les différents ministères pour l'établissement du prix, qui reste ainsi incertain à la veille de l'ouverture de la traite. Les navétanes ne sont pas indispensables à la culture de l'arachide et peuvent être avantageusement remplacés par la vulgarisation de la culture attelée. Enfin la libre concurrence a conduit autrefois à de très belles récoltes.

Après l'expérience qui a été faite du prix libre et du prix unique, il semble que le meilleur système consisterait à garantir un prix minimum au cultivateur. Répondant à une question de M. Djim Momar Gueye, conseiller de l'Union Française, qui lui demandait s'« il était possible d'accorder aux producteurs indigènes d'arachides du Sénégal un prix minimum garanti, tout comme aux producteurs métropolitains de betteraves et de blé, un prix minimum est garanti pour leurs produits »; M. Coffin, secrétaire d'État à la France d'Outre-Mer, répondait : « Il n'y a pas lieu d'abandonner la recherche des moyens qui seraient de nature à assurer aux producteurs d'arachides une sécurité comparable à celle des producteurs métropolitains » (1).

Les graines oléagineuses métropolitaines sont actuellement protégées, et le prix du colza à la production est notamment déterminé, aux termes du décret n° 47-1.402 du 26 juillet 1947 (J. O. R. 1947, p. 7413), en affectant d'un coefficient le prix légal du blé récolté au cours de la même campagne agricole, coefficient révisé chaque année sans pouvoir toutefois être inférieur à deux. Les prix des autres graines oléagineuses sont établis par référence au prix du colza. Cette garantie qui joue pour une durée de sept ans à compter de la date de la publication du décret, ne vaut également que jusqu'à concurrence d'un plafond de 100.000 tonnes d'huile. Dans une politique à l'échelle de l'Union Française, cette garantie appliquée aux graines métropolitaines doit nécessairement s'appliquer aux graines récoltées Outre-Mer. Il n'est pas indispensable de créer un Office de l'Arachide, analogue à l'Office du Blé. Étant donné la conjoncture économique actuelle, et notamment les déficiences des exportations étrangères d'oléagineux, et la capacité de trituration des huileries métropolitaines, il semble que, sans créer d'appareillage administratif, une garantie d'écoulement pour une quantité donnée, équivalente à 500.000 tonnes d'huile par exemple pourrait être envisagée ainsi qu'il en a été décidé pour le colza. Dans les limites de ce plafond on assurerait au producteur un prix minimum d'achat. Cette garantie, qui cesserait de jouer

(1) Débats de l'Assemblée de l'Union Française. Séance du 28 novembre 1950. J. O. Débats As. de l'Un. Franç. du 29-11-1950, p. 1441.

quand le plafond serait atteint, permettrait également de maintenir la production dans des limites raisonnables, et inciterait le cultivateur à faire place à côté de l'arachide à la culture des plantes vivrières. Mais ce prix minimum pousserait par ailleurs le cultivateur à mettre en valeur les terres éloignées des ports d'embarquement. Ce système n'exigerait pas l'établissement de barèmes, chaque exportateur réduisant les frais de manutention de la graine pour pouvoir concurrencer ses rivaux. Il n'y a pas lieu de rechercher non plus un prix maximum en fixant par exemple un prix plafond pour l'huile, pour protéger le consommateur. Celui-ci saura de lui-même en période d'abondance tout au moins, remplacer l'huile chère par d'autres corps gras d'un prix moins élevé, ou bien il composera son alimentation différemment de façon à absorber la même quantité de lipides que lui apporterait sa consommation d'huile.

La mévente de ce produit obligerait alors les intermédiaires à réduire leur marge bénéficiaire, tout en respectant le pouvoir d'achat du producteur. En période de crise la fixation autoritaire du prix de l'huile protégerait efficacement le consommateur.

La détermination du prix minimum à payer au producteur, difficile à établir en raison du caractère familial des exploitations, devrait tenir compte de la psychologie de l'indigène, et notamment de l'usage qu'il fait des revenus provenant de la culture industrielle. Les différents éléments pris en considération pour établir le prix de revient d'un hectare de blé (arrêté du 30 avril 1950, J. O. R. 1950, p. 5103) pourraient servir de base dans une certaine mesure à la fixation du prix de l'arachide. En vue de préserver l'avenir, le poste conservation du sol, ne doit pas être négligé.

L'importance des intérêts économiques mise en cause, l'influence sur le marché mondial de trusts étrangers, les variations très rapides et d'une grande amplitude constatées sur le marché des oléagineux, contribuent à faire de la protection douanière une technique insuffisante en cas de crise des prix. L'écoulement normal de la production d'Outre Mer dans la Métropole ne saurait résulter de la simple application de tarifs douaniers. Par ailleurs, la France a souscrit aux accords de Genève, tendant à la réduction substantielle des tarifs douaniers et des autres entraves aux échanges, et à l'élimination des discriminations en matière de commerce international (1).

En ce qui concerne les graines oléagineuses, les exportateurs d'Afrique font valoir qu'il existe une étroite solidarité entre les

(1) Accords de Genève sur les tarifs douaniers, 30 octobre 1947. Notes documentaires et études, n° 776 du 9 décembre 1947, Ministère des Affaires Étrangères.

deux aspects de la protection douanière dans l'Union Française : protection accordée dans les territoires d'Outre-Mer aux produits métropolitains, et protection accordée dans la Métropole aux produits d'Outre-Mer. Le taux des droits de douane perçus sur les graines oléagineuses importées de l'étranger doit correspondre à la garantie dont bénéficient les produits métropolitains dans les territoires d'Outre-Mer. Cette cherté des produits métropolitains a également des incidences sur les taux de frêt des Compagnies françaises de Navigation, qui sont en général plus élevés que ceux perçus par les Compagnies étrangères : d'où il résulte que, si au stade fob les prix des graines oléagineuses d'Outre-Mer sont à la parité mondiale, il n'en est plus de même au stade caf. Il sera par ailleurs difficile de maintenir, sans protection du prix de vente, des produits coloniaux à la parité des cours extérieurs, si les territoires d'Outre-Mer sont ravitaillés par la Métropole en produits dont les prix sont supérieurs aux cours mondiaux.

Si la réglementation douanière est faite surtout pour protéger des industries ou des cultures naissantes, il y a lieu cependant de tenir compte des investissements prévus au Plan et dont les objectifs pour la seule culture de l'arachide sont de l'ordre de 25 milliards. Face à leurs voisins britanniques qui ont passé avec le Ministry of food, par l'intermédiaire des Marketing Boards des contrats de longue durée assurant un débouché pour la totalité de la récolte à des prix minima garantis, les territoires français d'Outre-Mer, en cas de chute des cours, se trouveraient rapidement éliminés du marché sans la protection douanière. Enfin c'est sur la demande de la Métropole et de l'Afrique du Nord que la production a été intensifiée en A. O. F. : ceci implique un engagement au moins moral, par des droits protecteurs par exemple, de faciliter l'écoulement de la récolte dans ces territoires. D'ailleurs la mévente des graines d'Outre-Mer aurait des répercussions sur le pouvoir d'achat de l'autochtone, ce qui se traduirait par une mévente des produits d'importation métropolitains, comme ce fut le cas lors de la crise de 1930. Toutes ces circonstances postulent l'établissement d'une réglementation douanière.

Les huiliers métropolitains estiment que la protection douanière ne ferait qu'aggraver le mal dont souffre déjà l'industrie huilière par suite des garanties accordées aux producteurs des graines oléagineuses en France : le prix élevé de l'huile a pour corollaire une sous consommation sur le marché intérieur, et l'impossibilité de vente à l'exportation.

Les consommateurs font valoir que les cours des graines oléagineuses en provenance des territoires d'Outre-Mer sont alignés sur les cours mondiaux suffisamment rémunérateurs, et que dans ces conditions aucune protection n'est justifiée.

Les représentants du Ministère de la France d'Outre-Mer estiment nécessaire la déconsolidation des taux négociés et leur relèvement au niveau de 1939, soit 12 % : une suspension pouvant toujours intervenir si des garanties d'écoulement sont prévues pour la production d'Outre-Mer.

La Commission de Révision Douanière estime suffisant un taux de 10 %, avec minima de perception de 500 francs par quintal pour les arachides, pour assurer aux producteurs d'Outre-Mer une protection supplémentaire de leur récolte en cas de chute des cours au-dessous d'un prix moyen déterminé par référence au cours pratiqué en 1938.

Parallèlement aux mesures de protection douanière, la garantie du prix de vente du produit pourrait être recherchée dans la réduction des lourdes charges qui grèvent l'arachide. Bien que les budgets, local et fédéral, soient tributaires de ces impôts, il n'en est pas moins vrai qu'un allègement du taux de ces derniers pourrait avoir les répercussions les plus heureuses sur le prix payé au producteur. Les taxes intérieures, notamment la taxe de transactions, calculée une première fois sur le prix d'achat au producteur augmenté de la commission des intermédiaires, et une deuxième fois sur le prix de cession de la tonne coques en franco-gare, et dont le taux a été fixé à 2 % ; la taxe sur le chiffre d'affaires fixée à 1 % et perçue deux fois dans les mêmes conditions d'assiette que la précédente, et les droits de sorties, droits de statistiques, taxes de conditionnement et de recherche, se sont élevés, pour la campagne 1949-1950, à près de 13 % de la valeur fob du produit alors qu'en 1939 ces différentes taxes n'atteignaient que 3,35 % de cette même valeur. Une tonne d'huile paic pour la campagne 1949-1950, 16.832 francs de taxes de sorties au moment de l'exportation, et 10.872 francs de taxes à l'entrée en France. Si à cela on ajoute l'intérêt de 25 %, perçu par la Société de Prévoyance sur les prêts de semences on est obligé de constater que l'arachide, produit pauvre, se trouve lourdement grevé au point de vue fiscal.

Toutes les mesures envisagées jusqu'ici ayant pour but d'améliorer le niveau de vie du paysan en augmentant ses recettes, il convient d'examiner le budget de quelques familles pour savoir s'il n'est pas possible d'améliorer leur niveau de vie en agissant sur le chapitre des dépenses.

Les budgets familiaux et la politique des crédits. — L'étude d'un budget en pays indigène présente de nombreuses difficultés par suite de la composition très variable des familles : tantôt on est en présence de la famille analogue au ménage européen, avec cette différence que le chef de famille est polygame. Mais ce groupe peut

s'élargir par l'adjonction de nombreux parents ascendants et collatéraux. On trouve quelquefois encore la famille ancestrale, groupant, sous la direction du patriarche, tous les descendants. Au lieu d'étudier le budget d'une famille nettement individualisée, il est préférable d'étudier le budget d'une famille type, ce qui donne une idée plus générale du niveau de vie moyen de la région. Ces réserves préliminaires étant faites, on peut dire que la famille type dans le sens restreint du mot, se compose tant en pays Ouolof qu'en pays Sérère du mari, de ses deux femmes, et de trois enfants dont deux seront supposés mineurs de 14 ans.

a) *Budget d'une famille Sérère de la région de Dangane pour la campagne 1949-1950.*

RECETTES. — *Arachides :*

Surface moyenne cultivée par producteur : 0 ha. 844 (les deux enfants mineurs cultivent à eux deux la même surface qu'un cultivateur adulte).

Surface totale cultivée en arachides : $0 \text{ ha. } 844 \times 5 = 4 \text{ ha. } 220$.

Rendement à l'hectare : 700 kilos.

Poids total de la récolte : $700 \text{ kilos} \times 4,22 = 2.954 \text{ kilos}$ à 14 fr. 50 le kilo.

Recettes provenant de la vente des arachides : $14 \text{ fr. } 50 \times 2.954 = 42.833 \text{ francs}$.

En fait, le père cultive plus d'un hectare ainsi que son fils aîné, les femmes cultivent à peine un demi hectare chacune.

Plantes vivrières

Espèces	Superficie par personne	Superficie totale	Rendements à l'Ha.	Poids total récolté
Souna.....	0 ha, 452	2 ha, 260	380 kilos	858 kilos
Sanio.....	0 ha, 381	1 ha, 905	400 —	762 —
Bassy.....	0 ha, 102	0 ha, 510	611 —	311 —
				1.931 —

Le mil sert exclusivement à la nourriture de la famille. Il n'est vendu que lorsque la soudure est faite. Dans le cas examiné, les besoins peuvent être chiffrés à 700 grammes de mil par personne et par jour, soit au total : $700 \text{ gr.} \times 6 \times 365 = 1.533 \text{ kilos}$ pour l'année.

Il resterait donc un excédent de mil vendu à 12 francs le kilo, soit : $12 \text{ francs} \times 398 = 4.776 \text{ francs}$.

Total des recettes : 47.609 francs.

A Logué, près de Foundiougne, les femmes vendent des produits de cueillette, notamment du « pain de singe » (fruits du baobab) ; elles vendent également du tabac et du couscous. En échange, elles achètent du mil ou du riz qui leur sert à la préparation d'un nouveau couscous. Cette opération répétée souvent fait boule de neige, et permet parfois à la famille de vivre de ces revenus sans toucher aux greniers familiaux.

DÉPENSES. — *Impôts et intérêts :*

Impôt de capitation (pour tout adulte âgé de plus de 14 ans)
260 francs $\times$ 4 = 1.040 francs.

Cotisation Société de Prévoyance : 70 francs $\times$ 4 = 280 francs.

Semences, Société de Prévoyance et intérêts : 300 kilos +
75 kilos d'intérêts à 14,5 = 5.437 fr. 50.

Dépenses d'habillement :

Homme : 1 grand boubou...	750 frs (10 mètres de percale)
1 caftan.....	600 »
1 tourki.....	500 »
1 pantalon.....	350 »
	2.200 »

Le costume de travail sera confectionné avec de vieux effets.

Femmes (pour chacune) : 1 boubou.....	800 frs
2 camisoles.....	1.200 »
2 mouchoirs de tête...	300 »
2 pagnes.....	800 »
	3.100 »
Total pour les deux : 3.100 $\times$ 2.....	6.200 »
Enfants (pour chacun) : 1 caftan.....	200 »
1 froc.....	120 »
	320 »

Total pour les trois : 320 $\times$ 3 = 960 francs.

Il convient de noter que les dépenses d'habillement pour la femme sont toujours supérieures à celles de l'homme. Mais très souvent les dépenses de la femme sont en partie couvertes par ses propres gains provenant de sa récolte et de son petit commerce.

Les Sérères se passent de riz, car, pour cuisiner le riz, il faut des condiments, notamment de l'huile, du poisson ou de la viande, et le Sérère est économe par excellence.

Il faut ajouter à ce chapitre les cadeaux rituels qui s'élèvent à 2.000 francs au minimum par an ; ainsi que l'achat ou la refonte des bijoux : 1.000 francs par an.

Soit au total : 19.117 fr. 50 de dépenses ce qui laisse un bénéfice net de 28.491 fr. 50.

Ce solde sert à agrémenter de temps en temps les repas par de la viande ou du poisson, il sert également à payer les dépenses d'ameublement : on trouve de plus en plus dans les cases des lits métalliques, des matelas, des buffets, des rideaux. Il existe entre paysans un certain esprit d'émulation des plus bienfaisants.

b) *Budget d'une famille Ouolof de la région du Laghem pour la campagne 1949-1950 :*

RECETTES. — *Arachides :*

Surface moyenne cultivée par producteur : 0 ha. 922.

Surface totale cultivée en arachides : 0 ha. 922 $\times$ 5 = 4 ha. 610.

Rendement à l'hectare : 1.088 kilos.

Poids total de la récolte : 1.088 $\times$ 4,61 = 5.015 kg. 68.

Recettes provenant de la récolte d'arachides : 14 fr. 50 $\times$ 5.015,68 = 72.727 francs.

Plantes vivrières

Espèces	Superficie par personne	Superficie totale	Rendements à l'Ha.	Poids total récolté
Souna.....	0 ha, 289	1 ha, 345	300 kilos	403 kg 500
Sanio.....	0 ha, 381	1 ha, 905	475 —	907 kg 800
Bassy.....	0 ha, 153	0 ha, 765	548 —	419 kg 200
				1.730 kg 500

Le mil n'est pas commercialisé et sert à la satisfaction des besoins familiaux. En l'espèce ses besoins étant de 1.533 kilos en moyenne, il reste un excédent qui sera commercialisé.

Dans beaucoup de régions cultivées par les Ouoloffs, la production des cultures vivrières ne permet pas de combler les besoins de la consommation familiale.

Dans le canton de Gandiaye, par exemple, les récoltes de mil pour une famille analogue au type envisagé seraient les suivantes :

Espèces	Superficie par personne	Superficie totale	Rendements à l'Ha.	Poids total récolté
Souna.....	0 ha, 075	0 ha, 375	300 kilos	112 kg. 5
Sanio.....	0 ha, 051	0 ha, 255	407 —	103 kg. 7
Bassy.....	0 ha, 005	0 ha, 025	550 —	13 kg. 7
				229 kg. 9

Ce qui nécessiterait l'achat de produits vivriers.

Aux recettes provenant de la culture il faut ajouter celles provenant de la vente de quelques volailles, des œufs et du lait, soit un millier de francs au total.

DÉPENSES. — Impôts et intérêts :

Impôt de capitation : 260×4	1.040 frs
Cotisation Société de Prévoyance : 70×4	280 »
Semences Société de Prévoyance et intérêts :	
300 kilos + 75 kilos d'int. à 14 fr. 50.....	5.437 50

Dépenses d'habillement : Homme :

1 caftan 5 mètres	
1 boubou 9 —	} 23 mètres de tissus à 150 francs le mètre.....
1 pantalon 4 —	
1 tourki 5 —	
1 bonnet.....	175 »
1 couverture.....	300 »
1 paire de babouches.....	150 »

Femmes (pour chacune) :

2 pagnes : 2 m. 50×2	} 53 mètres de percale à 80 francs le mètre.....	
2 camisoles : 4 m. $\times 2$		
2 boubous : 8 m. $\times 2$		4.240 »
4 draps de lit en percale :		
2 mouchoirs de tête.....		300 »
2 paires de babouches.....		400 »
soit pour 2 femmes : $(4.240 + 300 + 400) \times 2 = 9.880$ francs.		

Pour la Tabaski, fête musulmane, le mari achètera à chacune de ses femmes un nouveau pagne, une camisole, un mouchoir de tête et une paire de babouches, soit : 1.440 francs.

Enfants : 1 caftan pour chacun $(2 \text{ m.} \times 150) \times 3 = 900$ francs.

Dépenses pour l'alimentation :

La famille Ouoloff consomme pendant neuf mois de l'année, de novembre à juillet, 1 kilo de riz par jour à midi et, le soir, du mil, le riz valant 35 francs le kilo, la dépense s'élève à $35 \text{ francs} \times 270 = 9.450$ francs.

En août-septembre et octobre, la Société de Prévoyance a fourni 30 kilos de riz à 31 fr. 50 le kilo, soit 945 francs.

Dépenses somptuaires :

Aux fêtes du Gamou, de la Tabaski et de la Korité, les femmes font des frais de parures qui reviennent pour les trois fêtes à 450 francs, soit 900 francs pour deux femmes.

Les bijoux sont refondus au moins une fois par an, soit 1.000 francs, et, pour deux femmes, 2.000 francs. Les voyages et les cadeaux aux parents qui viendront rendre visite à la famille grèvent le budget de 1.000 francs par an. Les cadeaux aux visiteurs : griots, cordonniers, comptent pour 500 francs par an ; et les cadeaux faits par les femmes à leurs parents à qui elles vont rendre visite sont imputables au budget pour un total de 400 francs par an.

Le total des dépenses s'élève donc à 37.347 fr. 50.

Comme les recettes s'élèvent au total à 83.291 francs, compte tenu de la valeur de la récolte : 72.727 francs, de la valeur du mil commercialisé 797 kilos à 12 francs (les 300 kilos de riz cédés par le commerce ou la Société de Prévoyance viendront en effet remplacer 600 kilos de mil qui s'ajoutant aux 197 kilos supplémentaires seront commercialisés), soit 9.564 francs auxquels s'ajoutent 1.000 francs, valeur des volailles, œufs, lait ; il subsiste un solde créditeur qui s'élève à $83.291 - 37.347,5 = 45.943$ fr. 50 (1).

La comparaison entre ces bilans révèle chez le Sérère des mœurs beaucoup plus paysannes que chez le Ouolof : le premier réserve à ses cultures vivrières plus de surface que ne le fait le Ouoloff, mais, par contre, il cultive moins d'arachides que lui. Les dépenses du Sérère sont celles du paysan économe qui achète l'indispensable : l'habillement ; le Ouolof au contraire fait preuve d'un niveau de vie plus élevé en variant ses menus avec du riz ; le goût des parures, des bijoux est également plus développé chez lui. Quoi qu'il en soit l'examen de ces deux bilans fait apparaître chez les populations du Sine-Saloum un standing de vie beaucoup plus élevé que celui des autres populations du Sénégal.

En effet, selon M. Pradat (2), Ingénieur agricole, le budget d'une famille Ouolof de Kanène Karr, Cercle de Louga comprenant 1 homme, 2 femmes et 3 enfants s'établit ainsi pour l'année 1947 :

RECETTES. — *Arachides commercialisées* (déduction faite des prêts de la Société de Prévoyance) :

7 francs $\times$ 100 kilos = 7.000 francs.

Poulets, œufs, lait : 1.000 francs.

Mil : surface cultivée 2 ha, 70 = 900 kilos pour la nourriture
Niébé : 0 ha, 60 : 155 kilos.

(1) Les chiffres de production sont extraits du rapport annuel du Service de l'Agriculture de Kaolack, qui a procédé à une très vaste enquête pour établir la surface moyenne cultivée par habitant.

(2) PRADAT : « Note sur le bilan économique des exploitations familiales au Sénégal ».

DÉPENSES. — *Impôts :*

5 personnes à 84 francs par tête : 420 francs.

Habillement, chef du carré : 1 caftan, 1 pantalon, 1 tourki, 1 bonnet, 1 paire de babouches, total : 1.360 francs.

Femmes : 2 camisoles, 2 pagnes, 2 mouchoirs, 2 paires de nêpès : 1.480 francs.

Filles : 2 camisoles, 2 pagnes, 1 mouchoir : 825 francs.

Vivres complémentaires : mouton pour la Tabaski, riz, huile : 2.000 francs.

Divers ; voyages, cadeaux : 1.800 francs.

Total des dépenses : 7.885 francs.

Budget en excédent de 115 francs.

Les faibles rendements obtenus dans la région de Louga réduisent nécessairement le chapitre des recettes, qui, évaluées en 1949-1950, auraient donné 14.500 francs comme valeur de la récolte d'arachides.

Mais, si l'étude des deux bilans concernant les populations du Sine-Saloum, fait apparaître un « solde créditeur », il ne faut pas s'illusionner. On n'a pas fait état des dépenses accidentelles comme l'achat d'un cheval, ou d'une voiture, ou d'une paire de souliers achetés avant la traite à des prix exagérés. Par ailleurs, dès qu'une famille réussit à avoir un peu de bien-être il est bien rare qu'elle ne devienne pas le pôle d'attraction de toute une série de parasites, oisifs, griots, qui viennent s'asseoir à la table du chef de famille, et paient leurs additions en flatteries. Pendant la traite également le sénégalais vit intensément : les fêtes se succèdent aux fêtes, et le tam-tam résonne toute la nuit. Aussi, à partir du mois de mars, le cultivateur, malgré l'apparence d'une situation aisée, se trouve sans ressources et il doit emprunter pour vivre. C'est précisément cette tendance à l'endettement qui maintient l'indigène dans une situation misérable.

Il est inutile de revenir ici sur les pratiques usuraires dont sont très souvent victimes les paysans imprévoyants. En 1945, les Sociétés commerciales se partagent 71 % du total des capitaux investis en A. O. F. (1). Or ces capitaux demandent rémunération. Au cours des années de guerre, beaucoup de marchandises ont été écoulées dans des conditions irrégulières. La Société de Prévoyance réclame elle aussi un taux d'intérêt de 25 %. Les risques d'insolvabilité, qui caractérisent tout débiteur africain, expliqueraient, dans une certaine mesure, les taux d'intérêt perçus par les prêteurs.

Il existe, dit le Secrétaire-Trésorier de la Société de Prévoyance

(1) ROBEQUAIN : « Les richesses de la France d'outre-mer. Structure économique et problèmes humains », année 1949, p. 208 à 215. Les « investissements de capitaux ».

de Kaolack, « une mystique de l'insolvabilité provenant de la nonchalance et de la négligence naturelles du paysan noir et de l'assurance qu'il a de l'impunité... le défaut de sanctions contre, ces débiteurs défaillants donne une impression d'impuissance » (1). C'est pour remédier à ce défaut de sanctions que l'on exige des taux d'intérêts susceptibles de compenser les pertes éventuelles dues aux mauvais débiteurs. Les cultivateurs se plaignent des taux usuraires, le commerçant se plaint de la mauvaise foi de son débiteur.

Les prêts que contracte le cultivateur portent le plus souvent sur des vivres ou des étoffes, et, en général, ils sont modiques, inférieurs à 3.000 francs en principe. Dans ces conditions, le prêteur, en cas de non remboursement à l'échéance, hésite à traduire son débiteur en justice, car, même si l'instance aboutit, le résultat pratique sera nul, puisque l'emprunteur ne possède rien ou à peu près rien de saisissable. La multitude de ces prêts non remboursés pose pourtant tous les ans un angoissant problème. Au 30 juin 1950, la Société de Prévoyance de Kaolack constatait un manque définitif de 1.988 tonnes de semences à récupérer ; et 56,01 % des vivres prêtés étaient recouvrés sur un total de 147.138.491 francs avancés. Les coopératives agricoles de leur côté ne récupéraient que 38,4 % des vivres prêtés : 64.000.000 de francs, représentant des avances de vivres, restaient ainsi à la charge de la caisse de l'arachide.

Dans un discours du 27 mars 1947, le Haut Commissaire Barthes insista particulièrement sur la question des crédits en vivres consentis aux producteurs : « C'est là, a-t-il dit, une opération commerciale dont il sied que chacun comprenne le caractère exact ; les emprunteurs ont jusqu'à présent, eu tendance à considérer ce crédit comme un cadeau... il convient... de persuader les producteurs que leur premier devoir consiste à rembourser les avances qui leur ont été consenties. C'est là une notion d'honnêteté civique, d'honnêteté économique, dont chacun peut avoir conscience ».

Certains auteurs comme M. Guiraud ont préconisé pour remédier à ces inconvénients, l'institution d'un warrantage de la récolte. Pour cet auteur ce warrantage serait d'autant plus facile à réaliser que les graines seraient déposées dans des magasins généraux. Il est actuellement question d'organiser une procédure analogue au warrantage pour résoudre le problème des crédits. Il n'est pas certain que ce système soit la meilleure formule. Le warrant s'adresse à des prêts assez importants et l'écrit qui en fera foi pourra être endossé comme une lettre de change. Il faut recourir

(2) MADIÉ : « Éléments pour servir à l'établissement du rapport économique de 1949 du cercle du Sine-Saloum ».

à la transcription du warrant sur un registre spécial tenu par le Greffier de la Justice de Paix.

Dans ce pays, les prêts sont des prêts de consommation, modiques. Ils sont en principe consentis en nature par des petits commerçants, libano-syriens, traitants africains ou « indépendants » qui, eux, reçoivent des crédits des maisons de commerce. Celles-ci peuvent se permettre de consentir des découverts de cette importance. Aussi le prêteur n'est-il pas pressé d'escompter son titre, d'autant plus qu'il y a là un moyen de contrainte pour amener l'agriculteur à lui livrer la récolte. Par ailleurs, les juridictions sont moins nombreuses en A. O. F. que dans la Métropole, et, s'il faut recourir à la transcription du prêt au Greffe du Tribunal, il est bien probable que beaucoup de prêteurs négligeront de le faire et que dès lors l'institution deviendra illusoire.

Aussi en attendant de faire disparaître par l'éducation cette fâcheuse pratique des « crédits d'hivernage », il convient d'envisager un système qui, tout en permettant au producteur d'emprunter dès les premiers signes de disette, offre cependant au créancier gagiste des garanties telles que celui-ci ne soit pas contraint d'exiger des taux d'intérêt usuraires. Lorsque la Société de Prévoyance distribue les semences, elle devrait remettre à chaque chef de famille une fiche qui comporterait notamment comme indications : l'identité complète du bénéficiaire des semences, la désignation des membres adultes de sa famille cultivant avec lui, le nombre de kilogrammes de graines avancées, et la quantité à rembourser, intérêts compris. Lorsque le cultivateur voudrait au début de l'hivernage acheter des vivres à crédit, le commerçant vendeur exigerait la fiche de contrôle, et, en présence du chef de village ou du délégué du chef de canton, il mentionnerait sur la fiche la nature du prêt consenti, et sa valeur. La même opération recommencerait à chaque demande de l'emprunteur. Les commerçants sont assez avertis pour savoir combien peut récolter un agriculteur qui a disposé d'une quantité donnée de semences.

Ils peuvent donc proportionner leur prêt à la valeur présumée de la récolte, et cela d'autant plus qu'il s'agit dans la majorité des cas de prêts modiques. Rien n'empêchera le cultivateur d'acquitter ses dettes avant la traite. Lorsqu'il remboursera ses semences, la Société de Prévoyance, inscrite comme premier créancier, lui donnera quitus, et ainsi de suite pour chaque commerçant. Lorsque le cultivateur livrera sa récolte, il présentera sa fiche au traitant acheteur de ses graines. Celui-ci ne lui paiera le prix que sous déduction des sommes mentionnées sur la fiche. Les divers créanciers seront payés suivant leur rang d'inscription.

Des sanctions analogues à celles prévues par la loi du 30 avril

1906 pour le warrant agricole, et notamment les peines de l'escroquerie ou de l'abus de confiance, selon le cas, pourront frapper tout emprunteur convaincu d'avoir fait une fausse déclaration ou d'avoir détourné ou dissipé le gage de son créancier ; l'acheteur des graines pouvant même, suivant les cas, être poursuivi comme complice. Ainsi c'est toujours le cultivateur qui conserve sa lettre de débit. Ces opérations seraient facilitées du fait que la majorité des prêts pour une même région sont consentis au même point de traite, ce qui permettrait au commerçant acheteur, d'aviser facilement les autres commerçants en cas de paiement. Par ce procédé le prêteur serait averti des sommes déjà avancées à son client et il se garderait bien d'être imprudent en prêtant au delà d'un certain chiffre, d'autant plus que le créancier inscrit avant lui serait également désintéressé avant lui, et notamment la Société de Prévoyance, qui, inscrite avant tout autre créancier, serait remboursée la première.

Ce système ne doit pas faire négliger la recherche d'une politique générale de crédit agricole en faveur de l'indigène. Il faut décentraliser les organismes créés par le décret du 26 juin 1931, par l'institution des caisses locales en contact direct avec les utilisateurs.

Cette politique des crédits serait plus facile à mettre en œuvre s'il existait en Afrique un paysannat indigène, analogue à la classe rurale métropolitaine.

L'organisation d'un paysannat indigène. — Toutes les mesures envisagées pour améliorer en définitive le niveau de vie du producteur seront sans efficacité si on n'organise pas un paysannat indigène : « c'est, dit Louvers, une forme de mise en valeur des Colonies, qui consiste à faire cultiver le sol par les indigènes, à leur profit, et sur leurs terres, qu'ils détiennent celles-ci à titre individuel ou sous un régime communautaire » (1). Ce problème comprend en fait trois aspects sur lesquels doivent se concentrer les efforts de la nation tutélaire.

Le régime de la propriété est la pierre de touche de tout système tendant à l'amélioration du sort du paysan. En l'état actuel l'indigène est comparable au fermier qui exploite abusivement sa terre, sachant qu'elle ne lui appartient pas. On ne peut lui demander dans ces conditions d'enfouir la végétation spontanée alors qu'il est si facile de la brûler. On ne peut exiger de lui qu'il s'attache à son bien alors qu'il n'est pas sûr de le transmettre à ses enfants. « L'établissement de la propriété foncière, dit Bouffil, est le seul

(1) LOUVERS : « Notre politique coloniale », Revue catholique des idées et des faits. Bruxelles, p. 35. Cité par HARROY, *op. c.*, p. 350.

moyen de faire comprendre au paysan la beauté de son métier » (1). Une circulaire du Gouverneur général sur la politique agricole, datée du 5 mars 1913, s'exprimait déjà ainsi : « Si nous voulons obtenir du cultivateur plus de travail, une meilleure production, des cultures nouvelles à rémunération lointaine, il faut nécessairement garantir ses droits sur la terre qu'il travaille, en les fixant d'une façon claire et non équivoque ; il faut lui donner la sécurité du lendemain, la certitude qu'il ne sera pas dépossédé de sa terre, qu'il peut semer, planter, cultiver et récolter en toute tranquillité, et qu'à lui seul et aux siens profitera le fruit de son labeur ». « Il faut que le cultivateur se débarrasse de cette indifférence qui le caractérisait au temps où il se considérait partout comme de passage, toujours sur le point de s'établir ailleurs » (2). Un décret du 5 août 1935 crée un « comité d'action colonisatrice et de paysannat indigène ».

Faut-il alors généraliser le système de l'immatriculation en le rendant obligatoire, ou bien faut-il garantir la sécurité de la possession par un autre moyen ? Le premier système ferait du producteur un propriétaire dans le sens du Code civil. Mais à l'heure actuelle, étant donné l'imprévoyance du noir et son ignorance des procédés cultureux modernes, il n'est pas souhaitable que ce système soit généralisé. Toujours endetté, le cultivateur ne tarderait pas à hypothéquer ses terres pour obtenir du crédit, et il aurait tôt fait de devenir le fermier du libanais, du traitant, ou de la maison de commerce. Au lieu de le libérer, ce système pourrait aboutir à l'asservir davantage.

Il faut en réalité faire la distinction entre le problème foncier, qui consiste à rechercher le détenteur du droit de nue-propriété, et le problème qui consiste à identifier le titulaire du droit d'usufruit. Pour faire de l'indigène un paysan selon G. G. Ryckmans (3), la propriété foncière n'est pas une condition indispensable : « ce qui importe c'est la sécurité de la tenure : que la propriété pleine et privative des produits de son travail soit assurée au travailleur ».

Aussi au système de l'immatriculation prévu par les décrets du 24 juillet 1926 et 26 juillet 1932 faut-il préférer le système de la constatation des droits fonciers institué par le décret du 8 octobre 1925. Le bénéficiaire de cette dernière législation ne devient pas propriétaire dans le sens du code civil ; il fait simplement constater

(1) BOUFFIL : « Réflexions sur le paysannat indigène », année 1949.

(2) HARROY, *op. c.*, p. 350.

(3) G. G. RYCKMANS : « Discours prononcé à la séance d'ouverture du Conseil du Gouvernement ». Cité par HARROY, *op. c.*, p. 350.

par écrit les droits qu'il possède selon la coutume. Mais cela lui suffit pour profiter privativement des revenus que lui procure le bien qu'il détient, sans toutefois modifier la coutume. Une réglementation analogue à celle prévue par l'arrêté local du 13 mai 1927 qui grève les lots urbains, situés dans un périmètre déterminé, de la servitude d'interdiction de vendre ou de louer à une personne non indigène, permettrait de réserver l'exploitation du sol aux indigènes, et de prévenir tout accaparement éventuel au profit de commerçants bailleurs de fonds. On atteindrait le même but en réalisant comme le disait le Gouverneur général Ponty, au profit de l'indigène, une sorte de « homestead familial » dont il ne pourrait être dépossédé ni se déposséder sans le consentement de l'Administration, c'est-à-dire pratiquement inaliénable.

Qui dit paysannat dit stabilité : or celle-ci ne peut être obtenue si le producteur borne ses activités à la seule culture de l'arachide.

Bien que le Sine-Saloum ne soit pas un pays de monoculture, l'arachide y occupe cependant une place prépondérante, à tel point que tous les ans le pays est tributaire de l'extérieur pour assurer sa propre subsistance. Les importations de riz indochinois ou de semoule américaine compensent chaque année les déficits des récoltes vivrières. Pour 1948 et 1949, les besoins et les ressources, au point de vue alimentaire, s'établissent ainsi dans le Cercle de Kaolack (1).

<i>Besoins :</i>	1948	1949
Population stable (700 grammes de mil par personne et par jour).....	110.000 t.	110.000 t.
Population flottante (1 kilo par personne et par jour pendant 6 mois)...	5.000 t.	8.500 t.
TOTAL.....	115.000 t.	118.500 t.

Stocks disponibles :

Production base mil.....	86.000 t.	100.000 t.
Importation base mil.....	33.000 t.	39.000 t.
TOTAL.....	119.000 t.	139.000 t.

La crise de 1929, et l'interruption des communications avec la Métropole, à la suite des hostilités de 1939, ont souligné le danger

(1) BOUSQUET : « Rapport annuel pour 1949-1950 du Service de l'Agriculture de Kaolack, « Rapport entre les approvisionnements alimentaires provenant de la production locale et du commerce international et ceux dont on a besoin pour maintenir les niveaux de rationnement ».

de ce déséquilibre économique. Sans envisager de pareilles circonstances, d'autres faits comme de mauvaises récoltes chez les pays fournisseurs, ou une politique autarcique, ou la pénurie de devises peuvent mettre à tout instant le pays dans une situation alimentaire très précaire. Tout en ayant commercialisé sa récolte aux meilleurs cours, le cultivateur sénégalais peut se trouver devant la famine. Il faut donc développer en premier lieu les cultures vivrières pour assurer la satisfaction des besoins alimentaires des paysans. Il ne faut pas que « l'arachide affame » pour reprendre le paradoxal adage formulé à l'égard des populations de l'Uganda qui ne se procurent qu'avec peine leur subsistance malgré leur richesse provenant de la culture du coton, ce qui a permis de dire que dans ces régions « le coton affame ». Dans son rapport économique du 28 février 1936 le Gouverneur Louveau, alors Commandant du Cercle de Kaolack, s'exprimait déjà ainsi : « il est d'une nécessité absolue que le pays produise les stocks de vivres dont il a besoin ». Certains ont envisagé de ne pas circonscrire l'économie dans les limites mêmes du Sine-Saloum et de considérer le Sénégal, pays essentiellement agricole, comme une unité qui se suffirait à elle-même : le Sine-Saloum, les Cercles du Baol et de Thiés par exemple se livreraient aux cultures industrielles, tandis que la région du Fleuve produirait le mil et le riz nécessaires aux régions précédentes : un courant d'échanges s'établirait entre les deux, profitable au Sénégal tout entier.

Il est possible que cette solution puisse être envisagée le jour où le fleuve sera aménagé pour permettre l'irrigation des zones aujourd'hui incultes, mais la prudence commande que chaque cultivateur assure actuellement sa propre subsistance en mil à défaut de riz. L'aménagement des digues sur le Siné, près de Fatick, et les essais de culture de riz déjà pratiqués donnent tout espoir pour étendre de plus en plus cette culture.

Ce n'est pas seulement l'équilibre alimentaire qui risque d'être menacé par l'extension donnée à la culture de l'arachide : l'œuvre de la France elle-même risque d'être mise en cause à la suite d'une mévente du produit. En 1900, Maine avait déjà attiré l'attention des Pouvoirs Publics à ce sujet « l'arachide, écrivait-il, est le régulateur du commerce Sénégalais dans sa maturité comme le fût la gomme aux temps héroïques de sa jeunesse. C'est là une situation précaire pour le pays, car la monoculture est un danger... Un avilissement trop grand dans les prix venant soit d'une surproduction relativement à la demande, soit de taxes prohibitives ou même seulement gênantes en Europe, soit de la découverte d'un succédané quelconque, la graine de coton constitue avec son bas prix un danger réel à cet égard, dégoûterait bientôt l'indigène de cette culture.

Ce serait la ruine de tout ce qui est au Sénégal Européen ou européenisé » (1).

Il est donc nécessaire à cet égard d'établir l'économie du Siné-Saloum sur des assises plus larges. D'autres plantes, comme le niébé, le manioc, les patates, le coton, le dah et le tabac, peuvent fournir une alimentation complémentaire sinon des revenus en argent. En 1949, le Sine-Saloum a fourni 6.000 tonnes de niébé, 10.000 tonnes de manioc, 20.000 tonnes de patates, et 750 tonnes de coton. Le cheptel devrait également être augmenté (en 1949 on comptait 6.087 chevaux, 11.446 ânes, 59.122 bovins, 26.042 ovins, 68.747 caprins, 871 dromadaires et 867 porcins) et pourrait donner lieu à une importante industrie du cuir. Le développement des huileries et des entreprises de décortilage, notamment sous la forme coopérative contribuerait largement à l'harmonie économique du pays.

Mais ce paysannat n'est réalisable que si l'indigène est amené à saisir toute la beauté et l'honorabilité de sa profession.

L'indigène ne fera constater ses droits fonciers que s'il perçoit l'intérêt de sa condition. Pour cela il faudrait, comme l'écrit Bouffil, « inculquer aux jeunes gens que le métier de « cultivateur intelligent » est aussi honorable que celui d'écrivain, qu'il a l'avantage sur ce dernier de procurer une indépendance totale et de payer celui qui veut travailler » (2). Les gains, la liberté, et les facilités de vie que les paysans trouvent dans les villes ont entraîné une désertion relative des campagnes.

Il faut détruire cette psychologie qui consiste à croire que, dès qu'on possède le certificat d'études, on est un « intellectuel » et que la profession agricole est dégradante. Il faut louer les paroles du chef de canton de Birkelane, qui s'adressant aux chefs de carré à la suite de leurs doléances sur la paresse des navétanes leur déclarait « vous voulez tous faire de vos fils des fonctionnaires qui se pavaneront avec des chapeaux mous, de belles cravates, des habits semblables à ceux des européens. Travailler de ses mains n'a jamais été déshonorant ». Il faut louer le mouridisme en ce qu'il a su remettre en honneur le travail agricole.

C'est donc par une intense propagande agricole que l'on doit arriver à persuader le paysan que son travail est aussi noble, sinon plus, que celui du comptable dans la maison de commerce. Il faut lui faire comprendre que l'ensemble des mesures envisagées doivent

(1) MAINE : « Organisation commerciale du Sénégal ». In Exposition Universelle de 1900. Commissariat spécial du Sénégal et dépendances. Paris, 1900, p. 322. Cité par CHEVALIER : « Monographie de l'arachide ».

(2) BOUFFIL : « Réflexions sur le paysannat indigène », année 1949.

amener tout naturellement une amélioration de sa situation financière, et que cela signifie pour lui un meilleur logement, une nourriture plus saine, une vie meilleure. Il faut lui faire saisir que les procédés cultureux modernes assureront à ses enfants un héritage qu'ils recueilleront certainement de la législation foncière mise en œuvre. Sans aller jusqu'à l'obligation, il faudra cependant inciter l'indigène à faire constater ses droits fonciers qu'il fera immatriculer plus tard quand son éducation sera faite, mais ceci est du domaine de l'avenir.

CONCLUSION

Au défi que le Gouverneur Jubelin leur avait lancé en affirmant que « le climat du Sénégal et sa constitution physique repoussent la culture des denrées coloniales », les populations du Sine-Saloum ont répondu en faisant de leur pays l'un des plus gros centres producteurs d'oléagineux du monde. Les arachides ont « sauvé le pays ».

Si les premières Assemblées représentatives sont nées au Sénégal, si le budget de ce territoire est le plus important de ceux de la Fédération, si ses exportations comptent pour plus de moitié dans le commerce extérieur de l'Afrique Occidentale Française, si dans beaucoup de foyers le riz indochinois a refoulé le mil, tout cela est dû à l'arachide.

Mais si le Sénégal a été le territoire le plus atteint dans son économie par la crise de 1930 et par la guerre de 1939-1945, si l'œuvre de colonisation a été par deux fois mise en péril, si la balance commerciale du pays est déficitaire, si le Sahara poursuit sa marche vers le Sud, cela aussi est dû pour une large part à l'extension prise par la culture de l'arachide, et à la politique de « profit immédiat » qui a été celle du commerce, du producteur et de l'Administration jusqu'à ces derniers temps.

Attirés par les profits procurés par les hauts cours de l'arachide, les capitaux se sont investis dans des entreprises commerciales, de préférence à des entreprises de production ou de transformation, pleines d'aléas. Incité par le traitant et par l'Administration, le paysan a produit des arachides, au détriment du sol et des cultures vivrières. Limitant leur action à la Métropole, les Pouvoirs Publics ne sont intervenus qu'accidentellement dans les pays d'Outre Mer, et sous la pression des événements. Seules, au cours de cette période, les Sociétés de Prévoyance ont essayé de réagir contre cette politique de « profit immédiat » : elles se sont manifestées dans le domaine économique, en garantissant la quantité par la distribution des semences aux producteurs, en agissant sur la qualité par leur contribution efficace dans la sélection des graines ; en améliorant les procédés cultureux par la vulgarisation des instruments de culture attelée ; elles se sont manifestées également

dans le domaine social en devenant tantôt un organisme régulateur des prix, tantôt un distributeur de vivres, tantôt un éducateur des masses paysannes.

Cette politique de « profit immédiat » a été condamnée par les engagements pris par la France au lendemain de la dernière guerre. A la notion d'Empire a fait place le complexe « Union Française ». « L'Union Française n'est pas une formule. Elle est le seul moyen qui nous reste de conserver notre place dans le concert des Nations et de garantir aussi bien notre indépendance que l'indépendance des peuples dont nous avons pris la responsabilité ». A l'anarchie antérieure, succède donc une politique à longue échéance, dont le but final est le développement économique et social des territoires d'Outre-Mer. Dans cet esprit, le Sénégal, pays essentiellement agricole, doit substituer à la politique d'« exploitation » une politique de mise en valeur rationnelle du sol. La mécanisation pour les gros travaux de défrichement, la culture attelée pour les ensemencements et les travaux d'entretien éviteront un gaspillage de main-d'œuvre ; la pratique des engrais verts et plus encore celle des engrais minéraux, associée à une lutte active contre l'érosion, permettront de reconstituer la fertilité des sols et de mettre un frein à la désertification de l'Afrique. Une rationalisation analogue présidera à la commercialisation du produit : un conditionnement vraiment effectif garantira des débouchés pour la graine, tandis que le transport en vrac par route et par fer, l'aménagement des ports et le développement des coopératives réduiront les écarts entre le prix fob et le prix payé au producteur. Celui-ci verra par ailleurs son aisance se développer grâce à une politique cohérente des prix, le garantissant contre toute spéculation ; grâce également au développement des industries locales de transformation et à un aménagement du système de crédits, actuellement en vigueur. L'éducation de la masse paysanne et la création d'un paysannat indigène seront à la base de la nouvelle politique qui se fera sous l'égide de l'État, car « le devoir d'éducation qui incombe à la Nation colonisatrice, lui impose la nécessité de se mêler intimement à la vie économique, de l'organiser et de la diriger ».

Mais ces préoccupations ne doivent pas faire oublier pour autant que l'économie du Sénégal, basée sur l'arachide, est une économie fragile : « l'arachide est au Sénégal, ce que fut la canne aux Antilles ; instrument de prospérité tant qu'elle fût un monopole, celle-ci ne fût plus qu'une inutilité lorsque la betterave fût née en Europe ». Cette perspective est d'autant plus à retenir que les progrès scientifiques augmentent chaque jour davantage les possibilités de substituer un corps gras à un autre, ou de retrouver dans d'autres aliments les composantes des corps gras. Si « les sols

d'Afrique ont une vocation particulière pour la production des oléagineux » on ne doit pas négliger pour autant la culture des plantes vivrières ni les autres activités. « Il faut promouvoir au maximum l'économie de la Colonie dans toutes les branches qui sont susceptibles d'y prospérer aussi bien agricoles qu'industrielles », et en enrichissant les indigènes, nous aurons contribué à les « coloniser ».

BIBLIOGRAPHIE

1^o ARTICLES ET OUVRAGES GÉNÉRAUX

A) *Publiés*

- ADAM. — « Le Sénégal, pays de l'arachide. Terre qui meurt. Terre à faire renaître ». Rev. Oléagineux, octobre 1946, p. 61 à 67.
- ANDRÉ Émile. — « Les corps gras ». Presses Universitaires de France, 108, boulevard Saint-Germain, Paris, 1946. Collection « Que sais-je ? » 128 pages.
- ALDUY Paul. — « L'Union française. Mission de la France ». Fasquelle, éditeur, 11, rue de Grenelle, Paris. 20 septembre 1947, 151 pages.
- ARMOND Jean-François. — « La France et la mise en valeur des colonies », thèse de droit. Paris, 1930, 250 pages.
- AUBERT et MAIGNIEN. — « Les sols du Sénégal au Nord de la Gambie britannique ». C. r. de la Conférence inter-pédologique 1947. Paris, p. 358 à 370, et Office de la recherche scientifique coloniale, 1948, 12 pages.
- AUBREVILLE, inspecteur général des Eaux et Forêts des colonies. Préface d'Auguste Chevalier. — « Climats, forêts et désertification de l'Afrique tropicale ». Paris, Société d'Éditions géographiques, maritimes et coloniales, 17, rue Jacob, année 1949. 344 pages.
- « Érosion et bowalisation en Afrique Noire Française ». L'Agronomie tropicale, volume II, 1947, 7-8, p. 339 à 358.
- BAILLAUD Émile. — « La production coloniale française et son augmentation dans le cadre mondial ». Institut colonial de Marseille, Palais de la Bourse 1944, 355 pages.
- « L'amélioration de la production des matières grasses dans les colonies françaises ». Rapport présenté au Conseil supérieur des colonies. 1 brochure, 34 pages. Toulouse, 1925.
- « Mémoires et rapports sur les matières grasses, l'augmentation de la production des oléagineux dans l'Empire français ».
- BASTIN Jean. — « Note sur la réorganisation de l'Inspection du conditionnement des produits dans les territoires français d'Afrique ».

- Comité de l'Empire Français, 41, rue de la Bienfaisance, Paris, 1948, 6 pages.
- BÉCHARD. — Discours prononcé par le Haut Commissaire de la République Française devant le Grand Conseil de l'A. O. F. à l'ouverture de la session, le 3 octobre 1950. Société nationale des Entreprises de Presse, Imprimerie Châteaudun, 59-61, rue de Lafayette. Paris (IX^e), 155 pages.
- BEDEL. — « Tropiques noirs ». Paris, Hachette, 1950, 255 pages.
- BELLOUARD. — « Érosion des sols du Sénégal oriental, du Soudan occidental et du Fouta Djallon ». Bull. Agric. Congo Belge, 1949, tome 40, n° 2, p. 1297 à 1309.
- BLET Henri. — « France d'Outre-Mer, l'œuvre coloniale de la III^e République ». Arthaud, 1950, 328 pages.
- BENAZET. — « L'Afrique en danger ». Paris, édition Fayard, 1947, 318 pages.
- BOURGEAU. — « Notes sur la coutume des Sérères du Sine-Saloum, 65 pages. P. 1 à 65 dans le Bulletin du Comité d'Études historiques et scientifiques de l'Afrique Occidentale Française, année 1933, tome 16. Paris, Librairie Larose, 11, rue Victor-Cousin.
- BOURLET Gérard. — « Les oléagineux au Congrès des Ingénieurs coloniaux ». « Oléagineux ». Novembre 1949, p. 659 à 661.
- BRUN Jean. — « Les aspects internationaux de la mise en valeur des territoires d'outre-mer ». Montpellier, 1951. Thèse, 119 pages.
- Banque de l'Afrique Occidentale.* — Statuts de la banque. Imprimerie Charles Lamy, 39, rue Censier, Paris, 1941, 61 pages.
- BOYER. — « Les Sociétés de prévoyance de secours et de prêts mutuels en Afrique Occidentale Française ». Thèse de doctorat. Paris, Édition Domat-Montchrestien, 160, rue Saint-Jacques, 1935, 197 pages.
- Bulletin d'Information de l'Afrique Occidentale Française.* — « La consommation et l'importation du bois au Sénégal », 19-10-1950, p. 9 à 11.
— « Historique du Conseil général du Sénégal », 2-3-1950, p. 17-18.
— « L'utilisation en agriculture des phosphates naturels de la région de Thiès, Sénégal », 10-8-1950, p. 3 à 5.
— « Un accord local Franco-Britannique sur le transit par la Gambie », 18 mai 1950, p. 12 et 13.
— « La main-d'œuvre saisonnière en A. O. F. », 19-10-1950.
— « L'habitat en A. O. F. », 12-10-1950, p. 1 à 3.
- CAMILLE Guy. — « L'A. O. F. », collection France d'Outre-Mer. Larose, Paris, 11, rue Victor-Cousin, 1929, 307 pages.
- CARRET J. — « Manuel pratique de la réglementation concernant l'Office du blé ». Jacques et Demoutron, imprimeurs-éditeurs, Besançon, 1938, 272 pages.
- Chambre de Commerce Internationale.* — « Résolutions », XI^e Congrès.

Montreux, 2-7 6 1947, brochure 117. Secrétariat général, 38, cours Albert-I^{er}, Paris (VIII^e).

Chambre de Commerce de Rufisque. — « Rapport et études concernant le rôle commercial des sociétés indigènes de prévoyance en A. O. F. ». Dakar, Grande Imprimerie Africaine, 1935, 20 pages.

CHAVANEL, président du Syndicat de défense des intérêts de la Côte Occidentale d'Afrique. — « La protection des oléagineux de l'A. O. F. » in « Appel de l'Afrique Française », 1933, p. 405 à 408.

CHEVALIER. — « Points de vue nouveaux sur les sols d'Afrique tropicale, sur leur dégradation et leur conservation ». Bul. Agr. Congo Belge, 1949, tome 40, n° 2, p. 1057 à 1093.

— « Plantes oléagineuses annuelles à cultiver dans les pays tropicaux et spécialement en Afrique Noire ». Revue internationale de Bot. ap. et d'Agr. trop, n° 319-320, mai-juin 1949, p. 205 à 223.

— « La traite des produits agricoles en Afrique tropicale vue par un géographe ». R. I. B. A. et A. T., p. 425-426, septembre-octobre 1947, n° 299-300.

— « Regards sur la Guinée et sur le Sénégal en 1947 ». R. I. B. A. et A. T., tome VII, 6 et 20 juin 1947, p. 405 à 423.

— « Révolution en agriculture ». Paris, 1945, Presses Universitaires de France, 360 pages.

— « Régénération des sols et de la végétation en A. O. F. ». C. R. A. C. S., 1950, tome 230, n° 24, p. 2064 à 2066.

— « Mesures urgentes à prendre pour entraver le dessèchement, l'ensablement et la décadence des sols et de la végétation en A. O. F. et spécialement au Soudan Français ». C. R. A. C. S., 1950, p. 1720 à 1723, n° 20.

— « Programme de reboisement, de lutte contre la sécheresse et d'aménagement agraire en A. O. F. » C. R. C. A. C. S., 1950, n° 23, p. 1991 à 1994.

— « Rapport de mission au Sénégal ». Bulletin des matières grasses, 1920, p. 61 à 74.

— « Situation actuelle de la production agricole en Afrique Noire ». C. R. A. C. d'Agr. de France, mars 1945, p. 148 à 153.

CHOLLEY. — « Géographie agraire », tome II, 1944.

Code des Impôts sur les revenus de l'Afrique Occidentale Française. — Rufisque, Imprimerie du Gouvernement général, 1950, 43 pages.

Commissariat de l'A. O. F. — « L'Afrique Occidentale Française ». Exposition coloniale internationale de Paris, 1931, Librairie Larose.

Commissariat général du plan de modernisation et d'équipement. — « État des opérations du plan de modernisation et d'équipement. Outre-Mer ». Paris, décembre 1949. Présidence du Conseil, Imprimerie Nationale, 196 pages.

- Conférence économique* tenue à Saint-Louis les 10 et 11 mars 1949. Saint-Louis, Imprimerie du Gouvernement, 1949. Gouvernement général de l'A. O. F., 150 pages.
- tenue à Saint-Louis le 3 mars 1948. Imprimerie du Gouvernement à Saint-Louis, 1948, 43 pages.
- tenue à Saint-Louis le jeudi 29 avril 1948. Imprimerie du Gouvernement à Saint-Louis, 1948, 36 pages.
- tenue à Saint-Louis les 20 et 21 février 1945, Dagain, Gouverneur. Imprimerie du Gouvernement à Saint-Louis, 1945.
- tenue à Dakar les 21 et 22 septembre 1945. Gouvernement général de l'A. O. F. Imprimerie du Gouvernement général, Rufisque, 125 pages.
- Conseil général.* — Session extraordinaire de mai-juin 1947. Grande Imprimerie Africaine, Dakar, 264 pages.
- Session ordinaire d'octobre-novembre, 1947. Dakar, Grande Imprimerie Africaine, 152 pages.
- Coutumiers juridiques de l'Afrique Occidentale Française.* — Tome I : Sénégal. Publication du Comité d'études historiques et scientifiques de l'Afrique occidentale française. Paris, Librairie Larose, 1939, 350 pages.
- Coopération et Humanisme.* — Journées sociales et rurales : Montpellier, 1949. Compte rendu in extenso des cours et conférences, 168 pages.
- Corps gras alimentaires (Les)*, 5, 6, 7 avril 1949. — Les journées scientifiques du Centre national de coordination des études et recherches sur la nutrition et l'alimentation. Éditions du Centre national de recherches scientifiques, 13, quai Anatole-France, Paris, 370 pages.
- COUTANT Lucien. — « L'évolution du droit coopératif des origines à 1950. La double tendance vers son unification et son autonomie. La loi du 10 septembre 1947. La codification en cours ». Préface de Paul Ramadier. Éditions Matot Brame, 1950, Reims, 375 pages.
- DARESTE. — « Le régime de la propriété foncière en A. O. F. », 1908.
- DELAFOSSE Maurice. — « Les noirs de l'Afrique ». Payot et Cie, Paris, boulevard Saint-Germain, n° 106, année 1922, 160 pages.
- « Civilisation négro-africaine ». Paris, Librairie Stock, 1925, 142 pages.
- DELAVIGNETTE. — « Les paysans noirs », 1946.
- « Service africain ». 1946, Gallimard.
- « A. O. F. ». Exposition coloniale internationale de Paris, Commissariat général, 1931. Société d'Éditions géographiques maritimes et coloniales. Paris, 244 pages.
- DEMAISON. — « La vie des noirs d'Afrique du Sénégal au Congo ». 128 pages. Paris, 1950. Collection « La joie de connaître ».
- DESBORDES. — « L'immigration lybano-syrienne en Afrique occidentale française ». Thèse, Poitiers, 1938.

- DESCHAMPS. — « L'élevage au Sénégal » in revue « Nord-Sud », 1939.
- DESMARAIS Stéphane. — « Rapport de l'huilerie française ». Congrès de Bruxelles 17-18 juin 1948. « Oléagineux », 1948, octobre, p. 451.
- DEVINAT. — « Les problèmes économiques de l'Union Française ». B. I. F. O. M., n° 113 du 3-11-1947, p. 10 à 16.
- DRESCH. — « Questions Ouest-Africaines », Bissau, 1950. Separata do Boletim Cultural da Guiné Portuguesa, Janeiro, 1950, n° 17.
- « Sur une géographie des investissements de capitaux ». « L'exemple de l'Afrique Noire ». Bull. Assoc. géo. français, mars-avril 1946, n° 177-178, p. 59 à 64.
- « Villes d'Afrique Occidentale ». Cahiers Coloniaux, juillet-septembre 1950, p. 200 à 230.
- DUMONT. — « La mise en valeur agricole de l'Afrique tropicale ». Centre de recherches et de documentation économique. « Économie contemporaine », 1951, janvier, p. 24 à 32 et février, p. 16 à 26. Librairie de Médecis, 3, rue de Médecis, Paris (VI^e).
- DURAND RÉVILLE. — « Réflexions économiques et politiques sur l'Afrique Noire en 1949 ». Ac. Sciences Col. Tome IX, 4-25 11-1949, p. 787 à 823.
- ÉBOUÉ Félix. — « La nouvelle politique indigène pour l'Afrique équatoriale française ». Office français d'Édition, 8 novembre 1941. Paris, 61 pages.
- ERHART. — « Les caractéristiques des sols tropicaux et leur vocation pour la culture des plantes oléagineuses ». « Oléagineux », 1947, p. 293.
- ETESSE Marius. — « Les grands produits africains ». Éditions du Comité de l'Afrique française. Paris, 1930, 183 pages.
- FAUCHER Daniel. — « Géographie économique et sociale » publiée sous la direction de A. Cholley. Géographie agraire : types de cultures ». Édition Génin. Librairie de Médecis, Paris, 1949, tome II, 382 pages.
- FAURE. — « La situation des corps gras dans le Monde ». « Oléagineux », octobre 1949, p. 567 à 570.
- « L'avenir des matières grasses dans le Monde », 17-18 juin 1948. Congrès de Bruxelles, « Oléagineux », octobre 1948, p. 453 à 457.
- FERRU. — « L'organisation professionnelle et interprofessionnelle actuelle des corps gras ». « Oléagineux », août-septembre 1949, p. 510 à 511.
- FRANÇOIS G. — « Plantes oléagineuses de l'A. O. F. ». Bulletin officiel colonial, n°s 113-114 et 223-264, année 1917.
- BURON Raymond. — « Géologie de l'Afrique ». Paris, Payot, éditeur, 1950, 350 pages.
- « Les problèmes de l'érosion du sol ». R. I. B. A. A. T., n°s 309-310, juillet-août 1948, p. 281 à 296.
- FERRARA Antonio. — « La production des matières grasses en Océanie ». « Oléagineux », juin 1949, p. 346 à 352.
- GABEN Robert, administrateur civil à l'Office des Changes. — « Les investissements étrangers nouveaux de la zone franc ». B. I. F. O. M., n° 139, p. 6 à 8.

- GAUTIER. — « L'amélioration des sols d'Afrique tropicale ». R. I. B. A. T., novembre-décembre 1946, n° 289-290, p. 622 à 631.
- GAUTHIER E. — « L'Afrique noire occidentale. Esquisse de cadres géographiques ». Publication du Comité d'études historiques et scientifiques de l'Afrique occidentale française, 2^e édition. Librairie Larose, Paris, 1943, 183 p.
- GAUTHIER J. — « Métropole et colonies s'accordent pour une politique des corps gras » in « Appel de l'Afrique française », 1933, p. 419 à 421.
- GEISMAR. — « Recueil des coutumes civiles des races du Sénégal ». Saint-Louis, Imprimerie du Gouvernement, 1933, 222 pages.
- GHEERBRANDT. — « Pour une politique française des matières grasses » in « Appel de l'Afrique française », 1933, p. 409 à 411.
- GIRAN. — « Le Dakar-Niger, sa construction, son utilité, ses résultats » in « Revue Nord-Sud », 1949.
- GOUROU. — « Les Pays tropicaux ». Presses Universitaires de France, année 1947.
- « Les problèmes du monde tropical ». Cahiers d'Outre-Mer », janvier-mars 1948.
- Gouvernement général.* — Discours prononcé par le Gouverneur général de l'A. O. F. à l'ouverture de la session du Conseil général, décembre 1936. Imprimerie du Gouvernement général de l'A. O. F., Gorée, 34 pages.
- Réunion économique tenue à Saint-Louis les 12 et 13 mars 1946, Colonie du Sénégal. Imprimerie du Gouvernement Général Saint-Louis, 1946, 28 pages.
- Discours prononcé par le Gouverneur général de l'A. O. F. à l'ouverture de la session ordinaire du Conseil général, 6 octobre 1947. Imp. du Gouvernement Général, Saint-Louis, 1947, 20 pages.
- Discours prononcé par le Gouverneur Wiltord à l'ouverture de la session ordinaire du Conseil général, 18 mars 1948. Imp. du G. G. Saint-Louis, 1948, 5 pages.
- Discours prononcé par le Gouverneur Wiltord à l'ouverture de la session extraordinaire du Conseil général, 28 mai 1947. Saint-Louis, Imp. Gouv., 16 pages.
- GUERNIER Eugène et GUIEYSSE. — « Afrique occidentale française ». Encyclopédie de l'Empire français. Encyclopédie coloniale et maritime, 3, rue Blaise-Desgoffe, Paris (VI^e). Tome I : l'Histoire et la Géographie ; tome II : l'A. O. F. économique.
- Guide de l'Amitié des anciens combattants et des prisonniers de guerre.*
- GUERNIER. — « L'Afrique, champ d'expansion de l'Europe ». Armand Collin, Paris, 1933.
- GUILLAUME. — « Développement de la production des matières grasses d'origine végétale dans les territoires d'Outre-Mer ». « Oléagineux », novembre 1946, p. 140 à 148.

- « La modernisation agricole dans la France d'O.-M. ». « Oléagineux », décembre 1949, p. 713-714.
- HARDY. — « Nos grands problèmes coloniaux ». Armand Collin, 1949, 210 pages.
- « L'alimentation indigène dans les colonies françaises ». Vigot, éditeurs, Paris, 1933, 388 pages.
- « Vue générale de l'histoire d'Afrique ». Armand Collin, 1937, Paris, 200 pages.
- HARROY Jean-Paul. — « Afrique, terre qui meurt. La dégradation des sols africains sous l'influence de la colonisation ». Marcel Havez, éditeur. Bruxelles, Imp. Ac. Royale de Belgique, 1944, 557 pages.
- Haut Commissariat de la République française.* — Discours prononcé par le Haut Commissaire de la République française à l'ouverture de la session du Conseil général, 29 septembre 1948. Imp. Gouv., 58 pages.
- HEQUILY. — « La politique impériale et la conférence coloniale de 1935 ». Thèse. Lyon, 1937.
- HEYWORTH. — « Un exposé sur la crise des corps gras ». « Oléagineux », 1947, p. 553.
- Institut National de la Statistique.* — Mars-avril 1950. « Le marché français de l'huile », « Études et conjonctures ». Presses Universitaires de France.
- Institut de recherches pour les huiles et oléagineux.* — « Exportations et importations mondiales des graines oléagineuses et d'huiles végétales » de 1934 à 1940-1945.
- JEAN François-Armand. — « La France et la mise en valeur des colonies ». Thèse droit, Paris, 1930
- JUMELLE. — « Cultures coloniales. Plantes oléagineuses ». Un volume, 1914, p. 64 à 79, Baillères et fils, éditeurs.
- KRETZSCHMAR. — « L'industrie de l'huilerie en Europe » (Europe occidentale et septentrionale). « Oléagineux », novembre 1948, p. 518 à 522.
- LABOURET. — « Paysans d'Afrique occidentale ». Gallimard, 1941, 307 p.
- « Les paysans indigènes ». Congrès Int. Exp. Colo. Int. Paris, 1931.
- LEGOUX. — « Esquisses géologiques de l'A. O. F. ». Bul. Serv. des Mines de l'A. O. F., 1939, n° 4.
- LEIRIS. — « L'Afrique fantôme ». Paris, N. R. F., 1934.
- LEMAIGNEN. — « Investissements en A. O. F. ». Nouvelle revue de l'Économie contemporaine, n° 11, novembre 1950.
- LEMERLE. — « Nos richesses coloniales, de l'importation et de l'exportation au point de vue économique ». Paris, Pichon, 1945, 110 p.
- LENGELLE M. — « La production et les besoins en corps gras dans le Monde ». « Oléagineux », janvier 1949, p. 12 à 15.
- « L'économie des corps gras ». Problèmes et perspectives. Revue, études et conjonctures, n° 2, 1949, Inst. Nat. statistiques et études économiques.

- « Les effets de la concurrence des matières grasses et des autres produits énergétiques depuis 1939 ». « Oléagineux », février 1950, p. 83 à 86.
- LENOIR Robert. — « Les concessions foncières en Afrique occidentale française et équatoriale ». Librairie technique et économique, 1937, Paris, 156 pages.
- LUCHAIRE François. — « Manuel de droit d'Outre-Mer : Union Française Afrique du Nord, T. O. M. Indochine ». Recueil Sirey, 1949, 574 pages.
- MAALEM ALI. — « Colonialisme. Trusteship. Indépendance ». Paris, éditions Défense de la France, 1946, 422 pages.
- MANNONI. — « Documents et statistiques. La monnaie et le crédit dans les territoires d'O.-M. ». Paris, Minis. France d'O.-M., 1950, 323 pages.
- « Psychologie de la Colonisation ». Paris, édition du Seuil, 1950, 230 pages.
- Marchés coloniaux du Monde.* — « La mécanisation de l'agriculture coloniale », numéro septembre du 17 juillet 1948, n° 140.
- « Conditions générales d'utilisation du matériel agricole dans les T. O. M. » 1949, n° 211, p. 2479 à 2482.
- MARETTE André. — « Le problème de l'industrialisation des territoires français d'outre-mer ». Thèse de Doctorat, Paris, 1939, 238 pages.
- MARTIN Frédéric. — « Avenir de l'agriculture dans les colonies tropicales françaises ». Édité avec le concours de la Commission internationale d'Industries agricoles. Imp. Laboureur et Cie, Paris, 1944, 255 pages.
- MARTIN Henri. — « L'importation des graines oléagineuses étrangères » in « L'Appel de l'Afrique Française », 1933, p. 416 à 418.
- MARTY Paul. — « Études sur l'Islam au Sénégal », 2 tomes : tome I : Les personnes, 412 pages ; tome II : Les doctrines et les institutions, 444 pages. Paris, Maison Ernest Leroux, 1917. Col. Revue du Monde musulman.
- MAUNIER René. — « Éléments d'économie coloniale ». Sirey, Paris, 1943, 422 pages.
- « Sociologie coloniale ». « Introduction à l'Étude du contact des races ». Ed. Domat-Montchrestien, 1932, Paris, 217 pages.
- « L'autorité dans les Empires Coloniaux ». Mélanges Truchy. Paris, 1938, p. 349 à 354.
- MAYOLLE. — « Perspectives d'avenir de la production et de la consommation mondiale des corps gras » in « Les corps gras alimentaires » 5-6-7 avril 1949, p. 19 à 30.
- MENSIER. — « Les huileries au Sénégal ». Revue inter. des prod. col. et du matériel colon., février-mars 1948, p. 27.
- « Le marché des oléagineux depuis 1939 ». « Oléagineux », février 1947, p. 76 à 81.
- « Les plans de production des oléagineux dans les colonies britanniques et françaises d'Afrique ». « Oléagineux », mai 1948, p. 257 à 261.

- « La situation actuelle du marché français des huiles végétales et autres corps gras ». « Oléagineux », août-septembre 1950, p. 488 à 496.
- « La production mondiale des corps gras en 1949 ». « Oléagineux », février 1950, p. 127.
- MENSIER et LENGELLE. — « Civilisation de l'huile et civilisation du beurre ». « Oléagineux », 1949, p. 414 à 420.
- MERAT. — « Les tourteaux alimentaires ». « Oléagineux », mars 1950, p. 197.
- « Valeur et utilisation des sous-produits de l'huilerie ». « Oléagineux », juillet 1950, p. 407 à 414.
- MERCIER. — « Les industries dérivées des oléagineux » in « l'A. O. F. ». Guernier, p. 164.
- MEYNIER. — « De l'Afrique française à l'Eurafrique, souvenir du passé, vues d'avenir ». Acad. Sc. Col., 3-17 février 1950. Tome 10, p. 92 à 110.
- MICHAUD. — « La croisade des corps gras », août-septembre 1949. « Oléagineux », p. 471-472.
- « Gravité de la crise mondiale des corps gras ». « Oléagineux », 1947, p. 179.
- « Le développement de la production oléagineuse de l'Union française. Commission de modernisation. Huiles concrètes ». « Oléagineux », juin 1949, p. 360 à 367.
- MINOT. — « Le réseau routier du Sénégal ». Revue Nord-Sud, 1939.
- Ministère de la France d'Outre-Mer.* — Réglementation financière concernant la réalisation des plans d'équipement et de développement dans la France d'Outre-Mer ». Paris, Imp. Nat., 1950, 84 p.
- Ministère des Finances.* — Comité national de surveillance des prix. — Secrétariat général, 29 mars 1940. « Le soutien à la production et la politique des prix ».
- Ministère des Colonies.* — « Tableau des objectifs d'exportation du plan décennal dans T. O. M. (en tonnes). Département d'O.-M., exclu nov. 1950.
- MOITREL. — « L'huilerie de graines ». « Oléagineux », mai 1949, p. 281 à 288.
- MONMARSON. — « L'Afrique noire et son destin ». Paris, éd. France, 1950, 365 p.
- MONOD. — « La conservation des ressources naturelles en Afrique Noire Française ». B. I. A. O. F., 23-11-1950.
- MOUNIER. — « La route noire » in « Revue Esprit », juil.-sept. 1947.
- Nations Unies.* — Territoires non autonomes. Résumé et analyse des renseignements transmis au Secrétaire général au cours de l'année 1947. Lacke-Succès, New York, 1948. Publication des Nations Unies, 507 pages.

- Notes documentaires et Études.* — Présidence du Conseil. N° 889 : « Conventions de coopération économique européenne », 16 avril 1948.
N° 776 : « Ac. de Genève sur les tarifs douaniers, 30-10-1947.
- ODET Denys. — « L'agriculture indigène dans les colonies françaises » in « Congrès d'agriculture coloniale », 1918.
- Port de Kaolack.* — Statistiques commerciales. États des importations et exportations pendant les années 1929 à 1938 inclus. Chambre de commerce de Kaolack.
- PAILLARD. — « L'empire français de demain ». Paris, Inst. d'É. Cop. et sociale, oct. 1943, 183 p.
- PERROT. — « Où en est l'A. O. F. ». Paris, 1939, Larose.
- PETER. — « L'effort français au Sénégal ». Thèse droit. Nancy, 1933.
- RASTOIN. — « Le rôle de l'Afrique dans l'organisation de l'Union Économique Européenne ». Marseille, Chambre de Commerce, 13 oct. 1950, 56 pages.
- RAWITSCHER. — « L'épuisement des sols tropicaux. Conséquence du déboisement ». « Oléagineux », février 1947, p. 84 à 85.
- RESTANY Paul. — « Les placements de capitaux français dans les colonies françaises ». Thèse de doctorat. Paris, 1924, 212 pages.
- RICARD. — « Coordination de la politique agricole de l'Union Française. Paris, Ac. Agr. Cul. de France, ext. des comptes rendus de la séance du 7 avril 1948, p. 535 à 557.
- ROBEQUAIN. — « Les richesses de la France d'Outre-Mer. Structure économique et problèmes humains ». Payot, Paris, 1949, 219 pages.
— « Problèmes de l'économie rurale en A. O. F. ». Annales de Géographie, 1937, p. 137.
- ROGER F. — « Utilisation rationnelle des déchets d'oléagineux par pyrolyse ». « Oléagineux », 1947, p. 304.
- RONABLE. — « La vie économique de l'Union Française ». Paris, Dunod, 1948, 303 pages.
- ROSSIGNOL. — Secrétariat d'État aux Colonies : « Les exportations agricoles des Cercles de l'A. O. F. ». Paris, 1944, 334 pages.
- RASTOIN. — « L'état et les perspectives de l'industrie de l'huilerie ». « Oléagineux », 1947, p. 369.
- ROSSIN. — « Les problèmes de la production agricole en Afrique ». « La nouvelle revue française d'outre-mer », n° 2, février 1951, p. 26 à 27.
- ROSTAND. — « Le développement de la culture des oléagineux annuels au Maroc, sa nécessité, ses possibilités ». « Oléagineux », 1949, p. 137 à 140.
- ROCHEBROCHARD (DE LA) Xavier. — « Le G. I. D. O. T. O. M. Son origine, son programme d'action, ses réalisations ». « Oléagineux », déc. 1948, p. 613 à 615.
- SALKIN Paul. — « Le problème de l'évolution noire. L'Afrique centrale dans 100 ans ». Préface de Maurice Delaflousse. Paris, 1926, 208 pages.

- SAMSON. — « Les Sociétés de Prévoyance au Sénégal » in « Revue Nord-Sud », 1937.
- « La situation économique du Sénégal » in « Revue Nord-Sud », 1939.
- SARRAUT. — « La mise en valeur des colonies », 1923. Paris, Payot.
- SATINEAU. — « Deux ans d'exécution du plan de modernisation et d'équipement », 1947-1948 et annexes. Paris, Commissariat gén. du Plan, 218 et 62 pages.
- SCHOCK. — « Proposition de loi présentée à l'Ass. de l'U. française tendant à inviter le gouvernement à prendre toutes les mesures nécessaires pour assurer aux oléagineux tropicaux les débouchés auxquels peuvent prétendre leurs producteurs dans leur économie d'Union Française ». Annexe au P. V. de la séance du 4 juillet 1950. Imp. de l'As. de l'Union Française.
- Semaines sociales de France.* — « Compte rendu de la XXXVe Session, Lyon, 1948. Ed. 1949. « Peuples d'Outre-Mer et civilisations occidentales ». Paris, Gabalda, 368 pages.
- SERVOISE. — « Les investissements des États-Unis dans les territoires non autonomes ». Rev. polit. et parl., janvier 1949, p. 58 à 65.
- SPAS. — « Les réalisations coloniales de la III^e République ». R. I. B. A.-A. T., tome VIII, 1947, 19-9-1947, p. 562 à 581.
- SPITZ. — « L'Ouest Africain Français. Afrique Occidentale Française, Togo ». Société d'Éd. géog. maritimes et col., Paris, 1947, 508 p.
- SURET Canale. — « Quelques aspects de la géographie agraire du Sénégal ». Cahiers d'O.-M. Inst. de la France d'O.-M. Bordeaux, p. 348 à 367.
- « L'industrie des oléagineux en A. O. F. » Cahiers coloniaux, juil.-sept. 1950, p. 280 à 288.
- Technique moderne (La).* — « Constructions Revue ». Tome VI, n° 3, mars 1951 : « L'équipement de la France d'Outre-Mer ». Dunod, édit.
- Terres d'Afrique.* — Numéro spécial de la revue pour 1948 : « Problèmes humains en terre d'Afrique », Meknès (Maroc). Éd. C. R. E. E. R., 1950, 316 pages.
- TERSEN. — « Histoire de la colonisation française ». Col. Que sais-je?, 1950.
- TOLLA. — Congrès de l'agriculture coloniale, 21-25 mai 1918. Tome IV, p. 1 à 340. C. r. des trav. publiés sous la direction de Chailley, 1920. Challamet, édit., Paris.
- VARON. — « La culture des plantes oléagineuses dans l'économie du continent africain ». « Oléagineux », 1948, p. 373 à 378.
- VIARD. — « L'Eurafrique ». Sorlot, éd., 1942.
- VAN DEN BERG Xavier. — « Le Maroc peut-il devenir un pays producteur d'oléagineux ». « Oléagineux », mai 1949, p. 297 à 299.
- VIDAL DE LABLACHE et L. GALLOIS. — « Géographie Universelle ». Tome XI : « Afrique septentrionale et occidentale », par Augustin

Bernard ; 2^e partie : « Sahara, Afrique occidentale ». Librairie Armand Collin.

VILLARD. — « Histoire du Sénégal ». Dakar, 1943.

WEURLESSE. — « L'Afrique noire, géographie pour tous ». Fayard et Cie, Paris, 480 pages.

ROLLAND Louis et LAMPUE. — « Précis des droits des pays d'outre-mer (territoires départements, états associés). Éd. Dalloz, 1949, 625 pages.

B) *Inédits*

Affaires économiques. — Note sur l'évolution de l'industrie, de l'huilerie du Sénégal ». MB-CD Bureau des exp. et des prix, 10 pages. 2-12-1950.

AUZUECH. — « Rapport confidentiel n° 1935 ». 27-9-1950. La situation économique au Sénégal fin septembre 1950. « Rapport sur le port de Kaolack ». Lettre du 12-6-1949 à Jean Maurel, pr. du G. I. D. O.-T. O. M.

BASTIN Jean. — « Conditionnement des produits ». Note résumant la situation. Paris, 11 avril 1950, 4 pages.

BLONDELEAU, MACARI, BOUFFIL. — « Maintien de la fertilité des sols par l'apport des engrais minéraux ». Dakar, 12 août 1949, 14 pages.

BOUCHET. — « Rapport du 15 oct. 1949 sur la riziculture dans le marigot de M'Boyar et le développement rizicole dans le Sine », 24 pages.

BOUSQUET. — « Rapport annuel du Service de l'Agriculture du Sénégal, 1^{re} Circonscription agricole » année 1948-1949, 60 pages.

— « Service de l'Agriculture du Sénégal, 1^{er} secteur agricole », année 1949-1950, 4 août 1950.

— « Étude sur l'économie rurale indigène ». Kaolack, 29 juin 1949, 6 pages.

BOUFFIL. — « Réflexions sur le paysannat indigène au Sénégal et son amélioration possible ». Bambey, 12 août 1949, 10 pages.

CARLES. — « Rapport annuel sur le Siné », 1943-1944.

CHAMBON. — « Service de l'Agriculture ». Rapport annuel 1939-1940. Kaolack.

Chambre de Commerce de Kaolack. — « Registre des procès-verbaux des séances pour les années 1938 à 1944 et 1944 à 1950.

Comité technique. — « Rapport à la Commission de révision douanière : « Corps gras », 1950, 85 pages.

DAUTAIS. — « Statistiques sur le mouvement du port de Kaolack ». 1949-1950.

FALL. — « Rapport du Centre d'expérimentation agricole de Nioro du Rip. Rapport annuel de 1949 », 15 mars 1950, 66 pages.

FROUIN. — « Rapport agricole sur la région de Fatick », 15 février 1941.

— « Rapport annuel du Centre d'expérimentation agricole de Nioro du Rip. Rapport annuel 1947-1948. 1948, 5 mars.

- GIBERT. — « Rapport sur le mouvement coopératif au Sénégal ». 1950, 12 pages.
- GIDOUIN. — « Rapport sur Kaolack », 12 août 1939.
- Gouvernement général.* — Lettre n° 222 c. du 5 fév. 1945 du Gouv. du Sénégal à M. le Président de la Chambre de Commerce de Dakar : « Préparation de la campagne agricole ».
- GUIRAUD. — « Rapport annuel 1950 du Bureau économique de Kaolack. *Inspection des Coopératives.* — Saint-Louis 6-11-1950. « Rapport à MM. les Conseillers généraux sur les Coopératives au Sénégal » n° 23-43. I. C. de l'Inspection des Coopératives.
- LAMOTHE. — « Rapport sur l'organisation, le fonctionnement et l'activité de la police de Kaolack au cours de l'année 1950. Kaolack, 31 déc. 1950, 17 pages.
- LECOMTE. — « Centre expérimental de Nioro du Rip ». Rapp. annuel 1945 le 13-3-1946, 37 pages.
- « Note au sujet de la conférence de Saint-Louis des 20 et 21 fév. 1945.
- LEROY. — « Impôts pour le budget local et général » pour les années 1947-1948-1949.
- MACARI. — Lettre au Gouverneur du Sénégal sur l'activité du Service de l'Agriculture. 14-3-1950, 4 pages.
- MADIER. — « Éléments pour servir à l'établissement du rapport économique de 1949 du Cercle du Sine-Saloum. Résumé de l'activité de la Société de prévoyance du Sine-Saloum pendant l'année 1949 et considérations d'économie générale », 1950.
- Rapport sur les opérations semences, vivres, et divers de la campagne 1949-1950, 1950.
- MASSIBOT. — Rapport annuel du service de l'agriculture sur le Sine-Saloum, année 1940-1941.
- MESCLE. — « Rapport annuel du service de l'agriculture du Sénégal », 1947-1948 le 21 avril 1948, 43 pages.
- « Rapport annuel du service de l'agriculture 1946-1947 », le 16 avril 1947, 59 pages.
- Ministère des Colonies.* — « Note sur le fonctionnement des sociétés indigènes de prévoyance en Afrique Occidentale ». Paris le 23-3-1935. Direction des Affaires Économiques, 3 pages.
- PARILLAUD. — « Rapport agricole du mois de juillet 1938, Kaffrine, le 9 août 1939.
- PEDOYA. — « Éléments économiques », année 1949, 88 pages.
- « Rapport économique », année 1947, 156 pages.
- « Note succincte sur l'activité économique du Sénégal », juin 1949, 6 pages.
- « Lettre au Gouverneur du Sénégal sur les résultats de la campagne 1949-1950, 4 pages.

PRADAT. — « Note sur le bilan économique des exploitations familiales au Sénégal », 11 août 1949, 7 pages.

RASCAGNÈRES. — « Rapport agricole du Sine-Saloum » année 1941-1942.

Service de l'Agriculture. — « Rapport annuel, année 1943-1944 ».

Société de Prévoyance du Sine-Saloum :

« Rapport annuel de gestion », exercice 1939-1940 ;

— — — — 1944-1945 ;

— — — — 1940-1941 ;

— — — — 1941-1942 ;

— — — — 1943-1944 ;

— — — — 1936-1937 ;

— — — — 1949-1950.

— « Budget de l'exercice 1949-1950 » établi en séance du Conseil d'administration du 11 août 1949 approuvé par l'Assemblée générale réunie le 11 août 1949.

Sociétés de Prévoyance. — « Rapport sur leur rôle au Sénégal », 17 pages (sans autre indication).

WILTORD. — « Lettre au Gouverneur général sur l'Économie du Sénégal, » 24 mai 1948, n° 24, A. G. R., 2 pages.

2° ARTICLES ET OUVRAGES SPÉCIAUX A L'ARACHIDE

A) *Publiés*

ADAM. — « Situation actuelle de la culture de l'arachide au Sénégal ». *Agronomie pratique des pays chauds*, 1913, p. 325 à 342.

— « Développement et amélioration de la production de l'arachide au Sénégal ». *Congrès de l'Agriculture coloniale. Tome 2*, 1918, p. 117 à 137.

— « Les plantes oléifères de l'Afrique Occidentale Française ». *Tome I : l'arachide, culture, produit, commerce, amélioration de la production.* Challamel, éditeur, Paris, 1908, 206 pages.

— « Les plantes à matières grasses ». *Tome 3 : l'arachide*, 366 pages. *Tome I : généralités, composition et caractères des corps gras végétaux, botanique, extraction, usage, production, commerce*, 302 pages. *Encyc. d'agr. col. Société d'édit. géogr. mar. et col. Tome III*, 1947. *Tome I*, 1941. Paris.

— « Vers la prospérité durable du Sénégal, pays de l'arachide ». « *Oléagineux* », nov. 1946, p. 124 à 134.

— « Problèmes techniques posés par la culture des oléagineux tropicaux ». « *Les corps gras alimentaires* ». 5-6-7 avr. 1949, p. 59 à 70.

- « La vie du sol et les fumures organiques. Applications aux cultures oléifères intertropicales ». « Oléagineux », août-sept. 1949, p. 473 à 478.
- ANDRÉ E. — « Historique de l'arachide ». J. Pharmacie-Chimie, 1932, 16-390.
- ANGOULVANT. — « L'arachide et le palmier à huile en A. O. F. ». Bul. Mat. Gras., 1914, p. 3 à 17.
- AZEMARD. — « Les insectes parasites des arachides au Sénégal ». Agro. Col., 30 avr. 1944, p. 106 à 110.
- BAILLAUD. — « Le problème de l'arachide au Sénégal ». Bul. Mat. Gras., 1951, p. 197-198.
- BALDRATI. — « L'Arachide ». Agr. Col., 1907, p. 101 à 119.
- BATUDE. — « L'Arachide au Sénégal. Monographie d'économie coloniale ». Librairie du Recueil Sirey. Paris, 1941, 184 pages.
- BELIME. — « Note sur l'intensification de la production de l'arachide au Sénégal ». Dakar, 1930, 17 pages.
- BOUFFIL. — « Biologie-écologie et sélection de l'arachide au Sénégal ». Minist. de la France d'O.-M., Direct. générale de l'agriculture, de l'élevage et des fruits. Bul. Scient., n° 1, juin 1947, 107 pages.
- « La culture attelée de l'arachide au Sénégal ». « Oléagineux », mai 1949, p. 289 à 296.
- BOUFFIL et TOURTE. — « Essais d'écimage de l'arachide effectués à la station de Bambey, campagne 1948 ». L'Agron. tropicale, sept.-oct. 1949, p. 486 à 492.
- BOYER et TOURTE. — « Contribution à l'étude de la fumure des terres à arachide au Sénégal ». Agr. tropicale, mai-juin 1949, p. 267-269.
- BREVIÉ. — « L'Anxieux appel de l'A. O. F. » in « Appel de l'Afrique Française », 1933, p. 389-390.
- BROCARD. — « Développement de la culture de l'arachide ». Congr. agr. col. Tome II, 1918, p. 93 à 110.
- Bulletin d'Information de l'Afrique Occidentale Française.* — « La situation de la culture de l'arachide au Sénégal » 1-6-1950, p. 6 à 8.
- « L'action du bloc expérimental de l'arachide de Kafrine ». 25-5-1950, p. 5 à 8.
- Bulletin d'Information de la France d'Outre-Mer.* — « Le problème de la trituration des arachides ». N° 79 du 15-7-1946.
- Campagne agricole 1947-1948.* — Réunion d'études pour la préparation de la campagne de l'arachide tenue à Saint-Louis le 26 avril 1947, à 9 h. 50. Impr. du Gouv. à Saint-Louis, 1947, 24 pages.
- CARRIÈRE DE BELGARRIC. — « L'avenir de l'arachide irriguée en Afrique française ». « Oléagineux », nov. 1949, p. 659 à 661.
- Chambre de Commerce de Dakar.* — « L'arachide au Sénégal » Institut colonial de Marseille, 22 pages.

- CHAUSSEON et OLLAGNIER. — « Fumure minérale de l'arachide en Casamance (Sénégal). Premiers résultats obtenus en 1950. « Oléagineux », mai 1951, p. 256 à 263.
- CHEVALIER. — « Les maladies et ennemis de l'arachide ». J. A. Trop. 1913, p. 72 à 77.
- « La culture des arachides au Sénégal ». Bull. des mat. gras. 1931, p. 199 à 210.
- « Amélioration et extension de la culture des arachides au Sénégal ». R. I. B. A. A. T., mai-juin 1947, n° 295-296, p. 173 à 193.
- « Monographie de l'arachide ». R. I. B. A. A. T., n°s 146-147, oct.-nov. 1933, p. 688 à 789 ; août 1934, n° 156, p. 565 à 632 ; n° 158, p. 833 à 864, août 1929 ; n° 96, p. 485-496.
- COLENO. — « La désinfection des semences d'arachides ». « Oléagineux », mars 1950, p. 149-155.
- CUVIER. — « Les possibilités d'emploi de la farine d'arachide dans l'alimentation humaine ». « Oléagineux », 1947, p. 201.
- DELAVIGNETTE. — « Le peuple de l'arachide » in « L'Appel de l'Afrique Française », 1933, p. 402.
- DELOLME. — « Rendement à l'hectare des cultures indigènes d'arachides au Sénégal ». « Oléagineux », mai 1948, p. 262 à 267.
- DELMAS. — « Alerte chez les cultivateurs d'arachides. Les principes des échanges commerciaux dans le cadre de l'Union Française ». Marchés coloniaux du 10-3-1951, n° 278.
- DEVUYST. — « La culture irriguée de l'arachide dans la région de Valence ». « Oléagineux », nov. 1948, p. 513.
- DIAGNE. — « Le drame de l'arachide » in « Appel de l'Afrique française », 1933, p. 391-394.
- Direction des Affaires économiques et du Plan.* — « L'arachide des territoires d'outre-mer ». Bureau des export. et des prix.
- DUBARD. — « Étude sur l'origine de l'arachide ». Bul. Mus. Nat. Hist. Nat., 1906, p. 340.
- DUMAS. — « L'arachide ». Challamel, Paris, 1907.
- DUBOIS. — « Méthode de prospection et de cartographie des sols employés au Sénégal pour la recherche des terres à arachides ». Communication n° 165 présentée à la Conf. afric. des sols : Goma. Congo belge. 8-10 nov. 1948. Ext. du Bul. agr. du Congo belge, vol. XL, fascicule I.
- ENFANTIN. — « L'arachide au Sénégal. Essais de culture ». Rev. Cul. col., n° 9, 1898.
- EVESQUE. — « Le dernier projet de loi » in « La vie », 1932, p. 74 à 82.
- EYSSAU. — « Le beurre d'arachides ». « Oléagineux », oct. 1948, p. 464 à 467.
- FERRAND, DE PRÉVOT. — « Utilisation des engrais sous forme de pastilles pour l'arachide. Premier essai effectué au Sénégal, 1950 ». « Oléagineux », avril 1951, p. 191 à 202.

- FLEURY. — « L'arachide, principalement celle de Séné-Gambie ». Feret et fils, Bordeaux, 1900, 64 pages.
- GUÉRINI. — « La culture de l'arachide aux États-Unis ». « Oléagineux », 1947, p. 539.
- GUIRAUD. — « L'arachide sénégalaise ». « Monographie d'économie coloniale ». Librairie Tech. et Écon., Paris, 1938, 269 pages.
- GUYOT. — « Les recherches sur l'arachide aux Indes ». « Oléagineux », déc. 1950, p. 714-715.
- GAMAS. — « Quel est le vrai prix de revient de l'arachide au Sénégal » in « La porte Océane », n° 46, fév. 1949, p. 15 à 19.
- HENRY. — « Contributions à l'étude de l'arachide en A. O. F. ». Agro. Col. juil., août-sept. 1944.
- Institut de recherches pour les huiles de palme et oléagineux.* — « L'arachide ». Soc. d'édit. géog. mar. et col. Paris, 1943, 24 p.
- JACQUIER. — « Le port à arachides de Kaolack (Sénégal) ». Extr. du Génie civil du 7 janv. 1933. Paris, 1933, 20 pages.
- JUMELLE. — « L'Arachide ». Annal. col., mai 1905.
- LAROQUE. — « Essais préparatoires à la sélection des arachides ». « Oléagineux », oct. 1949, p. 580 à 587.
- LEBLOND, EVESQUE, FLAMERVILLE D'APRECOURT. — « La bataille de l'arachide » in « La vie ». Paris, n° 5, 1^{er} mars 1932, p. 71 à 84.
- LENGELLE. — « Le trafic des arachides par le canal de Suez ». « Oléagineux », oct. 1950, p. 583 à 585.
- MAUNOURY. — « La culture mécanique des arachides au Sénégal ». R. I. B. A. A. T., 1923. Tome III, p. 533-554.
- « Nouvelles observations sur la culture de l'arachide au Sénégal ». R. I. B. A. A. T., 1925. Tome 5, p. 879-881.
- MENSIER. — « La Compagnie générale des oléagineux tropicaux ». « Oléagineux », nov. 1948, p. 539-542, et déc. 1948, p. 616-617.
- MOREAU. — « Les maladies parasitaires des principales cultures coloniales (Arachides) ». Revue de Mycologie, 1949, tome 14.
- PAILLARD et ROMANET. — « Notes sur l'arachide ». Congrès d'Ag. col. Tome II, 1918, p. 139 à 169.
- PERRUCHOT. — « Moyens d'augmenter la production et le rendement de l'arachide au Sénégal ». Journal d'Ag. trop., n° 3, 1901, p. 62 à 73.
- PORTÈRES. — « L'assolement des terres à arachides au Sénégal ». Revue I. B. A. A. T., 1950. Tome 30, nos 327-328, p. 44 à 50.
- PRÉVOT. — « Croissance et développement de l'arachide ». « Oléagineux », janv. 1949, p. 1 à 11.
- « Nutrition minérale de l'arachide au cours de sa croissance ». « Oléagineux », fév. 1949, p. 69 à 78.
- « Croissance de l'arachide en France et au Sénégal ». « Oléagineux », janv. 1950, p. 24 à 28.
- « Physiologie de l'arachide et utilisation des engrais » in « Corps gras alimentaires », p. 113 à 117.

- « Nutrition minérale et rendement de l'arachide en France et au Sénégal ». « Oléagineux », oct. 1950, p. 557 à 562.
- PRÉVOT et OLLAGNIER. — « Application du diagnostic foliaire à l'arachide. Premiers résultats au Sénégal ». « Oléagineux », juin 1951, p. 329 à 337.
- « Essais de culture irriguée de l'arachide au Maroc ». « Oléagineux », juin 1950, p. 343 à 348.
- PRÉVOT et GOUNY. — « Le calcium dans la nutrition minérale de l'arachide ». « Oléagineux », mars 1949, p. 170-171.
- PRÉVOT et COMMUN. — « Effet secondaire des désinfectants employés pour les graines d'arachides ». « Oléagineux », avril 1951, p. 216 à 220.
- « Désinfection des semences d'arachides. A. E. F.-A. O. F. » « Oléagineux », janv. 1951, p. 1 à 10.
- NICOLLE. — « Le problème des arachides » in « La vie française » du 2 juil. 1948.
- ROBET. — « L'arachide, culture et utilisation ». Bul. Mat. gras. Tome 16, nos 192-195, 1924.
- RAULIN. — « De l'arachide ». Rev. Int. Prod. col., août 1927, p. 326 à 331.
- RÉAL. — « Sur une nouvelle méthode de lutte en entomologie appliquée basée sur les phénomènes de « barrière ». C. r. Ac. Ag. F. R., 1950. Tome 36, n° 7, p. 267-269.
- RISBEC. — « Dans quelle mesure la menace des insectes affecte-t-elle la production de l'arachide ? ». R. I. B. A. et A. T., n° 211-312 de sept.-oct. 1948, p. 381 à 389.
- ROBERT Jean. — « La situation économique du Sénégal, la production et le commerce de l'arachide. Leur réorganisation ». Marseille, 1932, 134 pages.
- ROUBAUD E. — « La lutte contre les insectes attaquant l'arachide ». Bul. mat. gras., n° 2, 1920, p. 74 à 83.
- RAMBERT et SEGUELA. — « Compte rendu de la station expérimentale de l'arachide », 1922-1926. R. B. A., 1927, p. 216.
- SAUGER. — « A propos d'une nouvelle méthode de sélection de l'arachide ». « Oléagineux », octobre 1950, p. 574 à 578.
- SAUGER et TOURTE. — « Oléagineux », mai 1951 : « Contribution à la technique des essais culturaux au Sénégal. Forme et dimensions des parcelles. Nombre de répétitions ». Agro. trop., 1951, nos 1-2, p. 29 à 37.
- SEGUELA. — « État actuel de la culture de l'arachide au Sénégal ». Agro. col., 1927, p. 263 à 269, et 302 à 308.
- Sud-Ouest économique (Le)*. — N° 234, mai 1933 : « L'Appel de l'Afrique française », p. 388 à 433.
- THOMSON. — « L'arachide et ses produits ». Bul. ren. agr., Rome, 1917, 87 pages.
- Vie Française (La)*. — « Désordre sur le marché des oléagineux ». N° 300 du 23-2-1951.

VUILLET. — « Note sur la sélection des arachides ». Bul. mat. gras. 1920, n° 2, p. 84.

WELBERG. — « Sur la valeur du foin d'arachide ». R. B. A., 1950, p. 103.

GERIGNY. — « La crise du marché de l'arachide ». Marchés coloniaux 10-2-1951, n° 274, p. 410 à 411.

B) *Inédits*

BOUSQUET. — « Monographie agricole du Sine-Saloum. Mesures et méthodes employées ou à employer pour obtenir un potentiel optimum de production en arachides, et pour maintenir ou restaurer la fertilité des terres », 1950, 153 pages.

DUBOIS. — « Les sols à arachides du Sénégal ». Rap. de Mis., 1948.

FOURNIER. — « Rapport sur la commercialisation de la récolte des arachides de la campagne 1950-1951 ».

« L'arachide dans la région du Sine-Saloum ». 26-4-1950.

— « Protocole d'accord pour la conduite d'achats d'arachides pour la campagne 1950-1951. »

GAGET. — « Arachides sélectionnées ». Campagne agricole 1945-1946, 11 avril 1946.

MAIGNIEN. — « Les sols à arachides ». Rapport à M. le Commissaire en A. O. F., 1948.

MESCLE. — « Rapport sur le bloc expérimental de l'arachide ». Rapport de campagne 1949, Service de l'Agriculture au Sénégal.

PEDOYA. — « Caisse de compensation et le compte de l'arachide ». Juin 1949.

SAUGER. — « L'amélioration de la production indigène par la distribution de semences d'arachides sélectionnées ». Bambey, 13 août 1949.

TOURTE. — « Un exemple des possibilités d'emploi des engrais en Afrique : la culture de l'arachide au Sénégal ». 12 août 1949, Bambey.

Traité des arachides. — « Projet de prix minima ». 18 oct. 1941.

3° PÉRIODIQUES

Afrique Nouvelle. — Revue, information, action sociale, documentation, folklore, hebdomadaire.

Agronomie Tropicale (L'). — Ministère de la France d'Outre-Mer, direction de l'agriculture, de l'élevage et des forêts. Édition Paul Martial, Paris.

Afrique Occidentale Française et le Togo (L'), édité par la Revue Française. *Annales de Géographie*. — Librairie Armand Colin, Paris.

Bois et forêts des Tropiques. — Revue technique, industrielle et commerciale, publiée sous les auspices du Comité national des bois tropicaux.

Bulletin de la statistique générale de l'A. O. F. — Haut Commissariat de l'Afrique Occidentale Française. Imprimerie du Gouvernement général à Rufisque.

Bulletin de l'Institut Français de l'Afrique Noire. Larose, Paris, et I. F. A. N., Dakar.

Bulletin d'Information de l'Afrique Occidentale Française. Service de l'Information.

Bulletin d'Information de la France d'Outre-Mer, 27, rue Oudinot, Paris.

Bulletin trimestriel de la Chambre de Commerce de Kaolack. — Grande Imprimerie Africaine à Dakar. Années 1929 à 1939.

Bulletin trimestriel de la Chambre de Commerce de Kaolack. — Imprimerie Faugère, Bordeaux, 1950.

Cahiers coloniaux. — Institut colonial de Marseille.

Cahiers d'Outre-Mer (Les). — Revue de géographie de Bordeaux et de l'Atlantique. Institut de la France d'Outre-Mer. Éditions Bellenaud, Paris.

Chroniques d'Outre-Mer. — Études et informations (Nouvelle forme du Bulletin d'Information de la France d'Outre-Mer). La documentation française, Paris.

Comptes rendus mensuels des séances de l'Académie des Sciences coloniales, par M. le Secrétaire perpétuel. Ac. des Sciences coloniales, Paris.

Dalloz. — Recueil de Jurisprudence.

Économie contemporaine (L'), rue Cernuschi, n° 10, Paris (XVII^e).

Encyclopédie coloniale et maritime (L'), 3, rue Blaise-Desgoffes, Paris (VI^e).

Études et Conjonctures, Institut national de la statistique et des Études économiques. Pres. Univers. de France, Paris.

Études et Informations.

France d'Outre-Mer, 37, rue Marbœuf, Paris.

Fruits d'Outre-Mer, Institut des fruits et agrumes coloniaux, Paris.

Gazette du Palais, Recueil de Jurisprudence.

Journal Officiel. — Lois et décrets.

— Débats de l'Assemblée Nationale.

— Débats du Conseil de la République.

— Débats de l'Assemblée de l'Union Française.

— J. O. de l'Afrique Occidentale Française.

— J. O. du Sénégal.

Marchés coloniaux du monde, 190, boulevard Hausmann, Paris.

Matières oléagineuses (Les). (En France et dans le Monde). Journal des Finances.

Nouvelle Revue Française d'Outre-Mer (mensuelle). Comité Central de la France d'O.-M., Paris (VIII^e).

Oléagineux. — Revue mensuelle des matières grasses (anciennement Bul. des matières grasses). Institut de recherches pour les huiles de palme et oléagineux. Société d'édit. tech. et col., Paris.

PENANT. — Recueil général de Jurisprudence, de doctrine et de législation d'Outre-Mer.

Porte Océane (La). Ancienne imprimerie Étaix, Le Havre.

Problèmes économiques. La documentation française. Institut nation. de la statist.

Revue internationale des produits coloniaux, 97, rue Saint-Lazare, Paris.

Revue Nord-Sud. Éd. Inter-Press, 95, boulevard de la Gare, Casablanca.

Revue internationale de botanique appliquée et d'agriculture tropicale.

Muséum d'Histoire naturelle, Paris.

Tropiques, 25, rue de la Fidélité, Paris.

SIREY. — Recueil de Jurisprudence.

TABLE DES MATIÈRES

INTRODUCTION.....	17
PREMIÈRE PARTIE : <i>la traite des arachides dans le Sine-Saloum, jusqu'à la crise mondiale de 1929</i> : Le paysan noir et le libéralisme économique.....	25
I. — Les conditions de la traite :	
A) La production.....	26
climat.....	26
sols.....	28
facteurs démographiques.....	31
voies d'évacuation.....	33
procédés cultureux.....	33
travaux agricoles.....	37
B) Circulation du produit.....	41
traits dominants de la traite.....	41
évacuation du produit.....	52
II. — Les effets de la traite :	
A) Effets économiques.....	54
épuisement des sols.....	56
transformation des produits.....	59
B) Conséquences sociales et juridiques.....	60
les prix.....	60
le niveau de vie du paysan.....	62
la dislocation de la famille.....	66
l'évolution du droit.....	68
DEUXIÈME PARTIE : <i>la traite des arachides dans le Sine-Saloum, de la crise mondiale de 1929 à la mise en œuvre du plan de développement économique et social des territoires d'Outre-Mer</i> : le paysan noir et l'intervention de l'État.....	75

I. — Les conditions de la traite :

A) Les procédés culturaux.....	80
les navétanes.....	80
la culture attelée.....	84
l'approvisionnement en semences.....	87
B) La circulation du produit.....	91
la réglementation de la traite.....	91
le conditionnement du produit.....	101
l'intervention des sociétés de prévoyance dans la com- mercialisation du produit.....	106
les voies d'évacuation.....	108

II. — Les effets de la traite :

A) Effets économiques.....	112
la production.....	112
l'épuisement des sols.....	117
l'industrialisation du pays.....	120
B) Conséquences sociales et juridiques.....	126
l'évolution des prix.....	126
la prévoyance dirigée.....	139

TROISIÈME PARTIE : <i>La traite des arachides dans le Sine-Saloum et la mise en œuvre du plan de développement économique et social des terriroires d'Outre-Mer: le paysan noir et les problèmes d'avenir.....</i>	143
--	-----

I. — Les conditions de la traite :

A) La production.....	148
la culture mécanisée.....	148
la protection et l'amélioration des sols.....	152
la protection de la plante.....	160
sociétés de prévoyance et coopératives agricoles.....	161
B) La circulation du produit.....	164
la réorganisation commerciale.....	164
l'aménagement des voies d'évacuation.....	173

II. — Les effets de la traite :

A) Effets économiques.....	177
la production.....	177
l'industrialisation du pays.....	179

<i>B)</i> Conséquences sociales et juridiques.....	184
les prix.....	184
les budgets familiaux et la politique des crédits.....	191
l'organisation d'un paysannat indigène.....	200
CONCLUSION.....	207
BIBLIOGRAPHIE.....	211
TABLE DES MATIÈRES.....	233

MISE A JOUR

Depuis la soutenance de cette thèse, le 4 juillet 1951, devant la Faculté de Droit de Montpellier, l'économie sénégalaise, et celle du Sine-Saloum en particulier, ont suivi la tendance générale que nous avons essayé de dégager dans la troisième partie de notre ouvrage. Les solutions que nous avons proposées pour l'avenir ont reçu, pour partie, un commencement d'exécution, du fait des réformes intervenues, tandis que les craintes que nous avons manifestées se sont malheureusement révélées bien fondées.

Nous devons remercier tout particulièrement les services de l'Agriculture et des Affaires Économiques du Ministère de la France d'Outre-Mer, ainsi que les membres de l'Institut de Recherches pour les huiles et oléagineux à Paris, qui nous ont considérablement facilité ce travail de mise à jour, en nous fournissant avec beaucoup d'empressement tous les renseignements dont nous avons eu besoin.

La Production

Depuis 1945, on constate un enlisement de la production : le rendement à l'hectare est limité aux taux d'avant-guerre ; le premier plan de développement économique et social des territoires d'Outre Mer, qui s'était fixé comme but une production de 900.000 tonnes d'arachides en 1956, a dû faire place, en 1948, à un plan quadriennal, aux objectifs plus modestes. Les promoteurs de ces plans avaient cru pouvoir « compenser la faiblesse en main-d'œuvre des territoires, grâce aux ressources les plus modernes de la mécanisation », et obtenir ainsi les « résultats les plus importants, dans les plus courts délais » (1).

Dans le cadre de cette politique, il revenait à de puissants organismes, comme la CGOT en Casamance, ou le Bloc de Boulèle, en ce qui concerne l'arachide, de produire cette denrée sur une

(1) Extrait du rapport de présentation du plan quadriennal 1953-1957 des territoires d'outre-mer.

grande échelle. C'était ne pas tenir suffisamment compte du facteur humain, du rôle du paysan autochtone, dont nous avons souligné l'importance tout au long des pages qui précèdent.

Les résultats obtenus par la CGOT n'ont pas répondu aux espoirs qu'elle avait fait naître. Quant aux expériences poursuivies à grands frais à Boulèle, elles ont confirmé l'échec de la culture entièrement mécanisée. Même la culture en association avec le groupement mouride n'a pas donné les résultats escomptés. Peut-être faut-il, en l'espèce, incriminer le mauvais choix du partenaire avec lequel on avait traité, plutôt que le principe même de l'association. En effet, rien de constructif ne peut être fait sans la participation volontaire et la confiance des intéressés : or, par essence, le Mouridisme s'oppose à l'organisation d'un paysannat libre. Celui-ci implique l'indépendance, l'amour du travail, l'attachement à la terre, sentiments qui ne trouvent pas de place dans la conscience des « talibés ». Aussi, dès 1953, la rupture était consommée entre la colonie mouride et le Bloc Expérimental de Boulèle. Ce dernier d'ailleurs, sous le nom de Secteur expérimental de Modernisation agricole (1), est devenu l'un des pions de la nouvelle politique, inaugurée avec le deuxième plan quadriennal.

« Les effets d'une meilleure exploitation ne pourront être atteints que par la combinaison d'actions techniques diverses, portées au niveau du cultivateur, en recherchant une amélioration progressive des techniques par la vulgarisation, la propagande, la démonstration. Elles devront réaliser ensemble un véritable encadrement du producteur ». Au 31 décembre 1952, 17,3 % des sommes dépensées pour la réalisation du premier plan quadriennal avaient été réservées à l'amélioration de la production, tandis que la majeure partie des crédits avait été absorbée par des investissements importants. Désormais, l'accent est mis sur le facteur psychologique et humain : c'est l'encadrement du paysan, son équipement, qui doivent guider les techniciens chargés de faire son éducation. Les mêmes directives se retrouvent dans les conclusions auxquelles ont abouti les membres de la mission Portères, chargés en mars et avril 1952, d'une étude sur l'aménagement de l'économie agricole et rurale du Sénégal (2).

Ce sont ces mêmes principes qui ont inspiré la mise en place des secteurs de démonstration installés en 1952, par l'IRHO à Darou, au sud de Kaolack : les essais de fumure minérale entrepris dans cette région se font à l'échelle du village : l'intervention de

(1) Arrêté n° 213 du 13 janvier 1955.

(2) Mission Portères. Aménagement de l'économie agricole et rurale du Sénégal, 3 volumes, mars-avril 1952.

techniciens est limitée au piquetage des surfaces, à la distribution et au contrôle de l'épandage des engrais, mais la culture est laissée à la charge des propriétaires des champs. Le but recherché est de provoquer par l'exemple des demandes d'engrais de la part des cultivateurs de la région. Cette nouvelle tendance trouve également son écho dans une réforme de structure des sociétés de prévoyance. Organismes para-administratifs, ces groupements avaient contribué au développement de la production, mais n'avaient pas su créer un courant de participation consciente des adhérents. Désormais les sociétés de prévoyance se transforment, à l'image de celle de Thiès, en sociétés mutuelles de production rurale. A ce changement d'appellation, correspond une modification profonde de la structure : le Président est désormais élu, le Commandant de Cercle devient simplement Commissaire du Gouvernement avec, il est vrai, un droit de contrôle et de veto ; un agent du service de l'agriculture figure dorénavant au sein du conseil d'administration. Grâce à une participation accrue des producteurs à la gestion du nouvel organisme, celui-ci doit animer et coordonner les efforts de tous, par la création, sous son égide, de « coopératives villageoises » — le rapport Portères parle de « hameaux modernisés », de « centres d'expansion rurale » — qui, à l'échelle du village, et sous la conduite d'encadreurs, doivent tendre à l'éducation mutualiste des cultivateurs, à l'intensification des prêts de campagne avec warrant collectif pour soustraire le rural aux crédits usuraires des traitants locaux, et à l'évolution des masses vers le mieux-être, par l'accroissement rationnel de la production et des profits. En 1954, 18 villages, représentant 2.200 hectares, et, en 1955, 38 villages, représentant 10.000 hectares (pour l'ensemble du territoire) ont bénéficié de ces expériences.

Le secteur expérimental de Boulèle est reparti, lui aussi, sur de nouvelles bases, en faisant participer 200 familles environ à la mise en exploitation rationnelle de 3.000 hectares de terres.

Sur le plan de la technique, des résultats appréciables ont été obtenus dans la conservation des graines de semences, et dans l'augmentation des rendements.

Au cours de l'année 1952 a été commencée la construction de magasins destinés à entreposer les graines : il a été constaté, en effet, que le stockage des graines en seccos, laissés à l'air libre, se soldait par des pertes pouvant atteindre 40 % de l'ensemble. Financés d'abord sur les crédits Ferdes, ces travaux ont été pris en charge dès 1954 par le budget Fides. Au mois de juillet 1956, 213 bâtiments étaient achevés, représentant une capacité totale d'emmagasinage de 60.000 tonnes (dont 20.460 revenant au Ferdes).

Commencée en 1951, la vulgarisation des fongicides, utilisés pour protéger les graines de semence, s'est poursuivie au cours des années suivantes. Pour l'ensemble du Sénégal, 1.058 tonnes de fongicides étaient employées en 1955. L'usage de ces produits ne s'est pas encore répandu dans le Siné-Saloum, où 302 kilos de fongicides seulement ont été utilisés en 1955. Pourtant, il a été établi que les champs ensemencés avec des graines traitées fournissaient un rendement supplémentaire de 143 kilos à l'hectare. Des essais, effectués à partir de 1952, ont démontré que le rendement à l'hectare augmentait de 200 kilos si l'on portait la densité des graines semées de 80.000 à 110.000 pour les variétés tardives, et à 170.000 pour les variétés érigées hâtives. Si l'on considère que les 30.000 graines supplémentaires pèsent 30 kilos environ, l'opération laisse un bénéfice appréciable (1).

Des résultats beaucoup plus spectaculaires, et appelés semble-t-il, à tirer la production du Sénégal de cet enlisement où elle semble avoir sombré depuis 1937, ont été obtenus par les spécialistes de l'IRHO, dans les essais de fumure minérale poursuivis dans la région de Darou, et que nous avons signalés ci-dessus. L'épandage de l'engrais, à raison de 40 kilos de sulfate d'ammoniaque, 60 kilos de phosphate bicalcique et 20 kilos de chlorure de potassium à l'hectare, a assuré une augmentation de rendement allant de 23 % pour le village de Ker Matar Sarho, à 54 % pour le village de Taiba M'Bayenne (2).

Si on tient compte des effets favorables de la désinfection des semences, de la forte densité et des engrais minéraux, on arrive, en conjuguant ces divers éléments, à obtenir un accroissement de plus de 90 % de la production, par rapport à la moyenne de la région.

La Commercialisation

Deux mesures importantes ont été prises par le Gouvernement, concernant l'une l'augmentation du nombre de points de traite, l'autre, le conditionnement du produit.

La tendance nouvelle de l'Administration à augmenter le nombre de points de traite, qui passe de 175 en 1935, à 306 en 1955, pour l'ensemble du territoire, semble trouver son origine dans les

(1) OLLAGNIER : « Les écartements dans la culture de l'arachide ». « Oléagineux », 1952, VII, p. 215. York E. T. Godfrey M. R. Runner or Bunch. Closer rows pay Research and farming 195. — OLLAGNIER et GROS : « Intérêt agronomique et économique de la culture de l'arachide à forte densité ». « Oléagineux », 1955, p. 547.

(2) ORGIAS : « Efficacité de la fumure minérale de l'arachide dans la région de Darou ». « Oléagineux », 1956, p. 577.

conclusions de la mission Portères, qui préconise cette mesure en vue de rapprocher le plus possible le lieu de commercialisation du lieu de production. Assuré d'écouler sa récolte avec le minimum de frais, le paysan serait ainsi stimulé dans son effort, et mettrait en culture des régions nouvelles ou laissées pour compte, ce qui, en définitive, favoriserait la production. Nous avons signalé en son temps, les inconvénients d'un accroissement du nombre de points de traite.

Une mesure réclamée depuis longtemps par les Chambres de Commerce, le criblage obligatoire, a fait l'objet de l'arrêté n° 2104 du 1^{er} avril 1953. Le commerçant doit cribler les arachides avant de les acheter, et utiliser à cet effet, un appareil du modèle « crible de Gambie ». Cette réglementation est complétée par un texte du même jour, stipulant qu'il y a fraude lorsque les graines contiennent plus de 2 % de corps étrangers. D'après une étude faite le 19 mars 1953, par MM. Moutaux, Président du SCIMPEX arachide du Sénégal, et Tascher, Président de la Chambre de Commerce de Dakar, les frais de criblage grèveraient le prix de revient du produit de 0 fr. 25 à 0 fr. 50 par kilo. Il est donc nécessaire que le criblage soit effectif et que l'augmentation du rendement au décorticage compense et au delà les frais de criblage. En tout cas, les effets de cette réglementation n'ont pas tardé à se faire sentir ; en 1953, on constate 30 % des arrivages adultérés à 4 %, et 70 % contenant de 1 à 2 % d'impuretés ; en 1954, 3 % des arrivages seules sont adultérés à plus de 2 %.

L'un des faits économiques les plus importants, enregistrés depuis 1951, c'est la faillite du mouvement coopératif, tel qu'il s'était développé au Sénégal. Nous avons signalé toutes les failles du système et mis en relief la nécessité de diriger et de contrôler les premiers pas de ces organismes nouveaux. Le manque de formation technique des dirigeants, l'incapacité ou la malhonnêteté des gérants recrutés par ces coopératives, ont eu pour conséquences une exagération des frais généraux, quand il n'a pas été constaté des détournements, au sens pénal du mot. La facilité avec laquelle l'aval du Territoire était accordée a fait perdre de vue la nécessité d'une gestion financière équilibrée, tandis qu'elle entraînait une prolifération anarchique de ces organismes. La politisation d'un certain nombre de ces institutions, et la prise en charge de quelques-unes d'entre elles par le mouvement mouride — avec tout ce que cela implique comme négation de l'esprit coopératif — leur ont imprimé un caractère partisan, contraire à l'essence même de la coopération. Ajoutons que le paysan, lié au commerçant par les crédits d'hivernage, a été contraint bien souvent de livrer sa récolte à son créancier et de ne pas tenir ses engagements vis-à-vis

de la coopérative. Enfin la loi du 10 septembre 1947 n'a peut-être pas fourni au mouvement coopératif africain naissant, l'instrument légal approprié.

Les résultats furent les suivants (pour tout le Sénégal) :

Campagne 1950-1951 : 214 coopératives agricoles, commercialisent 81.000 tonnes d'arachides ;

Campagne 1951-1952 : 104 coopératives participent aux opérations de traite et commercialisent 45.000 tonnes.

Campagne 1952-1953 : une vingtaine de coopératives commercialisent 23.000 tonnes ;

Campagne 1955-1956 : 10.216 tonnes sur un total de 249.466, sont commercialisées par les coopératives du Siné-Saloum.

Au mois d'octobre 1956, 83 coopératives restent débitrices du territoire.

La liquidation de cette tentative ne condamne pas le mouvement coopératif. Le paysan sénégalais ne peut, par ses seuls moyens, accéder à une amélioration des conditions de sa production : la coopérative est le cadre le plus propice à la vulgarisation des méthodes modernes de production, à l'achat de matériel coûteux, à l'organisation du crédit mutuel, et à la commercialisation du produit sur des bases saines.

Dès 1952, une réorganisation des coopératives avait abouti à la création de « secteurs coopératifs pilotes » notamment à Kaolack, Fatick, Gossas, Kafrine et Nioro du Rip. Constitués sous la forme de sociétés anonymes à capital et personnel variables, ces organismes sont groupés en une union appelée « entente coopérative », à laquelle ils ont délégué leurs pouvoirs. A la tête de chaque secteur est placé un « agent régulateur », chargé d'appliquer les décisions de l'entente et de surveiller les opérations d'achat, effectuées par de simples salariés.

A côté de ces coopératives d'achat, il y a lieu de rappeler ici les « coopératives villageoises » qui se créent sous l'égide des sociétés de prévoyance, elles-mêmes transformées ainsi que nous l'avons indiqué ci-dessus.

Le décret du 5 février 1955, portant statut de la coopération Outre Mer, est venu adapter la législation en matière de coopératives aux contingences propres aux territoires d'Outre Mer. L'originalité de ce texte, qui sera promulgué incessamment, en même temps que le règlement d'administration publique, pris pour son application, réside dans l'institution d'une procédure d'agrément et de contrôle des nouveaux organismes. Le comité d'agrément est présidé par un représentant du Gouverneur, et composé, moitié par des fonctionnaires, moitié par des membres élus par les coopératives régulièrement constituées.

Le pouvoir d'achat du producteur

Le prix payé au producteur peut être examiné dans sa valeur absolue, mais il peut également être considéré sous l'angle du pouvoir d'achat qu'il procure au paysan. Vu sous l'un ou sous l'autre de ces deux aspects, on peut dire que le prix payé au producteur n'a cessé de diminuer.

En effet, si, en valeur absolue, ce prix est égal à 64 % du prix CAF, avant la guerre, ce pourcentage tombe à 42 % en 1942, 45 % en 1945 et 46 % en 1946. C'est par les effets de la loi du 26 décembre 1945, qui crée le franc CFA, et de la loi du 18 octobre 1948, qui porte cette devise de 1 fr. 70 à 2 francs métropolitains, que la proportion constatée avant guerre se trouve à nouveau rétablie. Par ailleurs, si on compare le prix de l'arachide à la production, le salaire minimum du manœuvre africain à Dakar et le minimum vital africain dans cette dernière ville, on constate que, par rapport à l'indice de base 100 en 1938, l'indice du prix d'achat de l'arachide passe à 1936 en 1952 et à 2151 en 1956, alors que, dans le même temps, l'indice du salaire du manœuvre passe respectivement à 2671 et 2676, et l'indice du minimum vital à 2742 et 2455.

L'arachide, produit pauvre, supporte des taxes fiscales de plus en plus lourdes :

3,35 % de la valeur FOB en 1939 contre 13 % de cette valeur en 1949-1950.

11 % de la valeur CAF en 1939 contre 16 % en 1952 (1). L'amenuisement du prix, considéré dans sa valeur absolue, tient également à l'augmentation des frais supportés par les exportateurs : hausse des salaires, et des transports. Enfin l'intervention du législateur métropolitain dans ce domaine est guidée, avant tout, par des préoccupations économiques : se plaçant du côté du consommateur, le législateur considère l'huile d'arachide comme un complément de l'huile de colza, moins chère : la fixation d'un prix plafond pour l'arachide ou ses dérivés est donc conditionnée par cette optique.

En ce qui concerne le deuxième aspect de la notion prix, le pouvoir d'achat, nous avons déjà noté que l'obligation d'importer des produits métropolitains, de préférence aux produits étrangers, grevait le budget du consommateur africain, les prix des premiers étant toujours de 15 à 40 % supérieurs à ceux des seconds.

Si on compare les cours du riz importé à Kaolack et les cours

(1) Consulter Gérard BOURLET, 1953 : « Étude sur le prix : l'arachide », Comité d'études et de liaison du patronat de l'Union française.

des arachides dans ce même centre, en 1939 et en 1953, on constate que le coefficient d'augmentation du premier produit se situe à 33, tandis que le prix des arachides n'a augmenté que dans la proportion de 21.

	Janvier 1939	1953	Coefficient d'augment.
Valeur 100 kilos arachides coques.....	94,20	1980	21
Valeur 100 kilos brisures riz...	165	5500	33

Les profits bruts moyens de la terre, par « unité rurale », ce qui représente la surface moyenne cultivée par habitant, atteignent les chiffres suivants pour la région de Kaolack :

	1953		1954		1955	
	Kilos	Francs	Kilos	Francs	Kilos	Francs
Arachides.....	560	11.144	508	11.277	670	13.694
Mil.....	278	5.160	234	4.680	242	4.840
Divers.....		716		644		739
		17.420		16.601		19.273

Ces sommes ne représentent même pas la rémunération, au taux le plus bas, des heures de travail consacrées effectivement à la culture. Elles font du paysan un salarié moins bien rétribué qu'un « boy », qui percevait à la même époque, à Kaolack, 4.000 francs par mois au minimum, soit 48.000 francs par an.

Alors que les salariés forment à peine 5 % de la population, la masse des salaires versée est à peu près égale au produit net de la traite en 1953-1954 (1). Cette simple comparaison des chiffres suffit à expliquer pourquoi tant de paysans ont déserté la campagne pour aller vivre dans les villes, et notamment dans la presqu'île du Cap Vert, où l'emploi de manœuvre leur assure des revenus plus larges que la profession rurale.

Il ne faut pas perdre de vue que l'arachide n'est qu'une culture d'appoint pour le cultivateur sénégalais : le rapport arachides-cultures vivrières se modifie d'une année à l'autre en fonction du bénéfice que le cultivateur espère tirer de sa culture d'exportation. La baisse constante de son pouvoir d'achat a poussé le paysan à

(1) TRICART : « L'arachide au Sénégal, exemple d'économie de traite », Cahiers d'information géographique, 1955, nos 4-5.

augmenter les superficies consacrées aux premières au détriment des terres réservées à l'arachide.

Répartition en pourcentages des cultures dans le Sine-Saloum :

	1938	1954	1955
Cultures vivrières.....	54,1	58,1	57,7
Dont mil.....	40,5	45,9	45,3
Arachides.....	45,9	41,8	42,3

L'examen rapide de l'évolution de l'économie sénégalaise depuis 1951, confirme la prédominance du facteur humain, qui s'impose à toute politique tendant à obtenir une augmentation de la production. Les procédés cultureux, si perfectionnés soient-ils, ne seront pleinement efficaces que si le paysan sénégalais prend conscience de la noblesse de son métier. Il n'en sera ainsi que si ce cultivateur ne se sent pas abandonné à son sort, s'il se rend compte qu'il n'est plus le parent pauvre. Aussi longtemps que la comparaison de sa condition avec celle des classes sociales les moins favorisées, se fera à son détriment, toutes initiatives prises pour augmenter la production seront vouées à l'échec. Aucun système ne peut fonctionner sans l'existence d'un circuit de confiance entre tous les participants : rétablir cette confiance, en même temps que promouvoir une amélioration des procédés cultureux, voilà le seul moyen pour les Pouvoirs Publics de consolider la communauté franco-sénégalaise.

Paris, le 27 novembre 1956.

Commercialisation des arachides dans le Sine-Saloum

Tonnages commercialisés, en tonnes

Année	Tonnage	Année	Tonnage
1906	25.480	1940	260.500
1912	54.434	1941	160.223
1913	61.636	1942	89.153
1914	99.083	1943	70.004
1922	111.577	1944	154.061
1925	163.767	1945	131.832
1927	176.356	1946	170.380
1928	165.900	1947	153.430
1929	183.446	1948	227.649
1930	255.350	1949	220.273
1931	254.700	1950	215.803
1932	148.900	1951	149.138
1933	244.850	1952	158.355
1934	279.886	1953	172.039
1935	209.526	1954	218.604
1937	310.419	1955	201.082
1938	223.633	1956	249.466
1939	251.432		

L'étude du graphique figurant à la page suivante, et représentant les variations du tonnage d'arachides commercialisées dans le Siné-Saloum, donne lieu aux remarques ci-après :

1° La guerre de 1914-1918 n'a pas ralenti la production : l'arachide s'installe dans le Sine-Saloum ;

2° Deux minima importants : le premier en 1932, dû aux effets de la crise mondiale, le deuxième en 1943, à la suite des hostilités ;

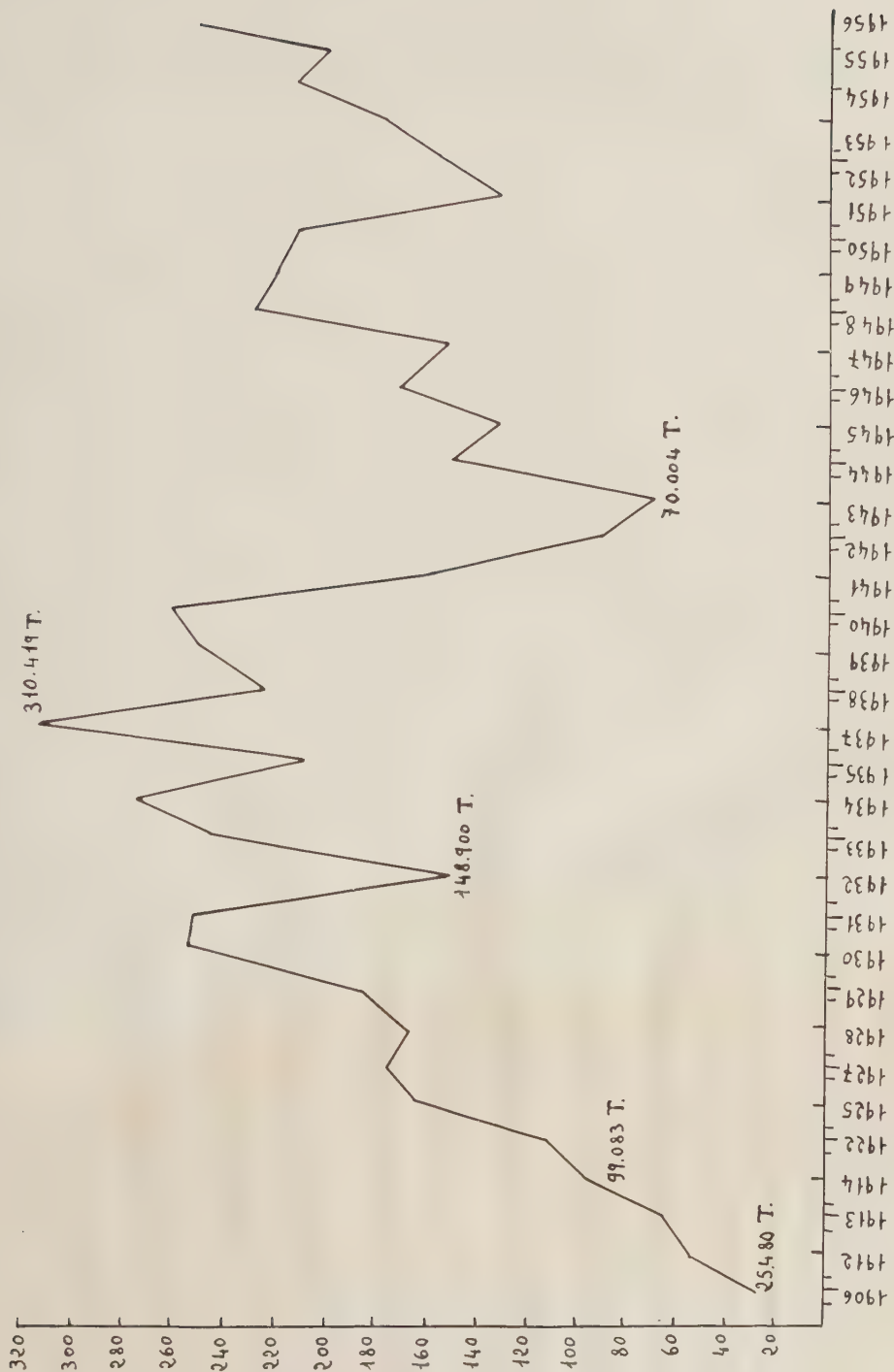
3° Un maximum en 1937, correspondant au maximum du pouvoir d'achat du producteur, obtenu l'année précédente, ce qui a incité le paysan à cultiver davantage l'année d'après ;

4° Une reprise rapide de la production dans les années qui suivent la crise de 1929 et la guerre de 1939-1945 ;

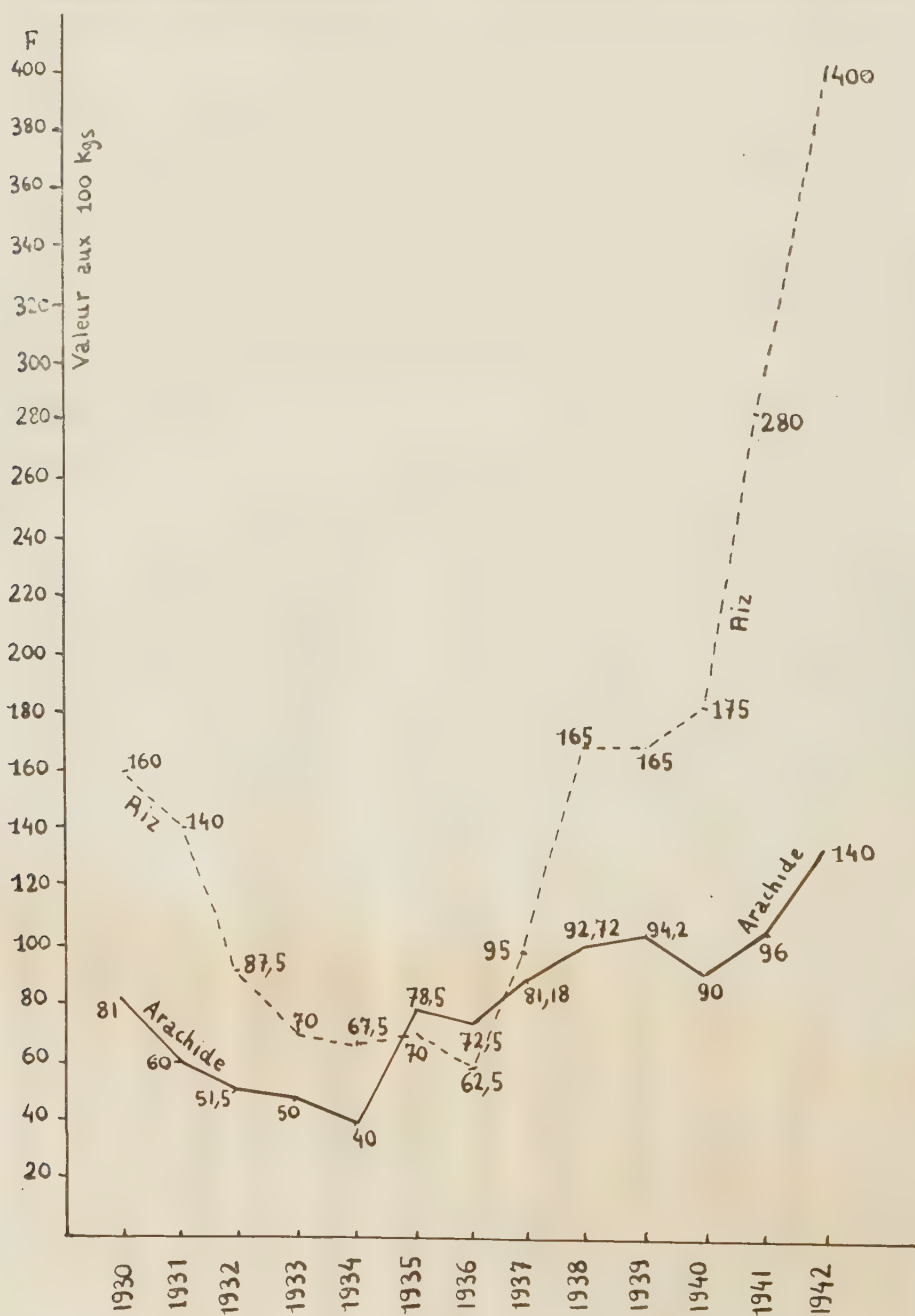
5° Un essoufflement de la production depuis la fin des hostilités : le plafond est obtenu en 1956 avec une production commercialisée de 249.466 tonnes, inférieure aux meilleures années d'avant-guerre ;

6° Une similitude entre ce graphique et le graphique représentant les variations du pouvoir d'achat du cultivateur avec toutefois un décalage d'une année : le producteur est incité à réserver à l'arachide de plus grands espaces pour l'année suivante, si durant l'année en cours son pouvoir d'achat s'est amélioré.

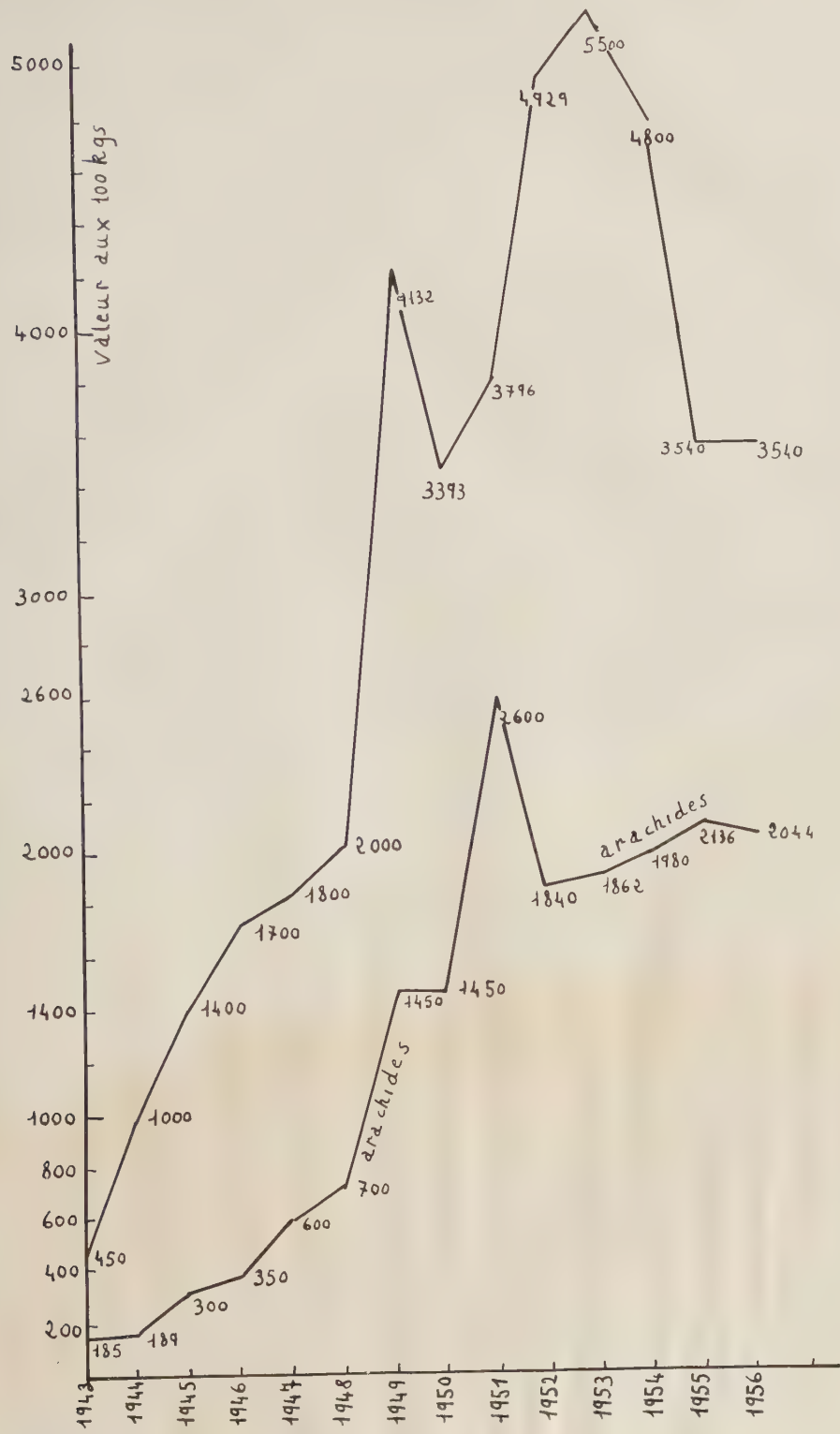
Graphique du tonnage d'arachides commercialisées dans le Sine-Saloum



Graphique des variations des prix du riz d'importation et de l'arachide de 1930 à 1942

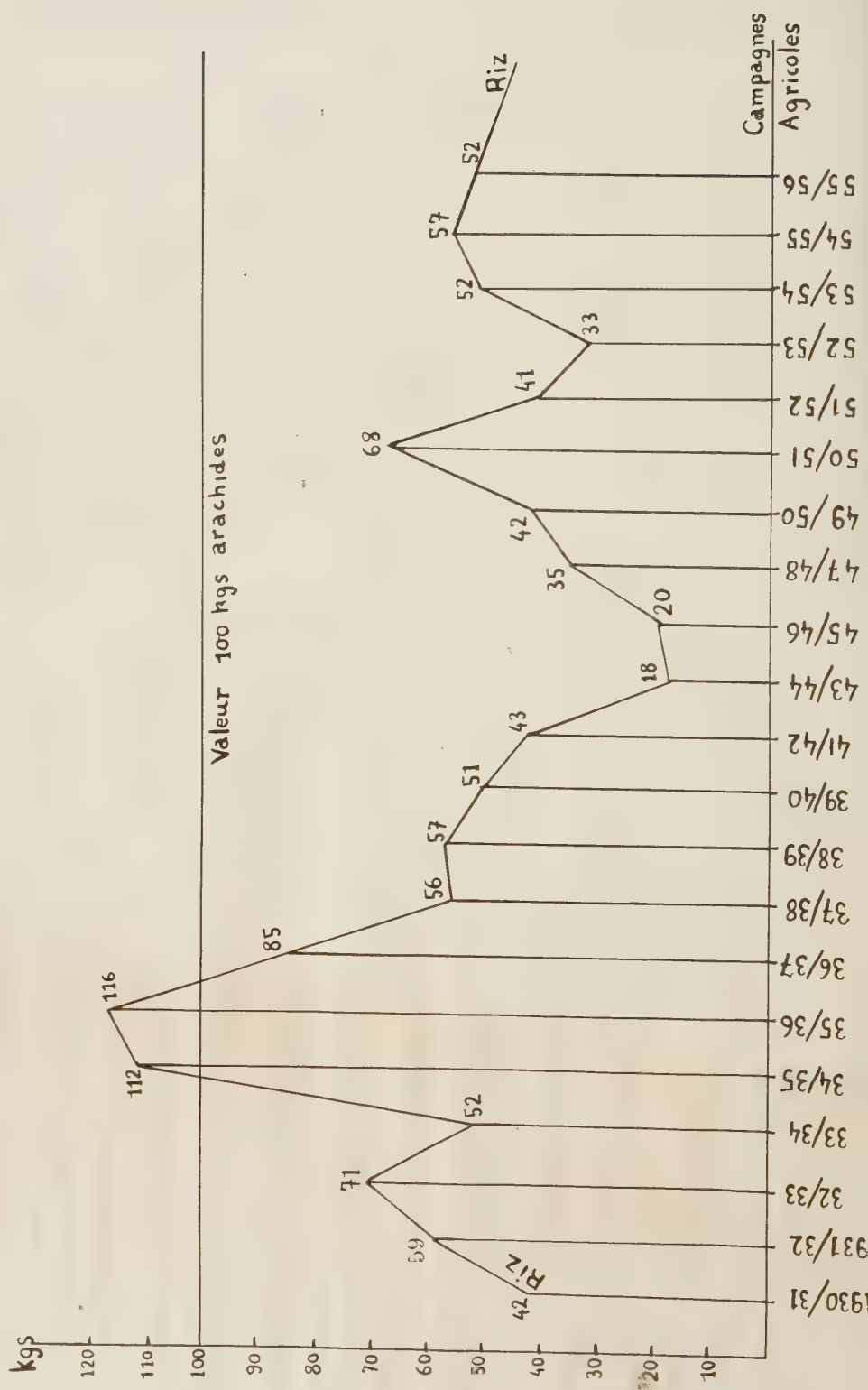


Graphique des variations des prix du riz d'importation et des arachides de 1943 à 1956



Variations du pouvoir d'achat du paysan sénégalais

La courbe exprime la valeur de 100 kgs d'arachides en kgs de riz. — En 1935-1936 le riz a coûté moins cher que l'arachide. Depuis lors et après une chute brutale durant les hostilités (1939-1945), le pouvoir d'achat du paysan sénégalais n'a plus retrouvé son niveau d'avant-guerre.



Étude du graphique A

Comparaison entre le salaire annuel minimum du manoeuvre ordinaire à Dakar, et le revenu annuel du paysan sénégalais ouoloff.

	1938	1945	1946	1947	1948	1949
	Fr.	Fr.	Fr.	Fr.	Fr.	Fr.
Rev. paysan...	1.080	3.318	3.949	7.023	8.215	16.381
Salaire manoeuvre africain...	2.100	6.000	12.300	18.600	31.500	40.800

	1950	1951	1952	1953	1954	1955	1956
	Fr.	Fr.	Fr.	Fr.	Fr.	Fr.	Fr.
Rev. paysan.....	18.703	28.799	22.995	21.519	22.621	25.110	25.508
Salaire manoeuvre africain.....	44.400	49.500	56.100	54.300	56.200	56.200	56.200

En ce qui concerne le manoeuvre, les statistiques officielles donnent, jusqu'en 1952, son salaire journalier, puis, à partir de cette date, son salaire horaire :

Taux journaliers :

1938 : 7 francs	1949 : 136 francs
1945 : 20 —	1950 : 148 —
1946 : 41 —	1951 : 165 —
1947 : 62 —	1952 : 187 —
1948 : 105 —	

Taux horaires

1953 : 27 fr. 15	1955 : 28 fr. 10
1954 : 28 fr. 10	mars 1956 : 28 fr. 10

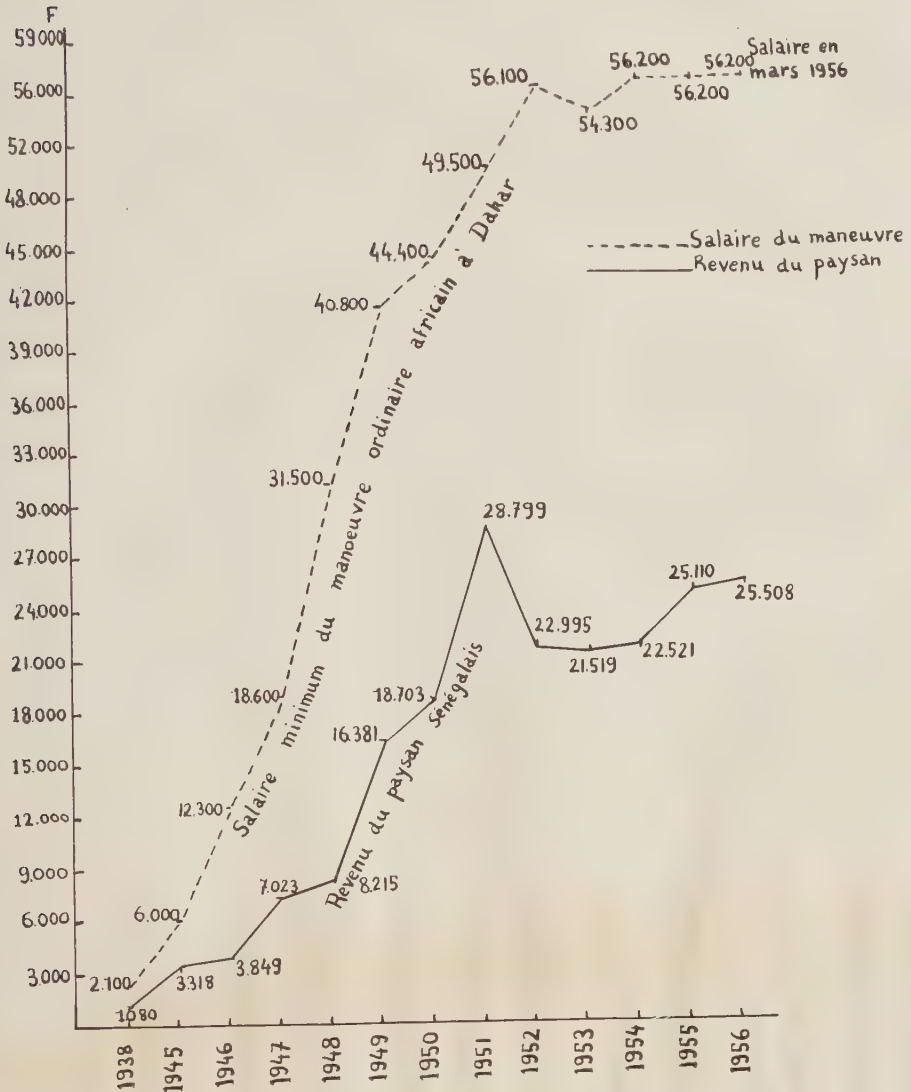
Le salaire annuel est calculé, soit en multipliant le salaire journalier par 300, soit le salaire horaire par 2.000 (50 semaines de 40 heures).

Le revenu annuel du paysan ouoloff est un revenu moyen. Il a été calculé en prenant comme bases les superficies moyennes cultivées en arachides (0 ha. 934), et en mil (0 ha. 573) par « unité rurale », avec un rendement moyen à l'hectare de 1.000 kilos d'arachides, et de 450 kilos de mil — rendements constatés dans le Siné-Saloum — soit une production annuelle de 934 kilos

d'arachides et de 258 kilos de mil par producteur. Il n'a pas été tenu compte des petits profits supplémentaires, que constitue parfois la vente de quelques œufs ou volailles.

On constate que le revenu annuel du paysan n'a jamais atteint celui du manœuvre ordinaire ; l'écart entre les deux n'a pas cessé d'augmenter.

A) Comparaison entre le salaire annuel du manoeuvre ordinaire africain à Dakar,
et le revenu annuel du paysan sénégalais ouloloff



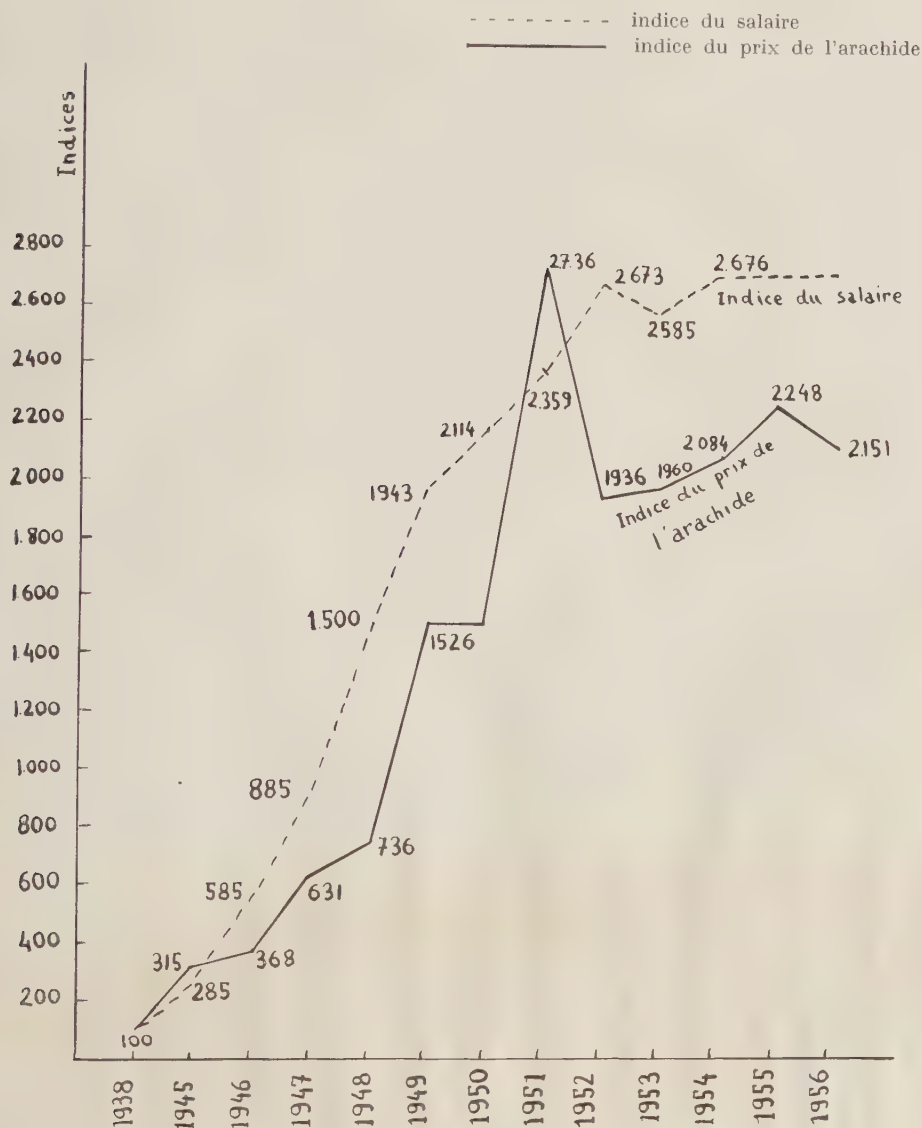
Étude du graphique B

Comparaison entre l'indice du salaire annuel minimum du manœuvre ordinaire à Dakar et l'indice du prix d'achat de l'arachide au producteur (indice 100 en 1938) :

Années	Salaire manœuvre	Prix achat arachide
1938	100	100
1945	285	315
1946	585	368
1947	885	631
1948	1.500	736
1949	1.943	1.526
1950	2.114	1.526
1951	2.357	2.736
1952	2.671	1.936
1953	2.585	1.960
1954	2.676	2.084
1955	2.676	2.248
1956	2.676	2.151

A l'exception de l'année 1951, où le rétablissement du prix libre a entraîné une hausse considérable des cours, le prix de l'arachide n'a jamais augmenté dans les mêmes proportions que le salaire du manœuvre.

B) Comparaison entre l'indice du salaire annuel minimum du manoeuvre ordinaire à Dakar,
et l'indice du prix d'achat de l'arachide au producteur
(indice 100 en 1938)



Étude du graphique C

Comparaison des indices :

1° Du pouvoir d'achat du paysan ouoloff ;

2° Du coût de la vie pour le manœuvre africain célibataire à Dakar ;

3° Du coût de la vie à Paris.

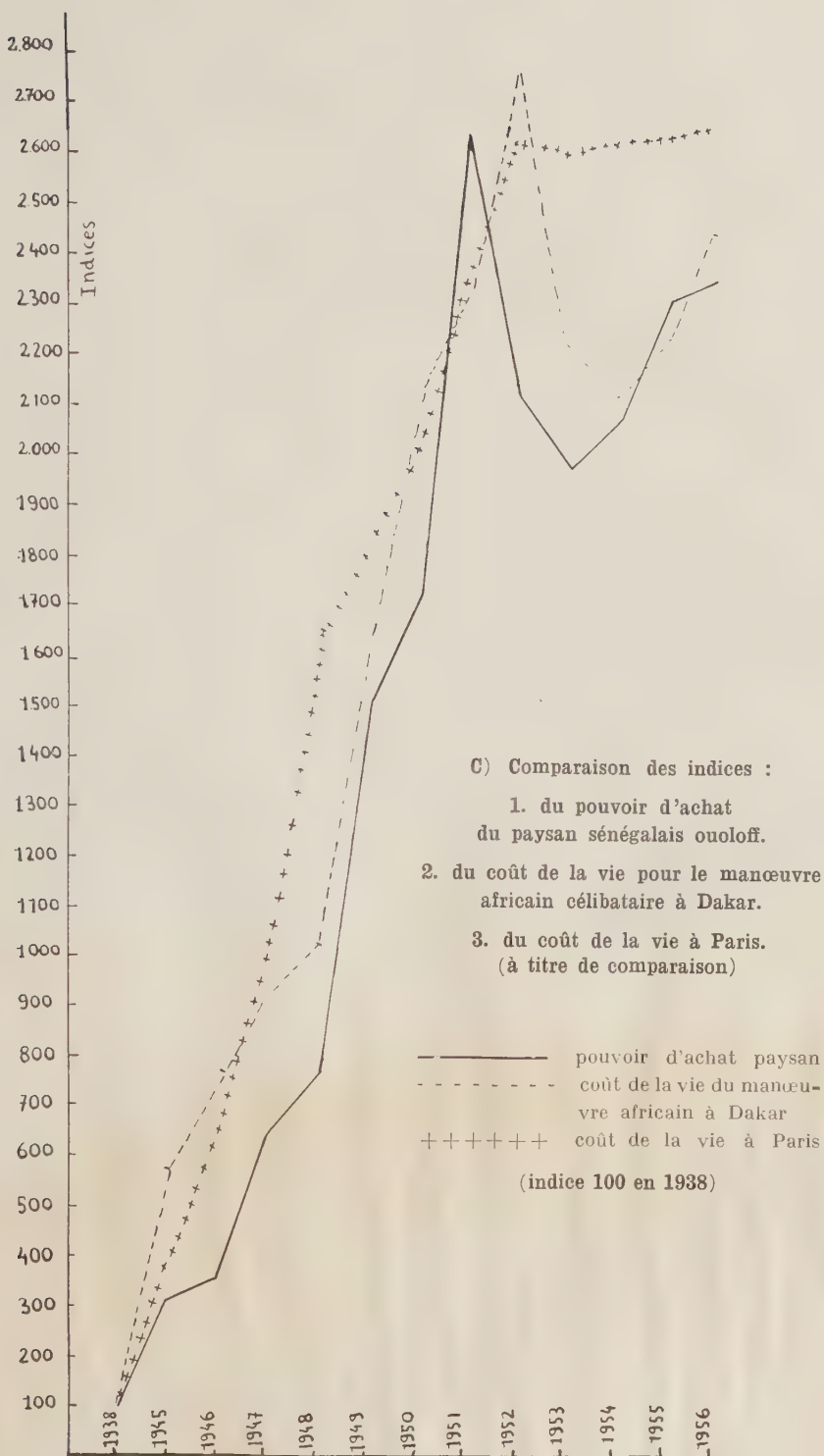
Années	Pouvoir achat paysas africain	Coût de la vie manœuvre Dakar	Coût de la vie à Paris
1938	100	100	100
1945	307	565	393
1946	356	731	645
1947	650	924	1.030
1948	760	1.007	1.650
1949	1.516	1.630	1.817
1950	1.731	2.135	2.020
1951	2.666	2.333	2.363
1952	2.120	2.742	2.640
1953	1.992	2.121	2.611
1954	2.094	2.108	2.618
1955	2.325	2.255	2.632
1956	2.361	2.455	2.694

Le pouvoir d'achat du paysan ouoloff est représenté par les revenus annuels acquis par lui (voir graphique « A »).

Le coût de la vie du manœuvre africain célibataire à Dakar est basé sur le prix d'achat des six denrées indispensables suivantes : pain, viande, poisson, riz, mil et sucre, qui constituent l'essentiel des dépenses de l'ouvrier africain.

Les indices du pouvoir d'achat du paysan ouoloff et du coût de la vie du manœuvre africain ont été établis en se référant à la monnaie locale, sans tenir compte des incidences de la loi du 26/12/1945 créant le franc C. F. A., ni de celles de la loi du 18/10/1948 portant la valeur de cette devise de 1 fr. 70 à 2 francs métropolitains.

Si l'allure générale des trois graphiques est semblable, on constate, qu'à l'exception de la récolte 1951, la progression du prix de l'arachide n'a pas eu la même ampleur que celles du coût de la vie du manœuvre africain ou du coût de la vie à Paris.



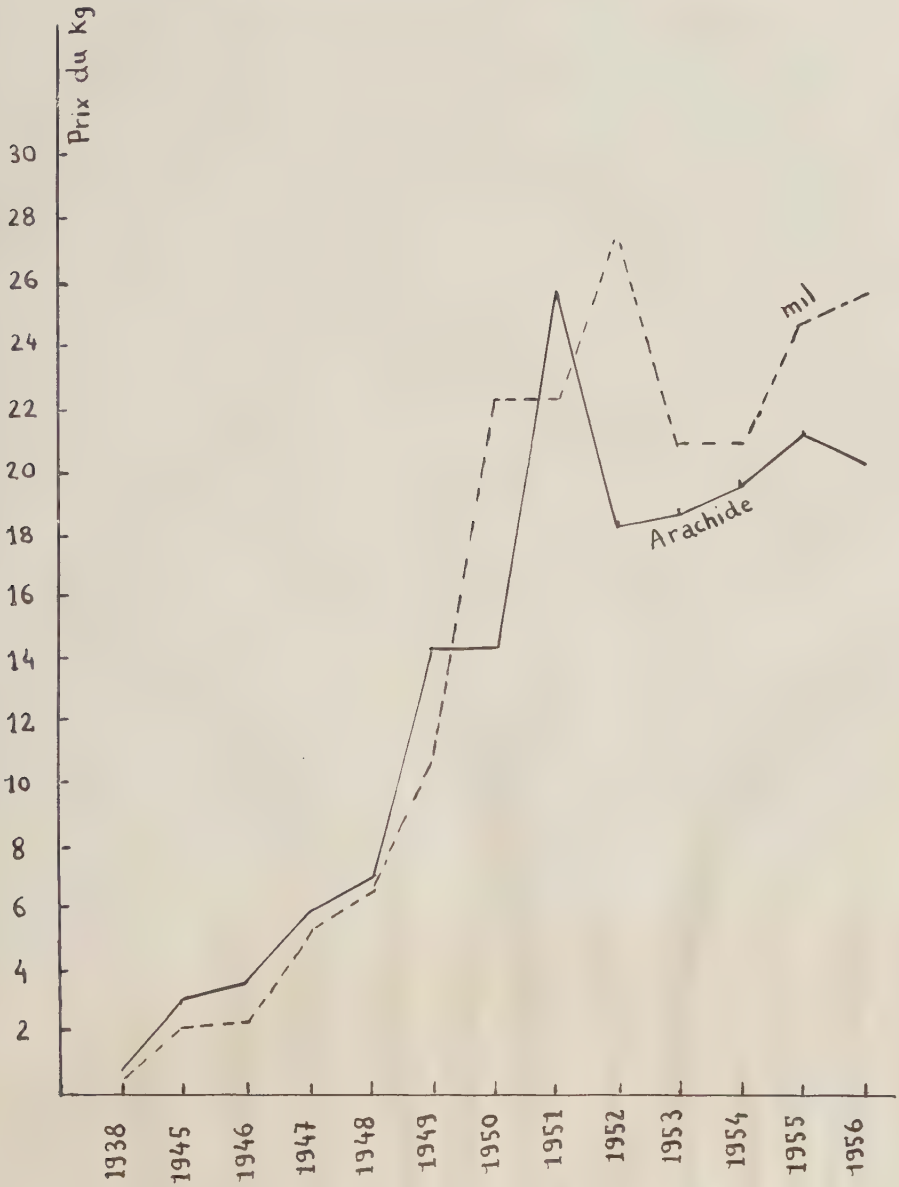
Étude du graphique D

Comparaison des variations des prix du riz et de l'arachide à la production.

Années	Arachide (le kg.)	Mil (le kg.)
1938	0 95	0 75
1945	3	2 10
1946	3 50	2 25
1947	6	5 5
1948	7	6 15
1949	14 50	11
1950	14 50	22 50
1951	26	22 50
1952	18 40	27 50
1953	18 62	21
1954	19 80	21
1955	21 36	25
1956	20 44	26

Après avoir été toujours inférieur au prix de l'arachide, le prix du mil, depuis 1950 (à l'exception de l'année 1951, où l'arachide a connu une hausse considérable en raison du rétablissement du prix libre) semble se maintenir toujours au-dessus du prix de l'arachide. Cette tendance, si elle devait persister, ne manquerait pas d'agir sur l'esprit du cultivateur, qui n'hésiterait pas à abandonner la culture de l'arachide pour celle du mil.

D) Graphique des variations des prix du mil et de l'arachide à la production



Étude du graphique E

Comparaison entre le prix CAF et le prix payé au producteur d'une tonne d'arachides décortiquées.

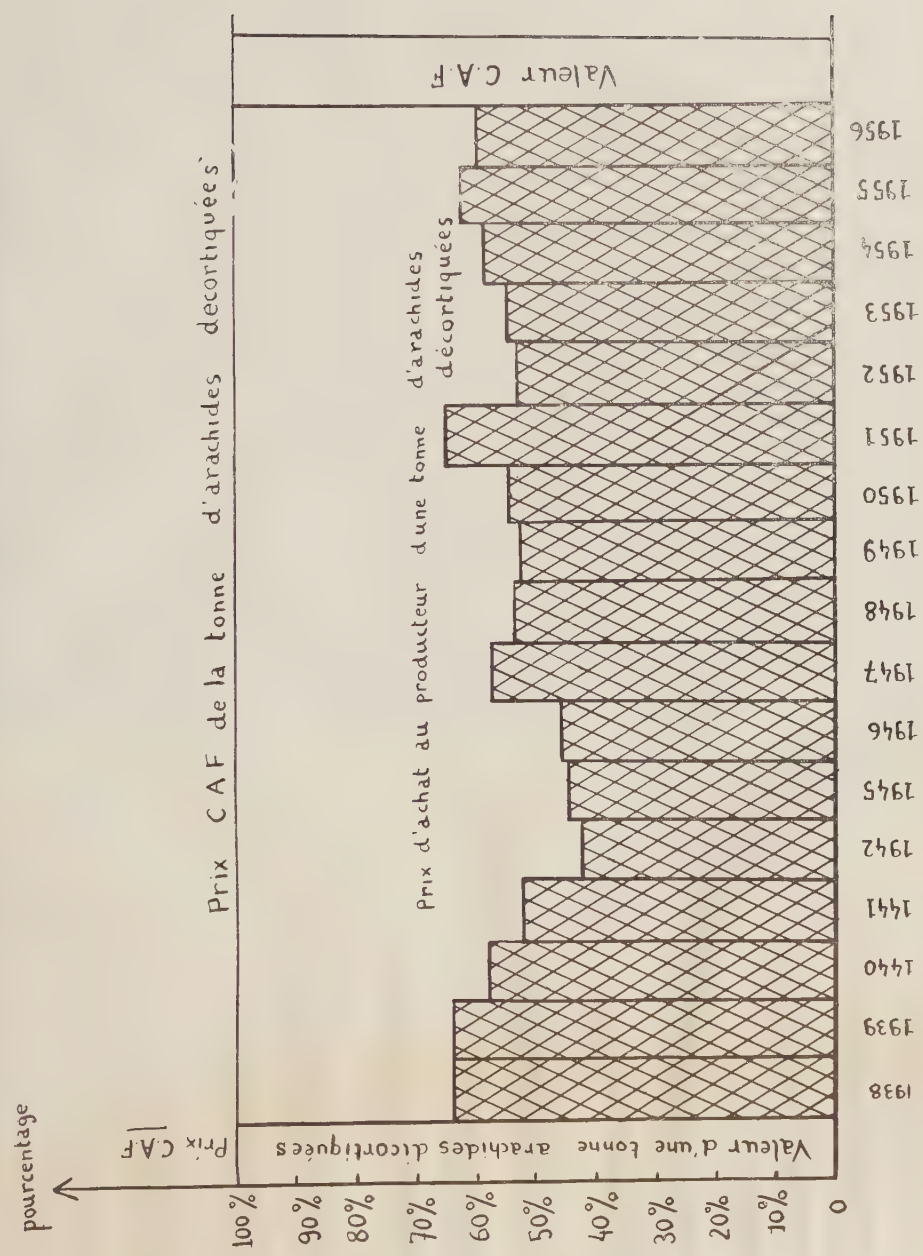
Les cotations officielles donnent le prix d'achat au producteur des arachides coques, tandis que les prix CAF se réfèrent aux arachides décortiquées. Pour trouver un élément de comparaison entre les deux valeurs, on a cherché l'équivalent du prix d'achat à la production, en arachides décortiquées, en considérant que le rendement au décortiquage est en moyenne de 71 %. On obtient ainsi les chiffres suivants (prix de la tonne métrique) :

Années	Prix achat producteur arachides coques	Prix équivalent achat prod. arach. décortiq.	Prix CAF décortiquées	Pourcentage prod. déc. CAF
1938	950 fr.	1.338 métro	2.074	64 %
1939	950 —	1.338 —	2.086	64 %
1940	1.000 —	1.408 —	2.405	58 %
1941	950 —	1.338 —	2.535	52 %
1942	1.400 —	1.971 —	4.593	42 %
1945	3.000 —	4.225 —	9.330	45 %
1946	3.500 cfa	8.379 —	17.876	46 %
1947	6.000 —	14.365 —	24.477	58 %
1948	7.000 —	16.760 —	30.507	54 %
1949	14.500 —	40.845 —	75.800	53 %
1950	14.500 —	40.845 —	74.083	55 %
1951	26.000 —	73.230 —	112.000	65 %
1952	18.400 —	51.831 —	97.500	53 %
1953	18.620 —	52.450 —	94.500	55 %
1954	19.800 —	55.774	93.000	59 %
1955	21.360 —	60.169 —	95.500	63 %
1956	20.440 —	57.577 —	95.500	60 %

On constate que le prix payé au producteur s'est amenuisé considérablement par rapport au prix CAF au cours des années 1941, 1942, 1945 et 1946 (pas de cotations CAF pour les années 1943 et 1944) : cela est dû notamment à l'augmentation du frêt, des transports et des frais de manutention.

A partir de 1947, la part revenant au producteur dans le prix CAF tend à retrouver son niveau d'avant-guerre. Mais cette tendance est purement théorique : elle est basée sur le fait que le prix d'achat au producteur a été multiplié par 1,7 à compter du 26/12/1945, et par 2 à compter du 18/10/1948, en fonction des dévaluations intervenues. En réalité, le paysan africain n'a pas recueilli tout le bénéfice de ces dévaluations, car le coût de la vie, en Afrique, s'est aligné sur la nouvelle devise, ainsi que le montre le graphique « C ».

E) Comparaison entre le prix CAF et le prix payé au producteur d'une tonne d'arachides décortiquées



BIBLIOGRAPHIE

- PÉLISSIER : « Problèmes agricoles au Sénégal, IFAN, Études sénégalaises, 1952, 2.
- CHAVANEL : « Étude sur le conditionnement des arachides du Sénégal et du Soudan destinées à l'huilerie », Nouvelle Revue française d'Outre-Mer, juin 1956.
- SAGOT : « L'arachide », Chroniques d'Outre-Mer, nov. 1954, p. 47.
- Monde rural d'Afrique Noire : IV^e journées d'études du Secrétariat social d'Outre-Mer, Paris, 9-13 mai 1953.
- PÉLISSIER : « Les paysans séréres, essai sur la formation d'un terroir du Sénégal ». Cahier d'Outre-Mer, avril-mai 1953, n° 22, p. 105.
- La Documentation française, n° 2129 du 21-1-1956 : « la modernisation du paysannat dans les territoires d'outre-mer ».
-

Vu par le Président de la Thèse

Montpellier, le 26 Juin 1951

Jean MORINI-COMBY.

Vu, le Doyen

Montpellier, le 27 Juin 1951

E. BECQUÉ.

Vu et permis d'imprimer

Montpellier, le 27 Juin 1951

Le Recteur,

P. GUILLON.

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans cette thèse, ces opinions doivent être considérées comme propres à leur auteur.

IMPRIMERIE A. BONTEMPS, LIMOGES

DÉPOT LÉGAL : 3^e TRIMESTRE 1958



Imprimerie A. BONTEMPS
LIMOGES (FRANCE)